

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX
FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE

1930-1931. — N° 115

CONTRIBUTION

A

L'HISTOIRE DE LA MÉDECINE A BORDEAUX

L'HOPITAL SAINT-ANDRÉ
LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE

présentée et soutenue publiquement le Vendredi 31 juillet 1931

PAR

Jean-Marie-Joseph Édouard-Max GIROU

ANCIEN-INTERNE DES HÔPITAUX
LAURÉAT DES HÔPITAUX

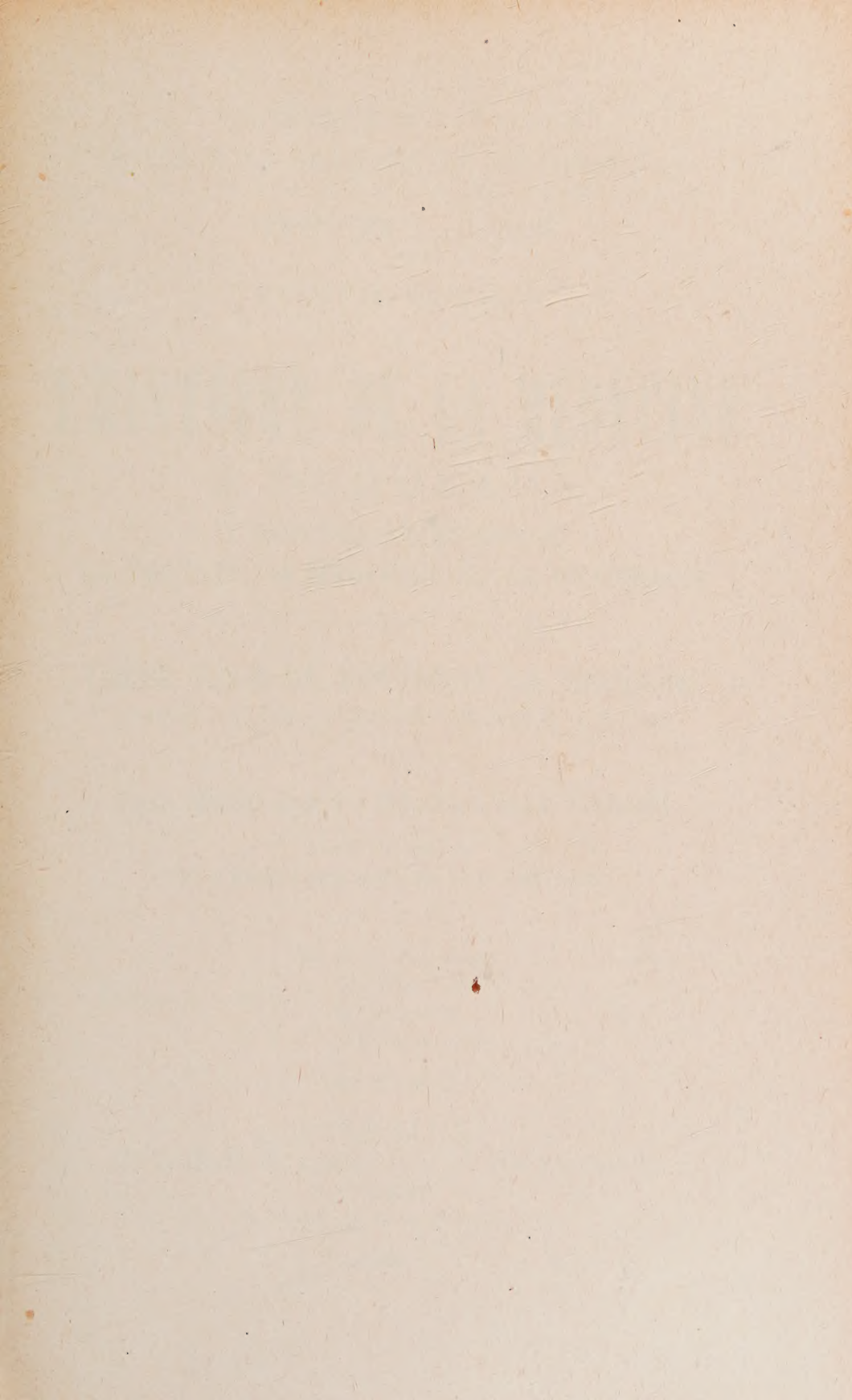
Né à **BORDEAUX** (Gironde), le 19 août 1897.

Examineurs de la Thèse	{	MM. SIGALAS, professeur,	Président
		CRUCHET, professeur	
		GREYX, agrégé.....	Juges
		CHARRIER, agrégé....	

BORDEAUX
IMPRIMERIE DE L'ACADÉMIE ET DES FACULTÉS
Y. CADORET

3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3

1931





Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX
FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE

1930-1931. — N° 115

CONTRIBUTION

A

L'HISTOIRE DE LA MÉDECINE A BORDEAUX

L'HOPITAL SAINT-ANDRÉ
LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE

présentée et soutenue publiquement le Vendredi 31 juillet 1931

PAR

Jean-Marie-Joseph Édouard-Max GIROU

ANCIEN INTERNE DES HÔPITAUX

LAURÉAT DES HÔPITAUX

Né à **BORDEAUX** (Gironde), le 19 août 1897.

Examineurs de la Thèse	{	MM. SIGALAS, professeur.	<i>Président.</i>
		CRUCHET, professeur.....	} <i>Juges.</i>
		CREYX, agrégé.....	
		CHARRIER, agrégé.....	

BORDEAUX

IMPRIMERIE DE L'ACADÉMIE ET DES FACULTÉS

Y. CADORET

3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3

1931 .

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE BORDEAUX

M. SIGALAS..... Doyen.

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. POUSSE, MOURE, PRINCETEAU, W. DUBREUILH, RIVIÈRE,
BARTHE, LE DANTEC, DENIGÈS.

PROFESSEURS

	MM.		MM.
Clinique médicale.....	MAURIAC.	Zoologie et parasitologie.....	MANDOUL.
id.....	CASSAET.	Médecine expérimentale.....	DUPÉRIÉ.
Clinique chirurgicale.....	CHAVANNAZ.	Clinique ophtalmologique.....	TEULIÈRES.
id.....	BÉGOUIN.	Clinique chirurg. infantile et orthopédie..	ROCHER.
Pathologie et thérapeutiques générales...	CARLES.	Clinique gynécologique.....	GUYOT.
Clinique d'accouchements.....	ANDERODIAS.	Clinique méd. des maladies des enfants..	CRUCHET.
Anatomie pathol. et microscopie clinique.	SABRAZÈS.	Chimie biologique et médicale.....	DELAUNAY.
Anatomie.....	VILLEMIN.	Physique médicale et pharmaceutique....	SIGALAS.
Anatomie générale et histologie.....	G. DUBREUIL.	Médec. coloniale et clin. des mal. exotiques.	BONNIN.
Physiologie.....	PACHON	Clinique des malad. cutanées et syphilitiques	PETGES.
Hygiène.....	AUCHÉ.	Clinique des maladies des voies urinaires.	DUVERGEY.
Médecine légale et déontologie.....	LANDE.	Clinique des malad. nerveuses et mentales.	ABADIE.
Electroradiologie et clin. d'électricité médic.	RÉCHOU.	Clinique d'oto-rhino-laryngologie.....	PORTMANN.
Chimie.....	CHELLE.	Toxicologie et hygiène appliquée.....	LABAT.
Botanique et matière médicale.....	BEILLE.	Hydrologie thérapeutique et climatologie..	SELLIER.
Pharmacie.....	DUPOUY.		

MM MICHELEAU, LEURET (Médecine générale).

AGRÉGÉS EN EXERCICE :

	MM.		MM.
Anatomie.....	DUBECQ.	Maladies mentales.....	PERRENS.
id.....	DUFOUR.	Chirurgie générale.....	PAPIN.
Histologie.....	LACOSTE.	id.....	JEANNENEY.
Physiologie.....	FABRE.	id.....	CHARRIER.
Anatomie pathologique.....	MURATET.	id.....	LOUBAT.
Parasitologie et sciences naturelles.....	R. SIGALAS.	Obstétrique.....	PERY.
Médecine générale.....	CREYX.	id.....	RIVIÈRE.
id.....	AUBERTIN.	Ophtalmologie.....	BEAUVIEUX.
id.....	DAMADE.	Dermatologie et syphiligraphie.....	JOULIA.
id.....	PIÉCHAUD.	Pharmacie.....	GOLSE.
id.....	DELMAS-MARSALET.	Chimie générale pharmaceut. et toxicologie.	VITTE.

COURS COMPLÉMENTAIRES :

	MM.		MM.
Clinique dentaire.....	CAVALIÉ.	Puériculture.....	FAUGÈRE.
Médecine opératoire.....	PAPIN.	Démonstrations et préparations pharmac..	N.
Accouchements.....	N.	Pharmacie chimique.....	GOLSE.
Ophtalmologie.....	CABANNES.	Zoologie et parasitologie.....	R. SIGALAS.

Orthopédie chez l'adulte, pour les accidenté du travail, les mutilés de guerre et les infirmes. MM. N.
Cours complémentaire annexe. — Prothèse et rééducation professionnelle..... GOURDON

Par délibération du 5 août 1879, la Faculté a arrêté que les opinions émises dans les Thèses qui lui
présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle entend ne leur donner
approbation ni improbation.



A LA MEMOIRE DE MES GRANDS-PARENTS

A LA MEMOIRE DE MA MARRAINE

A laquelle je garde une infinie reconnaissance pour tout ce qu'elle fit pour moi et dont la mort restera un de mes souvenirs les plus tragiques, riche d'enseignements pour l'avenir.

A MA MERE

Ce faible témoignage de mon immense affection pour toutes les preuves de sollicitude dont elle n'a cessé de m'entourer depuis... toujours.

Trouve ici, dans ces mots trop brefs et dont l'éloquence n'est pas assez expressive, l'assurance de la gratitude infinie que j'ai pour toi... maman.

A MON PERE

Au cours des années, j'ai pu voir avec quelle haute intelligence, quelle scrupuleuse exactitude, quelle volonté calme, mais inflexible, mais aussi avec quel amour passionné du devoir, tu accomplis quotidiennement ta tâche ! Tu représentes à mes yeux, par la façon dont tu pratiques sans cesse le bien, par la bienveillance dont tu tempères les sévérités du service, par la fermeté de caractère dont tu fais preuve et par la conception que tu as de ne jamais transiger avec ta conscience, le « Vir probus » des républiques antiques, l'« honnête homme de notre époque ! Pardonne-moi d'avoir esquissé un jugement à l'occasion de cette thèse, couronnement des efforts de ma vie, témoignage de l'immense affection que j'ai pour toi... Mon père... mon exemple... mon ami...

A MES PARENTS

A MES AMIS

RENÉ FERMAUD, MARCEL BERTRAND, ROBERT LOEB,
ANDRÉ SAVOYE.

Notre amitié ne s'éteindra pas avec
notre vie...

A MON AMI

LE DOCTEUR GEORGES ITHIER

Qui a bien voulu, à de multiples
reprises, m'associer à sa vie profession-
nelle, toute de douceur, de dévouement
et de bonté. Hommage très amical pour
le type accompli du « médecin prati-
cien ».

AUX DOCTEURS

PAUL DELMAS-MARSALET

ET

JEAN VILLAR

Mes chefs de conférence.

Auxquels je dois un remerciement parti-
culier pour l'amabilité et la science avec
laquelle ils voulurent bien me préparer
au concours d'internat.

A MES AMIS

A MES CAMARADES DE L'EXTERNAT

Pour le très grand honneur qu'ils me firent en me permettant de présider à la fondation de leur Association professionnelle, en me maintenant trois ans à leur tête, et en me nommant ensuite leur président fondateur.

A MES CAMARADES DE LA FEDERATION DES ASSOCIATIONS D'EXTERNES DE FRANCE

Qui voulurent bien reconnaître les efforts que j'avais faits pour les grouper et me nommèrent leur vice-président fondateur.

AUX MEMBRES DU COMITE DE REDACTION DU BULLETIN MEDICAL DE BORDEAUX

En hommage pour la gratitude dont ils témoignèrent à mon égard en faisant de moi le secrétaire de la rédaction du journal auquel j'avais consacré, pour sa formation, toute ma volonté et mon désir de réussir.

A MES CAMARADES DE L'INTERNAT

Parmi lesquels j'ai trouvé des amitiés que la vie ne démentira pas. Qu'il me soit permis de souhaiter que cette grande école de science et de devoir devienne aussi un jour une grande école d'amitié !

A MES CAMARADES
DE L'ASSOCIATION GENERALE DES ETUDIANTS
DE BORDEAUX

Pendant trois années consécutives, fait unique jusqu'à ce jour, ils m'ont élu et réélu président de l'A. G., me permettant ainsi de célébrer en 1930 le Cinquantenaire de cette Association, dont, au moment de l'inauguration de la Faculté de médecine, le recteur Ouvré disait « qu'elle était fraternelle, joyeuse et ardente au plaisir, mais que n'en seraient jamais bannis l'amour du travail et le sentiment du devoir ». Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de toute ma reconnaissance et de la dette qu'ils m'ont fait contracter, par cela même, à leur égard.

A MES CAMARADES
DU BORDEAUX-ETUDIANTS-CLUB

« Beauté, énergie, courage, telle était l'interprétation que l'on devait donner à ses initiales », disais-je lors du XXV^e Anniversaire du B. E. C., et qui dépeignait votre attitude sur les terrains de jeu. C'était en 1928. Mon opinion, depuis, n'a fait que se confirmer.

A MES CAMARADES
DE L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

Qui, en m'élevant, lors du dernier Congrès, à Caen, à la dignité de président de l'U. N., m'ont fait un insigne honneur, dont je ne saurais assez les remercier... Les mots ne pourraient exprimer à quel point je ressens cette grande marque d'amitié et d'estime, dont je suis resté confondu; elle pèsera lourdement dans ma vie ultérieure, dont je ne pourrai moins faire que d'en consacrer les loisirs à la grande cause estudiantine, si vivante, si passionnante, si digne d'intérêt et de dévouement...

A LA MEMOIRE
DE MES CAMARADES TOMBES AU CHAMP D'HONNEUR
(1914-1918)

« Ceux qui pieusement sont morts pour
la Patrie... »

V. HUGO.

A MES CAMARADES DE BORDEAUX
DE L'UNION NATIONALE DES COMBATTANTS

J'ai trouvé auprès de vous tous tant
de sympathie, tant de simplicité, tant
d'obscure sollicitude, en un mot tant
d'affection, que la vice-présidence de la
section de Bordeaux et la présidence des
3^e et 4^e cantons me semblent chaque jour
plus légères, parce que la joie que vous
me donnez compense largement toute
peine et me rend votre obligé à tous...
Merci de me faire revivre la période où
« un pour tous, tous pour un » était la
formule courante, gage de tous les dé-
vouements et de toutes les amitiés.

A MES MAITRES
DE LA FACULTE ET DES HOPITAUX DE BORDEAUX

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ VENOT (*in memoriam*)

MONSIEUR LE DOCTEUR RABERE

MONSIEUR LE DOCTEUR E. BITOT

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ CHARRIER

MONSIEUR LE PROFESSEUR HENRI VERGER (*in memoriam*)

MONSIEUR LE PROFESSEUR MAURICE DENUCE (*in memoriam*)

MONSIEUR LE DOCTEUR GOURDON

MONSIEUR LE PROFESSEUR PETGES

MONSIEUR LE DOCTEUR BOUSQUET

MONSIEUR LE PROFESSEUR DUVERGEY

MONSIEUR LE DOCTEUR LACOUTURE

MONSIEUR LE DOCTEUR DEBEDAT

MONSIEUR LE PROFESSEUR LE DANTEC

MONSIEUR LE DOCTEUR DENIS

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ CREYX

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ CABANNES

MONSIEUR LE DOCTEUR PESME

A MONSIEUR LE DOCTEUR BOUSQUET

Médecin des Hôpitaux.

Au médecin et à l'ami de ma famille, en souvenir du dévouement empressé dont il n'a cessé de faire preuve à notre égard; des conseils si avisés qu'il m'a toujours donnés et dont je lui suis très reconnaissant. En hommage pour ses éminentes qualités de clinicien et sa haute conscience professionnelle.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR J. GUYOT

*Professeur de Clinique gynécologique à la Faculté de Médecine de Bordeaux,
Chirurgien des Hôpitaux,
Membre correspondant de la Société de chirurgie,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Décoré de la Croix de guerre et de l'Ordre de Sainte-Anne de Russie,
Officier de l'Instruction publique.*

MON CHER MAÎTRE,

Je n'oublierai jamais que, dans une époque bien douloureuse de ma vie, vous avez su, montrant une fois de plus votre haute probité chirurgicale, faire preuve de science, de sagesse, de modération et de bonté. Soyez assuré de mon entière reconnaissance.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ G. JEANNENEY

*Chirurgien des Hôpitaux,
Chirurgien adjoint du Centre régional contre le Cancer,
Membre correspondant de la Société de chirurgie de Paris,
Croix de guerre.*

MON CHER AMI,

Le réconfort de ta grande science, de ton énergie et de ton dévouement sans cesse en éveil, mais surtout de ton cœur si généreux, me furent précieux à une certaine époque. Elle restera gravée dans ma mémoire.

A MONSIEUR LE DOCTEUR XAVIER DEBÉDAT

Electroradiologiste honoraire des Hôpitaux.

En témoignage de l'indulgence affectueuse dont vous avez toujours accompagné vos encouragements, de l'amitié sûre dont votre nom est synonyme pour ma famille et moi-même, et de l'exemple qu'offrent, à tous ceux qui vous approchent, votre probité et votre bonté.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ CABANNES

*Chargé du Cours complémentaire d'Ophthalmologie,
Oculiste des Hôpitaux,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Instruction publique.*

MON CHER MAÎTRE,

J'ai vécu auprès de vous des heures inoubliables, car vous savez allier la séduction d'une haute culture au charme prenant d'une bonté qui n'est jamais prise en défaut.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ CHARRIER

*Chirurgien des Hôpitaux,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre.*

En témoignage de ma gratitude pour la bienveillance affectueuse dont il ne cessa de faire preuve lorsque j'eus l'honneur d'être son externe. En témoignage aussi de l'admiration que j'ai pour sa maîtrise opératoire, son beau talent de chirurgien et sa grande conscience.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ CREYX

*Médecin des Hôpitaux,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre,
Officier de l'Instruction publique.*

En hommage pour son enseignement si séduisant, sa prodigieuse érudition, son sens clinique si avisé, pour la vivacité et l'originalité de son esprit, mais aussi pour la sympathie cordiale qu'il n'a cessé de me prodiguer.

A MON PRESIDENT DE THESE

MONSIEUR LE PROFESSEUR C. SIGALAS

*Doyen de la Faculté de Médecine et de Pharmacie,
Correspondant national de l'Académie de Médecine,
Membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique,
Commandeur de la Légion d'honneur,
Officier de l'Instruction publique.*

Vous m'avez, dans le cours de ma vie médicale estudiantine ou de ma vie estudiantine seule, prodigué sans cesse des conseils empreints de la plus grande prudence et de la plus chaude sympathie. J'ai trouvé dans chacune de mes visites auprès de vous la manifestation d'une égide affectueuse et avertie, qui fut souvent pour moi un précieux réconfort. Vous me donnez une nouvelle preuve de votre sollicitude en me faisant le très grand honneur d'accepter la présidence de cette thèse, que vous avez inspirée. Soyez assuré, Monsieur le Doyen, qu'en outre de l'admiration que j'ai pour le savant, de la déférence que j'ai pour le doyen, du respect que j'éprouve pour l'administrateur des hospices, je garde un profond attachement à celui qui a donné le plus beau démenti au proverbe latin : *De minimis non curat praetor !*

AVANT-PROPOS

« Il est permis dans l'existence de ne pas être tout à fait juste, il est permis de ne pas être tout à fait sage; il n'est pas permis de ne pas être tout à fait bon. »

SAINT-BERNARD.

Il est considéré comme une tradition, au moment où l'on va franchir cette dernière étape de la vie estudiantine qu'est la thèse de doctorat en médecine, de jeter un coup d'œil en arrière sur ce qui vient d'être votre existence et qui touche à sa fin.

« Ah ! la mélancolie des choses qui finissent... »

Pourtant, il semble que le mot tradition peut être plus avantageusement remplacé par celui de devoir. Et quel devoir plus aimable que d'adresser l'expression de ses remerciements et de sa reconnaissance à tous ceux qui, dans tous les ordres, familial, professoral, « patronal », amical, ont distrait à de nombreuses reprises quelques minutes de leur absorbante vie pour vous accorder un conseil, vous enseigner quelque chose ou vous donner une preuve d'amitié.

C'est à tous que j'adresse du plus profond de mon cœur un « merci » remplaçant, dans sa brièveté, tous les longs développements qui n'ajouteraient rien à la sincérité de ma pensée...

*
* *

« La Science de la médecine, si elle ne veut pas être rabais-sée au rang de métier, doit s'occuper de son histoire et soigner les vieux monuments que les temps passés lui ont légués », a dit Littré.

C'est cette pensée, ainsi que les bienveillants conseils de M. le Professeur Sigalas, qui m'ont conduit à étudier, au cours des pages qui vont suivre, une tranche de notre grande histoire de Bordeaux, si riche en anecdotes et en beauté au point de vue hospitalier et au point de vue universitaire.

Dans ce travail, comme dans tout ce que j'ai entrepris, ou que je fais dans d'autres ordres, j'ai essayé, en m'inspirant de la belle maxime de saint Bernard, de m'élever au-dessus des simples contingences pour montrer combien, par delà les querelles intestines et personnelles, par delà les empêchements et les ennuis qui surviennent dans toute entreprise, la victoire appartient à ceux qui persistent, ne voyant que le but final dans l'intérêt de tous, et qui se disent, comme Guizot, « qu'il n'y a que ceux qui rampent qui ne tombent pas ! »

CONTRIBUTION

A

L'HISTOIRE DE LA MÉDECINE

A BORDEAUX

L'HOPITAL SAINT-ANDRÉ

LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE

INTRODUCTION

« Dans la nature, chaque minute est nouvelle. Le passé est toujours englouti et oublié; seul ce qui vient est sacré », a dit Emerson.

Il semble que cette pensée s'accorde tout à fait avec la vie trépidante actuelle et avec la hâte que l'on a de savoir sans cesse ce que réserve demain. Pourtant, par un paradoxe qui au fond est très humain, jamais aucune époque atteinte de fièvre pareille n'a autant qu'aujourd'hui cherché et recherché les occasions de fêter et de célébrer les cinquantenaires, les centenaires, les bi ou les tricentenaires...

Or, si nous examinons les documents livresques que nous pouvons avoir sur l'histoire de la Médecine à Bordeaux, nous nous apercevons que deux ouvrages surtout forment les deux piliers de cette littérature médicale : *Les médecins et les vieux*

hôpitaux, du docteur Durodié, et *L'Histoire de la Faculté de médecine de 1441 à 1888*, du docteur Péry. Si le premier ne franchit pas, ou du moins à peine, l'époque révolutionnaire dans le cadre hospitalier, l'autre s'arrête, dans le cadre universitaire, à la transformation tant attendue et si méritée de l'ancienne école de médecine de Bordeaux en une Faculté mixte de médecine et de pharmacie.

Ce qui fait suite à l'histoire des « vieux hôpitaux de Bordeaux » maintenant disparus, n'est-ce pas précisément en partie, celle de « l'hôpital » qui a servi de berceau aux études médicales des générations de plus d'un siècle; et ce qui parferait l'histoire de l'« ancienne école » n'est-ce pas précisément aussi la relation des actes successifs qui ont fait de la « jeune Faculté » du doyen Henri Gintrac la « grande et belle Faculté » du doyen C. Sigalas ? La consécration que vient de marquer récemment le cinquantenaire d'icelle se trouve en même temps pouvoir s'appliquer, à quelques mois près, au centenaire de celui-là.

M. le doyen Sigalas nous fait l'honneur de nous demander de traiter un tel sujet comme thèse inaugurale; nous lui sommes infiniment reconnaissant et nous nous sommes senti très inférieur à cette lourde tâche.

Nous avons trouvé heureusement des renseignements précieux aussi bien dans les bibliothèques des Facultés que nous ont ouvertes largement nos amis MM. Pitangue et Minvielle que dans les archives de l'Administration des hospices qui ont été mises à notre disposition par M. Edouard Gïrou, secrétaire en chef des hospices, notre père, qui nous a donné là une fois de plus une marque de sa bienveillante affection.

Nous remercions particulièrement M. le Professeur René Cruchet, qui a bien voulu nous prêter obligeamment un certain nombre de clichés du *Journal de Médecine de Bordeaux*, ajoutant un service de plus à ceux que m'avaient rendus ses articles si originaux et si documentés.

Au cours de nos recherches, qui ont mis sous nos yeux de multiples documents dont l'intérêt nous a retenu plus long-

temps que nous ne l'aurions voulu, nous avons trouvé les éléments d'arriver à *plusieurs* réalisations inédites; nous nous étonnons, croyons-nous à juste titre, en pensant que nul n'a encore été tenté de concrétiser semblable richesse, et de faire « revivre » des personnages qui font honneur à la science médicale française et dont la vie multiple s'apparente presque au roman.

La bibliographie d'un Moulinié, d'un Capelle, d'un Elie Gintrac, d'un Henri Gintrac, voire même plus près de nous d'un Pitres ou d'un Arnozan, n'y aurait-il pas là de quoi donner envie à quelqu'un d'apporter une pierre à un édifice déjà si élevé ?

Voulant éviter dans la mesure du possible de faire des redites avec les ouvrages si remarquables de MM. les docteurs Durodié et Péry, nous nous sommes contenté dans notre première partie d'envisager, après un rapide historique de l'ancien Hôpital Saint-André, les tractations nombreuses qui ont abouti à la création et à l'exécution de l'Hôpital Saint-André actuel. A cette occasion, nous avons évoqué toute une période de vie hospitalière médicale bordelaise intense au cours de la guerre d'Espagne 1808-1809, et nous espérons avoir mis à jour quelques documents inédits...

Dans notre deuxième partie, nous avons traité l'évolution de notre belle Faculté bordelaise qui, dans beaucoup de ses initiatives comme par l'esprit quasi futuriste de ses doyens succéssifs, a su toujours se maintenir à l'orée de la vie médicale universitaire française...

PREMIÈRE PARTIE

UN CENTENAIRE

L'HOPITAL SAINT-ANDRÉ

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIEN HOPITAL SAINT-ANDRÉ

Les hommes qui nous ont précédé ont fait beaucoup, mais ils n'ont pas tout fait; il reste beaucoup à faire. Il restera toujours beaucoup à faire. C'est pourquoi les hommes qui nous succéderont, même dans beaucoup de siècles, auront toujours la possibilité d'ajouter quelque chose à ce que nous aurons fait nous-mêmes.

SÉNÈQUE,

cité par Jean PECQUET.

Dans un ouvrage publié en 1576 sous le titre d'*Hymne de Bordeaux*, le poète Pierre de Brach disait, en parlant de l'ancien Hôtel-Dieu :

« ... Il semble en sa structure un palais honorable,
Indigent toutefois, n'étant son revenu
Sagement ménagé, ni bien entretenu. »

Il s'agissait de l'ancien Hôpital Saint-André fondé en 1390 par Vital de Carles, chanoine et grand chantre métropolitain de la Cathédrale.

Auparavant, avant ces temps déjà si loin de nous, il n'existait pas, à proprement parler, d'*hôpitaux* pour traiter les malades affectés de lésions graves médicales ou chirurgicales. Certes, la cité bordelaise possédait des établissements de charité, des maladreries, des léproseries et autres asiles destinés à soigner les malades de la ville ou de passage, et surtout à séquestrer les individus atteints de mal contagieux. Certes, c'était pour les religieux une habitude et même une règle absolue d'installer dans leurs maisons des locaux spéciaux destinés aux pauvres malades sans ressources et sans gîte, qui

y étaient soignés gratuitement par les chanoines et les dignitaires de l'Eglise, dont l'instruction était assez étendue pour leur permettre de mettre en pratique les données nouvelles des sciences médicales (Durodié).

Et si nous cherchons dans les archives de notre ville, nous retrouvons l'existence :

de l'*Hôpital Saint-James* ou *Saint-Jacques*, créé en 1119 par Guillaume IX, dernier duc d'Aquitaine, pour recevoir les pèlerins allant à Saint-Jacques-de-Compostelle, les enfants exposés et les femmes pauvres au moment de leurs couches;

de l'*Hôpital Saint-Jean-du-Pont*, fondé en 1224, placé rue de la Chapelle-Saint-Jean et dirigé par les frères hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem;

de l'*Hôpital Saint-Julien*, établi en 1231 hors de la porte Saint-Julien, et créé en vue de l'hospitalisation des malades atteints de la lèpre (il fut d'ailleurs réuni, à la fin du xv^e siècle, à l'Hôpital Saint-André, par François Hugotin, archevêque de Bordeaux);

du *Prieuré de Saint-Martin* (*Sent-Martin deu Mont-Judec*), situé dans la paroisse Saint-Seurin et bénéficiaire d'une lettre de protection du roi de France en date du 14 avril 1313; Pey-Berland, archevêque de Bordeaux, devait en faire l'*Hôpital Saint-Martin du Mont-Judaïque* ou de *Saint-Seurin*.

*
* *

Déjà, en 1243, le pape avait lancé une bulle autorisant les chanoines de Saint-André à édifier un bâtiment pour y recevoir et traiter les pauvres malades. Mais la première trace que présentent nos annales d'une institution *régulièrement organisée et régie par des statuts* est l'acte dans lequel Vital de Carles déposa ses volontés. Ce testament, rédigé en patois gascon par le fondateur, date du 24 décembre 1390 par acte retenu par M^e Pierre Scolan, notaire à Bordeaux. Le pieux fondateur, pour la réalisation de son charitable but, fit dona-

tion à perpétuité et à jamais d'un enclos lui appartenant situé dans la *Sauvetat* de l'Eglise Saint-André, paroisse de Saint-Paul, et occupant à peu près le périmètre limité de nos jours par la façade nord de la cathédrale, la rue des Remparts, la rue Poquelin-Molière et la rue Beaubadat et dont le côté est occupé actuellement en partie par la Caisse d'épargne. De plus, le vénérable prélat fit don de maisons qu'il avait fait bâtir près de la *Sauvetat*, désirant que ces immeubles forment, sous le nom d'*Hospitaui Sent Andrieu*, un hôpital pour qu'on y reçût « les pauvres malades qui ne pouvaient aller demander l'aumône, ni gagner leur vie par la ville, comme aussi les pauvres pèlerins et voyageurs pour une nuit ou deux, et plus, si le directeur de l'hôpital le trouvait à propos, *perbu*, dit le testateur, *que ne sian pas deus truands*, pourvu qu'ils ne soient pas des truands (vagabonds) ».

Le bienfaisant chanoine, en outre, pour assurer l'entretien à perpétuité de sa fondation, donna et assigna non seulement les maisons, emplacements, vergers et jardins qu'il avait près de la *Sauvetat* Saint-André, mais encore nombre de rentes, agrières, redevances féodales, droits, dîmes, terres, landes, bois, pacages, maisons, fiefs, qu'il possédait dans les différents quartiers de Bordeaux, dans les paroisses de Bègles, Saint-Genès, Villenave, Gradignan, Saint-Vincent, ainsi que les aubarèdes qui lui appartenaient dans les paroisses de Saint-Médard et de Cadaujac, près du Port-Lairon.

Dans son testament, qui est très long et qui est la preuve manifeste du soin avec lequel le donateur fit sa fondation, on lit que, pour assurer la direction et le fonctionnement du nouvel hôpital, Vital de Carles, avec un esprit très moderne, exigea qu'à la tête de l'hôpital soit placé un gouverneur *laïque* ayant la haute main sur tous les services et pouvant y consacrer tout son temps (les prêtres ont, en effet, assez à s'occuper des fonctions de leur ministère). On donnera à ce gouverneur le nom d'*Hospitalier de Saint-André* et son élection appartiendra au chantre de l'Eglise Saint-André, sous la direction du chapitre, et en son absence au doyen de ladite Eglise et dans

la chapelle même de l'hôpital, de concert avec les religieux et les *condonats* de l'hôpital. En l'absence du doyen de Saint-André, on pouvait réclamer les conseils éclairés de l'archidiacre du Médoc ou de Cernès et, s'ils ne peuvent y assister, ceux des chanoines de Saint-Seurin.

Dans une pensée qui lui fait honneur, il entend que son hôpital soit aussi destiné à pourvoir à l'éducation des enfants natifs de Villenave-d'Ornon, lieu de sa naissance, et qui montreraient des dispositions pour l'étude. Cette clause fut respectée jusqu'à la Révolution, mais nous n'en avons plus trouvé trace ultérieurement.

Afin que le nouvel hôpital ne puisse être donné en bénéfice à aucun ordre religieux, Vital de Carles en fait don à la ville de Bordeaux et désigne les maire et jurats comme patrons perpétuels de l'établissement. Ceux-ci, qui auront droit de vote pour la nomination de l'*Hospitalier*, délègueront deux d'entre eux pour s'occuper des affaires et de la direction de l'hôpital. Cette disposition fut légalement sanctionnée après la Révolution de 1789, par l'institution en l'an V des commissions administratives des hôpitaux et hospices de la République.

Vital de Carles mourut le 15 mars 1398 et fut, selon ses désirs, enseveli dans une des chapelles latérales de l'hôpital Saint-André.



Ce fut autour de cet hôpital qui, originairement, ne contenait que 26 lits, « garnis chacun de couettes, de couvertes et de deux paires de linceuls », et qui fut bientôt insuffisant, que se groupèrent un certain nombre d'établissements de bienfaisance dus à la générosité d'imitateurs de Vital de Carles. Ainsi subirent des accroissements les revenus de l'hôpital et ses bâtisses, grâce surtout aux bienfaits de Pey de Neuilly; de Pey de Corps, chantre à la Cathédrale et chapelain de Sainte-Marthe; de Pey de Jonzac, abbé de Saint-Romain, à Blaye, qui instituèrent cet Hôtel-Dieu leur héritier : le premier en 1391, le second en 1411 et le dernier en 1440. Jean Déjean, bourgeois

de Bordeaux, accorde le 19 mai 1430, à l'Hôpital Saint-André, 100 sols de rente sur un village situé dans la paroisse de Bonnetan, au mayne de la Lande.

Mais l'agrandissement le plus considérable, celui qui permit d'établir les bâtiments dans la situation où on les retrouve quatre cents ans plus tard, fut dû aux bienfaits de Nicolas Boyer ou Bohier, chevalier, vicomte de Pomiez, président à mortier au Parlement de Bordeaux, auteur des *Décisions de Droit* qui portent son nom : De son vivant, il avait donné l'emplacement nécessaire pour agrandir l'hôpital jusqu'à la rue Judaïque (rue Beaubadat actuelle), en arrière des maisons laissées par Vital de Carles. Par son testament du 25 mai 1538, il institua l'Hôpital Saint-André son légataire universel, disposition qui, en ajoutant considérablement aux revenus, permit de consacrer en 1614 une somme de 27.450 livres tournois (325.000 francs de notre monnaie) à la construction de deux grands corps de logis à deux étages. On utilisa pour cet agrandissement, une annexe que séparait du reste de l'édifice l'ancienne rue Saint-Paul (aujourd'hui rue de Ruat), annexe dans laquelle on ne pouvait pénétrer que grâce à des passages établis sur deux arceaux qui reliaient l'étage supérieur de ce corps de logis avec celui du principal bâtiment et dont la disposition a fait dire à l'architecte Auguste Bordes : « Peu d'édifices présentent dans leur composition plus de défauts, et dans leurs formes plus d'incohérence; à l'intérieur, ses divisions sont irrégulières; et ses distributions complexes, qui manifestent les désordres de son plan, présentent autant de gêne que d'embarras. »

A cet agrandissement de valeur, semble-t-il, discutable, participèrent les dons faits par Mgr François de Candale et par Jean de Meignan, comte de Montégut.

Dans son testament, Nicolas Boyer, désireux d'assurer les soins des malades, voulut qu'ils soient pratiqués par « deux aumôniers, deux médecins, deux chirurgiens majors, quatre chirurgiens internes, vingt-quatre sœurs de charité et vingt infirmiers des deux sexes ». C'est la première fois que l'on

trouve le terme de *chirurgiens internes* qui semblent bien être les ancêtres des internes actuels, mais comme le fait si bien remarquer le Professeur René Cruchet, il est probable que leur existence et leur fondation sont antérieures, car il est vraisemblable qu'on ne commença pas par nommer d'emblée quatre chirurgiens internes.

Il voulut aussi que l'Hôpital Saint-André soit administré par l'archevêque, un grand chantre de Saint-André, un président, quatre conseillers, deux jurats, un procureur syndic et six notables citoyens. Nous croyons que furent ajoutés à cette liste d'administrateurs le procureur général au Parlement et deux conseillers à la Cour des aides. Boyer exprima enfin la volonté d'être inhumé dans l'Eglise de l'Hôpital Saint-André.

Plusieurs donateurs suivirent de tels exemples, entre autres : Lanneron, chapelain de Sainte-Marthe; Charles Arneau-deau (1550); Dalesme et Guy de Lansac (1572), et tout particulièrement François de Foix de Candale, évêque d'Aire, qui, outre la contribution citée plus haut, laissa en 1592 une assez forte somme d'argent, dont l'aumône s'est perpétuée longtemps par une religieuse observance, qui était destinée à un service perpétuel de cinq volailles à mettre chaque jour dans le bouillon des malades, connu depuis (et l'on retrouve le terme dans les comptes du trésorier de l'hôpital), sous le nom de *bowillon de Candale*.

Enfin, Mirambel (1586), Jean Castéra (1598), V. Duplessy (1607) et d'autres, par des legs et des donations considérables, concoururent à augmenter le patrimoine de l'Hôpital Saint-André et contribuèrent, eux aussi, aux dépenses et entretiens des constructions nouvelles susceptibles de recevoir les malades et les gens affamés et sans ressources, dont le nombre allait croissant.

Le 28 octobre 1620, le roi Louis XIII fit un don de 300 livres pour les malades de l'hôpital; et, les jurats ayant appris que des personnes non qualifiées s'ingéraient à faire des quêtes pour les pauvres honteux, décidèrent, le 12 mars 1625, que

chacun des jurats nommerait dans son quartier les dames ou demoiselles chargées d'amasser les dons destinés aux malades de l'Hôpital Saint-André ! Et l'on retrouve, dans les archives, des preuves qu'à de multiples reprises l'administration de l'hôpital faisait appel aux aumônes et à la charité privée.

Dans son testament du 11 mai 1680, Henri de Béthune, archevêque de Bordeaux, lègue à l'Hôpital Saint-André une somme de 3.000 livres.

Cependant, malgré les dons et les quêtes, les ressources diminuaient et des discussions violentes avaient lieu entre les membres du Parlement de Bordeaux, les jurats et les administrateurs de l'hôpital, dans le détail desquelles nous n'entreons pas, renvoyant le lecteur avide au livre du Docteur Durodié. Les parties protestèrent auprès du roi, et, au mois de janvier 1718, nous avons les lettres patentes du roi Louis XV, portant confirmation de l'établissement de l'Hôpital Saint-André, et spécifiant d'une façon stricte que le bureau dudit hôpital sera composé du sieur archevêque de Bordeaux, d'un président à mortier, de quatre conseillers du Parlement, dont il y en aura deux de grand'chambre et deux des enquêtes, du procureur général ou de l'un des avocats généraux, du chantre de l'Eglise primatiale de Saint-André, de trois jurats, dans le nombre desquels pourra être compris le syndic de la ville, et, enfin, des cinq mêmes bourgeois qui ont été nommés administrateurs dudit Hôpital des Enfants trouvés (*Livre des privilèges*, p. 603).

Mais nous ne trouvons nulle part indice de réparations des constructions, qui, pendant toute cette période, durent rester dans l'état où les avaient mises les libéralités du président Boyer et des autres donateurs.

Pour faire des économies, les jurats avaient décidé de confier le soin des malades à d'autres religieuses, c'est-à-dire aux Filles de la Charité ou Sœurs de Saint-Lazare. Sur l'intervention du cardinal de Sourdis, on fit venir les Frères de la Charité, qui ne s'entendirent pas avec les jurats. On y mit alors les Sœurs noires ou *Collestines*; mais, au bout de quelques

années, en présence de leur négligence et des abus dont elles étaient cause, le bureau, après une très sérieuse étude, et après avoir établi un parallèle entre les deux ordres, décida absolument, en 1704, de les remplacer par les Filles de la Charité.

Cependant, la population bordelaise s'augmentait sans cesse et le nombre des malades subissait le même accroissement. Dès 1742 on avait pensé aux bâtiments du Séminaire Saint-Raphaël et à quelques maisons situées rue Saint-Paul et rue des Remparts. Le 17 mars 1754, un arrêt du Conseil d'Etat annexa définitivement les bâtiments du Séminaire de Saint-Raphaël à l'Hôpital Saint-André de Vital Carles. Mais il ne semble pas que ces bâtiments furent utilisés pour augmenter les possibilités d'admission et d'hospitalisation de l'Hôpital Saint-André, ainsi qu'en font foi des documents dont nous parlerons plus loin. L'annexion du Séminaire de Saint-Raphaël, qui resta inutilisé, au point qu'en l'an VII (1798-1799) la Commission des hospices en réclama à nouveau la réunion, ne permit pas même de donner un palliatif à une situation qui alla en s'aggravant, entraînant des « plaintes continuelles et des récriminations » au sujet des dépenses exagérées de l'Hôpital.

De plus, l'Hôpital Saint-André déversait toutes ses immondices dans le ruisseau la Devèze, sur les bords duquel il était bâti, près du mur de l'ancienne enceinte occidentale de la ville. Ainsi les bonnes conditions d'hygiène lui faisaient complètement défaut; et, pour comble de malheur, le manque de ressources, eu égard à l'encombrement de l'hôpital, entraînait une impossibilité matérielle de réparations pour des locaux qui continuaient à se délabrer de jour en jour.

On avait bien essayé d'encombrer de lits tous les bâtiments dans lesquels il était possible d'en placer. Ainsi le nombre de lits, primitivement de 26, était passé à 150, puis s'était élevé successivement à 250 et 276, maximum. Mais ce n'était pas encore suffisant, et, à la fin du règne de Louis XIV, l'Hôpital Saint-André, avec ses 276 lits, devait recevoir 350, 400 et même 450 malades, auxquels on ne pouvait donner asile qu'en

faisant occuper un même lit par deux, et quelquefois même par trois malades, ou en les groupant sur des lits superposés. On peut penser combien était répugnante cette promiscuité, dont la seule pensée nous inspire le plus grand dégoût, mais qui permettait d'exécuter constamment le vœu primitif de Vital Carles, c'est-à-dire tenir l'hôpital ouvert à tout malade qui se présente.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que cette promiscuité n'était pas spéciale à Bordeaux et était généralement d'usage dans les hôpitaux d'autrefois; nous en trouvons un exemple dans les écrits d'un historien de l'époque, Sauval, qui disait, en parlant de l'Hôtel-Dieu de Paris, en 1650 : « On voudrait bien que les malades ne fussent pas tant ensemble dans un même lit à cause de l'incommodité, n'y ayant rien de si importun que de se voir couché avec une personne à l'agonie et qui se meurt. » (1).

« Ainsi, sans aucun souci des contagions, ni des règles hygiéniques les plus élémentaires, comme le fait remarquer Maxime Ducamp, on réunissait les blessés, les fiévreux, les opérés, les galeux, les varioleux, les phtisiques et les convalescents. »

Quand survint la Révolution de 1790, ce fut pire, et l'entassement de l'Hôpital Saint-André atteignit 500 et même 550 malades. Cette disproportion affligeante, qui s'était établie insensiblement et dont l'habitude avait été prise sans que l'on fasse rien pour y remédier, « faute de monnoye », prit alors une importance telle que des inconvénients de toute nature en résultèrent....

(1) L'Hôtel-Dieu de Paris, lorsque Ténon, délégué officiellement par Louis XVI, alla le visiter, contenait 1,219 lits et recevait 3.418 malades.

CHAPITRE II

LA REVOLUTION

LES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES

L'EMPIRE

1790-1793. — La Révolution se développe. Le mouvement révolutionnaire semble devoir tout entraîner... Mais la vie, malgré des soubresauts fréquents, malgré les périls de l'extérieur, tend à reprendre ses droits et les nouveaux gouvernements sentent le besoin de s'organiser.

Bientôt (1793), de nouvelles circonstances et une réorganisation générale du système des secours publics attirent l'attention des nouveaux *Pouvoirs* sur cette partie de l'administration.

Et, en l'an V, par la loi du 16 vendémiaire (7 oct. 1796), les Commissions administratives des hôpitaux et hospices étaient définitivement instituées. Si, en effet, au cours des siècles précédents, le pouvoir royal et les Etats généraux n'avaient cessé de prescrire des réformes pour faire disparaître les abus de toute nature qui avaient envahi les administrations hospitalières; si, déjà, en 1561, un édit du roi Henri III avait enlevé définitivement la direction des établissements hospitaliers au clergé et à la noblesse; si, en 1693, Louis XIV prescrit la grande « réformation » des hôpitaux de France, et si, enfin, par les prescriptions de la déclaration du 12 décembre 1698, acte qui est à l'origine des commissions administratives actuelles, la direction des établissements de charité est définitivement enlevée aux ecclésiastiques, pour la

remettre aux communes, tout en réservant cependant la présidence de l'administration aux évêques, ce n'est qu'en l'an V que la loi du 16 vendémiaire, en rendant leurs biens aux hospices (dont ils avaient été dépossédés au début de la période révolutionnaire par la loi du 23 messidor an II [11 juillet 1794]), réorganisa leur administration et conserva aux communes, c'est-à-dire aux municipalités de cantons, le droit de nommer les commissions administratives. Cette loi, complétée par celles du 16 messidor an VII (4 juillet 1799), qui ordonnait que les nominations d'administrateur seraient soumises à l'administration centrale, puis par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), modifiée complètement par l'arrêté du 7 germinal an XIII (28 mars 1803), permit à la ville de Bordeaux d'avoir, dès sa promulgation, une Commission administrative composée de MM. Jaubert, Hugues Vignes, Betbeder, Lavau-Jeanti et Duvergier aîné.

*
**

Nous croyons pouvoir placer ici la liste complète des gens de bien qui, depuis l'institution légale des Commissions, en ont été successivement membres et sont venus y apporter leurs conseils éclairés, leur sollicitude vis-à-vis des malheureux et des malades, et leur dévouement désintéressé :

ADMINISTRATION DES HOPITAUX CIVILS DE BORDEAUX

CRÉÉE PAR LA LOI DU 16 VENDÉMAIRE AN V (1796)

Liste des administrateurs.

MM.

Jaubert	1796-1802
Vignes (Hugues)	1796-1802
Betbeder	1796-1803
Lavau-Jeanti	1796-1803
Duvergier aîné	1796-1801
Sabrier (Moïse)	1800-1814
Béchade (André-Didier)	{ 1802-1810 1817-1830
Desfourniel (Jacques-Antoine-Verdeilhan)	1802-1828
Ravez (Auguste-Simon-Hubert-Marie)	{ 1802-1817 1824-1830

Grassi (Candido-Frédéric-Antoine)	1803-1806
Comte Lafaurie de Monbadon (<i>maire</i>)	1805-1809
Souverbie	1806-1807
Fabre (Louis)	1807-1834
Chegaray	1809-1818
Comte Lynch (<i>maire</i>)	1809-1815
Loriague (Alexandre)	1809-1824
	1830-1831
Declerk	1810-1815
Portal (Paul)	1813-1831
Grammont de Castera (<i>maire</i>)	1815-1816
Vicomte de Gournes (<i>maire</i>)	1816-1823
Duprat	1819-1840
Vicomte du Hamel (<i>maire</i>)	1823-1830
Baron Sarget	1828-1841
Jourau (Auguste)	1828-1830
Brun (J.), (<i>maire</i>)	1830-1838
Marquis de Bryas (<i>maire</i>)	1830-1831
Général vicomte de Pelleport	1831-1853
David-Johnston (<i>maire</i>)	1838-1842
Maillières (Guillaume-Nicolas)	1838-1855
Delbos (Sylvestre)	1840-1847
Duffour Dubergier (<i>maire</i>)	1840-1852
Faure (Lucien)	1841-1852
Wustembert (G.-H.)	1853-1850
Mathieu (Jean-Baptiste)	1842-1852
Degrange-Touzin (Armand)	1842-1853
	1855-1863
Feger Kerhuel	1847-1853
Billaudel (Jean-Baptiste) (<i>maire</i>)	1848
Cure Gustave) (<i>maire</i>)	1848
Gautier (Antoine) (<i>maire</i>)	1849-1860
Ravez (Auguste) fils	1850-1852
Faure (Jean-Joseph)	1850-1869
De Chancel (Edmond)	1852-1856
Léon (Alfred)	1852-1858
Basse (H.)	1852-1854
Ruelle (Barthélémy-Gabriel)	1853-1859
Docteur Gintrac (Elie)	1853-1871
De Bethmann (Charles-Isaac-Alexandre) (<i>maire</i>)	1854-1870
Feytit (Emile)	1855-1858
Castéja (Pierre) (<i>maire</i>)	1856-1864
Brunet (Jules)	1858-1869
Lopès Dubec (Romain-Félix)	1859-1871
Lataste (Eugène)	1860-1879
Lalande (Armand)	1860
Du Périer de Larsan (E.)	1863-1871
Brochon (Henry-Guillaume) (<i>maire</i>)	1864-1867
Cortes (Emmanuel)	1868-1870
Soula (Jean)	1869-1879
Docteur Lugeol	1870-1876
Fourcand (Emile) (<i>maire</i>)	1870-1874
	1876-1878

Vaucher (Pierre-Auguste)	1871-1878
Serr (J.-Ph.)	1871-1879
Cardoze (Amédée)	1871-1873
Daney (Alfred) (<i>maire</i>)	1871-1908
Dan. Lawton	1874-1878
Meynard (l'abbé)	1874-1879
Brandam (Virgile)	1874-1879
Vicomte de Pelleport-Burète (<i>maire</i>)	1874-1876
Brunet (Henri)	1873-1879
Docteur Levieux (Charles)	1876-1896
Brandenburg (Albert) (<i>maire</i>)	1878-1886
Saugeon (Marc)	1879-1881
Villette (Charles)	1879-1881
Raveaud (Gustave)	1879-1884
Maurel (Emile)	1879-1902
Faure (Gabriel)	1879-1907
Beylard (Alphonse)	1879-1903
Lanusse (Ernest)	1881-1907
Perrens (Jules)	1881-1887
Dordé (Jérôme)	1884-1888
Gruet (Charles)	1883-1892
Barckhausen (Henri)	1886-1888
Gaden (Charles)	1887-1888
Jay (Abel)	1888-1896
Bayssellance (Adrien) (<i>maire</i>)	1888-1892
Barroy (Alphonse)	1892-1896
Tétard (Martial)	1892-1896
Cousteau (Camille) (<i>maire</i>)	1896-1900
Tandonnet (Maurice)	1896-1900
Docteur Peytoureau (Simon-Alban)	1896-1900
Docteur Dupeux (Alphonse)	1896-1904
Docteur Lande (Louis) (<i>maire</i>)	1900-1912
Dubosc (Firmin)	1900-1904
Docteur Lauga (Jules)	1900-1904
Preller (Lorenz)	1902-1912
Magne (Paul)	1903-1907
Samazeuilh (Joseph)	1904-1908
Sébilleau (Henri)	1904-1908
Docteur Lamarque (Henri)	1904-1912
Péridé (Georges)	1907-1918
Bayle (Charles)	1907-1911
Bouche (Jean) (<i>maire</i>)	1908-1914
Gruet (Charles) (<i>maire</i>)	1907-1928
Léon (Louis-Adrien)	1908-1914
Cazalet (Charles)	1912-1930
Docteur Arnozan (Xavier)	1912-1919
Joulié (Louis)	1912-1919
Costedoat (Edmond)	1912-1919
Docteur Luze (Charles)	1914-1923
Philippart (Fernand) (<i>maire</i>)	1919-1923
Docteur Moure (Emile)	1919-1923
Docteur Lamarque (Henri)	1919-1923

Cruse (Roger)	1919-1925
Docteur Arnozan (Xavier)	1920-1928
Docteur Bergonié (Jean)	1923-1925
Lafaye (Gabriel)	1925
Marquet (Adrien) (<i>maire</i>)	1925
Pinède (Marc)	1925-1929
Giresse (Alcé)	1925-1929
Lavergne (André)	1925-1929
Docteur Portmann (Georges)	1928
Docteur Sigalas (Clément)	1928
Arnault (Charles)	1929
Lartigue (Armand)	1929
Peyloulet (Henri)	1929
Dassé (Amédée)	1929
Lavergne (André)	1931

Les premières Commissions administratives qui se succédèrent eurent l'honorable mais difficile mission de rassembler les débris épars des biens des pauvres, de reconstituer leur patrimoine et de rétablir l'ordre et l'économie dans le service des hôpitaux.

Les administrateurs furent les premiers frappés par l'indispensable besoin d'agrandir l'Hôpital Saint-André et d'améliorer ses conditions d'hygiène. Mais, pendant plusieurs années, leurs désirs et leur zèle ne purent se manifester que par des vœux dont on trouve la trace et l'expression sur les registres de délibération de l'époque.

Au cours des ans XI et XII (1802-03 et 1803-04), cependant, la situation devenant plus grave, la Commission administrative des hospices s'efforça de trouver une solution : Nous sommes heureux de pouvoir en donner une preuve, en reproduisant ici le rapport de la Commission des hospices sur la translation de l'hôpital Saint-André, rédigé, le 5 vendémiaire an XII (28 septembre 1803), par M. Grassi, médecin, l'un des administrateurs.

Considérations sur les hospices de Bordeaux avec quelques vues d'amélioration.

(Présentée par les administrateurs actuels au Préfet et au Conseil municipal de Bordeaux.)

Les revenus fixes des hospices civils de Bordeaux ont toujours été au-dessous de leurs besoins, souvent même le concours de leur casuel n'a pu suffire pour contre-balancer les dépenses.

Cet état défavorable des hospices dans des années ordinaires et antérieures à la désastreuse loi du 23 messidor an II s'est, depuis cette époque, prodigieusement aggravé, pendant qu'au nom du bien public l'on violait les propriétés particulières et qu'une main sacrilège on enlevait le patrimoine des pauvres.

En vain parurent en faveur des hospices les lois des 9 fructidor an III, 2 brumaire et 28 germinal an IV, 16 vendémiaire an V, 26 fructidor an VI et 14 frimaire an VII; le coup fatal était porté, leur ruine presque consommée et peu de mois avaient suffi pour faire disparaître les dons que la piété et la bienfaisance de nos ayeux avaient mis des siècles à accumuler.

La déplorable situation des hospices pendant ces temps de calamité se sent bien plus facilement qu'elle ne peut se décrire; elle faisait le tourment des hommes de bien qui administraient et le désespoir des fournisseurs inutilement. Voulait-on subvenir à des besoins également multipliés et renaissants par des secours précaires. C'étaient des palliatifs qui, en suspendant momentanément le mal, ne l'empêchaient pas de se faire peu après ressentir avec une nouvelle violence.

Et comment en aurait-il pu être autrement lorsque les revenus des hospices, qui, en 1790, s'élevaient à 290.000 francs, furent réduits, tant par l'effet de la funeste loi du 23 messidor an II que par les autres circonstances de la Révolution, à environ 89.000 francs ?

Un tel état de choses ne pouvait durer plus longtemps; il fallait ou abandonner les pauvres de toutes les classes à leur sort malheureux ou prendre enfin un moyen efficace.

Cette nécessité bien reconnue provoqua la loi du 23 floréal an VII, qui établit dans cette cité un octroi dont le produit fut par la loi même spécialement et uniquement destiné aux dépenses locales de la commune et de préférence à celles de ses hospices.

Malgré cette préférence que l'humanité réclamait sur les rentrées de l'octroi, il a fallu concilier l'étendue de la bienfaisance avec les frais indispensables pour les divers services de la ville et voir encore se maintenir un défaut de balance entre les dépenses et les recettes destinées aux pauvres.

De grands maux ont résulté de ce déficit constant : les fournisseurs n'ont pas été payés exactement de leurs avances, une partie de leurs créances et les salaires mêmes des employés ont été rejetés dans un arriéré dont l'acquittement se trouve indéfiniment ajourné; l'administration a vu son crédit totalement anéanti et a souvent été obligée de traiter pour du comptant ou à des conditions infiniment onéreuses; quelquefois aussi elle s'est trouvée dans l'impuissance de satisfaire à des besoins impérieux : le mobilier et

les ustensiles des hospices n'ont pu être renouvelés ou réparés; les hardes et les linges détruits par l'usage n'ont pu être remplacés; des reconstructions nécessaires n'ont pu être faites; il a fallu se borner chaque année à faire des réparations urgentes et très coûteuses aux bâtiments dégradés par la vétusté tant dans les hospices eux-mêmes que dans les chétives, et sous ce rapport trop nombreuses, propriétés foncières données en remplacement de celles qui leur furent enlevées. Ajoutons à tout cela, et le malheur des tems qui a considérablement accru le nombre des pauvres obligés de se réfugier dans ces asyles publics, et le renchérissement de comestibles et de tous les objets de consommation qui ont amené une très grande augmentation dans des dépenses courantes.

Le désir le plus vif et le plus constant de faire le bien est nécessaire lorsqu'on rencontre à chaque pas des difficultés capables de paralyser tous les efforts. Cette vérité est, surtout, vivement sentie par les administrateurs actuels des hospices de Bordeaux. La tâche immense qui leur est confiée est d'autant plus pénible que souvent ils manquent des moyens nécessaires pour opérer le bien qu'ils aperçoivent. Cependant, leur surveillance sur les consommations a été rigoureusement exercée; aucune dépense n'a été faite sans avoir été approfondie, n'a été entreprise sans un rapport sur son urgente nécessité et un devis sur son montant.

De grandes réformes sont donc devenues nécessaires pour obtenir un meilleur ordre de choses; elles doivent porter sur des améliorations matérielles, sur une distribution plus facile des services, sur le meilleur système de gestion. La commission actuelle y procédera avec courage et persévérance; elle ne se bornera pas, dans cette occasion, à recueillir les revenus et les ressources des hospices pour les employer avec la plus grande économie possible; elle réclamera encore et sollicitera du Gouvernement les sommes indispensables qui ne peuvent être fournies entièrement par la commune obérée, pour jeter les fondemens des établissemens nouveaux et opérer des réformes qu'elle n'aurait pu exécuter dans les tems malheureux.

L'hôpital Saint-André fixera d'abord ses regards : depuis long-tems il avait attiré l'attention des personnes éclairées et philanthropes, et toutes, jusqu'à celles revêtues de l'autorité publique, avaient senti la nécessité de transférer dans un local plus convenable. Placé dans un lieu des plus bas de la ville, trop circonscrit, éloigné du port, entouré de maisons très rapprochées, borné par des rues aussi bruyantes que passagères, plus incommode encore par ses distributions intérieures, cet édifice, qui menace ruine, exige pour prolonger sa durée avec une existence encore bien précaire

des réparations continuelles, qui, chaque année, s'élèvent environ à dix mille francs.

La concession qui lui avait été faite du séminaire de Saint-Raphaël n'a servi jusqu'à ce jour qu'à améliorer à grands frais l'air des deux salles, et il faudrait, pour tirer parti de ce local, y consacrer une somme très considérable, dont le résultat serait borné à une extension peu importante, tandis que la plus grande partie resterait aussi insalubre qu'auparavant et offrirait une distribution encore plus bizarre que celle qui existe maintenant.

L'hospice destiné à la guérison des malades étant le plus important de tous et exigeant la réunion d'un plus grand nombre d'avantages particuliers, la Commission administrative doit sans doute choisir parmi tous les édifices et les locaux qui peuvent être mis à sa disposition, celui qui réunira les conditions les plus convenables.

Elle avait d'abord jeté ses vues sur le petit séminaire près Sainte-Eulalie, mais le manque d'eau et les constructions à faire trop considérables lui font préférer l'Hospice Sainte-Croix.

En effet, il offre à la fois la proximité de la rivière, un local spacieux, une belle exposition, un bon air, un édifice vaste, des sources abondantes, un ruisseau pour lavoir, un grand jardin entouré de murailles, plusieurs grandes cours, des cloîtres et des promenades ombragées pour les convalescents, ce qui dispenserait d'envoyer ceux-ci dans un hospice particulier. Il ne faut pas se dissimuler que des dispositions et des constructions nouvelles devront y être faites, mais dans aucun autre local elles ne peuvent être pratiquées aussi facilement et à moins de frais.

Cette translation procurerait les avantages suivants :

- 1° un prix de vente du local de Saint-André supposé 200.000 francs;
- 2° une économie annuelle de 10.000 francs environ sur les réparations de ce vieux édifice;
- 3° la suppression de l'hospice de convalescence;
- 4° au moyen d'un air plus pur et plus facilement renouvelé, la diminution d'un dixième au moins des victimes qu'un local moins salubre dévoue à la mort, tandis qu'on abrégerait d'un sixième à un septième la durée de plusieurs maladies;
- 5° la facilité inappréciable d'éviter dans les tems d'épidémie l'occasion d'attrister les regards des vivans par le transport multiplié des morts, puisqu'on pourrait le faire de l'Hospice Sainte-Croix par le grand chemin qui l'avoisine.

Pour faire cette translation d'hospice, il conviendrait, vers les approches de son exécution, de sursoir à toute admission nou-

velle dans celui dit de bienfaisance destiné à recueillir les individus de tout sexe et de tout âge, infirmes ou indigens. Par cette mesure, le nombre des habitués, bientôt réduit soit par les fréquentes sorties, soit par les décès, en permettrait la translation dans l'Hospice de la Manufacture. On leur destinerait l'une des ailes de cet édifice, tandis que l'autre serait réservée aux incurables, dont on pourrait un jour augmenter le nombre si cela était jugé convenable. Les sœurs de charité resteraient chargées de l'économet et du service de ces habitués réunis.

Conformément à l'arrêté du Gouvernement du 30 ventôse an V, on continuerait à faire élever les enfans abandonnés à la campagne jusqu'à l'âge de 12 ans; passé cette époque, les enfans des deux sexes seraient mis à l'extérieur en apprentissage.

L'Hospice des Enfans abandonnés ne serait plus qu'une simple crèche ou dépôt qui, n'exigeant pas un aussi vaste logement, serait transféré à l'hospice actuel des Incurables; un des côtés de cet hospice servirait à cette destination et l'autre à l'Hospice de Maternité dont il importerait d'augmenter le nombre des lits.

Par cette réforme aussi utile qu'indispensable l'on diminuerait le nombre des hospices, celui des employés, celui des habitués surtout, si, comme il est à désirer, l'autorité renvoie dans leurs communes respectives ces vagabonds connus sous le nom de mendiants qui, après avoir fait retentir les rues et les temples de leurs plaintes et de leurs cris, vont dans la débauche consommer des aumônes données pour un meilleur usage.

Le plus grand bien serait alors opéré avec le moins de dépenses possibles, et si les hospices de Bordeaux demeuraient inférieurs du côté de la magnificence à ceux de quelques autres citées de l'Europe, ils n'auraient, au moins, rien à leur céder du côté de l'ordre, de l'économie et de la salubrité.

Puisse le (1) accueillir favorablement ces considérations, les appuyer de son crédit et concourir à l'exécution d'un plan qui présente de si précieux avantages.

En attendant, la Commission administrative ne négligera aucune occasion d'accomplir avec humanité et avec zèle la tâche difficile mais honorable qui leur est imposée.

Bordeaux, le 5 vendémiaire an XII.
(Signé) SABRIER, *Vice-Président*;
G. FERBOS, *Secrétaire en chef*.

(1) Il s'agit d'un double de rapport. La ligne de points doit être remplacée par le titre du destinataire du rapport, soit Préfet, soit Maire, etc.

Mais tous les efforts restèrent vains et, malgré la bonne volonté des administrateurs de l'époque, ils reconnurent leur impuissance. Comment auraient-ils pu d'ailleurs exécuter la moindre amélioration ? La Commission des hospices n'avait pas des ressources suffisantes. Ainsi que nous l'avons vu dans le rapport de M. Grassi cité plus haut, les revenus étaient passés de 290.000 francs à 89.000 francs environ ! !

L'irrésistible nécessité forçait bien à pourvoir au jour le jour, le moins mal possible, à la dépense des hôpitaux, mais réunir les sommes considérables qu'eût exigées l'entreprise d'une reconstruction ou d'un transfert, c'était impossible à espérer. Cependant, le 7 frimaire an XII (29 novembre 1803), M. Charles Delacroix, préfet de la Gironde, écrivait de Paris aux citoyens composant la Commission administrative des hospices : « qu'il ne négligeait rien pour engager le ministre de l'Intérieur à accélérer autant que possible le paiement des sommes qui restaient dues aux hospices pour les ans X et XI, et il promettait également de voir le chef de division chargé de cette partie et de la presse afin qu'il vienne au secours des hospices que vous administrez. »

Malgré des démarches et des demandes réitérées, malgré les appuis renouvelés du Conseil municipal et de plusieurs groupements de la ville, les commissions des hospices virent sans résultat s'écouler plusieurs années. Cependant, sous l'influence du temps et de l'absence de réparations, les bâtiments de l'Hôpital Saint-André étaient de plus en plus délabrés.

CHAPITRE III

LA GUERRE D'ESPAGNE LES SUCCURSALES NOTRE-DAME ET SAINT-RAPHAËL

La situation pénible dont nous venons de parler aurait peut-être pu se prolonger longtemps et continuer à s'aggraver quand, tout à fait au début de 1808, éclata la guerre d'Espagne.

Bientôt, les troupes, dont quelques-unes déjà avaient traversé auparavant notre région, affluèrent et, pour se rendre en Espagne, passèrent par Bordeaux, laissant à l'Hôpital Saint-André de nombreux malades atteints de « fièvres » et de « dissenteries ». Le nombre de ces derniers devint tel que la situation de l'Hôpital Saint-André s'aggrava rapidement et que la Commission administrative des Hospices se trouva dans l'obligation de prendre des mesures urgentes.

Nous avons trouvé sur cette période un certain nombre de documents très intéressants qu'il nous semble être un devoir de citer au cours de ce travail.

La Commission demanda au ministre de la Guerre l'autorisation d'utiliser un local supplémentaire pour loger les malades de l'armée d'Espagne. Par une lettre en date du 1^{er} février 1808, adressée à M. Fabry d'Augé, directeur des fortifications, membre de la Légion d'honneur, nous apprenons que la commission le prévient « que Son Excellence le ministre de la Guerre autorise les hospices à disposer de suite d'un local suffisant dans les casernes installées dans l'ancien Couvent de Notre-Dame, pour l'établissement d'une succursale provisoire de l'Hôpital Saint-André, afin d'assurer

le traitement et les secours nécessaires aux militaires malades de passage ou de séjour à Bordeaux ». La commission prie M. le Directeur des fortifications « de bien vouloir lui faire connaître le plus rapidement possible le local qui lui est concédé, afin qu'elle puisse accélérer le moment et la mise en activité de cette succursale ».

Les médecins de l'Hôpital Saint-André : Desèze, Alaux, Capelle et Dutrouilh, écrivirent alors à la commission la lettre suivante :

Bordeaux, le 22 février 1808.

MESSIEURS,

Instruits que vous vous occupez dans ce moment d'établir à l'ancien couvent de Notre-Dame quelques salles pour y évacuer une partie des militaires malades dont l'Hôpital Saint-André est surchargé et que le service qu'ils nécessiteront sera soumis au même régime que celui de cet hôpital et également sous votre surveillance; nous croyons de notre devoir de vous offrir d'y soigner ces soldats avec le même zèle que s'ils étaient réunis tous ensemble au même hospice. Cette augmentation de travail n'exigera de vous aucun frais de plus, nous le ferons alternativement ou l'un de nous s'en chargera, trop flattés que ce nouveau témoignage de votre confiance nous fournisse une occasion de vous prouver notre zèle et notre dévouement.

Nous sommes avec respect, Messieurs, vos très humbles et très dévoués serviteurs.

Les Médecins de l'Hôpital Saint-André :

(Signé) DESÈZE, ALAUX, CAPELLE,

DUTROUILH.

Mais les ressources de la Commission administrative des hospices, déjà inférieures pour le fonctionnement de l'Hôpital Saint-André seul, suffisaient encore moins pour deux services et, le 17 mars 1808, la commission écrivait au préfet de la Gironde « en lui demandant une somme de 12.614 francs pour subvenir aux frais d'établissement et d'entretien de la succursale de Notre-Dame destinée à recevoir le complément des militaires que l'Hôpital Saint-André ne peut plus contenir (plus de 579 militaires hospitalisés). Déjà, le vice-pré-

sident de la commission a acheté d'urgence de gré à gré 60 bois de lits pour la somme de 4.200 francs et a dépensé d'urgence 4.265 fr. 50 ». La même lettre, en *post-scriptum*, accuse réception d'une somme de 5.970 francs sur 8.000 francs précédemment accordés par le préfet, et demande le versement des 2.210 francs restants.

Le même jour (17 mars 1808), le préfet Fauché communiquait à la commission un arrêté du ministre de l'Intérieur Crétet, en date du 8 mars 1808, fixant que, pour l'établissement de la succursale Notre-Dame, le maire de Bordeaux devra verser dans la caisse des hospices une avance de 18.000 francs. Le préfet signalait que les 5.790 francs déjà avancés devaient être compris dans ces 18.000 francs.

Il semblait, en conséquence, que, au moins pour quelque temps et au point de vue financier, la Commission des Hospices allait avoir une certaine tranquillité, mais un autre sujet de préoccupations allait occuper ses instants. Elle recevait, en effet, le 8 avril 1808 une lettre de la supérieure Georgin, directrice de l'Hôpital Saint-André, qui expliquait qu'il était tout à fait impossible à ses sœurs d'assurer à la fois le service de l'Hôpital Saint-André et de la succursale Notre-Dame. La commission décida d'écrire à Mme Deschaux, supérieure générale des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul (746, rue du Vieux-Colombier, Paris). Elle demandait quatre sœurs supplémentaires « à cause du passage extraordinaire de troupes depuis cinq mois, passage qui entraîne une grande quantité de militaires malades. Notre hôpital est encombré absolument et déjà plus de 400 sont placés dans une succursale qui vient d'être établie par ordre de Sa Majesté l'Empereur et Roi, que nous avons le bonheur de posséder dans nos murs avec son auguste épouse.

» Nos respectables sœurs, dont le zèle égale les vertus, se livrent avec leur dévouement ordinaire à ce surcroît de service dans l'un et l'autre établissement, mais nous voyons avec douleur que leurs forces ne peuvent suffire et qu'elles succombent à l'excès du travail qui augmente chaque jour.

» Nous vous supplions, Madame, de vouloir bien nous accorder et nous envoyer le plus promptement possible quatre sœurs qui nous sont de la plus absolue nécessité pour un service qui, vous le savez, est l'objet des sollicitudes de Sa Majesté.

» Agréez... »

Le 25 avril 1808, la supérieure Deschaux répond « qu'elle reçoit actuellement sans cesse des demandes pour augmenter le nombre des sœurs dans les hospices qui avoisinent l'Espagne et se trouvent encombrés de militaires comme le vôtre. Beaucoup de mes sœurs sont malades. Cependant, je vais pouvoir vous en envoyer deux, en regrettant de ne pouvoir faire mieux, mais cela m'est impossible.

» Agréez les sentiments de reconnaissance et de respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être votre très humble et obéissante servante ».

*
**

Par la lettre adressée à la supérieure Deschaux, nous apprenons que Napoléon I^{er} est en ce moment à Bordeaux, se rendant en Espagne (4 avril 1808). Pendant son séjour, l'empereur, avec cet esprit universel auquel bien peu de choses échappaient, ne manqua pas de remarquer les dispositions de fortune qui avaient été prises pour les soins de ses soldats. Poussant plus avant son investigation, il se rendit rapidement compte de la disproportion qui existait entre l'importance croissante de la ville et l'exiguïté de son hôpital.

Avec une rapidité de décision qui l'honore, il ordonna, par décret du 25 avril 1808, la construction d'un hôpital de 1.000 lits sur l'emplacement de la caserne Notre-Dame et il assigna à cet effet une somme de 600.000 francs, au moyen de laquelle la ville devait y pourvoir.

La Commission des hospices, qui était loin de s'attendre à une si rapide possibilité de la réalisation de ses vœux les plus chers, se mit immédiatement à l'œuvre pour réaliser l'ordre de l'empereur. Des plans furent mis au concours :

deux habiles architectes, M. Combes, ingénieur des bâtimens civils du département et des hospices, et M. Bonfin, ingénieur de la ville, présentèrent chacun un projet. Ils proposaient l'achat de plusieurs propriétés particulières pour agrandir et isoler l'édifice futur; la dépense du premier était évaluée, tout compris, à 950.000 francs et celle du second à 350.000 francs.

Nous avons eu la bonne fortune de retrouver, malheureusement sans ses plans, le mémoire qui fut présenté par M. Bonfin fils et nous croyons, pour la clarté de notre exposé, pouvoir le citer *in extenso*.

MÉMOIRE SUR LA CONSTRUCTION D'UN HÔPITAL
ORDONNÉ

PAR SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI

*pour être placé sur le terrain de la Caserne Notre-Dame,
à Bordeaux.*

Les monumens où le luxe et la pompe de l'architecture brillent de tout leur éclat, frappent les yeux et étonnent l'esprit; ceux dont la simplicité fait le principal caractère, mais dont la disposition est vaste, immense, où l'on a observé tout ce qui est utile, recherché tout ce qui est commode, adopté tout ce qui est salubre, s'ils n'ont pas l'avantage de paraître avec des couleurs aussi séduisantes que les premiers, n'en laissent pas moins dans l'âme une impression profonde qui renaît sans cesse, et leur fait obtenir une supériorité méritée. Cette réflexion s'applique particulièrement aux hôpitaux.

Les palais toscans sont peut-être les plus beaux qui existent; ceux de Milan et les autres monumens qu'on y remarque sont de la plus grande magnificence; Paris en offre de nombreux et de superbes : mais quelques grands effets que produisent dans l'esprit et la mémoire ces merveilles de l'art, le voyageur et l'artiste se rappellent bien moins les palais de ces villes que les vastes hôpitaux qu'elles renferment.

L'hôpital de Florence et celui de Milan seront à jamais signalés comme des chefs-d'œuvre en ce genre; ceux qui les ont vu en conserveront un souvenir qui ne s'effacera jamais, et c'est là que l'artiste doit aller chercher ses modèles.

Les plus grands souverains ont mis leur gloire à élever de semblables monumens et se sont immortalisés en fondant le PALAIS DE LA BIENFAISANCE.

Aussi NAPOLÉON-LE-GRAND a-t-il ordonné qu'on construisit un hôpital à Bordeaux, et a-t-il permis qu'il portât son nom... C'est sur un si grand sujet que nous avons réuni toutes nos pensées, toutes nos réflexions, tous nos moyens...

Le décret du 23 avril fixe à mille le nombre de lits que doit renfermer l'hôpital à construire. Cette quantité déterminée a servi d'échelle pour l'étendue de notre projet. Sa surface totale est de 18.261 mètres carrés (4.784 toises), ce qui équivaut à peu près à 6 de nos journaux.

Le seul terrain occupé par la caserne Notre-Dame eut été insuffisant; mais par une de ces ressources promptement aperçue par l'homme de génie, le ministre, qui a désigné cette caserne pour y construire un hôpital, a reconnu que tout ce qui environnait ce bâtiment pouvait aisément lui être réuni et présenter ainsi une surface suffisante et une localité précieuse. En effet, nous ne balançons pas à l'avancer, peu d'hôpitaux seront plus vastes et plus heureusement placés.

Nous croyons ici devoir faire un rapprochement propre à instruire sur l'immensité de l'hôpital proposé, en comparant ses dimensions à celles d'un monument magnifique dont Bordeaux s'enorgueillit, nous voulons parler de la salle de spectacle du célèbre Louis.

Cette salle a 46 mètres de façade (24 toises); la façade de l'hôpital, sans y comprendre la largeur du cours vers le nord dont nous avons déjà fait mention, est de 74 mètres (38 toises); l'étendue en profondeur ou façade latérale de la salle est de 87 mètres (45 toises); la profondeur de l'hôpital est de 183 mètres (93 toises).

La surface de la salle est de 4.022 mètres et, comme nous l'avons dit, tout à l'heure, celle de l'hôpital et de ses accessoires est de 18.261 mètres.

L'on sait qu'un lit d'hôpital doit avoir un mètre de largeur; que le vide entre deux lits doit être aussi d'un mètre; qu'il doit y avoir quatre mètres entre les pieds des lits opposés, et que la hauteur des salles doit être de 50 à 53 décimètres (15 à 16 pieds).

Avant de donner la description de notre projet, nous devons dire à quelle source nous avons puisé les renseignements les plus utiles.

En mars 1788, l'Académie des sciences nomma une commission composée de MM. Lassone, Daubenton, Tillet, Tenon, Bailli, Lavoisier, Laplace, Coulomb et d'Arcet pour proposer les vues les plus favorables à l'érection d'un hôpital. Hommes célèbres, noms illustres, avec quel zèle, quels talens cette belle mission fut par vous remplie ! Que de lumières vous avez répandues sur un sujet aussi

noble et aussi grand ! Vous êtes devenus les maîtres et les modèles. Aussi pour obtenir quelque succès en travaillant sur une matière que votre génie a épuisée, faut-il s'appropriier et recueillir les matériaux réunis par vos soins.

Le mémoire de l'Académie des sciences à la main, nous nous sommes hasardés à tracer le plan de l'hôpital :

Le rez-de-chaussée contient	200 lits	} 1.032
Le premier étage contient	416 lits	
Le second étage contient	416 lits	

Il comporte des souterrains, un rez-de-chaussée, un premier, un second étage, et des greniers assez élevés pour servir de *séchoirs* d'hiver, en mettant en usage les moyens connus pour obtenir du calorique par la fumée des tuyaux de cheminée. — Une cour principale entourée de portiques, qui existent aux étages supérieurs comme au rez-de-chaussée (elle a 46 mètres de longueur sur chacun de ses côtés); six autres cours également vastes, et une promenade intérieure ayant pour étendue la longueur de l'hôpital, ce qui égale à peu près les deux tiers des allées de Tourny; tels sont les réservoirs d'air ménagés pour rafraîchir et purifier les parties habitées. — Les cours accessoires et de servitude ont été placées le plus convenablement qu'on a pu le faire.

L'hôpital proposé, environné sur deux de ses côtés de rues larges, précédé d'une place immense sur la prolongation de laquelle nous proposons des promenades qui se réunissent et semblent appartenir au cours d'Albret, n'eut cependant pas été isolé sur toutes ses faces sans les plantations intérieures que nous avons projetées au nord, plantations dont l'étendue procure une masse d'air frais, qui chasse et balaye toutes les émanations : cet avantage, joint à l'élévation du terrain et à la pureté de l'air; donne à cet établissement tout ce qui est désirable. Cependant une chose essentielle, la plus importante sans doute, a dû le premier moment fixer l'attention publique : on a craint que le nouvel hôpital manquât d'eau. Mais, loin que cet obstacle existe, il sera tous les jours pourvu d'une quantité d'eau plus considérable que celle nécessaire; elle sera partout, dans les salles, dans les cours; chaque jour elle lavera, rafraîchira, et purifiera ce grand établissement.

Nous avons cru devoir désigner la moitié de l'hôpital au nord pour les hommes, l'autre moitié au sud pour les femmes. A la rencontre des galeries de communication parallèles à la principale façade de l'hôpital avec les galeries parallèles à sa façade latérale, on propose de placer des grilles ou des portes, afin que

les seuls gens de service puissent passer du nord au sud. Pour obtenir sur tous les points cette séparation, le principal escalier est à double rampe; l'une affectée aux hommes, l'autre aux femmes.

Le rez-de-chaussée est destiné aux malades teigneux, galeux et vénériens;

Le premier étage aux fiévreux;

Le second aux maladies de tous genres.

Aux premier et second étages, vers l'entrée du bâtiment, sera le quartier des convalescens et celui des malades payans.

Le dortoir des dames religieuses, leur infirmerie et les logements des gens de service se trouvent à l'un et à l'autre de ces étages, dans la même division.

Les salles exposées au nord et au sud sont disposées parallèlement et séparées par de vastes cours; à côté de chaque salle, sont réservées les pièces pour y avoir des bouillons, des tisanes, du linge, et tout auprès un lit d'infirmiers ou d'infirmières : les courans d'air du nord au sud ont été soigneusement recherchés et observés, les promenoirs sont immenses, les communications promptes et faciles.

Une grande cuisine, des offices, le réfectoire des dames religieuses, un commun vaste, des dépôts de viandes et de comestibles, la pharmacie et le laboratoire qui en dépendent occupent le centre de l'hôpital.

Des bureaux, des salles de visite et de bains, des pièces destinées à recevoir : l'une les habits des malades, l'autre ceux appartenans à l'hôpital; des salles séparées pour toute espèce de maladie, des cellules ou chambres pour les malades payans, des logements de médecin et de chirurgien commodes et agréablement placés, tels qu'ils sont dans l'hôpital et cependant en sont séparés; une buanderie vaste, un double lavoir, une lingerie considérable, une église où les malades se rendent à couvert, un logement de prêtres, isolé de l'hôpital; un amphithéâtre éclairé par en haut pour les chirurgiens, une salle de dépôt pour les morts, isolée et à l'extrémité du bâtiment; des hangars considérables, des plantations intérieures divisées pour les hommes et pour les femmes, des portiques ayant vue sur l'extérieur qui, comme nous l'avons dit, présentera une masse de verdure du plus grand effet; des latrines adhérentes et cependant étrangères aux salles, où toute émanation est impossible, latrines lavées chaque jour par des eaux continuelles, sans y comprendre celles des toitures dirigées vers ces lieux, de telle sorte que, par des branches d'aqueduc tracées sur le plan, et où les eaux des cours et des promenades intérieures se rendent, tous

les produits de ces latrines sont remis dans le Peugue, distant de l'hôpital de 140 mètres (72 toises), distance pour laquelle il y a une pente surabondante; des écuries, logemens de valets, etc..., tels sont les éléments rassemblés qui constituent l'hôpital que nous soumettons avec respect à Sa Majesté impériale.

Nous avons annexé à ce mémoire cinq dessins; ils sont rendus sur une grande échelle et étudiés de manière qu'ils suffisent pour amener à l'exécution, et que le plus petit détail y est aperçu. L'échelle des plans est de 3 millimètres par mètre ou 4 lignes par toise; celle de l'élévation et de la coupe est double de celle-ci.

Les dessins se composent d'un plan général :

D'un rez-de-chaussée et d'un premier étage, le second est en tout point semblable au premier;

D'une façade principale;

D'une coupe intérieure sur toute la longueur du bâtiment.

« Il fallait un hôpital de mille lits », telle sera notre réponse à ceux qui diront : *Cet hôpital est trop immense.*

« Il fallait un hôpital de mille lits », dirons-nous à ceux qui se récrieraient contre une disposition qui leur paraîtrait trop vaste.

« Il fallait un hôpital de mille lits », dirons-nous encore aux hommes de bonne foi qui, effrayés par la grandeur de l'œuvre, craindraient une trop grande dépense.

« Il fallait enfin », répéterons-nous, « un hôpital de mille lits », qui fut digne du grand souverain qui le fonde, et tel qu'il a voulu que le possédât l'une des premières villes de son empire.

Si, dans le monument que nous avons tracé, la plus petite portion de terrain n'est pas utilisée; si l'on y rencontre des distributions qui ne soient pas essentielles; si l'on reconnaît que nous nous sommes abandonnés à des idées de luxe et de faste, nous appelons sur nous la censure la plus rigoureuse, car tous nos efforts ont été dirigés vers les seules choses utiles et indispensables.

Les galeries ou portiques du rez-de-chaussée sont voûtés; la buanderie, les lavoirs le sont également; la cuisine, l'office, la pharmacie, le laboratoire qui en dépend, le commun des domestiques, la pièce pour le lavage des cuisines, le dépôt des viandes et comestibles situés au nord, toutes ces parties que nous avons conservées et qui dépendent de la Caserne Notre-Dame sont voûtées; dans tout le reste du bâtiment, il y aura des planchers.

Les salles des malades au rez-de-chaussée seront pavées en dalots de pierre, et carrelées aux étages supérieurs; toutes ces sal-

les seront plafonnées. Les croisées ouvriront au-dessus des lits; de trois en trois cependant, une d'elles ouvrira dans toute la hauteur de la salle : car toutes ces croisées s'élèveront jusqu'au-dessus du plafond.

Parmi les diverses galeries et promenoirs dont se compose notre plan, deux de ces galeries parcourent l'hôpital d'un bout à l'autre, sur une longueur de 185 mètres (95 toises).

Les convalescens, en parcourant d'aussi vastes promenoirs, trouveront partout de la verdure, de l'eau jaillissante : le double rang de portiques de la principale façade leur procurera l'aspect de ces plantations extérieures qui contribueront à épurer l'air.

La facilité des communications et une distribution appropriée aux besoins des malades leur assureront des secours plus prompts, plus salutaires. Le magistrat et l'administrateur éprouveront une douce satisfaction à visiter un lieu où le pauvre, comblé des bontés du monarque, échappera plus sûrement aux ravages des maladies, où la mort comptera moins de victimes, où les rayons d'un soleil vivifiant animeront l'intérieur de l'édifice et produiront, par l'effet de l'ombre et de la lumière, un tableau qui variera suivant son cours. Tels sont les résultats à espérer du bienfait de Sa Majesté, heureux effets qui ne se rencontrent que dans un monument où, dès l'origine, tout a été prévu et combiné pour les obtenir.

Nous avons dit en commençant ce mémoire que l'Hôpital Napoléon aurait une quantité d'eau suffisante; voici comment on jouira d'un aussi grand avantage.

Sur le cours d'Albret et presque en face du nouvel hôpital (notre plan indique ce point) est un regard des fontaines de la ville. Les 20 pouces d'eau qui servent à la consommation des habitans de Bordeaux s'y rendent en totalité, et de là se distribuent dans les divers quartiers. Joignant ce regard, nous construisons un château d'eau, où nous plaçons un réservoir assez élevé pour rendre l'eau dans les salles de l'hôpital et procurer ces fontaines jaillissantes si précieuses, si salubres. Ce réservoir sera en pierre.

Ces 20 pouces d'eau, qui pendant toute la journée suffisent à la majeure partie de la population d'une grande ville (car on doit compter pour peu de chose les fontaines de la partie inférieure de Bordeaux), s'écoulent pendant la nuit, sans être d'aucun avantage.

Sans nuire aux habitans de Bordeaux, sans leur faire éprouver aucune privation pendant leur sommeil, ces vingt pouces d'eau peuvent être recueillis pour l'hôpital, en les élevant pendant cinq heures de temps dans le réservoir dont nous avons parlé.

Ce travail, facile pour une machine simple, aura lieu depuis

9 heures du soir en hiver jusqu'à 2 heures du matin, et depuis 11 heures en été jusqu'à 4 heures. Par des calculs certains, la machine fournira pendant les cinq heures de son mouvement deux cents tonnes d'eau, ressource inappréciable, obtenue sans efforts, sans difficultés, sans inconvénients.

Si une prévoyance trop scrupuleuse croyait en entrevoir, il serait facile de détruire des inquiétudes non fondées qui prendraient leur source dans des vues sages et bienveillantes. Cette quantité d'eau considérable deviendra pour l'hôpital un précieux bienfait, puisque cette eau, qui est celle des fontaines Saint-Projet, des Minimes et Saint-Christoly, est de la première qualité.

Mais ce n'est pas assez de ce moyen, qui cependant suffirait abondamment aux besoins de l'hôpital; nous avons indiqué dans notre plan un puisard assez considérable, loin du centre de l'établissement où, par une machine constamment en activité, on élèvera dans un réservoir intérieur deux cents tonnes d'eau dans vingt-quatre heures. Les sources sont abondantes et bonnes dans la partie de la ville où doit être construit l'hôpital : on réunira donc à la quantité déjà obtenue une pareille quantité, qui suffirait elle-même aux services de tout genre qu'exige un aussi grand établissement.

Il était essentiel de donner à cette importante partie de notre mémoire des développements propres à fixer l'opinion des magistrats et du public, et nous désirons avoir réussi à la rendre claire et convaincante.

Un jour peut venir où Sa Majesté, joignant à ses nombreux bienfaits pour cette ville de nouveaux témoignages de sa haute protection, lui fournira les moyens d'amener à Bordeaux une quantité d'eau égale à celle qu'elle a déjà. Des mémoires et des travaux utiles sur cette matière ont été soumis, à diverses époques, à l'autorité locale qui en a reconnu la possibilité. Cette quantité, ainsi doublée, serait répandue abondamment dans tous les établissements publics; *la main puissante aurait frappé le rocher*, et des sources fécondes jailliraient de toutes parts.

*Dépenses nécessaires pour acquérir les terrains qui doivent
faire partie de l'Hôpital Napoléon.*

10.896 mètres carrés de terrains, couverts pour la plupart de masures, de jardins, doivent, d'après notre plan, être réunis à la Caserne Notre-Dame. Une évaluation raisonnée a été donnée à ces terrains, qui en porte le prix à 168.968 francs.

Sommes auxquelles s'élèvera la construction de l'Hôpital :

La fouille des terres, soit des murs, soit des aqueducs, coûtera	F. 32.363
Les murs en fondation	81.378
La maçonnerie au-dessus, ensemble les voûtes, les dal- lages, les carrelages	547.591
La construction des machines hydrauliques, château d'eau, conduits	29.733
La charpente, les planchers, la couverture	277.652
La menuiserie, la serrurerie, les plâtres, la vitrerie et la peinture	219.237
	F. 1.188.054
En ajoutant le prix des terrains aux dépenses de la construction, ci	168.968
la somme totale des dépenses est de	F. 1.357.022

La salle de spectacle de Bordeaux, dont la surface n'est pas le quart de l'hôpital proposé, a coûté 2.700.000, et à une époque où tout était d'un tiers au-dessous des prix actuels.

Parmi les divers travaux dont la ville est chargée, et en usant de plusieurs ressources que cette circonstance fournira, on peut se promettre de diminuer la dépense annoncée. Nous donnerons sur cet objet des détails et des éclaircissements qui ne peuvent trouver place dans ce mémoire.

Juillet 1808.

BONFIN fils,

*Ingénieur de la Ville de Bordeaux
et Architecte du Palais Impérial.*

H.-S. — On n'a point projeté de boulangerie dans le plan de l'Hôpital Napoléon : les commissaires de l'Académie des sciences en ont prescrit l'éloignement en conseillant de mettre à l'entreprise la fourniture du pain. Si, par des vues fondées sur l'expérience, l'administration distinguée qui dirige les hospices de Bordeaux croyait une boulangerie nécessaire, elle serait établie avec la plus grande facilité et isolée dans cette ligne de hangars qui se remarque dans notre plan vers le nord.

*
* *

Ces deux projets, déposés aux hospices vers la fin de juillet 1808 et complétés, à la suite de demandes d'explications par la Commission, par des mémoires supplémentaires dans le courant d'août, firent l'objet de plusieurs séances de la commission. Un des administrateurs fut nommé rapporteur et chargé d'élaborer les conclusions auxquelles était arrivée la commission à l'issue de ses délibérations.

*
* *

Mais, entre temps, le nombre des militaires malades s'augmentait sans cesse de ceux qui revenaient d'Espagne, où sévissait une épidémie de typhus, des prisonniers malades que l'on ne pouvait envoyer plus loin, et bientôt leur nombre et les risques de contagions se développèrent au point que la commission envisagea les moyens de créer une deuxième succursale de Saint-André.

Elle venait d'être avertie d'ailleurs par la lettre suivante, que les médecins de l'Hôpital Saint-André, toujours préoccupés du bien public, venaient de lui faire parvenir :

Bordeaux, le 3 septembre 1808.

*Les Médecins de l'Hôpital Saint-André de Bordeaux
à la Commission administrative des Hospices.*

MESSIEURS,

Vous n'ignorez pas sans doute que l'Hôpital Saint-André et sa succursale, la ci-devant caserne de Notre-Dame, sont encombrés à l'excès par des militaires malades arrivés d'Espagne depuis huit jours. Nous ne vous apprenons donc rien à cet égard, mais ce qui est nécessaire que nous vous fassions prévoir c'est que l'accumulation journalière des malades dans ces deux maisons, où il n'y a plus de place pour étendre une seule couchette, peut avoir sous peu de jours les effets les plus funestes. Déjà l'air est infecté par la respiration, par les exhalaisons de cette multitude; les miasmes

contagieux de la dysenterie, des fièvres de toute espèce, des phtisiques, l'odeur des galeux ensouffrés et toutes les fétidités possibles concourent à le charger de toutes les causes des maladies les plus meurtrières; et vous verrez, incessamment attaqués, les officiers de santé, les sœurs de la charité, tous les desservans; les malades eux-mêmes, qui sont venus chercher le soulagement à des maux légers, y contracteront des maladies mortelles. Nous ne pouvons vous assigner quel sera le terme des ravages produits par l'encombrement actuel. Nous devons vous indiquer les seuls moyens qui peuvent les prévenir. C'est :

1° qu'il ne soit plus reçu aucun malade dans l'Hôpital-Saint-André et la succursale jusqu'à ce que leur nombre soit réduit, par les sorties journalières, à celui qui ne compromet pas éminemment la salubrité de l'air qu'on y respire et la santé de tous les desservans.

2° que l'administration soit civile, soit militaire, soit invitée à prendre les mesures convenables pour loger ailleurs les malades qui arriveraient postérieurement à cette mesure. Nous devons vous ajouter que si on ne s'occupe sans aucun délai de diminuer l'activité de l'infection morbifique déjà établie dans ces deux maisons, la santé de tous les habitants de cette ville peut être compromise par la naissance d'épidémies qui auraient leurs foyers dans ces deux hôpitaux.

Recevez, Messieurs, nos salutations respectueuses.

(Signé) ALAUX, CAPELLE, DUTROUILH.

Comme elle recevait, d'autre part, des réclamations réitérées du préfet de la Gironde et de l'Administration de la guerre (ainsi qu'en fait foi une lettre de la Commission au maire de Bordeaux en date du 29 mars 1840, faisant allusion à cet état de choses antérieur, dont nous avons été heureux de retrouver la copie), la Commission des hospices décida, le 6 septembre 1808, d'établir une succursale à la caserne Saint-Raphaël. Elle communiqua d'urgence sa décision aux administrations intéressées et, le même jour, cet établissement était mis à sa disposition : plus de cent malades y furent placés immédiatement.

Dans les jours qui suivirent, la Commission recevait les écrits suivants des Docteurs Caillaud et Jonquet, montrant une

fois de plus l'esprit de dévouement des médecins bordelais et rédigés dans des termes d'une politesse déférente qui ressemble bien peu à la rédaction de nos modernes lettres :

Bordeaux, le 6 septembre 1808.

A Messieurs les Membres de la Commission administrative des hospices de Bordeaux.

MESSIEURS,

Le grand nombre de malades qui affluent dans les hospices de cette ville vous engagera peut-être à choisir un ou plusieurs médecins pour aider provisoirement ceux qui sont en activité dans l'Hôpital Saint-André.

Ayant déjà été employé, il y a quatorze ans dans les hospices militaires et désigné il y a deux ans à Bordeaux par mes confrères réunis pour remplir un emploi dans l'hôpital dont je viens de parler, je vous offre aujourd'hui mes services, s'ils peuvent vous être utiles dans cette circonstance.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

J.-M. CAILLAU.

A Messieurs les Administrateurs des hospices civils de Bordeaux.

Bordeaux, le 10 septembre 1808.

MESSIEURS,

La quantité de malades que contiennent les hospices que vous dirigez pouvant exiger un plus grand nombre de médecins, j'ose me présenter en cette qualité.

Mon père et mon frère, morts en desservant l'Hôpital Saint-André, m'ont tracé la route que je dois suivre, et la gloire de servir les pauvres et le plaisir d'être utile sont les seules récompenses que mon cœur ambitionne, heureux si mes offres étaient acceptées !

Veuillez, Messieurs, agréer l'hommage de mon profond respect.

Votre très humble et très obéissant serviteur.

M. JONQUET, médecin.

Il est vraisemblable que la Commission désignât (nous n'en

avons pas trouvé trace officielle), pour assumer le service de la succursale Saint-Raphaël, les docteurs Lamothe, Comet et Archibold, car ceux-ci, en date du 14 septembre 1808, écrivirent à la Commission la lettre suivante :

Bordeaux, le 14 septembre 1808.

MESSIEURS,

Nous partageons vos sollicitudes paternelles; nous ne saurions nous refuser à remplir les fonctions que vous nous proposez. Mais en nous conformant à vos désirs, nous vous observerons cependant que comme notre âge, nos santés et les occupations de cette saison pourroient nous empêcher de donner des soins assidus aux malades de Saint-Raphaël, nous désirerions que vous voulussiez bien nous donner à chacun un adjoint qui pût nous suppléer. Nous vous proposons pour cet objet MM. Trocard, Caillau et Seguy le neveu. Nous espérons que cette mesure vous paroîtra d'autant plus admissible qu'elle vous fournira un moyen de former à la pratique des hôpitaux des médecins estimables, qui acquitteront à leur tour une dette que nous avons regardé comme sacrée.

Si vous adoptez cette mesure, veuillez, Messieurs, en prévenir les médecins que nous vous proposons ou tous autres que vous voudrez bien désigner; et nous nous entendrons avec eux pour assurer le service de Saint-Raphaël.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre entier et respectueux dévouement.

LAMOTHE, COMET et ARCHIBOLD.

Mais nous verrons ultérieurement qu'assurèrent le service à la succursale de Saint-Raphaël les médecins Jonquet, Caillau et Seguy, le docteur Trocard, par contre, étant affecté à la succursale de Notre-Dame (Voir documents ci-dessous).

Et le 18 septembre 1808, un autre médecin bordelais, le Docteur Guitard, offrait lui aussi, un peu tardivement, ses services par la lettre ci-dessous :

MESSIEURS,

Je viens d'apprendre que vous avez nommé trois médecins adjoints pour faire le service auprès des malades dont la santé est confiée à votre surveillance paternelle. Si j'eusse su que votre intention fût de désigner des médecins autres que ceux déjà en exercice dans les

divers hospices, je me serais présenté plus tôt. Dans le cas où les circonstances vous détermineroient à nommer un quatrième médecin adjoint, je m'offre pour donner gratuitement mes soins aux malades.

J'ai l'honneur d'être avec une parfaite considération, Messieurs,

Votre très humble et très dévoué serviteur.

GUIARD.

Bordeaux, le 18 septembre 1808.

D. M. P. (1).

Dans les jours qui suivirent (et nous passons volontairement sous silence toutes les modalités d'installation des malades à Saint-Raphaël et les tractations qui eurent lieu à ce sujet entre l'Administration de la guerre et la Commission des hospices, dont nous avons trouvé de nombreuses preuves dans les archives que nous avons consultées), la succursale de Saint-Raphaël s'organisa et commença à fonctionner d'une façon très satisfaisante.

*
* *

Un petit fait qui a sa valeur au point de vue documentaire : Le 24 septembre 1808, la Commission écrivit au préfet « pour lui signaler l'existence, au milieu du nouvel hôpital, de l'ancien Conservateur des effets militaires de la caserne Saint-Raphaël et de sa famille. Il occupe plusieurs appartements dont auraient besoin : d'abord, les médecins et chirurgiens pour se réunir, écrire leurs ordonnances et faire les billets de sortie des militaires rétablis; ensuite, les sœurs hospitalières, qui n'ont point de réfectoire et réclament surtout énergiquement un endroit où elles puissent déposer la viande qu'elles sont actuellement forcées de laisser dans la cuisine, où la chaleur la corrompt promptement. La Commission désire que le préfet intervienne auprès de l'Administration de la guerre, dont le conservateur dépend, car son déplacement est urgent. »

(1) La plupart des lettres de médecins portent après la signature : D. M., c'est-à-dire docteur en médecine. Celles qui portent D. M. P. proviennent de ceux qui ont fait leurs études à Paris; D. M. P., docteur en médecine de Paris.

Après plusieurs démarches et explications, cette démarche fut exécutée grâce à l'ordre donné, sur les instances du préfet, par M. Tempia, officier commandant du génie militaire à Bordeaux. Mais cet homme était dans une situation matérielle pénible, il venait en effet de perdre récemment son fils qui le faisait vivre; de plus, il plantait, semait et travaillait dans le jardin de Saint-Raphaël, dont il avait la jouissance. La Commission décida alors, pour l'indemniser, de faire transporter gratuitement ses meubles dans une maison lui appartenant, sise rue Saint-Fort, 6, n'ayant pas pu être louée depuis longtemps et où elle le logera gracieusement pendant six mois (délibérations des 5 et 8 novembre 1808).

*
* *

Mais le nombre des malades augmentait sans cesse — « au taux de deux cents à la fois », avons-nous trouvé dans un document — et la Commission enjoignit à ces médecins d'essayer de faire le maximum de sortants.

Le docteur J.-M. Caillau, médecin *par intérim* de l'Hospice Saint-Raphaël, écrivit à ce sujet, le 25 septembre 1808, que ses collègues et lui-même, se conformant aux instructions reçues, évacueraient le lendemain jeudi 26 septembre, d'une part, 110 malades pour lesquels il manifestait le désir « que le Château-Trompette soit disposé pour les recevoir, car ils étaient dans l'impossibilité de rejoindre leur corps sur-le-champ; un air pur et le repos contribueraient puissamment à rétablir la santé de ces braves »; d'autre part, environ 100 malades, « ceux qui peuvent, sans danger, partir pour Rochefort, lieu de leur destination », et « nous tâchons ainsi, déclare M. le docteur Caillau, de concilier l'urgence du service avec les intérêts de l'humanité ! »

Quelques jours après, le 4 octobre 1808, les docteurs Trocard et Dutrouilh, médecins de l'Hospice de Notre-Dame, avertissaient eux aussi l'Administration qu'ils pouvaient, après examen des malades, en évacuer environ 150.

Malgré ces évacuations, les malades succédaient aux malades, au point que, le 11 octobre 1808, la supérieure directrice de l'Hôpital Saint-André signalait à la commission qu'il lui était actuellement absolument impossible, « vu que deux sœurs viennent de décéder, que quatorze sont malades et que les autres succombent sous le travail », de continuer à assurer le service des deux succursales de Notre-Dame et de Saint-Raphaël.

Déjà quelques jours auparavant, le 1^{er} octobre 1808, la Commission des hospices recevait une lettre de la supérieure Deschaux de Paris, l'avertissant qu'elle ne pouvait, sous aucun prétexte, envoyer à Bordeaux une ou plusieurs sœurs, qu'il en était d'ailleurs de même pour 20 autres hôpitaux.

Aussi, le 14 octobre 1808, l'Administration des hospices écrivait à M. le Commissaire des guerres au sujet de la cruelle position dans laquelle ils étaient susceptibles d'être « relativement à l'abandon des sœurs de la charité dont nous sommes menacés ». L'Administration demandait que l'on parvienne promptement à réduire à 11.000 (!) le nombre des militaires malades dans les trois hôpitaux et à éviter que les évacuations de l'armée d'Espagne n'arrivent directement à Bordeaux. L'Administration des hospices avait compris que, si elle n'avait pas la promesse expresse de la diminution du nombre des malades dans chaque hôpital, les sœurs de charité seraient obligées de suspendre leurs services qu'elles ne pourraient plus assumer, étant donné, d'autre part, que la supérieure générale de Paris avait vu avec peine l'établissement des deux succursales et qu'elle ne secondait d'aucune manière le zèle de la commission.

De toute évidence, demandait l'Administration des hospices au Commissaire des guerres, « il eût été nécessaire que Son Excellence le Ministre directeur de l'Administration de la guerre eût fait connaître à la Supérieure générale d'une manière très expresse que le gouvernement souhaiterait qu'elle fît partir de Paris une quantité suffisante de ses compagnes pour maintenir un service aussi indispensable que celui au-

quel nous nous sommes livrés. S'il en eût été ainsi, les sœurs eussent été moins écrasées de fatigue; le nombre de celles qui sont tombées malades eût été moins considérable, et elles n'éprouveraient pas le découragement dont nous avons à craindre les suites. La supérieure de Saint-André, elle-même, vient de se retirer à l'Hospice de la Manufacture pour rétablir sa santé pendant quelques jours ».

Et le 21 octobre 1808 l'Administration des hospices écrivait à M. le Préfet de la Gironde en lui envoyant le compte détaillé de ce qui se passait dans les hôpitaux, y ajoutant : « En vous entretenant de nos chagrins, nous en allégeons le poids, bien certains que vous y prendrez part. » C'est qu'en effet, la situation était pénible : une nouvelle sœur de charité venait de mourir à Saint-André; quelques jours avant, la femme de l'Ecrivain et sa belle-sœur, employées dans le même hôpital, avaient succombé. « Aujourd'hui, le portier est à toute extrémité et plusieurs sœurs sont également très malades. L'écrivain de Saint-Raphaël est mourant, le fils du conservateur des effets de la caserne est mort il y a trois jours; plusieurs chirurgiens sont au lit; quelques autres, convalescents, ne peuvent encore reprendre leur service; nous ne vous parlons pas des infirmiers, il nous en coûterait trop de vous annoncer le nombre de ceux qui ont péri. La fièvre d'hôpital fait ce ravage, heureux jusqu'ici d'avoir été épargnés nous-mêmes, le service auquel nous nous livrons nous exposant également. A ce tableau affligeant, Monsieur le Préfet, nous ajoutons les inquiétudes que nous donne le travail excessif auquel se livre le petit nombre de sœurs qui desservent les trois hôpitaux. Si elles n'ont pas de secours, il est à craindre qu'elles succombent successivement; elle se livrent avec abandon à leurs destinées et nous ne pouvons vous rendre, Monsieur le Préfet, le dévouement de ces respectables sœurs; tout éloge serait au-dessous des vertus qu'elles développent dans ces cruelles circonstances. »

L'Administration demandait que les sœurs soient secourues par les compagnes de leurs congrégations établies dans les

diverses paroisses de la ville, disant qu'il n'y en avait que trois qui venaient au service des hôpitaux : une de Sainte-Eulalie, une de Saint-Projet et une des Chartrons, et qu'il appartenait au préfet de les inviter, quelque importants que soient leurs services dans l'intérieur de la ville, de venir au secours de celles pour lesquelles le secours était au moins aussi impérieux.

Nous croyons savoir que la Commission des hospices obtint sur ce point satisfaction, de la part du préfet.

Mais, entre temps, celui-ci (ressemblant en ce sens à beaucoup d'administrateurs, comme nous en connaissons qui ne veulent jamais négliger une idée ou une suggestion, d'où qu'elles viennent, et, se montrant parfois d'une crédulité très grande, usent avec excès du droit d'enquête) adressait à la commission la lettre ci-dessous, accompagnant un mémoire d'un docteur Loménie dont nous nous en voudrions de ne pas citer tous les passages, ainsi que les réponses qu'il suggéra de la part des médecins servant dans les hôpitaux (Saint-André et Saint-Raphaël), et dont tout commentaire affaiblirait la valeur.

Bordeaux, le 7 octobre 1808.

Lettre du Préfet de la Gironde à Messieurs composant la Commission des hospices de Bordeaux.

MESSIEURS,

Quoique je sois très persuadé qu'aucun moyen de salubrité n'est négligé dans les établissements confiés à vos soins, surtout depuis qu'on y a réuni tant de malades, je crois devoir vous transmettre sur cet objet quelques vues qu'a bien voulu me communiquer M. le docteur Loménie : parmi les procédés qu'il indique, il en est de faciles et peu dispendieux.

Je repose avec confiance sur votre philanthropie éclairée du soin de préserver les hôpitaux et la ville des épidémies que moins de soins et de précautions ont souvent fait naître ailleurs.

Agréez, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé) FAUCHÉ.

Voici la lettre du Docteur Loménie :

Bordeaux, le 5 octobre 1808.

*A Monsieur le Préfet de Bordeaux,
Membre de la Légion d'honneur.*

MONSIEUR LE PRÉFET,

Permettez-moi de vous soumettre les réflexions suivantes que les circonstances m'ont fait faire.

Les vapeurs des corps terrestres s'élevant dans l'atmosphère lui donnent des qualités plus ou moins salutaires, selon la nature des corps d'où émanent ces vapeurs.

Les animaux et surtout les carnivores expulsent de leur corps dans l'état de vie soit par la respiration, soit par la perspiration, une quantité de vapeurs nuisibles qui corromproient bientôt le milieu atmosphérique dans lequel ils vivent si l'air pur (gaz oxygène); répandu en plus grande quantité, ne détruisoit l'effet pernicieux de ces vapeurs.

Cela posé, plus dans un grand espace il y a des corps vivants réunis ensemble les uns près des autres, plus il s'élève dans ces endroits d'air vicié : l'animal malade, et surtout l'homme, donne une plus grande émission de cet air vicié, il résulte alors que plus les malades habitans dans une même enceinte sont nombreux, plus il s'élève des colonnes de mauvais air qui se répand dans l'atmosphère capable de la corrompre.

Si, par exemple il se trouve dans une ville plusieurs hospices habités par un grand nombre de malades tenus les uns très près des autres, on aura lieu de craindre que le mauvais air sortant continuellement de ces endroits ne prédomine sur l'air extérieur pur qui, par sa qualité, entretient la vie et la santé.

Les hospices qu'il y a à Bordeaux ne sont-ils pas assez près les uns des autres pour former des nuées d'air vicié? Ces nuées, par leur proximité et par la force de leur attraction mutuelle, ne peuvent-elles pas devenir assez cohérentes et épaisses, pour n'être divisées qu'avec peine et rester trop longtemps sur l'atmosphère? Alors leur influence délétère sur les habitations voisines et de proche en proche sur un plus grand espace, peut produire des maladies funestes, contagieuses ou épidémiques.

La prudence des médecins habiles et la sagesse des magistrats gouvernant la ville, qui veillent toujours au bien, ont prévu sans

doute ces malheureux événements, en faisant exécuter des moyens prophylactiques les plus antidotes.

Permettez que j'ajoute les suivants à ceux qui sont mis en usage.

La propreté extrême des salles des malades, le lavage fréquent de ces salles, les fréquentes fumigations aromatiques, les habillements des malades nouveaux venus, rendus le plus tôt possible très propres, de grands bûchers de bois verd, de paille et de plantes aromatiques qu'on allumerait tous les jours vers le soir dans les cours des hospices ou les emplacements voisins, toutes les déjections et immondices couverts profondément dans la terre, tous ces moyens me paroissent très effectifs pour empêcher l'assemblage des nuées de mauvais air et pour les diviser de manière à n'avoir aucune influence fâcheuse.

Les maladies des personnes qui viennent en grand nombre habiter les hospices, où les soins les plus charitables sont sans contredit prodigués, ne sont pas, peut-être, d'une nature à devenir contagieuses, mais le grand nombre des malades et les diverses maladies qui existent dans ces endroits ne suffisent-ils pas pour employer tous les moyens?

Nous proposons ceux-cy à la sage administration de la ville, étant bien persuadés que nos magistrats, pleins d'autant de zèle pour le bien que de sensibilité aux maux de nos semblables, aimeront mieux faire plus que moins pour assurer la confiance aux concitoyens et dissiper toute crainte.

LOMÉNIE,
Docteur en médecine,
médecin de charité du 3^e arrondissement.

La Commission adressa alors à ses médecins la copie de la lettre du Docteur Loménie en leur demandant leur avis. L'on voit par ce fait que la Commission administrative actuelle n'agit pas différemment, quand elle demande souvent, trop souvent même peut-être, l'avis de la Réunion médico-chirurgicale.

Les médecins de la succursale Saint-Raphaël et de l'Hôpital Saint-André écrivirent les lettres ci-dessous, à la Commission et lui permirent ainsi de répondre au préfet dans les termes que nous lirons plus loin.

Bordeaux, le 13 octobre 1808.

*Les Médecins de Saint-Raphaël,
A Messieurs les Administrateurs des hospices civils
et militaires de Bordeaux.*

MESSIEURS,

Sans nous arrêter à discuter la théorie de M. le Docteur Loménie, que nous pensons ne pouvoir être admise, nous faisons connaître notre opinion sur les moyens qu'il croit capables de prévenir la contagion.

Notre confrère *s' imagine* que la contagion peut être communiquée à la ville de Bordeaux par des *nuées* d'air vicié, qu'il *suppose* s'élever des trois hôpitaux : Saint-André, Notre-Dame et Saint-Raphaël.

Tous les médecins sont d'accord sur l'effet pernicieux du rassemblement d'un grand nombre d'individus malades dans un même lieu : ils donnent tous à cette terrible maladie qui en est la suite le nom de fièvre d'hôpital, des prisons, des vaisseaux, suivant l'endroit où ces individus sont rassemblés, mais il n'y a qu'un très petit nombre d'auteurs qui aient avancé que les maladies pussent affecter épidémiquement ou contagieusement les villes où les hôpitaux sont situés, et aucun n'avait encore créé des *nuées* sortant de ces mêmes hôpitaux pour aller porter la contagion au loin.

Nous sommes très persuadés que cette maladie, quelque grave qu'elle pût être dans les trois hôpitaux, ne pourrait jamais produire cet effet dans la ville.

Il faut pourtant observer qu'il existe quelquefois des causes particulières de contagion qui peuvent permettre à cette maladie d'affecter des bourgeois; on peut mettre au nombre de ces causes l'entrée des habitans dans les hôpitaux pour y voir des malades, l'attouchement direct des sujets affectés, celui des hardes, des linges, le passage de ces mêmes malades dans les villes et leur séjour plus ou moins prolongé dans les maisons particulières.

Quant aux moyens proposés par M. Loménie, les uns sont trop simples pour en parler, les autres (le feu de bois vert, de paille, de plantes aromatiques) sont insuffisants et n'ont pas produit, lorsqu'on les a employés, l'effet désiré.

Il en est un qu'on emploie depuis longtemps avec succès et que nous admettons s'il est possible de l'exécuter : nous voulons parler

de l'enterrement des matières fécales; il nous paraît impossible de le pratiquer dans l'hospice Saint-Raphaël même, mais l'administration pourra aviser aux moyens de transporter les immondices hors de la ville.

Nous avons l'honneur d'être avec respect, Messieurs, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

(Signé) M. JONQUET, D. M.; J.-M. CAILLAU, M. D.;
SEGUY, D. M. P.,
médecins de la Succursale Saint-Raphaël.

Bordeaux, le 16 octobre 1808.

Les médecins de l'Hôpital Saint-André à la Commission administrative des hospices de Bordeaux.

MESSIEURS,

D'après votre invitation du neuf octobre courant, nous avons pris connoissance du mémoire de M. Loménie à vous transmis par M. le Préfet, et nous allons vous en rendre un compte succinct.

L'auteur pose d'abord quelques principes généraux, vaguement et obscurément exprimés : il suppose ensuite qu'il se forme au-dessus des hôpitaux des nuages presque stationnaires, composés des exhalaisons nuisibles de ceux qui habitent ces maisons. Nous ne devons pas nous arrêter à éclaircir ces principes, ni à combattre des hypothèses gratuites que l'observation réprouve.

L'auteur propose pour moyens préservatifs : 1° *la propreté extrême des salles.* — Vous savez très bien, Messieurs, qu'il n'est pas nécessaire de la recommander aux sœurs de l'Hôpital Saint-André. — 2° *le lavage fréquent des salles.* — Il est impraticable dans l'état actuel d'encombrement. — 3° *les fréquentes fumigations aromatiques.* — Elles ne purifient point l'air, mais elles détruisent quelques-uns des mauvais effets de l'air vicié; elles ont des inconvénients pour certains malades. — 4° *la propreté des vêtements des malades.* — En entrant, ils reçoivent des vêtements propres appartenant à l'hôpital; en sortant, on leur rend leurs vêtements, et il seroit bien utile qu'on prit des mesures pour qu'ils fussent nettoyés, surtout quand les individus ont été atteints de maladies contagieuses telles que la gale. Ce conseil de l'auteur nous paroît très bon; nous l'avions proposé avant lui. — 5° *de grands bûchers de bois vert, de paille et de plantes aromatiques.* — L'utilité de ce moyen ne nous paroît pas plus probable que l'existence des nuées morbifiques et

stationnaires imaginées par M. Loménie. — 6° *les déjections et immondices recouverts profondément.* — Les architectes de l'hôpital ont eu depuis long-tems cette prévoyance.

Nous concluons que les intentions du Docteur Loménie méritent des éloges, mais que, dans les moyens qu'il propose, il n'y a rien d'utile qui ne soit connu ou pratiqué depuis long-tems.

Agréez, Messieurs, nos salutations respectueuses.

(Signé) *Illisible* : ALAUX, M. D. ; CAPELLE, D. M. ;
DUTROUILH, D. M.

Copie d'une lettre adressée, le 19 octobre 1808, par la Commission administrative des hospices, à M. le Préfet.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Nous croyons devoir vous faire connaître les réflexions de MM. les Médecins attachés à nos hôpitaux sur le mémoire de M. Loménie que vous avez bien voulu nous faire passer. Nous avons, en conséquence, l'honneur de vous remettre ci-joint copie des deux lettres que nous avons reçues sur cet objet.

Il nous paraît plus important encore de vous donner connaissance des observations de MM. les Médecins qui desservent la Succursale Saint-Raphaël sur le genre des maladies qui ont lieu dans cet hôpital, observations que nous avons provoquées autant dans l'intérêt des militaires que nous faisons soigner que dans celui de nos concitoyens. Dans ce dernier rapport, Monsieur le Préfet, vous y remarquerez avec plaisir que la sécurité des habitants de Bordeaux ne peut être troublée encore par l'établissement des trois hôpitaux dans l'enceinte de la ville; peut-être n'en serait-il pas ainsi si nous nous trouvions dans la saison des chaleurs.

Les trois hôpitaux, Monsieur le Préfet, renferment habituellement de 1.900 à 2.000 malades. Le mouvement journalier d'entrée et de sortie est d'environ 150 à 200; la mortalité de chaque jour s'élève de 8 à 10; elle nous afflige, sans doute, mais, en calculant le nombre des malades, non celui existant chaque jour, mais celui du mouvement ordinaire, il en résulte que cette perte d'hommes est peu considérable.

Elle s'accroîtra bien davantage par la suite, Monsieur le Préfet, sans qu'on puisse en tirer aucune induction fâcheuse pour le défaut de soins, la gravité des maladies et la contagion, car vous observerez que les évacuations de nos hôpitaux ne portent que sur les militaires faibles, demi-convalescents ou atteints de maladies qui

peuvent encore supporter le transport dans des hôpitaux plus éloignés. Nous ne conservons donc que ceux atteints de maladies graves qui ne peuvent absolument sortir de nos établissements sans un danger éminent. Il doit en résulter qu'au bout d'un certain temps, tous les malades qui nous resteront seront des mourants, ainsi que MM. les Médecins l'observent.

Nous allons réclamer, Monsieur le Préfet, de MM. les Médecins de Notre-Dame un travail semblable à celui dont nous avons l'honneur de vous entretenir; son importance nous a fait penser que vous seriez peut-être bien aise d'en faire part successivement au Gouvernement.

Nous avons l'honneur, ...

*
* *

Le rapport auquel fait allusion dans cette dernière lettre la Commission des hospices provenait de ce fait que, non content de diriger l'organisation purement matérielle du service des hôpitaux, elle s'intéressait, en outre, au point de vue strictement médical. A la suggestion de M. Desfourniel, administrateur, elle avait demandé aux médecins de Saint-Raphaël de bien vouloir lui fournir un mémoire sur la nature des maladies qu'ils avaient à soigner. Nous nous en voudrions de ne pas reproduire en entier la réponse extrêmement intéressante des Docteurs Jonquet, Seguy et Caillaud, qui nous éclaire sur la classification médicale de l'époque, l'interprétation qu'en tiraient nos confrères au point de vue pathologique et prophylactique, et en particulier sur la fameuse « fièvre d'hôpital », que nous ne connaissons plus:

Bordeaux, le 15 octobre 1808.

A Monsieur Desfourniel, administrateur des hospices civils et militaires.

MONSIEUR,

Nous répondons un peu tard à la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire, mais le Docteur Caillaud, obligé d'examiner les conscrits, n'ayant pu se concerter avec ses confrères, il nous a été impossible de le faire plutôt.

L'Hôpital Saint-Raphaël, confié à nos soins, contient environ 600 malades, dont 500 fiévreux.

Les maladies dont sont atteints les individus diffèrent beaucoup par leur caractère, et surtout par leur intensité. Il est pourtant un point de contact par lequel elles peuvent être comprises dans une même classe : nous voulons parler de la faiblesse et de la prostration des forces, communes à tous nos malades, quelle que soit, en général, leur affection.

Nous croyons qu'il est possible de réduire à cinq classes les maladies existantes à Saint-Raphaël.

1^{re} CLASSE : *Les fièvres intermittentes.*

a) Les fièvres intermittentes simples.

a) Les fièvres intermittentes simples.

Celles du type tierce et quarte sont rares et peu dangereuses.

Les quotidiennes sont les plus fréquentes.

Le quinquina les guérit; les rechutes sont faciles. L'attention que nous avons d'évacuer les malades peu affectés sont la cause première de la rareté de cette espèce de maladie.

b) Les fièvres intermittentes insidieuses :

Cette espèce, d'autant plus dangereuse qu'il est très difficile de la prévoir, de la distinguer et de la fixer, est, par bonheur, rare; mais il en a existé, il en existe encore, et, si nous n'avons pas eu le bonheur de les guérir toutes, nous avons ramené plusieurs malades des portes du tombeau.

2^e CLASSE : *Les rhumatismes et douleurs rhumatismales.*

Ces affections sont rares. Beaucoup de soldats s'en plaignent, à la vérité, mais comme il est quelques raisons qui peuvent les engager à feindre et qu'il existe peu de moyens de les convaincre, le véritable nombre de ces malades est peu considérable : d'ailleurs, les évacuations nous délivrent de leurs plaintes, vraies ou fausses.

3^e CLASSE : *Les fièvres catarrhales.*

Ce genre de maladies est fort nombreux. Les unes simples, mais la plupart graves, se compliquent d'affection de la gorge, de la plèvre et du poulmon.

Il existe surtout depuis huit jours une certaine quantité de malades évacués continuellement depuis Vittoria, dont l'affection principale paraît fixée sur le poumon, se complique d'inflammation, et nous paraît très dangereuse.

4^e CLASSE : *Les dissentéries* (qui sont une espèce de maladies catarrhales).

a) Les unes sont chroniques et passives et ne présentent qu'un flux diarrhoïque peu à craindre mais très difficile à arrêter.

b) Les autres, actives, nous offrent une maladie d'autant plus cruelle qu'elle semble se perpétuer par elle-même.

Il nous paraît essentiel de faire observer que cette affection se propage par l'odeur fétide des matières fécales; et, si des personnes saines ont pu la gagner en respirant seulement cette odeur infecte, il est presque évident que les dissentériques vivant pour ainsi dire dans un atmosphère pernicieux doivent être disposés à retomber chaque jour dans l'état fâcheux d'où le secours de la médecine les avait retirés.

5^e CLASSE : *Les fièvres connues sous le nom de fièvres d'hôpital.*

Cette fièvre dont nous reconnûmes l'existence le premier jour de notre service dans l'hôpital s'est considérablement accrue, et nous ne pouvons dissimuler que la contagion a contribué pour les $\frac{3}{4}$ à cette augmentation.

Sa nature est dynamique (avec faiblesse) et cependant, dans quelques cas, elle présente des symptômes d'irritation qui contrastent singulièrement avec l'affaissement dans lequel les malades sont plongés.

Cette fièvre terrible est très mortelle.

Son invasion est brusque, vive et imprévue.

Les individus qui en sont atteints sont réduits en peu de jours à l'état le plus fâcheux et, dès le 3^e ou 4^e jour, on tremble déjà pour leur vie.

Nous ne citerons qu'un exemple :

Hier 14 octobre, l'infirmier servant les chirurgiens était bien portant à midi. A 7 heures du soir, il était dans le délire et semblait maniaque.

Il nous paraît utile de répéter ici ce que nous avons dit dans notre lettre du 13 octobre, relative aux moyens propres à prévenir la contagion.

La ville de Bordeaux n'a rien à craindre, et, si quelques individus en sont attaqués, ce seront principalement les médecins,

les chirurgiens, les sœurs de charité, les infirmiers, les infirmières et tous ceux qui visitent, touchent les malades, ceux qui s'occupent des effets qui ont servi aux personnes affectées, tels que les blanchisseuses, les matelassiers, etc.

La classe la plus exposée est sans contredit celle des infirmiers, obligés de toucher sans cesse les malades, de remuer les morts, les matelats, les paillasses, les couvertures, et ils ont mille occasions de gagner, et gagnent effectivement la maladie par contagion. La mortalité est toujours très considérable parmi eux, à raison du danger de la maladie, d'autant plus terrible qu'ils ont absorbé plus de miasmes contagieux.

Nous serions trop heureux si nous n'avions à combattre que ces maladies isolées; mais elles se compliquent entre elles et leur réunion décuple le danger.

C'est surtout la dissenterie et la fièvre d'hôpital que nous tremblons de voir réunies chez le même sujet ou se succéder réciproquement.

C'est presque un arrêt de mort.

En effet, comment imaginer que le malade épuisé par la dissenterie puisse supporter une aussi grande et longue maladie que la fièvre d'hôpital, qui, si elle n'est pas arrêtée dans sa première période (les cinq premiers jours), conduit au moins le malade aux portes du tombeau.

Si, au contraire, la fièvre d'hôpital a mis le malade à deux doigts de sa perte, la dissenterie continuant ou étant gagnée par contagion, elle détruit le peu de « ton » qui restait, et sur lequel s'appuyait toute la vie, et le sujet périt d'épuisement sans que rien puisse arrêter ce flux extraordinaire.

Avant de terminer notre lettre, nous ferons une observation fort importante.

Les évacuations nous amènent chaque jour une certaine quantité de malades très dangereusement affectés; et ceci est d'autant moins étonnant que beaucoup de soldats nous assurent avoir été évacués pendant environ 80 lieues sans prendre aucune espèce de remède.

Nous évacuons à notre tour les sujets qui peuvent supporter les transports, les demi-convalescents, ce qui doit nécessairement procurer bientôt une réunion de six cents mourants au lieu de six cents malades.

Aussi nous ne craignons pas de prédire que la mortalité ne peut que s'accroître chaque jour, malgré tous les soins que nous pourrons donner à ces malheureux et malgré toutes les sages pré-

cautions et tout le zèle d'une administration aussi active qu'éclairée.

Nous avons l'honneur d'être avec respect, Monsieur, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

(Signé) M. JONQUET D. M.; SEGUY D. M. P.; J. M. CAILLAU, M. D.

Nous n'avons pu avoir connaissance des réponses des médecins de l'Hôpital Saint-André et de la Succursale de Notre-Dame, et le regrettons très vivement.

Mais ce que nous pouvons constater, c'est l'activité dont faisaient preuve ces trois médecins de Saint-Raphaël, qui, non contents d'apporter tous leurs soins éclairés aux malades, trouvaient le temps de rédiger avec tant de conscience des rapports si documentés et, en outre, désireux de contribuer, eux aussi, par leurs suggestions, à l'amélioration du service des malades, écrivaient, le 13 octobre 1808, à la Commission, la lettre ci-dessous, au sujet de la distribution des remèdes :

Bordeaux, le 13 octobre 1808.

*A Messieurs les Administrateurs des hospices civils
et militaires de Bordeaux.*

MESSIEURS,

Les malades ne peuvent guérir si les services ordonnés par les médecins ne sont fidèlement et exactement administrés, les Sœurs de la Charité n'étant pas en assez grand nombre pour le faire, les chirurgiens internes ayant déjà beaucoup trop d'occupations. Ne serait-il pas possible de trouver un moyen qui nous permît d'espérer que les cinq dixièmes des malades confiés à nos soins ne manquassent pas des remèdes les plus essentiels et les plus nécessaires à leur conservation ?

Nous proposons à l'administration de nommer trois jeunes chirurgiens qui soient uniquement et spécialement chargés de distribuer les remèdes prescrits et de veiller à ce que les malades prennent réellement, et en leur présence, ce qui a été ordonné.

Les jeunes chirurgiens devraient être exempts de tout autre tra-

vail, à moins que leur bonne volonté, leur zèle, et le *temps* leur permettent de se livrer à d'autres fonctions.

Les nommés Lavergne, Vergés et Granger, nous paraissent en état de remplir nos vues et nous les indiquons à l'administration.

Nous avons l'honneur d'être avec respect, Messieurs, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

(Signé) JONQUET, J.-M. CAILLAU et SEGUY,
Médecins de la Succursale Saint-Raphaël.

Le 15 octobre 1808, l'administration des hospices leur répondait qu'elle acceptait leur proposition (étant donnée l'insuffisance du nombre des sœurs hospitalières de la succursale et les occupations multipliées des chirurgiens internes et leur mauvais état de santé), de faire faire la distribution des remèdes par trois jeunes chirurgiens externes ⁽¹⁾, qu'elle regrettait de ne pas pouvoir loger à l'hôpital, mais qui, de toutes façons, pourraient manger avec les chirurgiens internes.

L'administration donnait, de plus, l'assurance aux médecins qu'elle avait encouragé la Supérieure « à s'adjoindre quelques femmes charitables, pieuses et intelligentes, pour les aider dans leurs vénérables et respectables fonctions », que, de plus, elle allait leur fournir sous peu « l'établissement d'un lieu propre à préparer les médicaments ».

Cette promesse était confirmée par une lettre de la même administration, en date du 17 octobre 1808, adressée à un M. Robert, pharmacien à Bordeaux, l'avertissant qu'elle acceptait son offre d'offrir à la Succursale de Saint-Raphaël « un élève en pharmacie instruit pour s'occuper à l'apothicairerie du dit hôpital, de l'exécution des formules, de la distribution des remèdes, sous la surveillance de ce pharmacien ». Une lettre en date du 27 février 1809 était, d'ailleurs, adressée à celui-ci pour le remercier de ses services, qui devaient prendre fin le 4^{er} mars 1809, à cause d'une autre disposition de la pharmacie de l'hôpital.

Ainsi la Commission des hospices, composée de gens de

(1) Nous ne savons si ce n'est pas là l'origine de l'Externat bordelais.

très bonne volonté, avait la chance, en présence de cet afflux de malades, en face d'une situation presque inextricable, de pouvoir continuer le mieux possible son œuvre de charité, grâce aux collaborateurs qu'elle possédait heureusement. Ceux-ci, de tous ordres, depuis les médecins jusqu'aux simples infirmiers, firent tous, semble-t-il bien, au cours de cette douloureuse année 1808, strictement leur devoir. Et, à ce sujet, il nous a paru intéressant de faire connaître les traitements qui furent décidés, en séance de la Commission du 11 octobre 1808, concernant une partie du personnel de l'Hôpital Saint-André et des deux succursales, nécessitées par le grand nombre de malades.

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS

*de la Commission administrative des hospices
de l'arrondissement de Bordeaux.*

Séance du 11 octobre 1808.

Sur la proposition d'un membre :

Considérant que les circonstances impérieuses qui ont successivement déterminé l'administration à établir les deux hôpitaux, Notre-Dame et Saint-Raphaël, succursales de l'Hôpital Saint-André, ont donné lieu à des mesures particulières;

qu'il a été d'une indiscutable nécessité de pourvoir ces deux établissements d'une quantité suffisante d'employés en tout genre;

que, pour activer et pour assurer le service chirurgical dans ces deux maisons, on a choisi les deux plus anciens chirurgiens internes en exercice à l'Hôpital Saint-André, pour leur confier les fonctions de chirurgien chef interne à Notre-Dame et à Saint-Raphaël, ce qui a nécessité leur remplacement provisoire à l'Hôpital Saint-André;

Considérant qu'il est instant de déterminer la quotité du traitement de chacun de ces différents employés;

que le service étant aussi important et aussi pénible dans la Succursale qu'à l'Hôpital Saint-André, la fixation du traitement d'un employé de cet hôpital doit servir de base pour celle des employés des deux succursales,

La Commission délibère :

ARTICLE PREMIER.

Les employés ci-après désignés jouiront du même traitement *en nature*, que les employés du même genre de service à l'Hôpital Saint-André.

ART. 2.

Leur traitement en argent est provisoirement fixé comme suit.

Savoir :

Celui de M. Bernier, chirurgien chef interne de la Succursale Notre-Dame, à 41 fr. 66 c. par mois;

de M. Bertet, chirurgien chef interne à la Succursale de Saint-Raphaël, à 41 fr. 66 c. par mois;

de MM. Lafon et Lafaye, chirurgiens internes provisoires à l'Hôpital Saint-André, en remplacement de MM. Bernier et Bertet, à 25 francs par mois;

de MM. Levieux, Gaspard, Papin, chirurgiens internes à la Succursale Notre-Dame, à 25 francs par mois;

de MM. Delong, Duranthon, Labat, Jeanneau, chirurgiens internes à la Succursale Saint-Raphaël, à raison de 25 francs par mois.

Enfin de MM. le commis adjoint à l'écrivain de l'Hôpital Saint-André, à 50 francs par mois;

Le préposé aux évacuations et réceptions des militaires malades des trois hôpitaux, à 25 francs par mois;

Le portier écrivain de Notre-Dame et celui de Saint-Raphaël, à 20 francs par mois, chaque;

Le portier consigne de Notre-Dame et celui de Saint-Raphaël, à 12 francs par mois chaque;

Les infirmiers de Notre-Dame et ceux de Saint-Raphaël, à 5 francs par mois chaque.

ART. 3.

La présente délibération sera transmise à l'approbation de M. le Préfet.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire en chef,

(Signé) FERBOS.

Vu et approuvé par nous, Préfet du département de la Gironde.

Bordeaux, le 20 octobre 1808.

(Signé) FAUCHÉ.

CHAPITRE IV

LES PROJETS DU NOUVEL-HOPITAL

Leur fortune diverse.

L'Administration des hospices ne perdait cependant pas de vue les projets du grand hôpital à construire, et en réponse à une lettre du maire de Bordeaux, Lafaurie de Montbadon, en date du 1^{er} octobre 1808, réclamant, à la suite d'une demande de renseignements du ministère de l'Intérieur, où en étaient les délibérations, et en réponse également à une lettre du préfet Fauché, le 20 octobre, sur le même sujet, elle écrivait le même jour (20 octobre) à M. le Maire de Bordeaux, membre de la Légion d'honneur, gouverneur du Palais Impérial. Elle disait que « depuis deux mois et plus, les membres de la Commisison avaient abandonné les affaires propres des hospices pour ne s'occuper que des militaires malades, qui arrivaient par 200 à la fois et que souvent on ne savait où placer. Le nombre de nos divers employés est réduit à cause de ceux qui meurent ou qui tombent malades et il est difficile d'en trouver de nouveaux. Chacun de nos administrateurs est plus souvent dans un hospice que dans sa propre maison. Son Excellence le Ministre de l'Intérieur connaît d'ailleurs notre excès de travail, puisqu'elle vient de nous donner authentiquement des témoignages de satisfaction.

» Cependant, nous avons consacré sept séances à former notre opinion au sujet des projets du grand hôpital, et, dès que celui d'entre nous, absent pour quelques jours, qui est chargé de rédiger le rapport, sera revenu de voyage, nous vous adresserons le résultat de nos délibérations. »

Le 25 octobre 1808, la Commission administrative pouvait faire parvenir ses observations. Dans ce rapport très documenté et que nous avons longuement collationné, la Commission déclarait qu'elle avait fait état, pour comparaison, d'un plan qui fut dressé en 1788 par M. Poyen, architecte de la ville de Paris, faisant suite à plusieurs rapports établis par des commissaires de l'Académie des Sciences, et présentés devant cette dernière, « sur le meilleur mode à suivre dans la construction et la distribution d'un hôpital. »

Après avoir étudié longuement les deux projets déposés par M. Bonfin et par M. Combes, avoir comparé les diverses modalités, avoir approuvé l'idée de M. Combes « de faire précéder la façade (qui serait d'un style simple et noble, tel qu'il convient à un monument consacré au soulagement de l'humanité souffrante) d'une avant-cour plantée d'arbres sur les deux côtés et entourée d'une grille », alors que l'idée de M. Bonfin est « une façade d'un style plus recherché, placée directement sur la voie publique, c'est-à-dire qu'elle formera l'un des côtés de l'Esplanade du château du Hâ, et ne sera garantie d'aucune façon des vents d'ouest, à moins que, toujours suivant le projet de M. Bonfin, l'on ne fasse sur l'Esplanade des plantations qui ne seraient point alors une dépendance de l'hôpital », la commission pensa que ni l'un ni l'autre des projets ne satisfaisait aux conditions qu'on avait à remplir.

Certes, la commission approuve, dans le plan de M. Bonfin, au talent indiscutable, les parties suivantes :

« L'hôpital et les salles sont isolées; les ouvertures sont pratiquées la plupart du nord au midi, de grands réservoirs d'air, des eaux abondantes et bien distribuées, des salles d'une grande élévation, des intervalles bien ménagés d'un lit à un autre et d'un rang à un autre, des croisées prolongées jusqu'aux plafonds, la cuisine, le dépôt des viandes, la pharmacie, le laboratoire placé au centre de l'édifice, telles sont les dispositions qui ont mérité les suffrages de la commission. »

« Cependant, nous croyons devoir accorder la préférence au plan proposé par M. Combes. Outre qu'il réunit la presque totalité des avantages qu'on trouve dans celui de M. Bonfin, il en a d'autres qui lui sont particuliers. Il n'offre pas les mêmes inconvénients que nous avons remarqués dans celui de son concurrent. Toute sa disposition, tant intérieure qu'extérieure, nous semble plus appropriée à l'établissement projeté. Si elle fournit un luxe inutile, elle n'est pas dépouillée de grandeur parce que la simplicité du style n'en exclut pas la noblesse. Le plan de M. Combes est d'ailleurs beaucoup moins dispendieux que celui de M. Bonfin, ce qui établit en sa faveur un nouveau motif de préférence. »

Enfin, la commission, rendant justice au mérite artistique des deux plans, reconnut qu'on ne pouvait pas faire un reproche aux auteurs pour avoir excédé, quant à la somme à dépenser, les limites évidemment assez, presque trop même, restreintes, les finances de la ville n'étant pas actuellement en état de pouvoir fournir le complément...

La Commission des hospices, en conclusion, rapporta principalement aux vices du local les inconvénients de distribution et d'exposition qu'elle signalait au cours de son mémoire; et en préférant tout de même le travail de M. Combes, qui lui avait permis de se rapprocher davantage du chiffre fixé par Napoléon, elle exprimait l'avis qu'un autre emplacement devrait être choisi.

Se basant sur les nombreuses visites qu'elle faisait à ce moment dans les deux casernes qui lui avaient été confiées comme succursales de Saint-André, elle concluait que la Caserne Saint-Raphaël lui paraissait présenter plus de ressources que la Caserne Notre-Dame.

« Les bâtiments existants, disait-elle, consistent en trois ailes ouvertes du nord au midi et liées par d'autres bâtiments ouverts de l'est à l'ouest; ils sont bornés au midi par des échoppes et des terrains sur l'esplanade du château du Hâ.

» Devant est un jardin dont la propriété appartiendra bien-

tôt à la ville, qui réclame l'autorisation de l'acquérir en déduction d'une créance privilégiée qu'elle a sur la personne qui en est actuellement propriétaire.

» En achetant de la ville de Bordeaux ce jardin, qui formait avant la Révolution une dépendance de Saint-Raphaël, on y élèverait des bâtiments parallèles à ceux qui sont déjà construits, et dont les ouvertures sont du nord au midi, en sorte que toutes les salles de malades pourraient avoir la même direction.

» Les bâtiments ouverts de l'est à l'ouest serviraient aux usines.

» Il serait aussi facile d'y conduire l'eau des fontaines de la ville que dans la caserne Notre-Dame; on pourrait y pratiquer également un canal pour l'écoulement des immondices dans le ruisseau du Peugue.

» L'hôpital serait plus dégagé, plus isolé, environné d'une plus grande masse d'air et plus conforme au plan tracé par les commissaires de l'Académie.

» On avait, il y a plusieurs années, le projet de le transporter sur ce terrain. Un plan avait même été dressé par l'ingénieur architecte du département. Il fut mis sous les yeux de la Commission lorsque, longtemps avant le décret impérial du 26 avril 1808, elle s'occupait, ainsi que le conseil municipal, de la translation de l'Hospice Saint-André. Il est possible qu'en examinant ce plan et ces lieux, on admette l'opinion que la Commission vient de hasarder. »

Et ce long rapport se terminait par l'affirmation du plaisir qu'avait toujours la Commission des hospices, de faire le « Bien ».

.....
Cependant le Corps médical bordelais ne se désintéressait pas de la question du nouvel hôpital, et le projet impérial faisait l'objet de nombreuses conversations de médecins. C'est ce qui décida l'un d'eux, sur lequel nous avons manifesté au début de notre travail notre opinion, le Docteur Capelle, médecin de l'Hôpital Saint-André, à adresser à la

Commission un très long mémoire sur « les moyens de rendre aussi salubre et aussi utile que possible le futur hôpital de la ville de Bordeaux ». C'est avec admiration que nous avons déchiffré cet admirable travail, qui ne couvre pas moins de quatorze grands feuillets d'une écriture mince, régulière, et fait honneur à son auteur. Il nous a paru tout à fait digne d'être cité *in extenso*, comme étant une preuve manifeste de l'intérêt avisé que portaient les médecins à l'amélioration des services hospitaliers.

La lettre ci-dessous accompagnait l'important travail du Docteur Capelle.

Bordeaux, le 22 septembre 1808.

*Capelle, médecin de l'Hôpital Saint-André,
à Messieurs de la Commission administrative
des hospices.*

MESSIEURS,

L'établissement prochain d'un nouvel hôpital dans Bordeaux a été l'objet de mon attention. J'ai pensé que les vues d'un médecin seraient utiles pour le choix du local, pour l'exposition et la disposition des bâtiments, pour leurs distributions intérieures et que, lorsqu'on aurait satisfait sur ces divers points à ce qu'exigent les lumières acquises jusqu'à ce jour, on pourrait, au moyen d'un bon régime, rendre cet hôpital aussi salulaire pour les pauvres qu'utile aux autres classes de la société. Je n'ai encore traité que la première partie du travail que j'ai entrepris; les circonstances m'ont engagé à la soumettre sans délai au jugement de mes collègues de la Société des Sciences, qui m'ont honoré de leur approbation. Elles me font un devoir de vous la communiquer, parce que j'espère que, devenus les pères des pauvres de cette cité par votre activité bienfaisante, vous accueillerez avec bonté le fruit de mon expérience et de mes longues méditations sur ce sujet et vous désirerez le voir mettre à profit en faveur des malheureux qui font l'objet constant de vos sollicitudes. C'est le but de mes efforts, ce sera ma plus douce récompense.

Agréez, Messieurs, l'hommage de mon profond respect.

CAPELLE.
D. M.

MÉMOIRE SUR LES MOYENS DE RENDRE AUSSI SALUBRE ET AUSSI UTILE
QUE POSSIBLE LE FUTUR HÔPITAL DE LA VILLE DE BORDEAUX.

(Lu dans la séance publique de la Société des Sciences,
Belles-Lettres et Arts de Bordeaux le 1^{er} septembre 1808.)

La nécessité d'édifier dans Bordeaux un hôpital pour les malades, plus vaste et mieux disposé que celui de Saint-André, était généralement reconnue depuis longtemps. La demande en avait été faite par l'Administration; Napoléon le Grand est venu, il a calculé les besoins des pauvres de cette grande ville, et il a manifesté ainsi sa puissante volonté :

« Un grand hôpital sera fondé sur l'emplacement de la caserne dite de Notre-Dame, laquelle caserne sera transférée dans les bâtiments de l'Hôpital Saint-André. Cet établissement sera disposé de manière à recevoir mille lits, afin que, désormais et dans aucun cas, deux malades ne soient pas placés dans le même lit. Des salles et des quartiers particuliers seront affectés au logement des malades payants et au traitement de la gale, de la teigne et des maladies vénériennes. Les travaux se feront sous la direction et la surveillance du corps municipal; ils seront conduits de manière à ce qu'avant la fin de la présente année les malades — dont le nombre surpasse celui des lits de l'Hôpital Saint-André soient transférés dans le grand hôpital et placés dans des lits séparés. »

Telles sont les expressions du décret impérial du 25 avril 1808. Le nombre arrêté de 1.000 lits n'est point excessif : il est dans une juste proportion avec les besoins des pauvres que fournit une ville aussi grande que Bordeaux, et, lorsque ses relations commerciales y attireront de tous les pays une multitude d'étrangers qui se trouveront sans assistants et sans consolateurs dans leurs maladies, on admirera la sage prévoyance du fondateur. On le louera aussi de n'avoir point réuni dans le même asile les femmes en couches et les aliénés, pour lesquels la ville de Bordeaux possède des établissements particuliers appropriés au soulagement de ces individus. On sentira facilement qu'il convient de ne point exposer les premières au danger qu'offrent les diverses contagions qui règnent dans un hôpital général et que le mystère qui accompagne le plus souvent l'admission des uns et des autres est un bienfait dont ils seraient privés dans une maison habituellement ouverte au public.

Je ne développerai point ici les motifs qui ont déterminé le monarque à décider que chaque malade sera couché seul : d'il-

lustres savants ont très bien prouvé que sans cette mesure, le pauvre ne peut trouver dans ces asiles le repos, le sommeil, le soulagement qu'il est venu y chercher et qu'il a, de plus, à redouter d'autres maux que les siens. Mais je crois nécessaire d'exposer d'après les notions acquises jusqu'à ce jour quels sont les moyens de rendre cet hôpital aussi salubre que possible aux pauvres, auxquels il est consacré, et comment on peut le rendre utile à toutes les classes de la société en y établissant un foyer d'instruction pour tous ceux qui sont appelés à la pratique et à l'art de guérir.

Moyens de salubrité.

L'activité et la surveillance des administrateurs, les talents et le zèle des officiers de santé, les soins charitables du personnel qui se dévoue au service des pauvres, n'atteindront pas le but désiré si l'on ne fait pas concourir avec l'action des aliments et du médicament l'influence non moins nécessaire des éléments atmosphériques, influence souvent inaperçue par le vulgaire et quelquefois négligée par des hommes instruits.

En effet, les aliments que reçoit l'estomac ne sont pas les seules substances qui entrent dans la composition du corps humain : l'oxygène, les vapeurs aqueuses, la lumière, diverses autres substances répandues dans l'atmosphère s'insinuent par les pores de la peau, par les organes des sens, par ceux de la respiration, et deviennent parties intégrantes de notre système, tandis que les mêmes organes laissent échapper dans l'atmosphère le calorique, divers gaz, la transpiration insensible, la sueur, etc., dont la rétention altérerait l'ordre naturel de nos fonctions. L'air dans lequel nous vivons est donc vicié de deux manières : par la soustraction de son oxygène et des autres principes que notre corps absorbe et par le mélange des substances que nous absorbons.

Nécessité d'un air pur. — De tous les éléments atmosphériques, le plus essentiel pour la conservation de la vie et, en apparence, le seul nécessaire pour la respiration, c'est l'oxygène. Mais il est continuellement absorbé dans l'exercice de cette fonction, et, pour qu'elle n'éprouve pas une interruption qui deviendrait mortelle, il faut que nous aspirions sans cesse une portion nouvelle d'air, soit que la mobilité de la masse atmosphérique l'apporte à nos poumons, soit que nous l'allions chercher en nous transportant. Une quantité d'air assez considérable doit donc être à la disposition de tout animal respirant, et il en faut une très grande pour une multitude d'individus réunis dans le même lieu. Plusieurs causes particulières concourent à rendre plus nécessaire encore

pour un hôpital une grande masse d'air respirable. Ce sont : l'immense quantité de matières corrompues qui sortent des corps malades, leur volatilité et leur activité pernicieuse, la faiblesse des malades et l'impuissance pour beaucoup d'entre eux de changer de place.

Purification de l'air vicié. — L'air, corrompu par la respiration, par les exhalaisons animales et par les émanations de toutes les substances qui se décomposent, perd dans l'atmosphère les qualités nuisibles qu'il avait contractées. Nous sommes redevables de ce bienfait à l'action des rayons solaires, à celle des feuilles des végétaux vivants, aux vents, aux pluies et, sans doute aussi, à d'autres phénomènes dont les effets n'ont pas été suffisamment développés jusqu'à ce jour. Ce grand résultat de la réaction que les éléments atmosphériques exercent les uns sur les autres a lieu surtout dans les grandes agitations de l'océan aérien; il ne peut être produit, ou ne l'est que bien imparfaitement, dans les lieux où l'air est en stagnation; dans ceux où les molécules hétérogènes prédominent et ne peuvent être mises en contact avec une quantité suffisante d'éléments correctifs; dans ceux soustraits, en totalité ou en partie, à l'action bienfaisante du soleil et des vents. C'est ce que l'on observe plus ou moins dans les prisons, dans les hôpitaux, dans les salles de spectacles, dans les maisons fermées, dans les forêts touffues des pays inhabités.

Le moyen le plus puissant et le plus sûr de purifier un lieu dans lequel l'air se corrompt et devient irrespirable, c'est d'y diriger et d'y établir des courants par lesquels l'air intérieur puisse être facilement chassé et remplacé par l'air extérieur. Ce n'est que lorsqu'on ne peut opérer complètement par ce moyen la purification désirée, que l'on doit recourir à des correctifs artificiels; la facilité de renouveler ainsi l'air dans un hôpital dépend principalement de son exposition favorable, de son isolement et de la distribution bien entendue de ses salles. La meilleure exposition à lui donner est celle dans laquelle il recevra directement le vent qui souffle le plus fréquemment et avec un certain degré de force, pourvu qu'il ne lui apporte point des exhalaisons pernicieuses, telles que celles qui s'élèvent des mines, des cloaques, des marais, des cimetières, des tueries, et des usines ou ateliers contenant beaucoup de matériel en décomposition.

La seconde condition essentielle pour la salubrité d'un hôpital, son isolement, est encore nécessaire pour que les émanations malsaines qui en sortent, soient entraînées par les courants d'air qui s'établissent naturellement dans les rues et sur les places publiques, et afin qu'elles n'aillent pas s'insinuer dans les habitations

voisines sans avoir subi l'action corrective de ces courants. Faisons l'application de ces deux principes au futur hôpital.

Placement de l'hôpital. — Le ci-devant couvent, actuellement la caserne de Notre-Dame, sur le terrain de laquelle le futur hôpital doit être construit a, au sud, la rue de Ségur, qui est assez étroite mais qu'on pourra élargir à l'est; il est séparé de la rue des Etuves par une lisière peu profonde de petits bâtiments qu'il faut acheter et détruire. Vers le nord, il est lié à plusieurs maisons plus ou moins profondes dont la façade est sur la rue du Hâ; il s'y prolonge en partie lui-même et c'est sur cette rue que sont l'entrée et la Cour et sa chapelle, actuellement le temple des protestants. A l'ouest de la caserne, est la très étroite rue Pellegrin. C'est de ce côté surtout qu'il faudra prendre les augmentations de terrains nécessaires non seulement pour construire un hôpital de mille lits, mais aussi pour donner à sa façade une exposition favorable. On ne peut y parvenir qu'en abattant tous les bâtiments qui séparent cette partie de la place du Fort-du-Hâ. La façade s'élèvera alors sur cette place; elle sera directement exposée au vent d'ouest, celui de tous les vents qui souffle le plus fréquemment sur la ville de Bordeaux et avec le plus de force. Pour compléter l'isolement de l'hôpital, on sera obligé d'ouvrir une rue au nord qui, le séparant des maisons faisant face à la rue du Hâ, passe sur le temple des protestants, qu'il faudra détruire, et se prolonge jusqu'à la rue des Etuves.

Les mesures qui viennent d'être indiquées concourront à donner au futur hôpital une exposition convenable; cependant on ne doit pas se dissimuler qu'il sera encore trop abrité au nord, à l'est et au sud par les édifices voisins et que, lorsque les vents souffleront horizontalement de ces points-là, il n'en éprouvera que faiblement l'influence. Cette raison principale, l'obligation d'acheter et de détruire un grand nombre de propriétés particulières, celle de détruire le temple des protestants et de le leur remplacer, nous font regretter que le Gouvernement n'ait pas préféré pour la construction de l'hôpital l'emplacement très voisin occupé par la Caserne de Saint-Raphaël et le jardin attenant, emplacement mieux situé, plus vaste, et qui exigera moins de destructions et moins d'achats de propriétés particulières. En effet, ce local est complètement isolé au nord et à l'est; il l'est, en partie, vers l'ouest; les propriétés qu'il faudrait acheter dans cette partie et vers le sud sont peu nombreuses; quelques-unes même pourraient être appropriées au service de l'hôpital. La façade de l'édifice pourrait être sur la place du Fort-du-Hâ et tournée vers le nord, exposition non moins favorable que celle de l'hôpital de Notre-Dame; ou bien elle serait sur le cours d'Albret et dirigée vers l'ouest, comme celle de l'autre

projet. Dans tous les cas, elle recevrait de ce côté les émanations salutaires de la grande allée qui embellit ce quartier et le vent d'ouest arrivant sans obstacle par le chemin du Tondu et par la rue Sainte-Sophie. Son côté oriental, isolé par la belle rue de Berry, recevrait sans obstacle le vent d'est dans la partie de cette rue où il se trouve vis-à-vis l'Eglise Sainte-Eulalie isolée elle-même sur le terrain de son ancien cimetière, et vis-à-vis la rue entre deux places. Au sud, enfin, l'hôpital, pareillement isolé par une rue nouvelle que rien n'empêche d'ouvrir, serait cependant un peu abrité par les maisons du cours d'Aquitaine, mais cette circonstance n'est point défavorable, car, les vents du sud exerçant une influence funeste dans les maladies putrides et si communes dans les hôpitaux, il est avantageux que ces édifices soient garanties contre leur souffle immodéré.

Examinons maintenant si l'Hôpital de Bordeaux placé sur le terrain de la Caserne de Notre-Dame ou sur celui de la Caserne Saint-Raphaël ne sera pas exposé à quelque cause voisine d'insalubrité. Tout ce que j'ai maintenant à dire sur le premier des deux hôpitaux est également applicable à l'autre.

Influence des marais et du cimetière voisins. — Au nord-ouest de la place du Fort-du-Hâ et du futur hôpital sont le marais à demi-desséché de la Chartreuse, et le cimetière général, et par conséquent le vent soufflant dans cette direction, apportera sur cette place, et sur la façade de l'hôpital les exhalaisons de ces deux surfaces insalubres.

Le cimetière présente un bien moindre danger, non seulement à raison de son éloignement, mais aussi parce que sa vaste étendue et les soins qu'on apporte aux sépultures rendent insensibles même sur le lieu des exhalaisons; et parce que les grands peupliers qui le bordent, les autres arbres qui l'avoisinent, corrigent ces exhalaisons et les obligent de s'élever dans l'atmosphère, où elles perdent leurs qualités malfaisantes, par la réaction des éléments. Toutes les inquiétudes à ce sujet seront dissipées lorsqu'on verra s'élever dans l'intérieur de ce cimetière les plantations dérivées et indiquées depuis longtemps, lesquelles auront l'avantage de rendre supportable l'aspect de ce triste lieu en présentant partout une végétation vigoureuse et agréable, luttant sans cesse contre les destructions humaines en faveur des générations survivantes.

Les exhalaisons du marais de la Chartreuse menacent tous les quartiers environnants et le nouvel hôpital d'un danger plus grand quoiqu'il ait été bien diminué par les travaux déjà exécutés. Il est indispensable que ceux-ci soient continués et achevés, pour que l'on puisse, sans de justes inquiétudes, faire participer les pauvres

au grand bienfait qui doit résulter pour eux, de la construction du futur hôpital. Il faut pour cela que le recurement du Peugeot soit continué dans le marais et que le fonds de ce ruisseau soit abaissé au-dessous des parties les plus basses de la plaine qui l'environne. Le ruisseau de la Devèze doit être récuré et creusé profondément dans toute son étendue afin de ne point inonder les terrains voisins par ses fréquents débordements. La rigole qui conduit ses eaux surabondantes et presque toujours dormantes dans le Peugeot doit être changée en un canal de communication qui permettra dans la suite le nettoyage facile et complet de chacun de ces ruisseaux en rendant l'un, suppléant de l'autre pour l'écoulement de leurs eaux.

Après l'exécution de ces mesures de salubrité, l'ami de l'humanité hâtera par ses vœux la construction de l'hôpital même sous les vents de la Chartreuse; mais il désirera encore de plus grands motifs de sécurité contre les épidémies futures; il ne trouvera pas suffisant qu'on ait prévenu les stagnations des eaux sur la vaste surface qui sépare le Peugeot de la Devèze; il lui paraîtra nécessaire que l'exhaussement du sol par le transport des décombres soit continué dans la partie la plus voisine de la ville jusqu'à ce qu'elle soit de niveau avec les rues et places adjacentes, en parcourant les prairies qui s'étendent parallèlement jusqu'aux dernières limites du grand cimetière et qui ne produisent que des plantes aquatiques, parce que leur sol tourbeux et mouvant est inondé pendant la plus grande partie de l'année et depuis plusieurs siècles. Il ne pourra s'empêcher de souhaiter qu'elles soient aussi recouvertes de débris calcaires à la hauteur d'un mètre, pour que leurs émanations marécageuses, très sensibles à l'odorat, soient désormais neutralisées avant de parvenir dans l'atmosphère.

Du sein de cette terre, qui a si souvent exhalé du miasme meurtrier, sortent en plusieurs endroits, des eaux pures, limpides et propres à la boisson des hommes. N'ayant point de réservoir qui les retienne, elles se répandent dans les fossés voisins qui en sont remplis, même dans les plus grandes chaleurs de l'été. Elles y déterminent la putréfaction des plantes aquatiques et deviennent par leur stagnation aussi nuisibles que toutes les eaux marécageuses. Il suffira sans doute d'avoir indiqué ce mal pour qu'il soit changé en bien. Des réservoirs seront construits pour ces sources, des fontaines seront établies dans ces lieux et leurs eaux, de nuisibles qu'elles sont actuellement, deviendront utiles à la population environnante.

Pour compléter l'assainissement de ces lieux, il y sera fait des plantations d'arbres de diverses espèces qui se lieront d'une part

avec celles du jardin de botanique et de l'autre avec le cours d'Albret. Leur disposition bien entendu donnera à ce quartier une promenade aussi agréable que nécessaire qui pourra être embellie par un bon emploi des eaux des deux ruisseaux. Des plantations s'élèveront aussi sur la place du Fort-du-Hâ et dans les principales cours de l'hôpital; elles y fourniront sans cesse une immense quantité d'air oxygène, en remplacement de celui qui aura perdu ses propriétés vitales.

Dispositions de l'hôpital. — Quelque important que soit l'avis de l'Académie des sciences de Paris, je ne peux lui donner mon assentiment lorsqu'elle propose de composer un hôpital de bâtiments parallèles et isolés dans la plus grande partie de leur élévation. Ce plan, qui a été suivi dans la construction des hôpitaux de Rochefort et de Plymouth, présente de graves inconvénients, indépendamment de ce que son exécution et son entretien sont plus coûteux et de ce que son aspect choque tous les hommes de goût par l'incohérence de ses parties. Dans un hôpital ainsi disposé, le service est plus difficile et très fatigant, parce qu'il faut sans cesse monter et descendre; il exige un beaucoup plus grand nombre de desservants de toutes les classes; il est constamment plus dispendieux et il multiplie les négligences, les omissions; les desservants, obligés la nuit et le jour de sortir successivement de chacun de ses bâtiments, pour aller dans un autre, sont bien plus souvent exposés aux vicissitudes et aux intempéries de l'atmosphère; leurs dangers sont donc augmentés. Au reste, le principal avantage qu'on s'est proposé dans un tel plan, c'est-à-dire la faculté d'empêcher le mauvais air d'une salle de refluer dans une autre, peut être obtenu dans cet isolement. En effet, dans un hôpital bien disposé, les principales portes des salles seront à leurs deux extrémités : ainsi, lorsque le vent soufflera par l'une, on pourra toujours, en fermant celle qui lui est opposée, forcer l'air intérieur à sortir par les fenêtres latérales sans passer dans les salles voisines. Les salles, d'ailleurs, peuvent et doivent être séparées dans l'angle qu'elles forment, par un vestibule spacieux qui sera utile sous divers rapports. L'isolement proposé n'est donc pas nécessaire, et ses inconvénients doivent le faire rejeter.

Les progrès qu'a faits l'architecture, les lumières et le goût des architectes que la ville de Bordeaux possède, me rassurent sur les dispositions générales qu'ils donneront à l'édifice projeté; ils feront disparaître toutes les constructions qui empêcheraient le développement de leur plan; ils n'adosseront point les salles les unes aux autres par un mur mitoyen; ils ouvriront sur leurs deux parois de grandes fenêtres opposées les unes aux autres et s'élevant jusqu'au

plafond afin d'évacuer en entier l'air méphitique plus léger que l'air atmosphérique; ils pratiqueront aussi sur ces parois un nombre suffisant de portes, ouvrant sur des balcons ou sur des galeries, pour l'évacuation des vapeurs plus pesantes. Ces galeries seront assez étendues et assez nombreuses pour que la moitié des malades ou convalescents puisse facilement y jouir de l'avantage de se promener et de respirer un meilleur air; il y en aura même certaines qu'on pourra fermer en hiver; les portes de communication et les fenêtres placées à l'extrémité des salles seront d'une assez grande dimension pour permettre aux vents qui soufflent dans leur direction de balayer tout l'air intérieur. Les salles auront partout de huit à neuf mètres de largeur; six de hauteur au rez-de-chaussée et au premier étage, cinq et demi au second qui sera séparé du toit par des greniers. Ceux-ci empêcheront que les chaleurs excessives de l'été ne nuisent aux malades des salles les plus élevées et ils serviront d'étendoirs pendant la saison rigoureuse. Les latrines, placées en dehors des salles, ne communiqueront avec elles que par des petites galeries au moyen desquelles le vent dissipera leurs exhalaisons avant qu'elles aient pu pénétrer dans les salles.

Nécessité de la lumière et de la chaleur. — Le gaz oxygène n'est pas le seul élément vital que l'atmosphère nous fournit. La lumière et le calorique sont également nécessaires pour la conservation et pour le rétablissement de la santé. On connaît la faiblesse habituelle, la décoloration, la sensibilité morbifique des personnes qui ont demeuré renfermées pendant un certain temps; il est constant, en outre, que les convalescents languissent longtemps dans un hôpital, lorsque leurs lits se trouvent placés dans un recoin obscur. L'état des individus atteints de maladies chroniques empire sensiblement. Pour prévenir ces maux, les fenêtres seront suffisamment multipliées et à grandes dimensions; leurs intervalles n'auront que trois mètres de largeur et seront occupés par deux lits seulement afin que chaque lit soit placé auprès d'une fenêtre et que tous les malades puissent recevoir immédiatement les rayons du jour. Il sera facile de garantir de l'action de la lumière ceux des fébricitants qui en seront incommodés momentanément. Les lits seront séparés l'un de l'autre par un intervalle d'un mètre afin qu'un malade ne reçoive point, n'aspire pas l'air corrompu par son voisin. Cet intervalle est aussi nécessaire pour que l'on puisse lui rendre tous les services que son état exige, pour le transporter dans un autre lit, translation souvent nuisible au service médical pendant laquelle il éprouve toujours l'inconvénient quelquefois très grave d'être refroidi, secoué, affaibli.

L'action de la vie produit dans le corps humain une chaleur

constante qui, dans l'état de santé, ne s'écarte guère des 92 à 95 degrés du thermomètre de Fahrenheit. Cette température est le résultat du dégagement du calorique combiné dans nos organes ou dans nos humeurs. Porté naturellement à la surface du corps, le calorique en est enlevé par les corps contigus ou par l'air ambiant presque toujours plus froid que lui. Si cette soustraction est trop rapide ou trop considérable, l'économie animale, privée du degré de chaleur qui lui est nécessaire, languit dans toutes ses fonctions; les sécrétions cutanées surtout ne se font pas ou n'ont lieu qu'imparfaitement; les humeurs que la peau devait évacuer refluent vers l'intérieur et y produisent un grand nombre de maladies. Pour prévenir ces funestes effets, l'homme de nos climats se couvre de vêtements qui retiennent le calorique à la surface de la peau et empêchent cet organe d'être desséché et trop refroidi par l'air. Ces vêtements varient en nombre, en poids, en qualité, suivant les saisons et le degré de la température atmosphérique. On a observé que les corps qui soutirent le mieux le calorique sont aussi les meilleurs conducteurs du fluide électrique et que les substances idioélectriques soutirent moins bien le calorique. C'est pour cela que dans l'hiver on accumule sur soi les vêtements de laine et les fourrures qui sont éminemment idioélectriques; on étend des tapis de laine et de soie dans les appartements; on se garantit de l'air froid et humide par des clôtures beaucoup plus exactes; on remplace le calorique perdu par des feux domestiques qui échauffent l'homme et son habitation.

Les moyens d'entretenir la chaleur vitale ne doivent donc pas être négligés dans l'asile de l'indigent malade, comme ils l'ont été trop souvent par des hommes qui, frappés de l'importance de la pureté de l'air, tournaient toute leur attention vers ce point essentiel et perdaient de vue les autres besoins non moins indispensables des malades d'un hôpital. Qu'ils y trouvent donc des vêtements, des chaussures et des couvertures suffisantes et appropriées à chaque saison aux diverses classes des maladies; qu'ils y aient des rideaux de toile en été, de laine en hiver; que le ciel de leur lit, fait de la même étoffe, les garantisse de la poussière et du froid et puisse être fréquemment purifié par le lavage; les fenêtres ne pouvant être ouvertes aussi souvent qu'il le faudrait pour le renouvellement de l'air, les cheminées, les ventouses, les ventilateurs, les suppléeront dans cet office. Indépendamment de cet avantage que les cheminées offrent dans toutes les saisons, elles auront pendant l'hiver celui de dessécher l'air humide qui se sera introduit; de réchauffer les malades et de tenir constamment leur boisson à la température convenable. L'usage des tapis sur les planchers

sérait sujet à trop d'inconvénients dans un hôpital pour qu'on puisse l'y adopter; cependant il ne faut pas que la chaleur presque toujours affaiblie des malades, des convalescents et des vieillards soit encore diminuée par l'action conductrice des planchers, sur lesquels ils marchent très souvent sans chaussures. On ne doit donc pas recouvrir les planchers de carreaux, de briques, ni de dalles de pierre, comme l'a proposé l'Académie des Sciences de Paris. Ces matériaux soutirent trop bien le calorique dans toutes les saisons pour ne pas supprimer la transpiration des pieds et déterminer ou des symptômes accidentels, ou des rechutes, ou la prolongation de la convalescence. Les planches de pin ou de sapin ou d'autres bois résineux dont on fait ordinairement les planchers n'auront pas les mêmes inconvénients : elles pourront être lavées aussi bien que les surfaces carrelées ou pavées; elles ne conserveront pas aussi longtemps leur humidité. Quant à la crainte que l'on pourrait avoir que des planchers non carrelés fussent plus sujets à prendre feu, on doit remarquer que, dans le cas d'incendie, le plancher qui s'enflamme le premier n'est pas celui sur lequel repose le corps qui met le feu, mais bien le plancher supérieur, vers lequel les flammes se portent. Or, ce danger sera prévenu si tous les planchers supérieurs sont revêtus de plâtre, précaution que doivent déterminer plusieurs autres motifs : en effet, ces planchers ainsi recouverts donneront plus de clarté aux salles; ils n'offriront pas de retraite à la vermine, qui se loge toujours dans les fentes des boiseries; ils seront plus propres à recevoir chaque année les blanchissages à la chaux.

Distribution des malades dans les salles. — La distribution des malades dans les diverses parties de l'hôpital n'est pas aussi indifférente qu'elle pourrait le paraître au premier aspect. Indépendamment des bienséances, qui exigent que les salles, les galeries, les cours destinées aux hommes, n'aient point de communication avec celles des femmes, il y a des avantages particuliers attachés à chaque situation des salles, et l'on doit les mettre à profit en faveur des malades; ainsi ceux qui sont atteints de maladies inflammatoires seront réunis utilement dans les salles du rez-de-chaussée plus élevées que les autres et où l'air est ordinairement plus humide et plus frais. L'air plus chaud et plus sec, la plus grande clarté des salles du second étage, la moindre élévation de leurs plafonds, conviendront mieux aux individus atteints de maladies chroniques; à celles dans lesquelles il se fait peu d'excrétions; il sera prudent d'y placer aussi, dans des salles particulières et dont la libre entrée sera interdite aux étrangers, les maladies contagieuses telles que la petite vérole, la rougeole, etc., et celles qui sont

accompagnées d'odeurs infectes, afin que l'action plus énergique du soleil et des vents sur l'air de ces salles, et les communications beaucoup plus rares concourent à diminuer les dangers des exhalaisons. Les galeux et les vénériens auront leurs salles spéciales et seront soumis à des règlements particuliers. Les malades qui auront subi des opérations douloureuses, ceux sujets aux convulsions et affections nerveuses seront réunis dans les salles les plus éloignées du bruit et des ébranlements. Je ne propose point de séparer les convalescents d'avec les malades, parce que ceux-là, disséminés dans les salles où ils ont obtenu leur guérison, y continueront plus exactement sous la direction du même médecin le traitement auquel ils doivent ce succès. Leur présence sera un motif d'espérance pour ceux qui attendent le même bonheur; et lorsqu'ils useront de la faculté d'aller se promener dans les galeries et dans les cours, ils cesseront autant de fois de contribuer à l'altération de l'air respiré par leurs compagnons d'infortune; il est d'ailleurs des maladies dans lesquelles on se croit toujours convalescent; n'ôtions pas cette erreur précieuse au malheureux en faveur duquel le médecin ne conçoit plus d'espérance; elle l'empêche de se livrer au désespoir; elle lui permet de goûter quelque consolation avant de descendre dans le tombeau.

Purification artificielle de l'air. — Lorsque les rigueurs de l'atmosphère empêchent d'ouvrir les portes et les fenêtres des salles pour y opérer le renouvellement de l'air, on remplace imparfaitement cette mesure de salubrité par l'emploi de divers correctifs. On est encore obligé d'en user pour remédier à certains effets dangereux qui ne peuvent être atteints par de simples courants d'air. Les miasmes délétères engendrés dans les salles d'un hôpital non seulement attaquent toute l'économie animale et plus immédiatement les organes de l'odorat et de la respiration, mais ils s'attachent au linge, aux étoffes, aux ustensiles, aux parois du bâtiment, et l'usage de ces objets ainsi viciés peut prolonger indéfiniment leur action destructive. Certains miasmes, d'ailleurs, affectent sensiblement l'odorat, comme les émanations putrides et gangreneuses; d'autres ne sont que peu ou point susceptibles d'être saisis par les sens; on ne reconnaît leur présence qu'en voyant les maladies qu'ils ont produites; tels sont la plupart des miasmes contagieux.

Il est assez difficile d'approprier à l'air infecté de miasmes morbifiques, les correctifs qui lui conviennent parce que la nature des miasmes est inconnue et paraît aussi variée que celle des maladies auxquels ils donnent naissance. L'expérience seule a accrédité ces sains moyens, dont l'emploi a été suivi d'heureux résultats, et leur administration a été dirigée vers deux objets principaux : on a

voulu prévenir ou diminuer les mauvais effets des miasmes sur l'économie animale, ou bien on s'est proposé de modifier, de détruire ces miasmes eux-mêmes mêlés dans l'air des salles, ou adhérents aux ustensiles, aux vêtements, aux lits et aux murs. On remplit la première indication par l'usage des médicaments fortifiants ou des stimulants avalés, flairés, brûlés ou vaporisés, tels que les eaux spiritueuses et aromatiques, le vinaigre et ses préparations, l'alcali volatil, l'encens, les fumigations. Ces moyens, dont l'action salutaire a été quelquefois méconnue par les chimistes, raniment tout le système vital et relèvent le ton des organes affaiblis ou stupéfiés par l'influence des miasmes générateurs du scorbut, de la gangrène et de la fièvre maligne des hôpitaux. On obtient la seconde indication par le blanchissage à la chaux, des murs et des plafonds; par le lavage des planchers, du bois de lit, de leurs garnitures et de tous leurs ustensiles; par la vaporisation de vinaigre, d'acide nitreux, et, plus puissamment encore, par celle d'acide muriatique oxygéné.

Ce dernier moyen, inventé par le célèbre chimiste Guiton Morveau, ayant été reconnu le plus efficace pour la neutralisation ou la destruction des miasmes qui produisent les fièvres putrides, les malignes, la fièvre jaune, et peut-être aussi bien d'autres maladies, mérite une attention particulière. La grande volatilité de l'acide muriatique oxygéné le rend très propre à s'insinuer dans tous les recoins et replis où son action peut être nécessaire, mais il affecte désagréablement l'odorat; il provoque la toux et donne des douleurs de poitrine, des oppressions, et il nuit aux malades dont les poumons sont faibles ou déjà affectés; ces motifs font ordinairement repousser son usage par la plupart des malades et les personnes qui les servent; ou l'on ne s'en sert que d'une manière très imparfaite pour ne point se priver des avantages de ce moyen puissant de désinfection; il est nécessaire que dans tout hôpital considérable il y ait constamment une salle vide en réserve pour recevoir les malades de celle qu'on voudra désinfecter. Cette opération se fait très bien quand on a fermé très exactement toutes les portes et fenêtres. On enlève ensuite toutes les fournitures pour les laver, ce qu'on n'eût pu faire auparavant sans danger. La salle purifiée devient à son tour la salle de réserve et la désinfection complète s'opère ainsi dans tout l'hôpital.

Eaux usuelles. — L'eau est un des éléments essentiels de la salubrité des hôpitaux. Il en faut en abondance et de la meilleure qualité non seulement pour la boisson de tous, mais aussi pour la préparation des aliments et des médicaments; il en faut aussi beaucoup pour tous les lavages, les blanchissages, les arrosements; les

vaporisations, mais il n'est pas toujours nécessaire qu'elle soit de la meilleure qualité pour ces derniers usages.

Quoiqu'il soit attesté que l'eau des puits existant dans la caserne de Notre-Dame ait été employée autrefois pour tous les besoins des religieuses qui l'habitaient, il n'en est pas moins certain qu'elle est désagréable au goût, et des expériences chimiques ont prouvé qu'elle contient beaucoup de sélénite et d'autres sels terreux; elle n'est donc pas salubre, elle ne doit pas servir de boisson aux malades.

Il sera facile d'approvisionner le futur hôpital de la meilleure des eaux qui abreuvent les habitants de Bordeaux, de celle qui vient des sources d'Arlac et du Tondu. Un embranchement de ces canaux y sera conduit du regard situé sur le cours d'Albret, et, si l'élévation du sol de l'hôpital oblige d'y creuser une fontaine, on en élèvera l'eau à la hauteur nécessaire par le moyen d'une machine qui la distribuera dans les diverses parties de la maison.

Pour ne point faire une dépense superflue de cette excellente eau, on élèvera et on distribuera aussi, partout où il sera nécessaire, l'eau des puits de la maison; il en sera fourni une assez grande quantité pour qu'il soit pourvu à tous les besoins sans mesquinerie et que les desservants ne puissent alléguer la disette de l'eau comme une excuse de leur négligence ou de la malpropreté. Après avoir rempli leur destination, toutes les eaux usuelles de la maison et celles des pluies seront dirigées dans des conduits souterrains, où elles délaieront les immondices et les entraîneront dans le ruisseau du Peugue, qui n'est éloigné que d'environ cent quarante mètres.

Nécessité des bains et douches. — Il est indispensable d'établir des bains pour les hommes et pour les femmes parce qu'un grand nombre de maladies en exigent l'usage, surtout les maladies cutanées, auxquelles les pauvres sont plus sujets que les autres par suite de leur dénuement et de leur malpropreté. Cette dernière cause de maladie est si commune et si dangereuse que je n'hésite pas à déclarer que dans un hôpital bien disposé et bien administré tout malade, à son entrée, doit être soumis à prendre un bain de propreté pourvu que sa maladie n'en contre-indique pas l'usage. Il est également nécessaire de faire laver tous ses vêtements avant de les lui rendre, surtout lorsqu'il vient d'être traité d'une maladie de la peau, afin qu'il n'essuie pas une rechute ou qu'il ne communique pas son mal.

Les pauvres sont aussi plus sujets que les autres classes de la société aux douleurs rhumatismales, soit aiguës, soit chroniques, aux contractures et aux pertes du mouvement des muscles, et des

articulations. Le plus souvent c'est en vain que l'on traite ces maladies par l'usage des remèdes internes si on ne fait pas concourir en même temps l'emploi des eaux thermales simples ou médicamenteuses, en bains, en douches, en vapeurs. Ne privons pas les pauvres de ces puissants moyens de guérison, qui ne sont dispendieux que pour les particuliers et qui le seront très peu dans un établissement public où tout sera disposé à l'avance.

Services à éloigner. — Les besoins d'un grand hôpital exigent divers genres de services, qui concourent à vicier l'air et à le rendre dangereux pour les malades; il serait contraire au but de l'établissement de ne pas supprimer ou éloigner tous ceux qui sont susceptibles de l'être; au lieu d'y former une boucherie et une fonderie, on fournira la maison de viande et de chandelles par la voie des approvisionnements. La boulangerie et la buanderie pourront être établies dans d'autres hospices de la ville où sont entretenus beaucoup de pauvres, faibles à la vérité, mais dont les bras peuvent être employés utilement et qu'il est dangereux d'habituer à l'oisiveté. Les débris des divers offices, les bourriers, le linge sale et celui des pansements seront transportés sans délai hors de l'hôpital. Le linge subira préalablement un lavage ou une purification par l'acide muriatique oxygéné; il ne sera point établi de salle de dissection ni d'amphithéâtre anatomique dans l'hôpital pour des raisons qu'il est surperflu de développer ici. Il y aura seulement une pièce bien aérée pour le dépôt des morts et une autre pour faire l'ouverture des cadavres lorsqu'il y aura lieu. Ces deux pièces communiqueront ensemble et seront placées de manière que l'enlèvement des morts et les cérémonies funèbres puissent être faits sans frapper les yeux et l'imagination des malades ou des convalescents répandus dans les cours et dans les galeries.

Service à conserver et à étendre. — Si l'intérêt des malades commande l'exclusion des genres de services qui viennent d'être mentionnés et leur transport dans d'autres hospices, le même intérêt non seulement fera conserver dans l'hôpital la préparation des médicaments, mais il doit lui faire donner plus d'extension qu'elle n'en a eu jusqu'à ce jour. Dans la pharmacie de l'hôpital, suffisamment spacieuse et pourvue de tous les fourneaux et ustensiles nécessaires, seront préparés par des hommes très expérimentés, tous les médicaments qui doivent être consommés dans tous les hospices de la ville et ceux qui doivent être distribués à domicile par les bureaux de bienfaisance.

Cette mesure, prudente et économique, fournira en plus grande abondance des remèdes meilleurs et beaucoup moins coûteux, qui guériront mieux et plus promptement; les souffrances du pauvre

seront donc diminuées partout et les moyens de le secourir augmentés. Cette multiplication de secours deviendra bien plus étendue et très importante, si les médecins de chaque pays réunissent au courage nécessaire pour lutter contre les préjugés régnants, les talents requis pour tirer parti de toutes les ressources que leur offre la nature sur le sol qu'ils habitent, et pour substituer constamment des médicaments indigènes à ceux d'entre les exotiques qui leur sont égaux ou inférieurs en vertus.

Pour faciliter le service médical et pour régulariser la préparation des médicaments composés, il est nécessaire que chaque hôpital, surtout celui des malades, ait une pharmacie particulière appropriée à ses besoins et à ses ressources locales. La rédaction de cet ouvrage important est à la fois un devoir et un bienfait qui sera du au zèle éclairé des médecins des hospices. Ils se feront gloire de marcher sur les traces du célèbre Parmentier et ils profiteront des notions utiles publiées par cet habile pharmacien chimiste. Nous sommes assurés d'avance qu'ils seront secondés par les administrateurs dans l'exécution de cet utile dessein et dans la mise en activité de l'ouvrage qui sera le fruit de leurs lumières et de leur expérience.

Nous ne devons pas laisser passer cette occasion d'émettre un vœu dont l'accomplissement offrirait deux grands avantages : le premier, d'être très utile au public; le second, de fournir un bénéfice précieux pour les hospices. Il est des remèdes très énergiques qui jouissent d'une réputation méritée et qui ne peuvent être remplacés dans la pratique médicale. L'uniformité de leur préparation est donc très importante afin que les médecins qui les souscrivent et les malades qui les prennent ne soient pas trompés dans leur juste attente; c'est cependant ce qui arrive souvent, parce que les pharmaciens qui les composent usent de recettes et de procédés différents. Une loi ou un arrêté du Gouvernement peut prévenir les maux qui sont la suite de cette diversité de composition. La mesure qui nous paraît le plus propre à atteindre ce but est d'accorder le privilège exclusif de la préparation de ces médicaments aux pharmaciens des hôpitaux des grandes villes. Leur préparation y sera toujours dirigée par une main habile; leur débit, surveillé par les administrateurs, deviendra une grande ressource pour cet établissement.

Il est facile de prévoir que lorsque l'hôpital des malades rassemblera tous les moyens de salubrité et de secours qui viennent d'être exposés, un plus grand nombre de pauvres se déterminera à venir chercher dans cet asile la diminution ou la cessation de ses maux ou même une interruption dans la série trop amère de ses

privations de chaque jour. Cette affluence et l'accroissement de la population de Bordeaux rendront nécessaires les mille lits fondés par notre puissant Empereur. Ne regrettons pas cette dépense, qui doit alléger tant de douleurs et réconcilier avec la société les hommes le plus cruellement poursuivis par l'adverse fortune.

De sages règlements préviendront les abus; ils éloigneront de l'hôpital le pauvre fainéant qui veut un repos illimité, l'imposteur qui simule une maladie où s'en donne une superficielle, le lâche qui n'a pas le courage qu'il doit puiser dans la nécessité. Mais ces mêmes règlements rendront facile l'admission de ceux qui souffrent réellement; ils multiplieront les consolations en leur faveur afin que l'obligation de se réfugier dans l'hôpital ne s'offre pas aux yeux de l'indigent comme le dernier degré du malheur et que sa répugnance ne le détermine pas, comme il arrive trop souvent, à mourir sans secours dans un réduit obscur, malsain, ignoré, où la charité particulière n'a pas pu l'atteindre, où l'administration des secours à domicile n'a pu verser que des secours insuffisants. Un seul principe doit être notre guide dans l'érection et l'administration d'un hôpital : la société doit des aliments, des médicaments, des soins, des consolations, un asile salubre, à l'infortuné malade qui manque de tout. Elle remplirait mal ses devoirs, elle n'atteindrait pas son but si elle ne rassemblait pas dans un hôpital de malades tous les moyens qui peuvent assurer leur guérison ou leur soulagement.

CAPELLE,

D. M. de l'Hôpital Saint-André.

*
* *

Cependant, pendant la fin de 1808 et au début de 1809 la situation de l'Hôpital Saint-André et de ses succursales ne s'améliorait guère, ainsi qu'en fait foi une lettre adressée au préfet par la Commission le 29 mars 1810, et dans laquelle nous avons trouvé l'affirmation que, huit jours après l'ouverture de la succursale de Saint-Raphaël (6 septembre 1808), celle-ci, ainsi que l'Hôpital Saint-André et la succursale Notre-Dame, était tellement encombrée que l'on fut contraint de recourir à des évacuations nombreuses et successives sur des hôpitaux de ligne inférieure.

Cet état de choses dura jusqu'en janvier 1809; et l'on rece-

vait continuellement non seulement des militaires français, mais encore des prisonniers de guerre anglais et espagnols. Tous les hôpitaux d'arrière-ligne étaient encombrés et ainsi, on était privé de moyens commodes d'évacuation. La situation devenant alarmante, le personnel manquant, l'Administration des hospices envisagea la remise des succursales de Notre-Dame et de Saint-Raphaël aux entrepreneurs des hôpitaux militaires. Mais LL. EE. les Ministres de l'Intérieur et de la Guerre, ayant manifesté des opinions contraires à ces projets, les Hospices se déterminèrent à continuer le service des militaires malades, mais demandèrent alors au préfet de faire exécuter des réparations urgentes aux frais de l'Administration de la guerre. Le Préfet, en date du 18 janvier 1809, leur répondit favorablement.

Le 14 février 1809, les médecins de l'Hôpital Saint-Raphaël, J.-M. Caillau et Jonquet, écrivaient à la Commission pour lui signaler que leur collègue, M. Seguy, étant retenu au lit par une maladie très grave, il leur était impossible, vu le grand nombre de malades (262 dans les services Jonquet et Seguy, faits par M. Jonquet seul) de continuer leurs soins à des « fiévreux, qui exigent de la part du médecin traitant une attention soutenue » Ils demandaient un collègue supplémentaire, qui leur fut accordé le 17 février 1809. La Commission désigna M. le Docteur Leymonnerie, médecin adjoint de l'Hôpital Saint-André, qui avait déjà remplacé M. le Docteur Dutrouilh, médecin de l'Hôpital Saint-André, et était devenu disponible, M. Dutrouilh étant rétabli, et, d'autre part, le nombre des malades de l'Hôpital Saint-André ayant diminué. M. le Docteur Seguy neveu ne reprit jamais son service et mourut quelques jours après. Le 1^{er} mars, M. Doumeing était nommé officiellement médecin de l'Hôpital Saint-Raphaël et devait prendre son service le lendemain, après s'être entendu avec M. Fabre, administrateur, commissaire de Saint-Raphaël « qui l'installera ».

La Commission des Hospices était toujours soucieuse de son personnel, et nous en trouvons une preuve dans la lettre

adressée, le 24 février 1809, au préfet pour accompagner les pétitions des jeunes Barrès et Pontalié, « chirurgiens attachés au service de nos hôpitaux pour le traitement des militaires », et où elle disait : « Nous recommandons ces jeunes gens à vos bontés; elles deviennent encore plus nécessaires aujourd'hui, attendu le décès de quelques jeunes chirurgiens internes et la maladie de quelques autres. »

*
**

Au cours des mois qui suivirent, le nombre des malades alla en diminuant; la situation s'améliora, et, dans le courant de l'année 1809 (le 23 juillet exactement pour Saint-Raphaël), les deux succursales de Notre-Dame et de Saint-Raphaël cessèrent de recevoir des malades et se vidèrent peu à peu après que la Commission des Hospices eut pris la précaution de se mettre d'accord avec les officiers du génie et l'Administration de la guerre, en vue du récolement du matériel fourni de part et d'autre et des réparations à effectuer, concernant l'état des lieux, au moment de l'occupation des casernes et de leur abandon. Le 10 janvier 1810, Saint-Raphaël était remis aux entrepreneurs militaires.

Ainsi se terminait cette douloureuse période de l'Empire et des Hospices de Bordeaux, pendant laquelle ces nobles débris de ce qu'on appelait la grande armée, bien moins à cause du grand nombre d'hommes qui la composaient qu'en souvenir de leurs prodiges de valeur, de patriotisme et de gloire, avaient été réduits à se coucher, malades, deux ou trois par lit, à cause de l'insuffisance des locaux hospitaliers bordelais.....

*
**

L'année 1809 cependant n'avait pas été perdue dans l'esprit des membres de la Commission administrative des Hospices, des membres du Conseil municipal et du préfet, au point de

vue de la reprise, sur des bases nouvelles, du projet de grand hôpital à Bordeaux. L'opinion affirmée avec tant de bon sens, tant de raison, par la Commission des Hospices, au sujet de l'emplacement, pour ce grand Hôpital, du Séminaire Saint-Raphaël et du jardin de l'ancien Séminaire, avait été partagée par les autorités supérieures, et cette approbation avait rouvert la lice. Dans le cours de 1809, M. Combes y rentra, ayant, cette fois-ci, pour compétiteur M. Corcelles, ingénieur-architecte. Celui-ci, avec une brillante imagination et avec une conception dont il avait eu l'idée le premier et qui, par conséquent, lui appartenait en propre, avait pensé à construire l'hôpital sur l'emplacement de l'ancienne abbaye des Chartreux, sur la colline que domine l'église Saint-Bruno, et qui s'élève au nord du ruisseau de la Devèze, environné d'ombrages, de jardins et de vertes prairies, désormais purgées des émanations marécageuses. (Ainsi se trouvait réalisé, après deux siècles, un bienfait préparé à la population bordelaise par le cardinal de Sourdis.) Le plan de M. Corcelles eut l'air de plaire particulièrement au préfet, qui, à plusieurs reprises, recommandait aux Administrateurs de bien vouloir l'examiner avec le plus d'attention possible (lettre du 28 mai 1809). M. Combes, de son côté, entra tout à fait dans la pensée de la commission et présenta le projet sur l'emplacement Saint-Raphaël; dans son plan brillaient le goût sûr et la noble simplicité qui formaient la caractéristique de son talent.

Le Conseil des bâtiments civils, après rapport fait par M. Brongniart, architecte-inspecteur général desdits bâtiments, concluait le 10 avril 1809 à l'adoption du plan de M. Combes, qui lui paraissait le plus adéquat à l'établissement du nouvel hôpital dans le Séminaire et le jardin Saint-Raphaël. Il l'invitait seulement à rectifier son plan conformément aux observations du Conseil et à dresser un devis détaillé de la dépense qu'occasionnerait son exécution. « Il l'invitait en même temps à se concerter avec la Commission des Hospices pour examiner si, au lieu de placer dans l'hôpital projeté les *galeux*, les *teigneux* et les *vénériens*, l'on ne

pourrait pas les placer dans un des hospices existant déjà, et si cette mesure, en diminuant le nombre des lits qu'il serait nécessaire d'établir dans le grand hôpital, ne pourrait pas réduire la dépense qu'occasionnerait sa construction. »

M. Combes accepta (31 mai 1809) de modifier ses plans conformément aux décisions du Conseil des bâtiments civils. En outre, il mit à profit les nouvelles signalées par la science et consignées dans les travaux de l'Académie sur les dispositions les plus favorables à donner aux constructions des hôpitaux. Mais, le 7 août 1809, la Commission des Hospices fit état, pour refuser la dernière suggestion du Conseil, du décret impérial du 25 avril 1808, « qui prescrivait entre autres que des quartiers seraient affectés au traitement de la gale, de la teigne et des maladies vénériennes », et « qui disait que l'hôpital devait avoir 4.000 lits », et montra que les autres hôpitaux existants avaient déjà leurs affectations particulières et spéciales.

Le 6 septembre 1809, le préfet, Gary, prévenait la commission qu'il venait de recevoir un nouveau projet d'hôpital à construire sur le terrain de la Caserne Saint-Raphaël et provenant de M. Bonfin, ingénieur de la ville. Il le lui adressait pour examen et, par la même occasion, lui demandait son avis au sujet du projet Corcelle.

La commission continua à préférer le plan Combes.

Pendant la fin de l'année 1809 et au cours de l'année 1810, une nombreuse correspondance fut échangée entre le Pouvoir central, la Préfecture, la Mairie et la Commission des Hospices pour fixer les modalités d'exécution du projet du grand hôpital. On décida de former une commission (lettre du préfet au maire en date du 15 décembre 1809) composée des principaux médecins et chirurgiens des hospices de Bordeaux et d'un nombre égal de la Société de Médecine étrangère au service des hospices, chargée d'examiner l'Hôpital Saint-André, la Caserne Notre-Dame, la Caserne Saint-Raphaël et la Chartreuse, et fournir un rapport sur les avantages et les inconvénients au point de vue salubrité.

Là encore, on se rend compte du désir de l'Administration de collaborer avec le corps médical.

Enfin, le 17 septembre 1811, l'Administration des Hospices écrivait une longue lettre au préfet où, après avoir rappelé le mouvement de l'hôpital de 1805 à 1809, les différents projets de construction, leur examen et le résultat de ces examens, la discussion qui a abouti à l'idée de ramener à 600 le nombre de lits, en affectant des bâtiments de la « Maison de Force » au traitement des maladies vénériennes, de la peau, et du scorbut; les réparations urgentes à faire à l'ancien (le seul encore existant) Hôpital Saint-André, si l'on ne se hâte pas de prendre un parti définitif, elle concluait :

« Avant le décret du 25 avril 1808, une somme de 40.000 francs par an avait été accordée pour la reconstruction successive de l'Hôpital Saint-André, dont certaines parties sont dans un tel état de dégradation que leur chute inopinée est à redouter.

» Nous vous prions, Monsieur le Préfet, de prendre en considération les réflexions que nous avons l'honneur de vous soumettre et de réclamer du Gouvernement une prompte décision pour l'exécution des dispositions du titre IV du décret du 25 avril 1808.

» Veuillez..... »

*
* *

Cependant, au milieu des événements qui, déjà, à cette époque, entraînaient le Gouvernement impérial, on ne put donner suite à ces premières mesures, dont l'exécution avait paru pourtant bien près d'aboutir.

Mais l'atmosphère dans laquelle avaient vécu les administrateurs des hospices, qui, pendant des années, avaient discuté sur des projets de « grand hôpital », ne se dissipa pas; la pensée constante du décret de Napoléon se grava féconde dans l'esprit de la commission. Et s'il ne fut permis à aucun des artistes qui avaient offert leurs plans de les faire exécuter, du moins leurs travaux ne furent pas perdus.

Encore, quand nous disons : *offert*, n'oublions pas que, par une lettre en date du 12 novembre 1814, provenant du ministre secrétaire d'Etat au département de l'Intérieur, et une autre du préfet en date du 19 du même mois, nous apprenons que le ministre de l'Intérieur allouait à chacun des deux architectes, M. Combes et M. Bonfin, une indemnité de 400 francs « pour le travail extraordinaire qui leur avait été confié, afin de déterminer lequel des deux emplacements de Notre-Dame serait à préférer pour l'Etablissement du grand hôpital de Bordeaux. »

Nous avons dit plus haut que leurs travaux ne furent pas perdus. En effet, ce fut en examinant à fond les détails précieux que contenaient leurs projets que les membres de la Commission apprirent à connaître tout ce qui pouvait être convenable et utile dans la construction d'un hôpital, qu'ils se familiarisèrent avec l'entente des grandes dispositions commandées désormais par les progrès de l'hygiène publique et qu'ils acquirent des notions dont ils devaient se servir pour dresser avec tant de succès, douze ans plus tard, le programme du monument qu'est notre actuel Hôpital Saint-André.

Ce projet de construire un hôpital était devenu, en effet,

le but vers lequel tendait sans cesse l'Administration des hospices. Les premiers moments de paix qui suivirent nos désastres de 1814 et de 1815 donnèrent une nouvelle ardeur à ses efforts parce qu'elle put alors entrevoir, dans le nouvel ordre de choses qui s'établissait, des conditions de succès qui jusqu'alors n'avaient pas existé.

C'est dans ces circonstances que M. le comte de Tournon devint préfet de la Gironde. Il se mit en rapport avec les membres de la Commission, les comprit, s'identifia à eux, devint leur collaborateur (venant même aux réunions de la Commission comme un simple collègue, lui porter le tribut de son expérience) et fut plus ardent qu'eux-mêmes pour faire naître à Bordeaux un nouvel hôpital.

Un moment on pensa à utiliser les bâtiments du Dépôt de mendicité, récemment construit, et dont les résultats n'avaient pas donné ce qu'on espérait. Mais cet édifice était loin du centre de la ville; ses constructions étaient presque toutes au rez-de-chaussée et le Conseil municipal lui-même repoussa formellement ce projet le 17 juin 1818.

On en revint alors à la translation de l'ancien Hôpital Saint-André sur les terrains de la plate-forme de l'ancienne Ormée, c'est-à-dire sur l'emplacement qu'il occupe aujourd'hui, s'étendant entre la place du Fort du Hâ au nord, la caserne Saint-Raphaël au sud, la rue de Berry à l'est et le cours d'Albret à l'ouest. Mais quelle circonstance permettrait la réalisation ? Certes, la Commission ne négligeait aucune circonstance propre à donner un élan efficace à la force de volonté qui était en elle et qu'entretenaient sans cesse le génie et le cœur de M. de Tournon. Et cependant les jours succédaient aux jours...

CHAPITRE V

LE NOUVEL HOPITAL

Le duc de Richelieu.

La première pierre.

Le territoire français venait d'être enfin délivré de l'occupation étrangère, M. le duc de Richelieu, ministre des affaires étrangères, en avait été le loyal négociateur. Ses talents, autant que son caractère personnel, avaient obtenu ce grand succès diplomatique. Les Chambres venaient, par une loi qui était un acte de reconnaissance nationale, de lui voter un majorat entraînant un revenu annuel de 50.000 francs.

M. de Richelieu, pendant la délibération des Chambres, était à Bordeaux et, aussi désintéressé qu'il était grand, sa première pensée avait été de se dérober à ce témoignage de la munificence publique. Mais à Bordeaux, dans cette ville qui, dit-on, l'avait vu naître, où il retrouvait vivants tant de souvenirs de sa famille, des conversations avec M. de Tournon l'éclairèrent sur ce qu'il lui serait possible de faire avec sa dotation. Ayant visité avec les membres de la Commissions les hospices, les établissements charitables, dont beaucoup laissaient à désirer; ayant pris connaissance des intentions si longtemps non satisfaites des administrateurs des hospices, il se décida à accepter la dotation de 50.000 francs qui venait de lui être votée, et de la consacrer à la population bordelaise pour lui donner l'hôpital qui lui manquait, et ensuite, si sa vie se prolongeait assez, des fon-

taines dont le besoin l'avait également frappé. La loi qui constitua la dotation fut rendue le 2 février 1819. Le 14, M. de Richelieu, dans un écrit adressé à M. le comte de Tournon, consigna sa touchante décision.

Le 14 août 1819, une ordonnance royale autorisait le maire et la Commission des hospices à accepter cette donation, et « à l'appliquer à la construction d'un nouvel hôpital (ou, à son défaut à l'établissement de tout autre objet d'utilité publique et, *notamment*, à l'établissement d'une fontaine sur la promenade des Quinconces) ».

Malheureusement, les délais légaux apportés aux formalités de l'investiture des biens composant le majorat furent très longs, et ce n'est qu'au commencement de 1821 qu'on put s'occuper des moyens d'exécution.

Le choix définitif du local était le premier pas à faire. Les bâtiments de Notre-Dame avaient été définitivement affectés à une caserne (celle qui existe aujourd'hui rue de Cursol). Il en était de même de l'ancien séminaire de Saint-Raphaël, sur l'emplacement duquel M. Combes avait développé les plans de 1809 qui furent préférés. On ne pouvait donc plus songer ni au local indiqué par le décret de Napoléon, ni à celui signalé par la Commission administrative de l'époque.

Comme il fallait un lieu central d'une assez grande étendue, l'alternative se renferma entre la réédification sur place de l'Hôpital Saint-André, et la construction neuve sur le jardin seulement de Saint-Raphaël.

L'ancien hôpital paraissait ne pas pouvoir permettre la réalisation du projet, pour des raisons multiples que nous trouvons énumérées ci-dessous, à la suite d'un rapport fait après l'étude de la question :

Pour construire l'Hôpital Saint-André dans son local actuel en formant le carré jusqu'à la rue Montméjean au nord et jusqu'à la rue des Remparts à l'ouest, les propriétés à acquérir s'élèveront à 320.300 francs.

Si l'on prend seulement pour limites, à l'ouest, la rue Saint-Paul, les propriétés à acquérir s'élèveront à 293.500 francs. Les plans dressés pour cet emplacement ne donnent qu'environ 500 lits.

Dans l'une comme dans l'autre hypothèse, on a également de grandes difficultés à surmonter.

La première est le défaut de fonds suffisants et disponibles pour acquérir les nouveaux emplacements. Cet obstacle doit reculer de cinq à six ans le moment où pourront commencer les travaux. On ne peut démolir qu'après avoir payé : aucun propriétaire ne vendrait sans cette condition.

La seconde difficulté tient aux dispositions ou à la situation de quelques-uns des propriétaires.

Dans le nombre sont des mineurs, de simples usufruitiers, des personnes qui ne veulent vendre à aucun prix, des cohéritiers en procès. L'hôtel Loyac, par exemple, qui forme avec ses dépendances une partie des terrains à acquérir sur les rues Montméjean et Beaubadat, est indivis entre des cohéritiers en litige. Il faudra donc non seulement beaucoup de tems pour parvenir à acheter, mais encore des coups d'autorité pour forcer les propriétaires qui refusent de céder leurs maisons.

On n'a pas encore répondu à l'objection tirée de tout ce qu'aurait d'inconvénient une construction commencée sur un point de l'hôpital pendant que les malades continueraient d'en occuper d'autres parties : on n'a pas voulu approfondir cette question.

L'établissement actuel est tel que toutes les parties se prêtent un mutuel appui, et que l'on ne tentera plus la moindre réparation que tout l'édifice ne soit en danger de s'écrouler. On vient d'en avoir la preuve au dortoir des sœurs, où un mur à réparer a conduit de proche en proche à reprendre toute la façade en sous-œuvre.

Il faudrait donc, avant de toucher à ce qui forme aujourd'hui l'hôpital, avoir construit dans les terrains à acquérir des salles suffisantes pour recevoir tous les malades et, en même tems, toutes les servitudes, c'est-à-dire un autre hôpital complet; attendre ensuite plus d'une année pour que ces constructions nouvelles fussent sèches au point de recevoir des malades sans danger. Or, l'emplacement ne le permet pas. Ainsi, sans parler de tout ce que les malades et le service auraient à souffrir de cette mesure, de la confusion, du désordre qu'elle entretiendrait pendant des années entières dans la maison, on rencontre là une difficulté locale insurmontable.

La démolition du Château-Trompette, la construction du pont, donnent une idée de l'encombrement que devront produire et les

matériaux provenant des bâtimens qu'on abattra et les matériaux destinés à être mis en œuvre. Il y a impossibilité d'établir des chantiers assez spacieux pour recevoir une aussi grande quantité de matériaux.

Où placerait-on aussi les immenses chantiers des tailleurs de pierres, des charpentiers ?

Ces circonstances sont assez importantes pour qu'elles dispensent d'en énumérer une infinité d'autres et toutes s'opposent à ce qu'on puisse raisonnablement projeter de reconstruire l'hôpital à sa place actuelle.

Sans former un hôpital provisoire, il faudrait aussi un mobilier nouveau : celui de l'hôpital actuel est dans un état à tomber en poussière au moment où l'on voudra le déplacer.

On peut encore ajouter qu'après l'évacuation des malades dans cet hôpital provisoire, l'impossibilité d'établir des chantiers sur place n'en subsisterait pas moins.

La position de l'hôpital actuel devrait au surplus éloigner la pensée de le maintenir où il est situé.

En effet, il est dans la partie la plus basse de la ville, environné de rues étroites, dont les maisons sont presque toutes assez élevées dans le côté du nord principalement; le rang des maisons de la rue Montméjean priverait l'hôpital de l'influence des vents de cette direction, si salutaires dans un établissement de ce genre.

Sous le rapport du coup d'œil, on y perdrait également, puisqu'il n'est aucun point d'où la vue put embrasser seulement le développement du douzième d'une des façades; ce monument serait comme enseveli; il faut enfin compter pour quelque chose cette considération quand il s'agit d'une construction de cette nature.

La situation centrale peut être un avantage pour la facilité des transports des malades; mais l'expérience a démontré que sous le rapport de la salubrité, il fallait éloigner du centre des villes ces établissements, qui peuvent, dans de certaines circonstances, devenir des foyers de contagion : c'est aujourd'hui une vérité-principe, et une position, isolée, aérée et hors des quartiers populeux des villes, est devenue la première condition de l'édification de tout hôpital nouveau.

Enfin, le ruisseau de la Devèze, qui passerait dans l'Hôpital Saint-André, est loin d'offrir les avantages que quelques personnes veulent y voir. S'il fournit les moyens d'entraîner les immondices, c'est une fonction pour laquelle il serait remplacé dans tout autre local par des châteaux d'eaux et de grands réservoirs d'eaux pluviales.

Mais à côté de cet unique service qu'il rend à l'hôpital, se trouve

l'inconvénient, qui devient quelquefois intolérable, de l'infection qu'il répand dans de certaines saisons de l'année. Les eaux de ce ruisseau arrivent sous l'hôpital altérées par des dissolutions de savons, chargées de débris de matières animales ou végétales, parce qu'il sert d'égout pour toutes les maisons riveraines, jusqu'à la rue de Gasc; presque toutes les latrines de ce quartier s'y dégorgent, et, quand les sécheresses réduisent le courant des eaux à un petit volume, ces éléments de putréfaction y sont en si grande proportion que l'air en est infecté. A cette odeur insalubre se mêlent les émanations putrides des vases amoncelées sur ses bords et qui sont soumises à l'action absorbante de l'atmosphère aussitôt que l'eau cesse de les couvrir. Enfin, ces exhalaisons réunies se font reconnaître à plus de vingt toises du lit du ruisseau, et, quand on en approche, on s'y trouve comme suffoqué et contraint de reculer.

Qu'on calcule maintenant, quelle influence salutaire ce cours d'eau peut exercer sur les malades.....

Ces considérations portèrent toute l'attention sur le Jardin Saint-Raphaël. Plusieurs réunions se tinrent, au cours desquelles M. de Tournon, crayon en main, étudia avec les membres de la Commission les moyens de disposer les masses et la manière dont elles se placeraient dans ce périmètre pour y créer un hôpital de 600 lits avec ses dépendances.

Enfin, la question fut définitivement résolue et reçut l'approbation du généreux donateur, de l'autorité supérieure, de la ville de Bordeaux, qui, propriétaire de l'emplacement dit « grand jardin du ci-devant petit Séminaire ou Jardin Couillard », en fit donation à la Commission des hospices. L'ordonnance autorisant la concession est du 23 avril 1821.

Nous avons retrouvé la copie de l'acte de donation qui fut passé, le 11 mai 1821, devant Baptiste Mathieu et son confrère, notaires royaux à Bordeaux, chez lesquels comparurent M. Elie de Labroue, premier adjoint au maire de la ville de Bordeaux, d'une part, et MM. Jacques Desfourniel, Louis Fabre, Paul Portal, Jean-Auguste Sarget et Pierre-Louis Duprat, vice-président et membres de la Commission administrative, d'autre part, et où fut donnée communication de l'ordonnance royale du 23 avril 1821.

ART. 1.

Le maire de notre bonne ville de Bordeaux est autorisé à concéder gratuitement aux Hospices de la dite ville, conformément à la délibération du Conseil municipal, en date du treize avril dernier, le jardin appelé jardin Coutard, appartenant à la ville, pour servir à l'établissement du nouvel hôpital de malades, qui doit être construit au moyen des produits de la donation faite par notre cousin le duc de Richelieu.

ART. 2.

La Commission administrative des hospices de Bordeaux fera dresser, sans délai, les plans et devis du nouvel hôpital; ils seront soumis au Conseil municipal et au préfet, et présentés, après qu'ils auront été adoptés par notre cousin le duc de Richelieu, à notre approbation.

ART. 3.

Notre ministre, secrétaire d'Etat de l'Intérieur, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre Château des Tuileries, le vingt-trois avril de l'an de grâce mill huit cent vingt-un, et de notre règne le vingt-sixième.

(Signé) LOUIS.

*
**

La voie d'un concours public était d'avance reconnue comme celle qui présentait à l'Administration le plus de garanties de perfection dans le monument qu'elle avait à faire construire. Aidée des indications générales que lui fournissait la science, de l'étude qu'elle avait faite des plans présentés en 1808 et 1809, des lignes jetées par M. de Tournon sur le périmètre du jardin de Saint-Raphaël, la Commission arrêta le 7 mai 1821 et fit approuver le 21 mai suivant par le préfet le programme de concours dont nous donnons ci-dessous la publication :

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES HOSPICES DE BORDEAUX.

Construction à Bordeaux d'un hôpital de cinq à six cents lits.

Concours.

La Commission des hospices de Bordeaux est chargée, par l'ordonnance royale du 14 août 1820, de faire dresser les plans d'un

grand hôpital. La Commission s'adresse, dans cet objet, aux artistes du royaume et réclame leurs lumières et leur expérience.

Elle désire que la construction de ce monument offre toute l'économie compatible avec une disposition salubre et un service prompt et facile; qu'il puisse soutenir sous le rapport de l'art une honorable comparaison avec les autres édifices qui embellissent la ville et réunisse en même temps tous les avantages que dans l'état de connoissances actuelles des hommes habiles peuvent combiner pour un établissement d'un aussi grand intérêt.

La Commission se flatte que les artistes les plus distingués répondront à son appel et rivaliseront de talent pour obtenir la couronne.

On trouvera joint à ce programme le tracé indicatif :

- 1° du terrain destiné à la construction de l'hôpital;
- 2° des rues et places qui l'entourent;
- 3° des bâtimens auxquels il confronte.

Une échelle identique avec ce tracé fixera les concurrents sur les dimensions du terrain, qui, du midi au nord, s'étend sur un plan légèrement incliné.

Sur le même tracé sont aussi indiquées l'échelle du rendu de tous les plans de distribution, depuis ceux du premier établissement jusqu'à ceux des parties supérieures; d'autre part, l'échelle du rendu de la façade principale qui sera élevée sur la ligne de prolongement de la rue Ségur et se présentera ainsi dans toute son étendue sur la place du Fort-du-Hâ.

Conditions du concours.

Le terme du concours est irrévocablement fixé au 31 juillet prochain inclusivement. Après ce jour, nul projet ne sera admis.

Les projets devront être adressés, jusqu'au jour prescrit, à la Commission administrative des hospices de Bordeaux.

Les divers dessins de chaque projet reproduiront la devise adoptée par l'auteur, qui, dans un billet cacheté joint à ses plans, placera son nom et la même devise.

Les billets ne seront décachetés qu'après le jugement.

Chaque projet devra comprendre :

- 1° les divers plans propres à en rendre facile l'analyse et en saisir les développemens;
- 2° les élévations soit au trait, soit lavées, au gré des concurrents, de la façade principale, de la façade intérieure sur la grande cour;
- 3° une légende raisonnée;

4° un aperçu ou relevé sommaire propre à indiquer approximativement la dépense qu'entraînera l'exécution du projet.

• *Résultats de ce concours.*

Il sera décerné à la suite de ce concours trois premiers prix et trois seconds prix.

Les trois concurrents désignés pour le premier prix recevront une couronne et seront seuls admis à concourir aux grands prix pour le concours définitif dont il sera parlé ci-après.

Les trois concurrents qui auront obtenu les seconds prix recevront chacun une médaille d'or de la valeur de 300 francs.

Le concours définitif aura lieu, ainsi qu'il vient d'être dit, entre les trois artistes couronnés au premier. La Commission des hospices étendra alors et développera son programme, en consultant, à cet effet, tous les plans présentés au premier concours.

Le travail à produire par les trois concurrents devra se composer :

de tous les plans d'ensemble et de détail;
des élévations et coupes des différentes parties;
des ornements et accessoires;
des devis détaillés;
d'un mémoire explicatif.

Résultats du concours définitif.

Le premier prix de ce concours sera une médaille d'or de la valeur de 2.400 francs, à moins que la Commission ne juge convenable de confier à l'auteur du plan couronné la direction des travaux d'exécution; mais elle déclare aux concurrents, que, dans le cas contraire, toute réclamation seroit nulle et sans objet.

Les deux autres projets vaudront chacun à leur auteur une médaille de la valeur de 1.000 francs.

La Commission observe qu'en laissant aux concurrents toute liberté pour satisfaire aux demandes que renferme le programme, ils ne doivent pas perdre de vue qu'à mérite égal la préférence sera accordée au projet qui alliera une économie sage et éclairée, aux convenances de toute sorte qu'on doit rencontrer dans un grand monument fondé dans l'intérêt du malheur et de l'humanité souffrante.

Les projets envoyés au concours ne seront point remis à leurs auteurs; la Commission des hospices se réserve la faculté de les consulter dans le cas où elle y trouveroit des vues utiles ou quelques pensées sagement réfléchies; mais en désirant ainsi mettre à profit tout ce qu'un zèle généreux pourra créer dans cette grande

circonstance, elle aura soin de faire placer dans le nouvel hôpital une inscription destinée à perpétuer les noms des artistes dont les conceptions auront ainsi concouru à rendre plus parfait cet asile du pauvre.

Programme.

Cet hôpital devra contenir cinq cent cinquante à six cents lits pour les malades et, en outre, ceux des différents préposés attachés à leur service.

La Commission désire trouver dans ses distributions les dispositions ci-après :

1° Cour principale, entourée au rez-de-chaussée d'une galerie couverte.

2° Escaliers principaux et de service en nombre suffisant.

3° Le service dit des entrées à proximité de la porte.

Ce service doit comprendre :

Le bureau du portier et son logement;

La chambre d'une sœur de garde, ayant vue sur la porte;

La salle d'admission des malades et deux cabinets;

Une salle de garde pour les élèves internes en chirurgie.

4° Les logements des employés attachés au service de la maison avec leurs dépendances, savoir :

Pour deux aumôniers, trois pièces et deux cabinets;

- Pour le chirurgien chef interne, deux pièces et un cabinet;

Pour les quatre élèves internes, quatre pièces.

5° Les logements des dames hospitalières, avec leurs accessoires, savoir :

Deux dortoirs pour vingt lits chacun;

Une infirmerie pour huit lits;

Réfectoire pour quarante couverts, à portée des cuisines.

6° Grande cuisine avec ses dépendances analogues et fourneau économique.

7° Pharmacie, avec grand et petit laboratoire et dépôt pour les drogues.

Dans la partie des greniers, un séchoir de graines et de plantes.

8° Une buanderie, lavoirs couverts, dépôt de bois, dépôt des habits des malades, avec une pièce pour opérer leur désinfection.

9° Lingerie et chambre à repasser.

10° Une boulangerie, avec magasin à farines, de grandeurs convenables.

11° Caves pour un approvisionnement de deux cents à deux cent cinquante barriques de vin, caveaux, etc.

12° Une pièce pour le dépôt préalable de toutes les viandes

destinées à la consommation journalière de tous les hôpitaux de Bordeaux; autrement une boucherie centrale, sans abattoir.

13° Magasin de bois à brûler, pour un approvisionnement d'environ douze cents stères de diverses natures.

14° Une pièce pour dépôt de pompes, seaux et autres objets de service pour incendie.

15° Une écurie à deux chevaux, grenier à foin, remise pour deux fourgons, chambre du charretier.

16° Des cours de services et basses-cours pour les différentes usines et pour établir la machine hydraulique propre à élever une masse d'eau suffisante pour laver et balayer toutes les parties inférieures de l'hôpital.

17° Chapelle pour quatre à cinq cents personnes, avec tribune, sacristie, etc.

18° Bains centraux comprenant, pour le côté des hommes, une salle de quatre baignoires, une douche et un cabinet pour les bains de vapeurs; répétition pour le côté des femmes; fourneau et laboratoire pour la préparation des bains médicamenteux.

19° Salles de malades de vingt-cinq à trente lits, espacés de trois pieds, avec une allée de douze pieds entre les deux rangées de lits.

Les salles seront isolées ou séparées par des cours ou préaux. Près de chaque salle il y aura un cabinet avec cheminée pour le service de la sœur hospitalière qui y sera attachée.

Dans la division des salles et leur placement, on aura égard aux indications suivantes :

Fiévreux : 150 hommes, 140 femmes.

Blessés : 100 hommes, 30 femmes.

Galeux : 10 hommes, 6 femmes.

Teigneux : 12 garçons, 12 filles.

100 militaires, dont les deux tiers fiévreux et l'autre tiers blessés.

24 prisonniers.

Les concurrents ménageront, en outre, des chambres particulières, favorablement situées, pour vingt à vingt-cinq malades payants des deux sexes.

Ils placeront un corps de garde pour la salle des prisonniers.

20° Une école de médecine comprenant :

un amphithéâtre pour deux cents élèves;

deux salles de dissection ou de leçons;

un cabinet pour les professeurs servant de bibliothèque;

un laboratoire pour les préparations.

21° Dépôt des morts à proximité de l'école.

22° Une salle d'administration avec antichambre.

23° De vastes greniers et séchoirs sous les combles.

24° Enfin, des lieux d'aisances seront ménagés et multipliés selon les besoins et la commodité des malades et des employés; ils seront construits d'après les procédés reconnus les plus sûrs pour garantir des émanations désagréables et dangereuses.

Il serait bien, pour la facilité et la convenance du service, que les logements des employés et la salle d'administration fussent placés dans le bâtiment qui formera la façade principale; les cuisines, la pharmacie, les logements des dames hospitalières et leurs dépendances occuperont le centre de l'hôpital. Cette partie pourrait être cavée afin de trouver dans les souterrains quelques-unes des servitudes des cuisines et de la pharmacie. Les usines, les magasins, pourraient être placés vers le côté sud du terrain.

Entre le mur au nord du bâtiment désigné au tracé sous le nom de caserne Saint-Raphaël et le terrain destiné à la construction de l'hôpital existe une terrasse de trente pieds environ. Cet intervalle doit rester libre entre la caserne et la façade au sud de l'Hôpital, soit qu'il doive dépendre de la caserne, soit qu'on le destine à former une rue.

On pourra régler les pentes des eaux pluviales, de manière à multiplier sous les combles des réservoirs, afin de trouver dans toutes les parties, en cas d'incendie, des eaux pour les premiers secours.

Arrêté par la Commission administrative des hospices de Bordeaux le 7 mai 1921.

En l'absence du Maire :

Le Premier Adjoint, LABROUE.

DESFOURNIEL, *vice-président*.

LOUIS FABRE, *administrateur*.

PORTAL jeune, *administrateur*.

SARGET, *administrateur*.

DUPRAT, *administrateur*.

J.-B. PELAUQUE, *secrétaire*.

Vu et approuvé par le Préfet de la Gironde :

Bordeaux, le 26 mai 1821,

Le Préfet : TOURNON.

*
**

Quelques jours avant la date de l'établissement du programme de concours et quelques jours avant que soit passé l'acte définitif de donation du jardin Coutard aux hospices par la ville de Bordeaux, avait eu lieu une magnifique cérémonie dont nous avons retrouvé le procès-verbal et qui nous a paru être susceptible d'être ici en bonne place. Ce fut la cérémonie de pose de la première pierre du nouvel hôpital qui eut lieu le 1^{er} mai 1821, en présence du duc de Richelieu, le même jour qu'à Paris S. A. R. Mgr. Henri-Charles-Ferdinand - Marie - Dieudonné, duc de Bordeaux, fils de France et petit-neveu de Sa Majesté régnante, recevait le baptême dans l'église de Notre-Dame.

Procès-verbal de la pose de la première pierre du nouvel Hôpital de Bordeaux, 1^{er} mai 1821.

Aujourd'hui mardi, premier mai de l'an de grâce mil huit cent vingt-un et dans la vingt-sixième année du règne de S. M. Louis dix-huitième du nom, roi de France et de Navarre, à deux heures après-midi, en présence et sur l'invitation de la Commission administrative des hospices de Bordeaux, il a été procédé en la forme suivante à la bénédiction d'un terrain concédé gratuitement par le Corps municipal pour l'érection d'un grand hôpital de malades qui va être édifié dans cette ville par les bienfaits de Mgr le duc de Richelieu et ensuite à la pose de la première pierre de ce monument.

Les membres de la Commission administrative des hospices civils de Bordeaux requérant cette inauguration solennelle ont été :

Messire Elie de Labroue, écuyer chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, premier adjoint et remplissant les fonctions de maire et à ce titre, président de la Commission des hospices en l'absence de M. le vicomte de Gourgues, maire de Bordeaux, retenu à Paris par les fonctions de membre de la Chambre des députés;

Messire Jacques Antoine Verdelhan Desfourniel, écuyer chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, membre du

Conseil général du département et du Conseil municipal, vice-président de la Commission;

M. Louis Fabre, négociant, administrateur des hospices;

M. Louis Portal, négociant, administrateur des hospices;

M. Jean-Auguste Sarget, ancien négociant, propriétaire rentier, administrateur des hospices;

M. Pierre-Louis Duprat, conseiller de la Cour royale de Bordeaux, administrateur des hospices;

M. Hugues Vignes, négociant, directeur de la Monnaie de Bordeaux, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, administrateur honoraire.

N'ont pu se réunir à leurs collègues :

M. Jean-Baptiste Loriague, négociant, administrateur des hospices, retenu chez lui pour cause de maladie;

M. André Béchade (Didier), chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, membre de la Chambre des députés et administrateur des hospices, retenu à Paris par ses fonctions;

Messire François comte Jaubert, commandant de l'ordre royal de la Légion d'honneur, conseiller de la Cour royale de cassation, administrateur honoraire des hospices, aussi retenu à Paris par ses fonctions;

M. Auguste-Simon-Hubert-Marie Ravez, conseiller d'Etat, commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, président de la Chambre des députés, administrateur honoraire, également retenu à Paris par ses fonctions.

Ont procédé ou assisté à ladite inauguration :

Très noble et très illustre pair de France, Mgr Armand-Emmanuel-Sophie-Septimanie-Duplessis Richelieu, duc de Richelieu chevalier des ordres du roi, président du Conseil des ministres, spécialement représenté par M. Philippe-Camille-Marcellin-Casimir, comte de Tournon Simiane, maître des requêtes du Conseil d'Etat, gentilhomme honoraire de la Chambre du roi, préfet de la Gironde, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, suivant les pouvoirs à lui conférés par Son Excellence et portés par sa dépêche du vingt-trois avril dernier dont l'extrait, après avoir été contresigné par Mondit sieur comte de Tournon, a été annexé au présent procès-verbal;

S. Gr. Mgr le comte Charles-François d'Aviau-Dubois de Sanzay, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, archevêque de Bordeaux, assisté de son chapitre et du clergé de sa cathédrale;

Messire-Philippe-Camille-Marcellin-Casimir, comte de Tournon-Simiane, maître des requêtes au Conseil d'Etat, gentilhomme honoraire de la Chambre du roi, officier de l'ordre royal de la

Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, préfet du département de la Gironde et concourant aussi en cette qualité à cette cérémonie;

Messire Marie-Etienne, baron de Barbot, lieutenant général des armées du roi, commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, commandant par intérim pour Sa Majesté la onzième division militaire;

Messire Pierre-Auguste, baron Rateau, officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, procureur général de Sa Majesté de la Cour royale de Bordeaux;

M. Jean-Baptiste-André Devaulx, avocat, l'un des adjoints de M. le Maire de Bordeaux;

M. Jean-Etienne Balguerie junior, négociant, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, membre du Conseil municipal de la ville de Bordeaux;

M. Jean Mackarthy, négociant et membre dudit Conseil;

M. Jean-Baptiste Nairac, négociant décoré du brassard et membre dudit Conseil;

M. Jean-Paul Castagnet, conseiller en la Cour royale de Bordeaux, membre dudit Conseil;

M. Jean-Valère Cabarrus, négociant, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, membre dudit Conseil municipal;

M. Jean-Baptiste-Gérard Archbold, docteur en médecine, décoré du brassard, membre dudit Conseil;

M. Paul-Victor Desèze, recteur de l'Académie de Bordeaux, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, membre dudit Conseil;

M. Jean-Baptiste Mathieu, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, notaire royal et membre dudit Conseil municipal;

M. Guillaume-Nicolas Maillères, notaire royal à Bordeaux, membre dudit Conseil;

M. François Gergerez, avocat et membre dudit Conseil;

Messire Joseph, baron de Pichon-Longueville, membre dudit Conseil;

Messire François-Joseph de Villeneuve-Durfort, membre dudit Conseil;

M. François Chalu, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, membre dudit Conseil;

M. Jean-Baptiste Coureau, ancien négociant, membre dudit Conseil;

M. Pierre Balguerie-Stuttenberg, négociant, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, membre dudit Conseil municipal;

Enfin les chefs des corps, les présidents et membres de la Cour royale du Tribunal civil, du Tribunal et de la Chambre de commerce et des administrations publiques, les curés et desservants des paroisses de la ville, les pasteurs de l'Eglise réformée, les officiers supérieurs de la garde nationale et de la garnison, les consuls des puissances étrangères, les sœurs de la charité qui desservent les hôpitaux, les médecins et chirurgiens de ces établissements, les employés de tous les grades attachés à la Commission, les bienfaiteurs des hospices ou leurs représentants et autres personnes appelées à cette solennité à raison de leur rang et de leurs fonctions ou emplois.

Au sortir de la cathédrale, où les autorités se sont réunies pour assister à la messe célébrée par Mgr l'archevêque et au *Te Deum* chanté en actions de grâces du baptême de S. A. R. Mgr le duc de Bordeaux, le cortège s'est rendu processionnellement en suivant la rue des Minimes et traversant la place du Fort-du-Hâ, vis-à-vis d'un grand jardin situé entre ladite place et les bâtiments de la caserne de Saint-Raphaël devenu, par suite de diverses mutations, propriété de la ville et en dernier lieu concédé gratuitement aux hospices.

Ce terrain a été choisi conformément au désir de S. E. Mgr le duc de Richelieu, au vœu exprimé par le Conseil municipal et par la Commission des hospices et en exécution de l'ordonnance du roi du vingt-trois avril dernier pour la construction d'un grand hôpital de malades qui doit remplacer celui qui existe actuellement sous le nom d'Hôpital Saint-André, lequel, fondé en l'an de grâce treize cent quatre-vingt-six par Vital de Carle, prêtre et grand chantre de la cathédrale, tombe en ruines dans plusieurs de ses parties et se trouve d'ailleurs insuffisant à raison de l'accroissement qu'ont pris depuis cette époque reculée la ville et sa population.

Il doit être pourvu aux dépenses de cette translation au moyen des revenus d'un majorat de cinquante mille francs de rente, créé par la loi du deux février mil huit cent dix-neuf sur la tête de Mgr le duc de Richelieu à titre de récompense nationale, lesquels revenus Son Excellence, sous le bon plaisir du roi exprimé par son ordonnance du quatorze août mil huit cent-vingt, a affectés à cette destination.

A l'arrivée de la procession, MM. les Administrateurs des hospices sont allés au devant de Mgr l'Archevêque et l'ont conduit devant l'autel sous une tente dressée à l'entrée et sur le terrain dudit jardin et vis-à-vis du fort du Hâ. Ils ont successivement reçu le clergé et les fonctionnaires formant le cortège et les ont introduits sous la même tente, où se sont trouvées déjà rassemblées celles des

personnes invitées à cette cérémonie et qui n'ont pas assisté à celles de la cathédrale; les sœurs de la Charité, les aumôniers, les médecins et chirurgiens, les employés des hospices.

Tous les assistants étant réunis, Mgr l'Archevêque a procédé à la bénédiction dudit terrain dont il a suivi intérieurement l'enceinte accompagné de son clergé et, étant rentré sous la tente, il a pris place à une table dressée en avant de l'autel et sur laquelle ont été déposés les outils et matériaux nécessaires pour la pose et le scellement de la pierre.

Monsieur le Préfet a prononcé alors le discours suivant :

« MONSEIGNEUR, MESSIEURS,

Au milieu des solennités de ce jour si beau pour la France, quelle solennité nouvelle rassemble autour de ce prélat révérend, ce clergé si digne d'un tel chef, ces magistrats, ces guerriers, cette milice citoyenne, ces anges de charité, cette foule de tout âge et de tout sexe ?

» Quel puissant motif, suspendant nos fêtes, nous réunit en ce lieu au moment où nous sortons du temple qui retentit encore de nos chants d'allégresse ?

» Nous venons, Messieurs, nous venons célébrer, par la consécration religieuse d'un établissement de charité, l'heureuse journée qui voit admettre au sein de l'Eglise le petit-fils de saint Louis; nous venons fêter d'une manière digne de lui le baptême d'un Bourbon, le baptême de notre Duc.

» Et quelle plus belle fête peut être offerte à ce Roi qui dans chacun de ses sujets voit un enfant, à ces princes dont la bienfaisance n'aperçut jamais une larme sans tarir sa source, que la fondation d'un monument élevé à la charité ? Que n'est-elle près de nous cette princesse que Bordeaux vit si grande dans l'adversité ! Son cœur tressaillerait à la pensée que dans les jours de l'infortune les Bordelais trouveront bientôt un asile meilleur.

» Et vous, Princesse, dont le malheur est au-dessus de toute consolation humaine, que votre douleur soit un moment suspendue ! Entendez ces vœux qui, du sein de cette vaste cité, fière de donner son nom à votre fils, s'élèvent au ciel, pour vous, pour lui ! Entendez cette foule empressée à bénir le nom de votre Henri, mettre en lui les espérances de son avenir, et dater du jour de son baptême le soulagement qu'elle attend dans ses maux !

» L'accroissement de la population de Bordeaux faisait sentir depuis longtemps, Messieurs, l'insuffisance de l'hôpital dont la main pieuse du vertueux Vital de Carle avait proportionné l'étendue aux

besoins de ses contemporains : son ouvrage cède à l'effort du temps, mais la gloire chrétienne de ce généreux fondateur reste entière; elle brillera d'un nouvel éclat sur le monument dont il sera le premier bienfaiteur.

» Souvent, le projet de reconstruire l'hôpital fut formé et, aussi souvent, cette utile pensée fut abandonnée. L'orgueil d'élever des monuments plus fastueux l'emportait alors; de nos jours mêmes, les plans en furent dressés, mais le gouffre d'une guerre à laquelle l'état entier était sacrifié, engloutit les fonds destinés à leur exécution.

» Pour que Bordeaux pût enfin offrir à ses habitants malheureux un asile digne de la splendeur de la cité et de la bienfaisance des citoyens, il a fallu que le sceptre revînt à des mains légitimes, aux mains d'un roi que le pouvoir de faire le bien soulage seul du poids de la couronne, il fallait un Bourbon, un fils de Henri IV... car il faut que vous le sachiez, vous tous que le malheur a frappés ou qu'il peut atteindre, depuis huit siècles, il n'est pas une consolation, un soulagement de maux semblables aux vôtres qui ne soient dus en France à cette race auguste ! Apprenez par ce qui se passe sous vos yeux que vos princes légitimes sont pour vous la Providence vivante et que vos vœux pour leur conservation montent sans cesse vers le Ciel !

» Mais la pénurie des finances de la ville, dont le sage administrateur voulait remplir avant tout les anciens engagements, ne laissait voir qu'en un vague avenir le moment de reconstruire l'hôpital.

» Un homme qui avait illustré le nom français sur la terre de l'exil, un homme qui n'accepta le pouvoir dans sa patrie que lorsque des dangers la menaçaient, après avoir obtenu de la confiance que sa loyauté inspire aux souverains de l'Europe, la libération du sol de France, reçoit du Roi et des Chambres un noble prix de grands services. Resté, après nos troubles, riche seulement de son nom et de sa réputation, ce don nécessaire cependant au soutien de son rang, c'est aux malheureux qu'il en destine la valeur. Bordeaux où son aïeul a laissé tant de preuves de la grandeur de ses vues, Bordeaux qui le premier a brisé le joug de la tyrannie, Bordeaux est choisi par l'illustre bienfaiteur, et le monument désiré depuis tant d'années va bientôt éterniser sa munificence.

» Quelles paroles pourraient louer une telle action ? Mais que dis-je ? Au moment où je remplis une honorable fonction au nom et par la délégation de Mgr le duc de Richelieu, est-ce à moi de le louer ? Vous tous, Messieurs, qui l'avez vu si simple dans ses manières et si noble à la fois, si grand par ses actions et si ennemi

de toute ostentation, vous craindrez avec moi qu'il ne me reproche même d'avoir fait le simple récit de l'acte de bienfaisance qu'il a exercé.

» Recevez aussi nos actions de grâce, Monseigneur, vous qui, avant de fonder le temple qui va s'élever au milieu d'une population pieuse, avez appelé la bénédiction du ciel sur ce terrain que couvrira bientôt la maison du pauvre. Le pauvre habitué à vénérer une main qui ne s'ouvre que pour le bénir ou pour le soulager, le pauvre entrera avec confiance dans un asile dont la fondation est sanctifiée par les prières du modèle des pontifes.

» Vous, Messieurs, qui représentez si dignement cette grande cité, vous qui veillez avec un soin jaloux sur tous ses intérêts, vous qui avez montré en donnant gratuitement cet emplacement aux hospices, à quel rang vous placiez les intérêts des indigents ! C'est à vous qu'ils devront la jouissance plus prompte du bienfait qui leur est destiné. Puisse ma faible voix vous peindre leur reconnaissance ! Nous cherchons en vain à votre tête le digne chef qui fait chérir un nom devenu depuis des siècles dans cette ville l'objet du respect public. Une noble et importante mission, imposée par le département entier, le retient loin de nous ; mais la cité le voit avec confiance remplacé par ce magistrat infatigable, qui croit n'acquérir des droits au repos qu'après avoir assuré le nôtre.

» Il va donc s'accomplir, Messieurs les Administrateurs des hospices, le vœu que vous formez depuis tant d'années, pour l'amélioration du sort des pauvres malades... Associé à vos travaux, il ne m'appartient pas de les louer, mais les hospices, rétablis, entretenus, rendus plus vastes et plus commodes par vos efforts assidus, ne vous louent-ils pas suffisamment ? Je me tairai sur le bien que vous avez fait, mais je laisserai parler les pauvres, qui jouissent de l'ordre introduit par vous après tant d'années d'un affreux désordre, comparent les établissements actuels aux établissements anciens.

» Et vous, Messieurs, qui consacrez à l'homme souffrant toutes les facultés de votre esprit, toute l'énergie de votre âme, toutes les ressources de votre savoir, vous qui déplorez depuis si longtemps les obstacles que présente à votre art l'exiguïté du lieu où il exerce ;

» Et vous, mes Sœurs, vous pour qui tout malheureux est un frère, tout être souffrant une image de la Divinité, filles d'une charité toute chrétienne, anges de consolation ; vous qu'attend une récompense céleste et que la louange humaine ne peut atteindre, vous que n'effraient ni les fatigues, ni les dangers que mul-

tiplient la petitesse d'un édifice presque en ruines; vous qui gémissiez d'être contraintes aujourd'hui de porter un malade au lit où un autre malade attend la mort, réjouissez-vous! Cette fête est la vôtre. Un nouvel établissement se prépare; chaque douleur aura sa couche, chaque infirmité son asile distinct. Les sexes, les âges, les souffrances seront séparés. De vastes salles, des cours nombreuses, des courants d'air multipliés, des eaux salubres, enfin tout ce que l'état des sciences permet de faire pour seconder les efforts de la médecine sera réuni, mis en œuvre dans le nouvel hôpital.

Cependant, au moment où je parle, en présence de tout ce que l'Etat a de plus grand, au milieu des pompes souveraines, sous les yeux du Roi même, l'héritier du trône de Henri est admis au nombre des chrétiens. L'Europe est attentive et ses ambassadeurs entourent l'enfant qui nous est né à tous. La France entière salue de ses acclamations ce gage de paix et de bonheur; dans les transports de sa joie, Paris déploie toute sa magnificence.

» Sans doute l'antique métropole de l'Aquitaine va montrer aussi sa grandeur dans les jeux dont un peuple énivré d'amour sera la plus grande somptuosité; mais nos plus brillantes fêtes seront des actes de charité; nos plus belles solennités, la fondation d'une église et d'un hôpital; nos réjouissances, les bénédictions de ce peuple fidèle. C'est par cette voie que la ville du Douze Mars prétend arriver à l'âme royale, qui l'élève à un si grand honneur.

» Vive le Roi ! Vive le duc de Bordeaux ! Vivent les Bourbons ! »

Les acclamations d'un innombrable concours de citoyens, des militaires de la garde nationale et de la ligne qui couvraient la place du Fort-du-Hâ et le cours d'Albret et les cris mille fois répétés de : « Vive le Duc de Bordeaux ! » ont répondu au discours de M. le Préfet.

M. de Labroue, faisant les fonctions de maire, a ensuite parlé en ces termes :

« MONSEIGNEUR, MESSIEURS,

» Poser la première pierre d'un monument consacré à l'humanité souffrante le jour marqué pour la célébration du baptême de notre Dieudonné, duc de Bordeaux, n'est-ce pas mêler à nos acclamations de joie les douces émotions de la piété et les bénédictions du pauvre? N'est-ce-pas entourer de touchants souvenirs de bienfaisance et d'utilité publique le berceau de ce royal enfant, espérance de la patrie et de l'auguste et paternelle Maison qui nous gouverne?

» Que la tradition des cœurs bordelais perpétue aussi la mémoire de la part glorieuse qu'a voulu prendre à cet immense bienfait ce généreux Français, ce noble duc de Richelieu, qui continue si bien en France l'illustration attachée à son nom, et qui, à l'exemple du brillant vainqueur de Mahon, son grand-père, a voulu enrichir et décorer cette cité d'un monument durable. Les habitants de Bordeaux aimeront également à se rappeler que cet emplacement a été sanctifié par le vénérable des vénérables pontifes de l'église gallicane. Et vous, Monsieur le Préfet, vous à qui nous rendons si volontiers nos hommages sans pouvoir vous refuser notre juste admiration, vous, en un mot, qui faites si bien revivre l'immortel Tourny, nous n'oublierons jamais la protection empressée dont vous avez honoré les vœux exprimés par le Conseil municipal et la Commission des hospices au sujet de la donation de l'illustre bienfaiteur de Bordeaux. Vive le Roi ! »

La fin du discours de M. de Labroue a été le signal de nouvelles acclamations.

La pierre ayant été ensuite bénie par Mgr l'Archevêque, M. le comte de Tournon, préfet en ses sudites qualités, a pris la truelle des mains de l'architecte des hospices et il a mis un lit de mortier sur un massif de maçonnerie établi en fondation et où la pierre a été immédiatement assise.

Ayant alors reçu du même architecte le niveau et le marteau, M. le Préfet a réglé le nivellement et a présenté le marteau à Mgr. l'Archevêque, qui en a frappé trois coups sur la dite pierre pour l'assujettir à sa place; un égal nombre de coups de marteau a été ensuite frappé par M. le Préfet et, après ce magistrat, par M. Labroue, faisant les fonctions de Maire, et par M. Desfourniel, vice-président de la Commission.

M. Desfourniel a prononcé alors le discours suivant :

« MONSEIGNEUR, MESSIEURS,

» Les acclamations de la France entière saluent cette mémorable journée. Quelles émotions elle a fait naître! De quels sentiments surtout ne sont pas animés les habitants de cette heureuse cité, qui reçoivent de la munificence royale la plus éclatante faveur!

» Si je ne consultais que mes forces, je ne me ferais pas entendre dans une circonstance qui demanderait toutes les ressources du talent, mais je n'ai à rendre que des sentiments simples et reconnaissants; le cœur suppléera à l'éloquence.

» Oui, Messieurs, tout émeut, tout inspire dans cette sainte céré-

monie. Je parle au nom de l'humanité malheureuse; je parle au nom de ces filles pieuses qui, marchant entre le ciel et la terre, d'une main soutiennent le pauvre qui souffre et de l'autre appellent sur sa tête les bénédictions célestes, regardant comme fait pour elles-mêmes tout ce que la charité généreuse daigne faire pour lui.

» Je parle au nom de mes collègues qui partagent leur sollicitude et secondent leur infatigable zèle.

» C'est une grande, une heureuse idée que d'associer à ces fêtes de la famille française la fête des pauvres, qui furent toujours chers à la France. La première des nations de l'Europe, elle leur ouvrit de pieux asiles, multiplia les ressources dans toutes ses provinces, créa partout ces innombrables monuments de la piété bienfaisante et, donnant l'exemple aux contrées voisines, devint ainsi la bienfaitrice de l'infortune chez les autres nations.

» Nos pauvres se réjouissent, tandis que la France s'incline et prie devant le sanctuaire où va recevoir le sceau du christianisme le royal enfant, objet de tant d'amour et de tant d'espérances; cet enfant qui doit faire revivre la piété tendre et courageuse de saint Louis, l'aimable popularité du bon Henri, la gloire de Louis le Grand et les vertus célestes de Louis XVI, cet enfant précieux, l'orgueil de sa mère et la bénédiction de son auguste famille, appelé à consolider les sages institutions de notre bien-aimé monarque et à hériter de ses grandes qualités comme de l'amour des Français.

» Recevez les bénédictions du pauvre, vous l'héritier d'un grand nom, vous qui l'honorez par vos qualités publiques et vos qualités privées.

» L'un de vos nobles ancêtres éteignit les factions, créa le commerce, le goût et les arts, affranchit le pouvoir royal et fit peser la France de son juste poids dans la balance politique de l'Europe.

» Votre illustre aïeul sut unir l'esprit au génie et le courage d'un héros aux grâces d'un chevalier.

» Vous, durant nos discordes civiles, digne interprète d'un souverain magnanime, vous consacriez vos utiles loisirs à la civilisation d'une province récemment soustraite à la barbarie, préluant ainsi aux fonctions délicates dont la confiance de notre Monarque vous investit au milieu des Français. Servir la France est la seule gloire à laquelle vous aspirez, être honoré d'elle est la seule récompense digne de vos travaux. Tout autre prix est au-dessous de votre grande âme; ce sont les pauvres de cette cité qui recueilleront les dons qui vous furent offerts par la reconnaissance

publique. Tout passe, la gloire, les honneurs et l'orgueil d'une faveur distinguée, tout passe : seules les bonnes œuvres ne passeront pas.

» Monseigneur, vous qui pratiquez si noblement ces saintes maximes, vous pour qui vivre est faire le bien, daignez appeler sur cet illustre bienfaiteur la bénédiction du Très-Haut; et la même voix qui tout à l'heure, dans le temple, au milieu des fidèles, invoquait les faveurs célestes pour l'auguste héritier du trône de nos rois s'élèvera pour obtenir de la bonté divine la récompense que mérite un aussi digne ami de l'humanité.

» Vous, Monsieur le Préfet, vous que Mgr. le duc de Richelieu a choisi pour le représenter dans cette importante cérémonie, vous, si digne de remplir l'honorable attribution qui vous est déléguée de placer la première pierre du pieux édifice, veuillez être près de l'illustre fondateur l'organe de notre reconnaissance comme nous le sommes nous-mêmes de celle des infortunés. Votre nom, Monsieur le Préfet, en se rattachant à ce monument, attestera de nouveau votre zèle pour tout ce qui est grand et surtout utile à votre département, ce département dans lequel on trouve partout des traces de votre administration, sage, éclairée, infatigable. Mais je ne suis que l'organe de la reconnaissance du pauvre, et je dois me borner à rendre un simple hommage à vos inépuisables sollicitudes en faveur de tout ce qui souffre. Les pauvres vous bénissent dans l'asile de leur misère et ce simple concert de louanges est encore préférable aux éloges que l'histoire réserve dans l'avenir au véritable mérite.

» Que Monsieur le Maire agrée également le tribut de notre reconnaissance; justement regardé comme le père de ses administrés, il fut toujours l'appui des malheureux. Ceux dont le sort nous est confié apprendront de nous ce qu'ils lui doivent et l'intérêt qu'il porta toujours à notre administration. Ils sauront également combien ils sont redevables aux hommes distingués qui forment le Conseil municipal de cette cité : non contents de leur accorder d'annuels et généreux secours, ils leur concèdent aujourd'hui gratuitement ce local, sur lequel s'élèvera ce nouvel asile des misères humaines, en remplacement de celui qu'un saint prêtre leur ouvrit autrefois.

» O généreux citoyen ! toi dont les restes reposent au milieu des pauvres dont tu fus le père ! Respectable Vital de Carle, pardonne !... Non, nous ne faisons point violence à tes dispositions bienfaisantes, tu voulus que tes pauvres fussent accueillis, soulagés et guéris de la manière la plus prompte et la plus salutaire; tes généreuses intentions seront toujours respectées. Si tu vivais,

en effet, comme tu vis dans notre reconnaissance, tu viendrais toi-même assister à cette cérémonie, près de ce respectable prélat, objet de toute notre vénération et parmi tes dignes confrères, héritiers de ton dévouement et les émules de ton saint zèle.

» Oui, Messieurs, par votre concours que secondera l'empressement généreux de nos concitoyens, nous verrons s'élever un édifice plus vaste, plus sain, établi sous un air plus pur, dans un lieu plus commode. Il sera le garant d'une salubrité plus certaine au milieu de nous; nous verrons avec quelque orgueil un nouveau monument digne de figurer parmi ceux qui se multiplient dans cette ville; nous le verrons avec attendrissement comme un nouveau temple consacré tout à la fois par la philanthropie et la religion, car, partout où l'on soulage le pauvre, le palais où les rois s'occupent de lui sous la pourpre; le presbytère couvert de chaume, où le pauvre pasteur partage avec ses ouailles ses vêtements et son pain d'amertume; l'hospice préparé à l'enfance abandonnée sur le seuil de la vie, à la vieillesse privée de ressources, l'œil de Dieu voit un temple. Consoler les hommes, c'est adorer Dieu.

» Que ce jour soit donc un jour de bonheur pour la France, un jour de gloire pour la ville fidèle, un jour de satisfaction et de joie pour les amis de l'humanité ! Bénis soient ceux qui dans les allégresses publiques se souviennent du pauvre ! Vive le Roi ! »

Ce dernier discours étant achevé et pendant que la musique de la garde nationale, le bruit de l'artillerie, les cris de joie et d'amour d'un peuple immense, terminaient cette consécration et exprimaient un enthousiasme général, la pierre a été recouverte en maçonnerie.

Ainsi et au même jour et heure que son A. R. Mgr Henri-Charles-Ferdinand-Marie Dieudonné, duc de Bordeaux, fils de France et petit-neveu de Sa Majesté Régnante, recevait à Paris, dans l'église métropolitaine de Notre-Dame, le complément des cérémonies du baptême, *a été posée à Bordeaux la première pierre de l'Hôpital Richelieu.*

De tout quoi a été pour nous, Membres de la Commission administrative des hospices de Bordeaux, tenant la plume et écrivant Jean-Baptiste Pelauque, secrétaire en chef de ladite Commission, dressé le présent procès-verbal pour en servir de témoignage à tous présents et à venir et ont signé :

Suivent un grand nombre de signatures des personnalités officielles et des personnes présentes.

Pendant que les délais accordés pour la double épreuve du concours fixé le 7 mai 1821 suivaient leur cours, la Commission des Hospices porta sa prévoyance sur l'étude de moyens susceptibles de constituer un capital suffisant pour entreprendre la construction de l'hôpital. En effet, la donation étant de 50.000 francs de rentes, et la jouissance étant subordonnée à la vie de l'illustre donateur, on ne pouvait asseoir sur les rentrées successives aucune combinaison de crédit qui eût permis la disposition immédiate d'une somme considérable. Après l'étude de plusieurs combinaisons, dont la dernière, qui paraissait très intéressante, ne reçut pas l'approbation du gouvernement, on en fut réduit à ne compter pour l'entreprise que sur l'accumulation successive des revenus annuels.

La commission, qui, pour procéder à l'examen des plans, s'était adjoint deux membres supérieurs du corps des ponts et chaussées, deux architectes de la ville et deux médecins, membres du Conseil municipal, se réunit sous la présidence du préfet, et, après plusieurs séances, retint pour leur mérite supérieur les deux projets de M. Burguet et de M. Marchebeus. Les plans de MM. Poitevin et Robert, architectes à Bordeaux, obtinrent le second prix.

Les deux premiers, seuls admissibles, se mirent alors au travail pour proposer le plan définitif. La Commission n'avait pas hésité à leur donner, pour faciliter leur tâche, quelques observations générales et de détail.

Les concurrents achevaient à peine leurs projets quand survint un événement qui semblait devoir renverser toutes les espérances : M. le duc de Richelieu, frappé d'une maladie mortelle, mourut en quatre jours !

Les revenus du majorat, recueillis jusqu'au moment du décès, constituaient à peine la dixième partie des ressources nécessaires pour construire l'hôpital !!!

Une fois de plus, la Commission des Hospices, malgré toute sa bonne volonté, échouait en arrivant au port...

CHAPITRE VI

LE NOUVEL HOPITAL

JEAN BURGNET

LA CONSTRUCTION. — L'INAUGURATION

La Commission, cette fois-ci, eut l'énergie de ne pas se laisser aller au découragement; elle comprit que la meilleure manière d'honorer la mémoire de l'homme généreux qui lui avait redonné l'espoir, c'était de continuer son ouvrage, de réaliser le bienfait dont sa charité avait pris la noble initiative et fourni les premiers moyens.

Aussi elle se décida à chercher partout de nouvelles ressources et tout d'abord, à examiner les travaux des deux compétiteurs, dont le concours s'achevait.

Le jury, présidé cette fois par M. le comte de Breteuil, qui venait de succéder comme préfet de la Gironde à M. de Tournon, nommé président du Conseil des bâtiments (ce qui lui permit de continuer à s'occuper de l'entreprise), se réunit et jugea les projets définitifs. Celui de M. Jean Burgnet emporta le premier prix et devint le projet officiel, qui fut approuvé ultérieurement par le Conseil des bâtiments.

L'emplacement choisi semblait très favorable pour l'édification d'un hôpital de 700 lits, se construisant sur une surface de 18.000 mètres carrés.

Le monument, offrant une façade de 143 mètres d'une

architecture pleine de noblesse dans sa simplicité, devait fort bien compléter les embellissements que Bordeaux devait à Tourny.

La dépense évaluée dans le projet de Burguet s'élevait en totalité à 986.585 fr. 21, y compris les 52.550 francs destinés à l'achat de propriétés bâties et d'emplacements sur le cours d'Albret.

Le Conseil des bâtiments, en formulant son approbation, indiqua quelques modifications de nature à augmenter la somme que Burguet avait évaluée. Ce fut le projet modifié que le gouvernement approuva et dont il autorisa l'exécution; de fait, l'augmentation s'en monta à 210.363 francs.

Ultérieurement, les augmentations forcées ou imprévues, autorisées, qui étaient survenues dans le cours ou par suite de l'exécution des travaux (règlement provisoire des fondations extraordinaires, changement dans la direction de l'aqueduc, pierre dure pour les socles, honoraires de l'architecte et frais généraux pour évaluations, frais de concours, construction du puisard, etc.), s'élevèrent à 211.002 francs.

Finalement, le devis total de dépenses se chiffra par 1 million 407.950 francs.

*
* *

L'adoption du projet, étant donnée la mort du duc de Richelieu, n'était plus qu'une simple formalité. Ce qu'il fallait avant tout, c'était se procurer des fonds pour pouvoir commencer les travaux. Plusieurs moyens furent étudiés, approuvés, rejetés successivement.

Deux années passèrent. M. d'Haussez vint comme préfet à Bordeaux et, comme ses prédécesseurs, s'employa du mieux qu'il put à essayer de sortir d'embarras la Commission administrative des Hospices.

Soudain, un événement qu'en toute autre circonstance on eût jugé malheureux, et qui, cette fois-ci, eut d'heureuses répercussions, survint, en février 1825. La force du vent ren-

versa pendant la nuit une étendue considérable de murs d'une des dépendances de l'Hôpital Saint-André.

La population entière s'émut. Une commission de six architectes, nommée par le Préfet, visita les lieux et fit un rapport effrayant sur l'état chancelant de l'hôpital...

Il fallait agir. La Commission des Hospices demanda alors officiellement à la ville de fournir aux dépenses de l'établissement projeté. Des réunions eurent lieu, provoquées par la Commission, le Maire et le Préfet. Les projets furent adoptés et la dépense fut fixée à un million de francs ainsi répartis :

200.000 francs provenant de la dotation Richelieu ou d'autres ressources à trouver;

520.000 francs, produit de la vente de 26.000 de rentes sur l'Etat appartenant aux hospices qui recevraient en échange une rente perpétuelle sur la ville;

300.000 que paierait la ville en six annuités.

L'ordonnance royale suivante, en date du 8 juin 1823, sanctionna toutes les dispositions chargeant la Commission des Hospices de faire effectuer enfin la construction du nouvel hôpital.

PREFECTURE DE LA GIRONDE

Ordonnance du Roi.

CHARLES, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre,
A tous ceux que ces présentes verront, Salut.

Sur le rapport de notre ministre, secrétaire d'Etat au département de l'Intérieur :

Vu les ordonnances royales des 14 août 1820 et 23 avril 1821;

Vu les délibérations de la Commission administrative des hospices de Bordeaux des 12 février et 2 avril 1823;

Vu la délibération du Conseil municipal de la même ville du 26 mars 1823;

Vu l'avis du Préfet de la Gironde,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ART. 1^{er}.

La Commission administrative des hospices de notre bonne ville de Bordeaux, département de la Gironde, est autorisée à faire construire sur le terrain dit Jardin Coutard, dont la cession par la ville a été autorisée par l'ordonnance royale du 23 avril 1821, un hôpital en remplacement de l'Hôpital Saint-André et conformément aux plans et devis adoptés par notre ministre de l'Intérieur.

ART. 2^e.

Il sera pourvu à la dépense des travaux nécessaires, laquelle est évaluée à un million, au moyen :

1^o d'une somme de F. 520.000
représentée par une rente de 26.000 francs que possèdent les hospices sur le grand livre des 5 p. 100 consolidés et dont nous autorisons la vente à mesure des besoins;

2^o d'une somme de F. 200.000
provenant tant de la donation faite audit hôpital par notre cousin le feu duc de Richelieu, et autorisée par l'ordonnance royale du 14 août 1820, que d'autres ressources disponibles;

3^o la somme de F. 300.000
formée par une allocation spéciale de 50.000 francs, qui sera portée chaque année et pendant six ans au budget de la ville.

TOTAL..... F. 1.020.000

ART. 3^e.

Indépendamment de l'allocation ordinaire et de l'allocation spéciale de 50.000 francs pendant six ans, une somme de 26.000 francs sera comprise chaque année à compter de 1826, au budget de notre bonne ville, et au profit de ses hospices afin de leur tenir lieu de la rente qu'ils sont autorisés à aliéner par l'article précédent.

ART. 4^e.

Notre ministre, secrétaire d'Etat au département de l'Intérieur, est chargé de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries le huit juin de l'an de grâce mil huit cent vingt-cinq, et de notre règne le premier.

(Signé) CHARLES.

Par le Roi :

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
au département de l'Intérieur,*

(Signé) CORBIÈRE.

Pour ampliation :

*Le Conseiller d'Etat,
Secrétaire général du Ministère
de l'Intérieur,*

(Signé) BON CAPPELLE.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général,

(Signé) *Illisible.*

*
* *

Grâce à la sage administration de la Commission administrative, sous la direction de son vice-président Desfourmieu (qui fit plusieurs voyages à Paris pour examiner des appareils de chauffage, des paratonnerres, des pompes hydrauliques, afin d'en assurer la fourniture aux meilleures conditions au nouvel hôpital); grâce aux efforts de la municipalité, du préfet, sous la direction du vicomte du Hamel; grâce au préfet d'Haussez et aux dons des riches Bordelais venant se joindre à la dotation de 130.000 francs du duc de Richelieu, l'avenir financier était enfin assuré pour l'exécution et la réussite du projet attendu depuis si longtemps !

Les dispositions préparatoires, l'adjudication des ouvrages de maçonnerie, le tracé sur le terrain, l'organisation de la comptabilité et surtout la construction d'un grand puisard pouvant fournir 2.400 hectolitres par 24 heures et dont on voulait être sûr avant de ne rien entreprendre, tous ces travaux occupèrent le reste de l'année 1825. Bientôt, les

anciens murs de clôture disparurent, les vastes bassins pour la chaux s'ouvrirent dans les parties destinées aux cours, le nivellement général s'avancait. Enfin, le 2 janvier 1826, on put entreprendre les fouilles de fondation et le 13 mars, la première assise de maçonnerie fut commencée. Depuis cette époque jusqu'à fin novembre, des difficultés et des retards furent occasionnés par des accidents de terrain sur des points qui n'avaient pas été examinés par les fouilles d'essai. Ce terrain était diagonalement traversé autrefois par un large mur de ville, servant de revêtement à un large fossé de 30 pieds de profondeur que l'on dut reconnaître appartenir à d'anciens ouvrages de fortification reliant le château du Hâ aux remparts Sainte-Eulalie. Il fallut un travail supplémentaire pour aller chercher jusqu'à 6 et 8 mètres en contre-bas du sol le même fonds pour les fondations. On les acheva, cependant, ainsi que les caves, les aqueducs, leurs voûtes; enfin on conduisit le travail au niveau du sol.

Dès que la saison permit, en 1827, de reprendre le travail, on entreprit les élévations qui furent, ainsi que la charpente et la couverture, achevées dans cette campagne. La Commission, approuvée par le Préfet et par le public, fit décider, contrairement au plan prévu, que, sur les quatre façades extérieures, le soubassement entier fût établi en pierre dure. De même, la pierre dure fut adoptée pour quatre autres assises de pierre, où elle fut substituée à quatre assises de socle en pierre de Bourg.

En août 1827, les membres de la Commission, prévoyant que les disponibilités financières risquaient de s'épuiser d'ici octobre et que cette situation pouvait avoir une répercussion sur les travaux, décidèrent de s'engager personnellement et solidairement envers la Banque de Bordeaux, pour l'ouverture d'un crédit de 300.000 francs, en attendant que le Gouvernement eût assuré les nouvelles ressources dont le besoin venait d'être démontré (ce qui fut fait par une ordonnance royale du 23 mai 1828).

Puis la Banque elle-même se montra disposée à concourir au succès de l'entreprise par une confiance accordée à l'Ad-

ministration des Hospices, et elle lui ouvrit un crédit de 500.000 francs à 5 p. 100 d'intérêts, réglés à l'expiration de chaque trimestre.

Affranchie désormais de toute préoccupation financière, la Commission n'eut plus qu'à continuer. Le printemps suivant fut employé à l'achèvement des galeries couvertes et du dôme de la Chapelle. Toute cette maçonnerie était finie en juillet, quand S. A. R. Madame « daigna » visiter le monument. Les plâtres, les voûtes des portiques, la menuiserie, la serrurerie, qui avaient suivi la marche des autres ouvrages, furent continués, et tout ce qui tenait à la construction était achevé à la fin de 1828.

Au cours de cette année, à plusieurs reprises, la Commission avait été entraînée à des dépenses supplémentaires, mais elle obéissait aux exigences irrésistibles de l'entreprise même et elle s'appuyait toujours sur l'autorité du Préfet, la coopération immédiate et journalière du Maire et du Conseil municipal, et l'assentiment non équivoque de l'opinion publique.

Au commencement de 1829, le bâtiment pouvait être considéré comme terminé dans sa construction. Il restait à pourvoir à l'ameublement. Après plusieurs réunions, une délibération du Conseil municipal, sanctionnée par ordonnance royale du 15 avril 1829, alloua 300.000 francs, à prendre sur les fonds qu'avait la Commission au Mont-de-Piété et à les utiliser pour l'achat du mobilier nécessaire. Dès l'arrivée de cette ordonnance, les mesures d'exécution furent prises, le mobilier fut acheté, mis en place, et bientôt, l'hôpital, pourvu de tout ce qui était nécessaire à son activité, put, après trois années et dix mois, être ouvert le 4 novembre 1829, jour de la fête du Roi, comme la Commission des Hospices se l'était promis.

Nous reproduisons ci-dessous le récit de cette importante et touchante cérémonie, à laquelle assista la population bordelaise tout entière :

« Après avoir concerté avec Mgr l'Archevêque, M. le Préfet et M. le Maire les détails de cette cérémonie, la Commission des hospices y a invité les autorités. Elle eût désiré réunir la population entière à cette inauguration solennelle, mais les localités ne le permettoient pas; elle a dû se borner à y faire assister les représentants légaux des diverses classes ou professions qui composent la société. Ainsi, après les grands fonctionnaires, les corps judiciaires, administratifs et militaires, les chefs des administrations publiques, la Commission a appelé les négociants, les marchands et manufacturiers, par l'invitation de la Chambre de commerce; les avocats, les avoués, les notaires en la personne des bâtonniers et présidents des Chambres de discipline; les médecins dans les membres composant le bureau de l'Académie de médecine; les savants et les artistes représentés par le bureau de l'Académie des sciences et arts; les métiers, dans les chefs et entrepreneurs qui avoient concouru aux travaux de toute espèce de l'hôpital. Enfin, toutes les autres classes de la population, en invitant MM. les Curés de douze paroisses, les Pasteurs de l'Eglise réformée, le grand Rabbín et le Président du Consistoire du culte israélite.

A onze heures, le 4 novembre, les portes du nouvel hôpital, modestement décorées de feuillages, ont été ouvertes. MM. les Administrateurs aidés de leurs employés, ont accueilli et successivement introduit dans la salle de réception celles des personnes invitées qui ne se trouvoient pas appelées à faire partie du cortège des autorités. Le buste de Sa Majesté étoit le seul ornement de cette immense pièce dans laquelle ont été également placés : les dames de la charité desservant les différents hospices, les bienfaiteurs de ces établissements, les médecins et chirurgiens, professeurs de l'Ecole royale de médecine et autres personnes attachées à l'administration des hôpitaux, ainsi que les employés supérieurs des bureaux de la Préfecture, de la Mairie et des administrations charitables.

A midi et demi, des salves d'artillerie ont annoncé que la cérémonie religieuse, qui avoit lieu à la cathédrale, à l'occasion de la fête de Sa Majesté, se terminoit par la prière que l'Eglise a consacrée pour attirer sur nos rois la protection divine.

Les membres de la commission se sont alors réunis et, accompagnés de leurs employés supérieurs et de l'architecte, ils se sont rendus sous le vestibule, et au moment où le bruit de la musique militaire, celui des acclamations, les flots du peuple ont fait connoître que le cortège débouchoit de la rue du Hâ, ils se sont avancés sur le perron et en ont descendu les degrés. Bientôt, la tête du cortège, composée de sœurs de charité, est parvenue au pied des marches et jusqu'à la porte de l'édifice; là, elles se sont un instant

arrêtées, formant une haie au milieu de laquelle se sont avancés . Mgr l'Archevêque, entouré de son chapitre et précédé des insignes de son saint ministère; M. le Général commandant la division, M. le Président, M. le Préfet, M. le Maréchal de camp commandant le département, MM. les Présidents des Tribunaux de première instance et du commerce, M. le Maire, M. le Commissaire général de la marine, la Cour royale, le Corps de MM. les Officiers, le Conseil de préfecture, le Tribunal de première instance, le Corps municipal, MM. les Consuls des puissances étrangères, MM. les membres du Tribunal de commerce, MM. les Juges de paix, MM. les Commissaires de police.

Le prélat et les premiers fonctionnaires, parvenus au bas du perron, ont été reçus par la Commission des hospices et introduits dans le bâtiment; M. l'Aumônier a présenté l'eau bénite, et tout le cortège, ainsi conduit par les Administrateurs et conservant l'ordre des préséances, est parvenu dans la salle de réception.

Lorsque chacun des assistants a été placé, suivant le rang qui appartenait à ses fonctions, M. le Maire environné de ses adjoints et du Conseil municipal occupant le centre, un peu en arrière et vis-à-vis le bureau devant lequel étoient placés debout MM. les Membres de la Commission, leurs employés supérieurs, l'architecte, l'inspecteur des travaux et la respectable supérieure de l'Hôpital, M. le Vice-Président de la Commission des hospices a prononcé le discours suivant :

« MONSEIGNEUR, MESSIEURS,

» Un vertueux ecclésiastique voulut consacrer son patrimoine au soulagement de l'humanité souffrante; il fonda l'Hôpital Saint-André, et, depuis près de cinq siècles, le nom de Vital-Carles, béni par les pauvres, nous apprend que la mémoire de l'homme bien-faisant ne périt jamais.

» L'exemple qu'il avoit donné trouva des imitateurs : les Pomiez, les Lansac, les Dalesme, les Foix de Candale vinrent associer leurs œuvres à la fondation du vénérable chantre de la métropole.

» Mais si le temps respecte la mémoire du juste, ses travaux périssables, comme tout ce qui est ici-bas, ne sont pas à l'abri de l'injure des ans; le monument élevé par la piété ressentit leurs atteintes; ses constructions ébranlées, ses revenus envahis, attestent les ravages des siècles et les malheurs des révolutions. Peu de jours encore et au milieu de ces débris il n'auroit plus resté que le nom de Vital-Carles.

» Il étoit réservé, Messieurs, à notre époque de voir rétablir l'Hôpital Saint-André; la nécessité en devenoit chaque jour plus pressante; mais l'importance de l'entreprise, l'impossibilité de restaurer ces antiques bâtiments, celle de donner à des constructions nouvelles au milieu d'un quartier déjà bâti et populeux l'étendue réclamée par les besoins de la ville, offroient autant de motifs d'hésitation... Une heureuse initiative vint aplanir les difficultés. Le duc de Richelieu avoit négocié la retraite des armées étrangères; la France lui décerna une récompense, et il la consacra, ainsi qu'il l'exprime lui-même dans l'écrit dépositaire de sa noble résolution, à la reconstruction de l'Hôpital de Bordeaux.

» Dès lors, Messieurs, et sous l'influence de ce puissant protecteur, les dispositions préparatoires devinrent faciles; l'abandon d'un local trop étroit et le choix d'un nouvel emplacement furent bientôt arrêtés, et la bénédiction du terrain, la pose d'une première pierre eurent lieu le jour même où le précieux rejeton de nos rois fut présenté aux eaux du baptême. Ce jour d'allégresse fut témoin des promesses faites à nos pauvres : tout a été réalisé. Pourquoi l'illustre bienfaiteur n'a-t-il pas vécu pour voir l'accomplissement de son vœu! Pourquoi avons-nous à déplorer aussi la perte de ce digne collègue, qui prit au nom de la Commission l'engagement que nous remplissons aujourd'hui, M. Desfourniel, dont le zèle, l'ardente persévérance eurent tant de part à l'impulsion, à la conduite et au succès de ce projet!

» La mort prématurée du duc de Richelieu pouvoit tout suspendre; à peine les produits recueillis de sa dotation offroient-ils les moyens de procéder aux fouilles. C'est alors que la ville de Bordeaux, consultant plutôt les besoins de ses pauvres que l'état de ses ressources, accepta noblement ce touchant héritage; c'est alors, Monsieur le Maire, et Messieurs les Membres du Conseil municipal, que par d'importantes allocations annuelles, par de prudentes mesures de finances, vous avez assuré les fonds de l'entreprise à laquelle vous deviez plus tard si puissamment concourir encore par la protection que vous n'avez cessé d'accorder à la Commission des hospices. C'est ainsi, Messieurs, qu'allant au delà des limites économiques que nous avons cru devoir nous imposer, vous avez voulu, par l'acquisition des maisons environnantes, compléter l'isolement de l'hôpital et augmenter le nombre de lits; que par l'emploi de la pierre dure à la base de l'édifice vous en avez assuré la solidité; qu'enfin vous avez fourni les moyens de donner au mobilier, par l'acquisition des lits en fer, la garantie d'une longue durée.

» La magistrature municipale dont vous êtes revêtu, Monsieur le Maire, vous sépare pour un moment dans cette solennité de cette

Commission dont vous avez daigné partager tous les efforts, et qui voit en vous, avec tant d'attachement et de respect, le digne chef de ses modestes travaux. Ici, environné de vos dignes conseillers, vous représentez la cité, et c'est par l'organe de celui des membres de la Commission des hospices qui préside après vous cette administration, qu'elle annonce à la bonne ville de Bordeaux l'achèvement de son nouvel hôpital; c'est par ses mains qu'elle remet dans les vôtres les clés de ce charitable asile.

» Nous avons fait, Messieurs, tout ce qui a dépendu de nous pour qu'il remplît sa destination et pour qu'il fût en harmonie avec l'importance de la ville, avec l'état actuel de la science et des découvertes ; nous le livrons prêt à être mis en activité. Vous y trouverez les traditions, les antiques souvenirs de l'Hôpital Saint-André unis aux actes de notre temps. Au faite de ses portiques brillent les noms du pieux fondateur et du bienfaiteur moderne. Celui de l'auguste enfant, espoir de la France, qu'une heureuse coïncidence d'époques attache à la fondation du nouvel édifice, ce nom si glorieux pour la ville de Bordeaux, y occupe la place que tant de motifs lui réservoient; enfin, celui du Monarque, source inépuisable de bienfaisance et de charité, ce nom révéré, qui renferme dans une seule et même pensée l'auguste famille et la dynastie entière, y est offert à la vénération publique et à la reconnaissance du peuple.

» Tel est, Monsieur le Maire et Messieurs les Membres du Conseil municipal, l'établissement que nous vous remettons. Si vous voulez bien le parcourir, vous apprécierez peut-être l'activité qui, dans moins de quatre ans, a commencé et conduit à son achèvement cet immense édifice. Mais vous vous en étonnerez moins, Messieurs, si vous vous rappelez combien le zèle de l'architecte et le soin de la Commission des hospices ont été secondés par les autorités locales et par les magistrats qui ont successivement administré le département de la Gironde. M. le comte de Tournon détermina le premier mouvement et dirigea tout le travail préparatoire. M. le comte de Breteuil sut rendre faciles l'établissement, la discussion et l'adoption des plans. M. le baron d'Haussez, par son active intervention, par son concours presque journalier, décida les moyens de finances ou de crédit, écarta les obstacles d'exécution et sut aplanir les difficultés administratives qui pouvaient ralentir notre marche. Appelés successivement aux sommités les plus élevées de l'ordre politique, ils ont continué de s'y montrer les protecteurs de l'Hôpital de Bordeaux. Permettez-nous, Messieurs, de leur offrir ici le tribut de notre gratitude. Vous, Monsieur le Préfet, qui leur succédez dans la confiance de Sa Majesté, vous leur succéderez aussi

dans l'amour qu'ils portoient à nos pauvres; comme eux, vous nous auriez soutenus, encouragés; mais il reste encore une ample moisson de bénédictions à recueillir et vous n'en laisserez pas échapper les occasions; nous en avons pour garant le bien que vous avez déjà fait dans un autre département.

» Monsieur le Maire, en livrant à la ville son nouvel hôpital, la Commission des hospices a la conscience d'avoir justifié autant qu'il étoit en elle la confiance du corps municipal. Qu'eussent pu faire toutefois son dévouement, son zèle, sa bonne volonté, si ses intentions, si les indications précieuses fournies par nos médecins n'avoient pas été secondées par l'architecte aux conceptions duquel nous devons cet édifice et qui en a rédigé l'exécution? Mais que sont nos éloges en présence de ce monument? Il parle plus haut que nos foibles voix, et seul il suffit pour honorer à jamais M. Burguet parmi ses concitoyens.

» M. Roché, que nous avons chargé de l'inspection des travaux, a aussi des droits à notre reconnaissance. Son assiduité ne s'est pas ralentie, son expérience a concouru au succès d'opérations difficiles, et il a su maintenir l'ordre et la régularité dans les parties de cette grande administration confiées à sa surveillance.

» Qu'ils recueillent aussi le prix de leur zèle, ces deux collaborateurs dévoués que leurs fonctions ont placés immédiatement sous les ordres de la Commission des hospices, M. Pelauque⁽¹⁾ et M. Peïre⁽²⁾. Infatigables dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils se sont encore surpassés dans tout ce qui se rattache à une entreprise qui sembloit devoir sortir de leurs attributions et de la sphère de leurs connaissances. Puisse ce témoignage public de notre satisfaction ajouter une récompense de plus à celle qu'ils ont déjà trouvée dans l'estime et l'amitié des administrateurs des hospices !

» Et vous, vertueuses filles de Saint-Vincent, vos vœux sont enfin accomplis. Cette maison, dont vos prières demandoient depuis si longtemps l'édification, vous allez y recevoir, y soulager vos frères souffrants; rien n'y manquera à votre ardente charité; et si vos cœurs y retrouvent le souvenir du saint prélat qui en consacra les premiers fondements, ce ne sera que pour penser aux prix que lui assure dans une autre vie près d'un siècle de vertu et pour bénir la Providence qui nous offre dans son vénérable successeur la même piété, la même sagesse, le même amour pour les pauvres.

» Nous n'oublions pas que sa présence nous interdit des éloges qui blesseroient sa modestie. Un peuple impatient se presse autour

(1) Secrétaire en chef de la Commission des Hospices.

(2) Directeur général, agent comptable.

de ce temple de la charité. Il attend que la voix du saint prélat ait donné le signal des actions de grâces et des acclamations par lesquelles la ville fidèle célèbre la fête de son Roi. Ne tardons pas à nous rendre à ses vœux; parcourons rapidement l'édifice; que le chef de la cité imprime aux différents services leur premier mouvement et que, réunis bientôt dans le parvis sacré, ses voûtes, retentissant pour la première fois, répètent le cri de bénédiction et d'amour : « *Vive le Roi!* ».

Le secrétaire en chef de la Commission ayant alors pris les clés de l'Hôpital des mains de M. le Vice-Président, les a portées à M. le Maire qui, à son tour, a parlé en ces termes :

« MONSEIGNEUR, MESSIEURS,

» Le rapide et éloquent discours que nous venons d'entendre me dispense de raconter la pieuse origine, l'accroissement progressif et les bienfaits séculaires de l'Hôpital Saint-André. Je ne pourrais rien ajouter à la vérité historique et aux nuances touchantes du tableau que M. le Vice-Président des hospices vient de placer sous nos yeux. Les noms véritablement illustres des fondateurs, des soutiens, des bienfaiteurs de cet asile de vertus, de douleurs et de consolations nous étoient connus, et certes, M. le Vice-Président a moins cherché à nous les rappeler qu'à se réunir à nous pour rendre à leur mémoire chère et honorée un nouvel et unanime témoignage de reconnaissance et de vénération. Tous les genres de gloire peuvent être contestés; le souvenir des plus beaux triomphes ne résistera pas peut-être à l'action destructive des temps; mais la mémoire des bienfaits, les monuments d'une charité constante, attentive et chrétienne ne subiront pas la loi commune; et comme toujours il y aura des êtres souffrants, la reconnaissance des malheureux rendra impérissable les œuvres divines de la plus touchante des vertus.

» La tâche qu'il me reste à remplir sera donc douce et facile, Messieurs; organe de la cité que j'ai l'honneur de représenter, je dois, et ce devoir est un devoir personnel, vous exprimer combien est grande, combien est entière la satisfaction de tous les Bordelais à l'aspect d'un monument modèle, qui, l'honneur de la ville, comme il en est le plus utile établissement, excitera l'admiration de l'étranger par la vaste étendue de son enceinte, la beauté de ses proportions et la sage richesse de son architecture.

» Guidés par vous, Messieurs les Administrateurs, nous allons examiner dans tous ces détails ce superbe résultat de vos soins

constants, de votre sollicitude éclairée, et d'avance nous sommes assurés de rencontrer partout de nouveaux éloges et de nouveaux titres à la publique reconnaissance. Mais pourrait-il en être autrement lorsque la direction d'une si immense entreprise étoit confiée à des mains telles que les vôtres? Et devons-nous moins attendre du concours de tant de lumières, de zèle, de dévouement aux intérêts des pauvres et de la ville?

» Associé à vos travaux, autant par mon amour du bien public et par les liens d'affection qui m'unissent à chacun de vous, Messieurs, que par ma position administrative, j'ai suivi avec une attention digne de son sujet les innombrables détails de cette immense construction, et partout, comme dans tous les hospices que vous dirigez, j'ai reconnu cet ordre parfait, cette merveilleuse exactitude dans la comptabilité, cette ponctuelle régularité dans les nombreux services qui, dès longtemps, ont placé ces asiles du malheur au premier rang des établissements qui font la gloire et la splendeur de notre ville.

» Cette solidarité de sentiments que je m'honore de partager avec vous, Messieurs, suffiroit pour me rendre personnels les regrets douloureux qui viennent se mêler à l'éclat de cette fête, lors même que des affections particulières ne les eussent pas inspirées. Celui de nos amis qui plus spécialement avoit dirigé ces travaux; celui dont les soins assidus les ont suivis dans tout ce qu'ils ont offert d'obstacles et de difficultés; celui qui méritoit si bien d'assister à une solennité, la plus douce récompense de ses sollicitudes, et des soins qui, trop multipliés peut-être, ont hâté sa fin, n'est plus parmi nous et n'a pas joui du bonheur de voir inaugurer son ouvrage. Encore une fois, l'organe de ses concitoyens, je viens en leur nom me réunir à vous, Messieurs, pour jeter une triste fleur sur la tombe de l'excellent concitoyen et du sage administrateur qui nous a été cruellement et trop tôt enlevé.

« Un devoir plus doux m'est également imposé, et j'éprouve à le remplir un sentiment d'une nature bien différente : je dois signaler à l'estime et à la considération publiques le créateur de ce magnifique monument. La postérité lui assignera la gloire qui lui est assurée. Secondé avec autant de talent que de zèle par M. le Directeur des travaux, leurs efforts communs ont produit ce qui se présente à nos yeux et les noms de MM. Burguet et Roché, attachés à ce chef-d'œuvre, dureront autant que lui.

» Mais si les plans et l'exécution méritent et obtiennent toute notre admiration, combien doit être profonde la reconnaissance des Bordelois envers les sages dispensateurs de la fortune et des deniers publics! Envers MM. les Membres du Conseil municipal qui, appelés à continuer l'œuvre touchante de M. le duc de Richelieu et

à hériter en quelque sorte du sublime engagement que sa mort prématurée ne lui a pas permis de remplir, ont trouvé dans leurs propres ressources qu'une volonté forte a miraculeusement doublées, les moyens de pourvoir à toutes les dépenses qu'a nécessitées ce vaste édifice, sans qu'aucune autre partie du service public ait souffert d'une augmentation si considérable! Que dis-je? les travaux divers que réclamoient les besoins, l'honneur et l'utilité de la ville, loin de se ralentir pendant les trois années qui viennent de s'écouler, ont pris une activité que seule a pu faire obtenir les résultats que l'on remarque sur tant de points différents. L'achèvement des promenades, l'érection du piédestal qui attend la statue de Louis XVI, les colonnes rostrales, la fontaine de la place Royale, et tant d'autres travaux, qui, pour être moins apparents, n'en sont pas moins utiles, ont atteint en même temps leur entière confection et deviennent une preuve aussi éclatante qu'incontestable de tout ce que la sagesse de MM. les Conseillers municipaux et la généreuse économie qui a présidé à l'emploi des recettes de la ville, nous ont permis d'entreprendre au delà même de ce que nos ressources sembloient nous rendre possible.

» Après avoir rendu à MM. les Membres du Conseil et MM. les Administrateurs des hospices, le tribut de louange qui leur est si bien dû et l'hommage d'une reconnoissance à laquelle ils ont des droits si puissants, peut-être sentirez-vous comme moi, Messieurs, que le zèle, les talents, la volonté, n'eussent pas suffi pour opérer de si grandes choses : la source en est plus élevée et nous ne pourrions sans ingratitude, méconnoître la puissance auguste dont nous ne sommes que les instruments : c'est le Roi dont l'influence paternelle a agi sur tous les cœurs et les a excités à l'imiter dans son inépuisable bonté envers les pauvres; ce sont les salutaires institutions qu'il nous a données qui, en rassurant, en réunissant les esprits, ont relevé le crédit public, encouragé l'industrie et rendu la liberté au commerce; c'est la puissante intervention du trône au dehors et l'exercice intérieur des pouvoirs que lui assurent nos lois qui ont ramené en France la paix, ce premier des biens si longtemps perdu pour nous, et la confiance générale, seule base de la prospérité des empires. Détruire et asservir, telles furent successivement les devises des gouvernements éphémères qui trop longtemps pesèrent sur la France; rétablir et conserver, telle est celle de la légimité si intéressée elle-même à consolider tout ce qui est bien pour assurer sa propre existence.

» Bénissons Charles le bien-aimé dans ce jour solennel, où la fête du meilleur des rois acquiert une majesté plus touchante en s'associant à celle de la charité; et que nos cœurs réunis et confondus dans les mêmes sentiments lui offrent aujourd'hui l'hommage res-

pectueux de notre amour et le serment d'obéissance éternelle aux lois sur lesquelles il veut faire reposer sa puissance. *Vive le Roi !* »

M. le Maire s'est alors approché de MM. les Administrateurs des hospices et, en remettant à M. le Vice-Président les clés de l'Hôpital, il a ajouté :

» MESSIEURS LES ADMINISTRATEURS,

» Je reçois avec orgueil les clés que vous voulez bien me remettre, mais c'est pour vous les rendre avec confiance. Quelles mains plus dignes que les vôtres méritent un dépôt si précieux ! »

Après ces deux discours, dont chacun a été suivi des cris de *Vive le Roi !* M. le Vice-Président ayant reçu les clés pour les confier à la digne Supérieure des sœurs de la charité, la Commission des hospices a pris de nouveau la tête du cortège pour le conduire successivement dans les usines et lui faire parcourir les différentes parties du monument.

Parvenu d'abord à l'entrée de la cour de Berri, où sont placés les établissements hydrauliques, M. le Vice-Président a introduit Mgr l'Archevêque et M. le Maire dans un local de la machine destinée à élever l'énorme masse d'eau nécessaire aux services et aux lavages de l'hôpital et qui, en même temps, met en action les moulins à farine qui doivent fournir à l'approvisionnement de tous les hospices. Cette usine intéressante a été bénie par le vénérable Pontife, et M. le Maire a ordonné la mise en mouvement de la machine, qui, produisant aussitôt son effet, a fait jaillir des colonnes d'eau dans leurs immenses réservoirs et donné le mouvement aux meules, qui, pour la première fois, ont produit de la farine.

De là, le cortège a été conduit dans le grand laboratoire de la pharmacie; Mgr l'Archevêque a béni cette pièce et les fourneaux ont été allumés par M. le Maire.

Passant ensuite dans la cuisine, les robinets, ouverts, ont donné issue aux eaux qui ont rempli les chaudières établies sur les fourneaux économiques construits d'après les nouveaux procédés; cet office a été à son tour béni par le prélat, et les deux foyers du fourneau ont été allumés par M. le Maire et par Monseigneur.

La Commission, conduisant toujours la marche, a pris par le portique transversal le chemin de l'un des escaliers latéraux, par lequel on est monté à la galerie du premier étage. Parvenu à l'entrée de la galerie de la buanderie et des lavoirs, Mgr l'Archevêque, s'arrêtant un instant, a donné sa bénédiction à cette usine et a immédiatement suivi jusqu'à la lingerie, dont la vaste salle, bientôt remplie par le cortège, a été bénie à son tour. On s'est dirigé de là vers le portique du levant, qui a été suivi dans toute sa longueur, et la

tête étant parvenue au centre du portique nord, adossé à la chapelle, le prélat pouvant embrasser de ses regards toutes les salles, tous les bâtiments, a récité encore les formules sacrées et appelé sur la maison entière les bénédictions du Dieu des pauvres et des affligés.

A cet instant, la partie du cortège qui se trouvoit à l'extrémité du portique du levant s'est dirigée par le grand escalier des hommes pour arriver dans la chapelle, tandis que la tête, achevant de parcourir le portique nord, est venue descendre par le grand escalier des femmes; en sorte que les deux portes latérales du temple ont à la fois reçu les nombreux assistants qui concouroient à la solennité de cette pieuse cérémonie.

M. le Lieutenant général, M. le Premier Président, M. le Préfet, M. le Maréchal de camp, M. le Maire, enfin les principaux fonctionnaires, sont parvenus aux sièges qui leur étoient réservés; les autres personnes qui faisoient partie du cortège se sont placées non dans le rang de préséance qu'il n'étoit pas possible d'observer rigoureusement au moment de cette entrée, mais avec un grand ordre; les tribunes étoient déjà occupées par autant de dames distinguées qu'il avoit été possible d'en placer, et la cérémonie religieuse de la bénédiction de la chapelle a commencé.

Aussitôt qu'elle a été terminée, le digne successeur de nos plus illustres évêques, élevant sa voix pénétrante et donnant l'essor à ses pensées inspirées par ce que la religion a de plus touchant, a prononcé une allocution improvisée dont il est à regretter que les expressions n'aient pu être textuellement recueillies.

On va essayer toutefois d'en rappeler ici quelques traits.

Le digne prélat, exprimant d'abord la vive émotion qui lui ôte la faculté de rassembler ses idées, s'applaudit de n'avoir pas écrit un discours, qui, préparé loin de cette scène touchante, fût resté bien au-dessous des inspirations dont son cœur étoit rempli par tout ce qu'il venoit d'entendre et d'admirer.

« Je l'ai déjà éprouvée cette émotion, s'écrie-t-il, quand j'ai répandu les bénédictions de l'Eglise sur les diverses parties de ce magnifique bâtiment; et à la vue de tant de prodiges, je me suis réjoui de n'avoir qu'à répéter avec vous : « Louons le Seigneur et » confessions combien il est bon envers ceux qui le cherchent et qui » l'aiment! »

Se félicitant ensuite d'appartenir par ses fonctions à cette illustre cité du Douze Mars et de se trouver au sein de cette réunion nombreuse dont il est établi le père par son ministère sacré, le vénérable évêque s'unit aux sentiments de reconnaissance et de pieux souvenirs que viennent d'exprimer M. le Vice-Président de la Commission et le premier Magistrat de la cité, pour l'illustre et premier

fondateur de l'Hôpital Saint-André, pour les bienfaiteurs généreux qui ont marché sur ses traces, pour le noble duc de Richelieu, le digne ami de Louis XVIII. Il rappelle les œuvres des administrateurs qui ont fait élever le nouvel édifice et qu'il se dit heureux de pouvoir appeler personnellement ses amis. Il parle enfin des utiles travaux de ce Conseil municipal qui, sachant que c'est du sein de l'aumône que sortent les plus grandes richesses, a su faire marcher ensemble tant d'autres monuments élevés à la gloire de sa noble ville.

« Qu'elle jouisse aujourd'hui avec délices, dit le prélat, du bien qu'elle a fait, cette ville qui nous est si chère! C'est par cette édification qu'elle a complété ce qu'avoit annoncé son immortelle journée du Douze Mars et qu'elle honore encore le nom si glorieux qu'elle a mérité de donner à l'enfant du miracle; c'est par l'inauguration de cet asile qu'elle offre à son Roi le plus beau des bouquets dont il puisse embellir le jour de sa fête. Que ne nous est-il donné de le voir, de contempler Charles X au milieu de cette assemblée! De quel bonheur son cœur seroit rempli; quelle joie pure embelliroit son noble visage; avec quel empressement il accepteroit ce titre de *fondateur* que nous lui décernons d'une voix unanime! »

Mais en donnant ainsi au Monarque le titre le plus doux, l'orateur chrétien remonte bientôt à la source éternelle de toute charité et signale dans Jésus-Christ le premier fondateur des hôpitaux; il fait voir l'antiquité païenne, qui nous fournit encore les modèles de notre littérature et de nos arts, à laquelle nos institutions mêmes ont emprunté leur tribune et leur première forme, qui avoit enfin tout ce que la société humaine pouvoit créer, privée néanmoins de ces pieux asiles, et ses malades pauvres périssant dans toutes les horreurs de l'abandon et de la misère. Il montre Jésus-Christ descendant sur la terre, donnant aux hommes dans son Evangile le véritable code de la charité, leur disant : « Tout ce que vous ferez pour le malheureux et le pauvre, je le récompenserai comme fait pour moi-même », et par cette parole seule, aussi puissante que celle qui créa le monde, produisant ces hôpitaux que la religion a achevés.

« C'est cette parole divine, a-t-il ajouté, qui, se faisant entendre au cœur de saint Vincent de Paul, lui révéla tous les miracles de la charité et opéra le plus grand de tous en donnant naissance à ces bonnes sœurs, devenues, comme leur père, le pied des boiteux et l'œil des aveugles; ces sœurs, qui, bientôt, à la tête de cette maison, seront auprès de toutes les misères les héritières de son cœur compatissant. Combien de fois pourront-elles s'y trouver au

milieu de ce que les passions offrent de plus hideux, en présence des infirmités les plus dégoûtantes! mais rassurez-vous, elles y seront comme les enfants de la captivité dans la fournaise de Babylone ou comme les rayons du soleil qui, traversant les lieux les plus immondes, les purifient en les éclairant sans rien perdre de leur éclat et de leur pureté. »

Le prélat daigne payer à son tour un tribut d'éloges et de reconnaissance aux architectes qui ont conçu le plan de l'édifice et qui en ont dirigé l'exécution avec tant d'activité; il loue surtout le grand caractère de simplicité religieuse qui lui a été imprimé; et ramené par cette pensée aux pieuses inspirations de son saint ministère, il montre l'action du christianisme sur les productions du génie, en comparant les monuments profanes à ceux qui sont élevés sous l'influence d'une religion qui inspira les cartons de Raphaël et créa le dôme de Saint-Pierre.

« Attachons-nous donc à cette religion, a dit en terminant le vénérable apôtre, cette religion d'où découle tout ce qui est bien, tout ce qui est beau; à laquelle les peuples doivent les bons rois, les rois des sujets fidèles, les malheureux la charité, et les arts leurs plus beaux chefs-d'œuvre; et, unis dans ces sentiments, offrons à Dieu le saint cantique et appelons ses bénédictions sur la tête du Monarque bien-aimé dont nous célébrons aujourd'hui la fête. »

Après ce discours, Sa Grandeur, officiant pontificalement, a entonné le *Te Deum*, qu'ont suivi la prière pour le Roi et la bénédiction pontificale. La cérémonie a été terminée alors par mille et mille cris de vive le Roi! élevés avec enthousiasme par l'honorable auditoire que cette enceinte réunissoit sous ses voûtes désormais consacrées à la religion et à la charité.

Reconduites à la porte de l'hôpital par les administrateurs des hospices, les autorités se sont retirées et aussitôt que quelques dispositions d'ordre et de prévoyance ont pu être terminées dans les différentes parties de l'établissement, les portes en ont été ouvertes à une foule nombreuse, avide de le parcourir et de juger par elle-même des soins avec lesquels on avait cherché à y réunir tout ce qui pouvoit concourir avec le plus grand succès au soulagement des malades.

Plus de 10.000 personnes sont successivement entrées dans l'hôpital, et, chose assez remarquable et qui fait l'éloge de la population bordelaise, cette visite un peu tumultueuse n'a donné lieu à aucun désordre; il n'en est pas résulté la moindre dégradation et, à 5 heures du soir, l'hôpital put être fermé pour se rouvrir le lendemain aux malades qui viendroient y chercher secours.

Tel est le récit aussi simple qu'exact de ce qui s'est passé dans

la fête que la ville de Bordeaux et la Commission des hospices ont voulu, comme le dit l'éloquent prélat, offrir au Roi de France pour son bouquet de Saint-Charles. »

La translation des malades de l'ancien Hôpital au nouveau commença immédiatement le lendemain, avec tous les soins, mais aussi toute la diligence nécessaire, et ce, par un froid très rigoureux, qui, fort heureusement, n'atteignit en rien les malades transférés. Au 1^{er} décembre 1829, tout avait été évacué et 500 malades étaient enfin établis, chacun ayant son lit, dans un beau local où rien ne manquait.

Dans les jours suivants et pendant que l'on conduisait au champ commun du repos les débris vénérables et les cendres des bienfaiteurs ou des saintes femmes contenus dans le sol de l'ancien hôpital, le modeste cénotaphe qui renfermait le corps de Nicolas Boyer, vicomte de Pomiez, était transporté dans la chapelle du nouvel hôpital, et ainsi se trouvait exécutée l'expression écrite du testament du noble bienfaiteur :

« Je veux qu'après mon décès mon corps soit mis et enseveli à la chapelle de l'Hôpital neuf Saint-André de Bordeaux, et au milieu d'icelle. »

*
* *

L'emplacement de l'ancien Hôpital de Vital-de-Carles, démoli en partie, servit à la construction des casernes de la garde municipale (1837). Faisons à cette occasion, une petite remarque intéressante : au cours de cette édification, on trouva des restes de constructions romaines qui faisaient probablement partie du temple de Jupiter, dont on découvrit les vestiges quand on construisit l'hôtel de ville actuel. Ce temple avait donné son nom à l'ancienne porte *Dijaux*, évidemment formé des mots latins *de Jove*. La dénomination *de jeudi*, en latin *dies Jovis*, se traduit en gascon par *Dijaoux*.

*
* *

Le vieil Hôpital de Vital-de-Carles, qui avait duré 440 ans, n'était plus ! Le nouvel Hôpital Saint-André, après des vicissitudes sans nombre, mais dont la mise à pied d'œuvre, la poursuite de réalisation et l'achèvement étaient le plus grand honneur des membres de la Commission administrative, du préfet, du maire et des membres du Conseil municipal de l'époque, entrait enfin en service.....

DEUXIÈME PARTIE

UN CINQUANTENAIRE

LA FACULTÉ MIXTE DE MÉDECINE

ET DE PHARMACIE

« Une Faculté de Médecine est l'œuvre du temps. Il faut sans doute un décret pour la fonder; mais c'est elle qui se crée, à vrai dire, par la confiance qu'elle inspire et qui fait qu'on lui remet en dépôt ce que l'Homme a de plus précieux, sa santé et sa vie; par les travaux qu'elle publie; par une certaine solidarité entre ses membres, sans laquelle elle ne saurait être une personne morale, une unité agissante et vivante, à la façon des êtres organisés ! »

(Recteur OUVRÉ, 1886.)

On appelait « Université » un corps de professeurs établis par l'autorité pour enseigner gratuitement les langues anciennes, les belles-lettres et les sciences, examiner les personnes qui avaient suivi cet enseignement et leur délivrer des certificats de capacité appelés *grades*, sans lesquels on ne pouvait exercer certaines fonctions. Il y avait ordinairement dans une Université quatre facultés ou *collèges* distincts, savoir : pour la théologie, pour le droit, pour la médecine et pour les beaux-arts.

*
* *

Bordeaux occupait, paraît-il, au iv^e siècle, « le premier rang parmi les Universités des Gaules », mais l'Université de Bordeaux fut créée réellement au xv^e siècle, le 7 juin 1441,

à la demande de l'archevêque Pey-Berland et des jurats, en vertu d'une bulle du pape Eugène IV, confirmée trente ans après par le roi Louis XI. Elle posséda dès le début une Faculté de Médecine.

A côté de cette Faculté de Médecine, se développèrent un *Collège des médecins* et une *Communauté des chirurgiens* qui acquirent bientôt, au cours des siècles, une grande réputation.

*
* *

Mais en 1793, le 15 septembre, un décret de la Convention supprima les Universités.

Dans les années qui suivirent, Moulinié rétablit l'*Ecole de Médecine de Saint-Côme*, qui vécut concurremment avec l'*Ecole rivale de Saint-André*.

Enfin, le 26 mars 1829, une loi faisait la fusion des deux et instituait l'*Ecole de Médecine et de Pharmacie* de Bordeaux, avec dix chaires, dont deux réservées à l'enseignement clinique, qui, sous la direction de Brulatour, Mabit, Elie Gintrac et enfin Henri Gintrac, acquit une prospérité croissante jusqu'au moment où, le 10 décembre 1874, une loi transformait l'Ecole en Faculté de Médecine et de Pharmacie.

*
* *

Dans le très remarquable livre du Docteur Péry, bibliothécaire de la Faculté de médecine, nous avons trouvé de très nombreux documents intéressants, concernant l'époque à laquelle nous venons de faire allusion : 1° *L'histoire de la médecine à Bordeaux depuis le XV^e siècle jusqu'en 1793*; 2° *L'histoire de l'enseignement de la médecine à Bordeaux de 1793 à 1888* (et pour tout ce qui concerne quelque renseignement concernant cette période et l'Ecole de Médecine, nous nous empressons de renvoyer à cet ouvrage).

Mais nous avons pu nous rendre compte que M. Péry est muet pour toute la période de 1878 à 1888, et qu'il relate

simplement à cette dernière date la cérémonie d'inauguration de la Nouvelle Faculté de Médecine.

Quant à la période qui suit l'année 1888, elle sort du cadre du livre du docteur Péry, celui-ci ayant été publié en 1888. C'est donc cette partie de *L'histoire de notre Faculté de Médecine* (1878-1930) que nous avons l'intention de traiter dans les pages qui vont suivre.

Nous diviserons notre étude, pour la clarté du sujet, en six chapitres :

- I. — La Nouvelle Faculté; son installation;
 - II. — Les locaux;
 - III. — L'enseignement;
 - IV. — Les services annexes, la bibliothèque, le jardin botanique, le Musée colonial;
 - V. — Les sociétés de patronage. Les dons;
 - VI. — Les étudiants;
 - VII. — Les hommes.
-

CHAPITRE PREMIER

LA NOUVELLE FACULTE SON INSTALLATION

« Quelle mission est celle d'une Faculté de Médecine ! Elle se résume en ces mots si simples et si pleins de choses : former des médecins ! Je n'en connais pas de plus élevée, qui demande plus de labeur, plus de persévérance, plus d'abnégation ! »

Docteur CHAUFFARD,
*Inspecteur général de l'enseignement
supérieur.*

(Séance d'installation de la Faculté de
Médecine et de Pharmacie de Bordeaux,
25 nov. 1878.)

Il semble, avant d'entrer directement dans l'histoire de la Faculté, enfin créée, qu'il est rationnel de donner la liste des professeurs qui, le jour de l'installation, occupaient les 21 chaires magistrales créées par le décret du 16 juin 1878 et d'y joindre la liste de leurs collaborateurs : agrégés, chargés de conférences, chefs de travaux, etc.

Nous dirons ensuite quelques mots sur l'installation de la Faculté elle-même (25 nov. 1878).

Personnel de la Nouvelle Faculté de Médecine lors de son installation (25 novembre 1878).

Doyen : HENRI GINTRAC.

Professeurs.

Clinique interne : H. GINTRAC et MABIT.

Clinique externe : DENUCÉ et LANELONGUE.

Pathologie interne : PAUL DUPUY.
Pathologie externe et Médecine opératoire : AZAM.
Pathologie et thérapeutique générales : PICOT.
Thérapeutique : DE FLEURY.
Clinique d'accouchements : MOUSSOUS.
Anatomie pathologique : COYNE.
Anatomie : BOUCHARD.
Physiologie : ORÉ.
Hygiène : LAYET.
Médecine légale : MORACHE.
Chimie et Toxicologie : MICÉ.

Chargés de cours.

Médecine opératoire : MASSÉ.
Anatomie générale et Histologie : PITRES.
Physique : MERGET.
Histoire naturelle : GUILLAUD.
Pharmacie : MÉTADIER.
Matière médicale : PERRENS.
Médecine expérimentale : JOLYET

Agrégés.

1^{re} Section.

Médecine : VERGELY, LANDE, NÉGRIÉ, ROUSSEAU-SAINT-PHILIPPE,
SOLLES, ARMAINGAUD.

2^e Section.

Chirurgie et Accouchements : DUDON, DEMONS, BAUDRIMONT, GER-
VAIS-KOYSIEWICZ, POINSOT, RIBÉMONT.

3^e Section.

Anatomie, Physiologie, Sciences naturelles : TESTUT et LÉON
PÉRIER.

4^e Section.

Sciences physiques et chimiques : CARLES et FIGUIER.

Professeurs chargés de cours et agrégés.

Cours annexe de Dermatologie : NÉGRIÉ.
Cours annexe de Maladies mentales : ALBERT GIRAUD.

Cours annexe d'Ophthalmologie : BADAL.

Cours annexe de Maladies syphilitiques et vénériennes : VENOT.

Cours annexe de Maladies des enfants et conservateur des collections du Musée : BITOT.

Maîtres de Conférences. — Fonctionnaires et Employés.

Accouchements : RIBÉMONT.

Physique : FIGUIER.

Toxicologie : CARLES.

Chimie et Physique : PÉRIER.

Secrétaire adjoint comptable : MADOULÉ.

Bibliothécaire : PÉRY.

Sous-bibliothécaire : TISSIÉ.

Commis au Secrétariat : RAYNAUD.

Chef des travaux anatomiques : TESTUT.

Chef des travaux chimiques : BLAREZ.

Chef des travaux anatomo-pathologiques : DALLIDET.

Préparateur de Chimie : DENIGÈS.

Préparateur de Physiologie : RIVALS.

Tel était le personnel qui composait lors de la séance solennelle d'installation, dans la salle des concerts du Grand-Théâtre, le 25 novembre 1878, la Nouvelle Faculté de médecine. Cette séance eut lieu sous la présidence de M. le docteur Chauffard, inspecteur général de l'enseignement supérieur, délégué de M. le Ministre de l'Instruction publique. Il prit le premier la parole et montra combien la transformation en Faculté de l'ancienne Ecole de Médecine et de Pharmacie de Bordeaux était une étape dans la réorganisation et dans l'extension féconde de l'enseignement supérieur français. Certes, la Faculté n'était pas encore à même de prendre possession de ses nouveaux locaux. Elle allait occuper, pendant plusieurs années, en attendant l'exécution des plans prévus, une situation provisoire.

Les salles de dissection, d'anatomie, restent encore à Saint-Côme, ancienne Ecole préparatoire de la rue de Lalande, mais elles vont être un peu agrandies par l'adjonction des locaux consacrés jusqu'alors à la physiologie.

Près de l'Hôpital Saint-André, dans les grands bâtiments de la caserne Saint-Raphaël, qui vient d'être acquise à cet

effet par l'Administration municipale, vont être installés *provisoirement* tous les laboratoires de la Faculté de Médecine pour lesquels les travaux d'expropriation ont déjà commencé : chimie, physique, histoire naturelle, physiologie, histologie, anatomie pathologique.

La clinique obstétricale, qui était à l'étroit à l'Hôpital Saint-André, sera, elle aussi, transférée à Saint-Raphaël. On a créé à l'Hôpital Saint-André un service d'ophtalmologie qui occupera l'emplacement attribué anciennement aux malades varioleux, ceux-ci étant transportés loin de la population pressée de l'hôpital, à cause du danger permanent de contagion et d'épidémie, dans des conditions d'isolement imparfait.

Il est également prévu à Saint-Raphaël l'installation d'un service clinique de maladies des enfants et un service spécial pour les maladies de la peau.

A l'Hôpital Saint-Jean, la Faculté aura un cours clinique pour les maladies spécifiques admises dans cet Hôpital.

Enfin, à l'Asile de la Miséricorde, sera un cours clinique de maladies mentales, dont l'importance sociale est reconnue de tous.

Telles étaient les dispositions prévues pour essayer de tirer parti le mieux possible de cette situation provisoire et, ainsi qu'on s'en rend compte, on voit l'intention très nette de la Faculté de développer l'enseignement et « par ces enseignements de laboratoire, préparer à l'enseignement clinique, lui fournir ses moyens d'action et d'analyse, le rendre scientifique, exact, progressif, doué de la certitude qui lui revient. Les Facultés de Médecine ont à faire des praticiens armés de toutes les ressources de la science; l'enseignement clinique est donc celui vers lequel tous les autres doivent converger; c'est l'enseignement fondamental ».

Chauffard, après avoir magistralement évoqué Elie Gintrac, le père du distingué doyen actuel, concluait son très long discours en ces termes que nous a fait évoquer l'original ouvrage de M. le professeur Mauriac, *Aux confins de la médecine* :

La médecine touche à toutes les sciences et à toutes les connaissances humaines, non seulement aux sciences physiques et naturelles, mais aux lettres, par le caractère philosophique que l'étude de l'homme vivant contracte nécessairement; au droit, par les questions palpitantes et si débattues que la médecine légale soulève, et parmi lesquelles les questions de responsabilité criminelle acquièrent une importance parfois souveraine.

Malheureusement, le nouveau doyen, Henri Gintrac, malade, n'assistait pas à la cérémonie, et ne put prononcer le discours qu'il avait préparé et dont nous extrayons les passages suivants qui, avec une concision admirable, nous permettent de jeter un coup d'œil rétrospectif sur les institutions de l'enseignement médical à Bordeaux et nous démontrent que l'installation de la Faculté de Médecine et de Pharmacie en ce jour n'était pas une création, mais un véritable rétablissement :

« ... En effet, dit Gintrac, on lit dans la *Chronique* de Delurbe :

« 1441. — L'Université de Bordeaux est instituée à l'instar de celle de Thoulouse par le rescrit du Pape Eugène du septiesme mai audit an à la requeste et à la diligence des Maire et Jurats, lesquels en sont patrons. Estant entre autres choses porté par ledit rescrit que l'archidiacre de Médoc de l'Eglise Saint-André serait chancelier perpétuel de ladite Université. »

« 1472. — Le Roy Louis XI octroye par ses patentes vérifiées audit an, en la cour, pareils et semblables privilèges à l'Université de Bourdeaux qu'à celle de Thoulouse. »

Cette Université, fondée en 1441 et confirmée en 1472, était composée des quatre Facultés de Théologie, de Droit, de Médecine et des Arts.

Dès l'année 1471, si célèbre dans les annales de notre cité par le double fléau de la guerre et de la peste et aussi par les actes importants qui signalèrent l'administration de nos magistrats, il était ordonné que :

« Celui qui voudrait faire profession de Médecin en ladite ville, après avoir proposé des thèses médicales, serait tenu de répondre en public et estant trouvé capable par le jugement des Docteurs prester serment devant les Maire et Jurats. »

Ainsi fut créée cette institution qui, pendant plus de trois siècles, a régi l'exercice de la médecine dans les grandes cités de France et qui était connue sous le nom d'*agrégation*.

Il me paraît inutile de donner dans ses détails le texte de l'ancien règlement concernant les réceptions des médecins de l'Université de Bordeaux. Cette agrégation, institution du moyen âge, offre la plus frappante analogie avec l'examen d'Etat, que les docteurs de toute Faculté doivent subir aujourd'hui dans les villes ou les Etats souverains de la Confédération germanique pour obtenir le droit d'exercer.

Et c'était la Faculté de Médecine de Bordeaux qui fournissait les plus nombreux candidats à l'agrégation locale.

Cette Faculté, qui réunissait les médecins les plus éminents de la ville, était le but suprême auquel tendait l'ambition de tous les docteurs agrégés.

En voici la preuve authentique :

On trouve encore dans quelques bibliothèques la collection des thèses qui furent soutenues pour disputer une chaire de professeur devenue vacante en 1757. Les concurrents sont neuf docteurs agrégés, praticiens très répandus à cette époque et dont les noms, restés longtemps populaires, ne sont pas oubliés de nos jours : Grégoire, Betbeder, Lamontagne, Barbequière, Caze, Mothereau, O'Suslivan, Doazan et Castet.

Ainsi le titre de professeur à la Faculté de Médecine de Bordeaux était, parmi nos pères, l'objet de la plus honorable émulation, et on le disputait dans des concours solennels, où brillaient le talent et le savoir de nos devanciers.

En même temps que florissait notre Faculté de Médecine, il y avait à Bordeaux un *Collège de chirurgie* formé dans le sein de la corporation des chirurgiens. Un règlement et un arrêt du 8 mars 1571 organisent cette corporation et décident qu'à l'avenir les chirurgiens seront *examinés et éprouvés par quatre Maîtres Bayles-jurez*.

Les institutions de cette époque admettent deux ordres de praticiens : les chirurgiens étaient reçus pour Bordeaux après avoir justifié de leur mérite par le *grand chef-d'œuvre*; pour les bourgs et villages, ils étaient reçus *pour légère expérience*.

Le décret de ventôse an XI⁽¹⁾, qui institue les officiers de santé, a perfectionné cette philanthropique et libérale institution et nous avons des médecins reçus *par légère expérience* qui exercent dans les campagnes et même dans les villes sur toute la surface du territoire.

Les deux corporations des maîtres chirurgiens, celle de la ville

(1) Février-mars 1803.

et celle des faubourgs, s'associèrent vers le milieu du xviii^e siècle pour fonder un amphithéâtre ou Ecole de chirurgie.

Dès que l'association fut constituée, elle acheta un terrain rue Lalande et y construisit un bâtiment qui fut appelé *Ecole de Saint-Côme*. Ces dispositions et cette fondation furent sanctionnées par un arrêt du Conseil et lettres-patentes en date du 8 septembre 1752.

La nouvelle communauté des chirurgiens obtint la revision et l'approbation de ses statuts par lettres-patentes du 4 juin 1754.

Plus tard, Louis XV ordonna l'établissement de cinq professeurs royaux désignés par la communauté elle-même (lettres-patentes du 6 avril 1756).

Le mouvement révolutionnaire de 1792 ayant emporté les corporations médicales avec toutes les autres, la Faculté de Médecine fut abolie. Quant au local de l'Ecole de Saint-Côme, il conserva en partie sa destination première. Le 25 avril 1898, un décret impérial (art. 23) la concéda à la ville de Bordeaux pour être irrévocablement affectée à l'enseignement de la chirurgie.

Telle est l'origine de la propriété municipale où fut instituée l'Ecole successivement appelé élémentaire, royale, secondaire et préparatoire et qui a subi en 1852, 1853, 1857 et 1858 des changements matériels et des extensions qui l'ont graduellement préparée à une destination plus élevée.

Pour compléter cet historique, je dois rapporter le rôle que les législateurs de 1789 réservaient à la ville de Bordeaux dans l'enseignement de la médecine. Consultée par l'Assemblée constituante, la Société royale de Paris, dans un mémoire profondément étudié qui embrassait dans toute leur étendue les questions de l'enseignement, s'exprimait en ces termes quant aux Ecoles supérieures :

« Il sera établi en France quatre grandes Ecoles nationales de l'art de guérir, sous le nom de Collèges de Médecine, dont l'un sera placé à Paris, un à Montpellier, un à Bordeaux et un à Strasbourg. »

Ainsi il n'a fallu rien moins que le cataclysme de 1793 pour empêcher que Bordeaux ne devînt, dès la fin du siècle dernier, le siège d'une institution nationale d'enseignement de la médecine.

Depuis bien des années, les autorités bordelaises ont fréquemment exprimé le vœu qu'une Faculté de Médecine fût créée à Bordeaux, les procès-verbaux des séances du Conseil municipal des 25 mai 1840, 4 avril 1845, 13 avril 1864, 16 février 1866 en font foi. En 1871, l'honorable M. Fourcand, maire de Bordeaux, dont les actes administratifs ont toujours été inspirés par l'amour du

grand et de l'utile, prend chaleureusement l'initiative de démarches nouvelles. M. Faget, adjoint du maire, interprète de l'administration, et M. le docteur Métadier, au nom du Conseil municipal, réclament avec instance la création d'une Faculté. M. le recteur Zevort pèse de toute son influence sur les décisions ministérielles. Plus tard et à diverses époques, M. le vicomte de Pelleport, maire de notre ville, le Conseil académique de Bordeaux, le Conseil général de la Gironde, plusieurs Conseils généraux et municipaux du Sud-Ouest de France émettent des vœux dans le même but. Le 3 mai 1873, un projet de loi est déposé à l'Assemblée nationale par les députés de la Gironde et des départements limitrophes, et le 8 décembre 1874, à la suite d'un rapport très remarquable et très complet de M. Paul Bert, l'Assemblée nationale accepte une loi portant création d'une Faculté de Médecine et de Pharmacie à Bordeaux..... »

Ces très beaux discours de Chauffard et Gintrac exposaient remarquablement l'historique de l'Ecole avant sa transformation et situaient très justement la situation actuelle de la Faculté.

C'est pourquoi nous n'avons pas hésité à y faire de larges emprunts, renvoyant pour de plus amples renseignements au livre si documenté de M. le Docteur Péry.

*
**

Ainsi, la Faculté était officiellement installée. 493 étudiants se pressaient sur ses bancs, se répartissant comme suit :

- 204 préparaient le diplôme de docteur;
- 98 préparaient le diplôme d'officier de santé;
- 38 préparaient le diplôme de pharmacien de 1^{re} classe;
- 128 préparaient le diplôme de pharmacien de 2^e classe;
- 24 préparaient le diplôme de sage-femme;
- 1 préparait le diplôme d'herboriste.

Ils recevaient l'enseignement de maîtres éminents dont M. Gintrac disait dans son discours d'installation :

Plusieurs des membres de la Faculté sont connus de vous; ce sont mes honorables collègues de l'Ecole préparatoire; leur passé

répond de leur avenir. Quant à ceux qui sont venus nous prêter leur concours : les uns, déjà voués à la carrière du professorat, ont donné des preuves d'un véritable talent; les autres, vainqueurs dans des luttes brillantes ou que de remarquables travaux ont fait connaître dans le monde savant, ont déjà donné la mesure de leur valeur scientifique. Tous sont pénétrés de l'importance du mandat qui leur est confié; ils savent que le professorat leur ouvre une nouvelle carrière de labeur et de dévouement.

Les chaires magistrales créées à la Faculté de Bordeaux sont au nombre de 22; le service des suppléances est fait par 16 agrégés. L'enseignement annexe comprendra 5 cours supplémentaires réguliers. M. le Ministre nous a déjà concédé, en outre, 4 maîtres de conférences théoriques.

Tout porte donc à croire que si la question des locaux n'avait pas entravé dès le début le développement de la Faculté, celle-ci, dont la création s'imposait par la valeur de son enseignement depuis longtemps (puisque nous avons trouvé trace de projet dans une lettre de J.-B. de Saincrie en date du 1^{er} janvier 1835, lettre parue dans le *Journal de Médecine pratique* : « Il paraîtrait très certain que l'autorité supérieure voudrait placer dans la ville de Bordeaux une faculté de médecine »), aurait commencé son essor plus rapidement comme sa situation et ses maîtres le méritaient. Dès qu'elle fut en mesure de le faire, elle sut admirablement rattraper le retard pris au départ.

CHAPITRE II

LES LOCAUX LES EMPLACEMENTS

« Bordeaux ne s'est laissé devancer par aucune ville; sans attendre les lois qui assurent à toutes le concours financier de l'Etat, elle s'est résolument mise à l'œuvre pour combler les lacunes du passé... Un travail parfois contrarié, mais poursuivi sans relâche. L'Etat ne s'y est pas épargné, mais il a fallu le concours intelligent du Conseil municipal tout entier, qui, à travers les changements de personnes, n'a jamais cessé d'être persévérant dans ses résolutions et uni dans ses volontés... »

Recteur Ouvré.

Les quatre années qui suivirent le 8 décembre 1874, jour où fut votée la loi créant la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Bordeaux, se passèrent en discussions ayant trait aux questions architecturales et budgétaires, principalement au sein du Conseil municipal de Bordeaux : 1° choix de l'emplacement de la Faculté (installation à la place même de l'ancienne école; terrain occupé par les hospices des Incurables et de la Maternité; caserne Saint-Raphaël, etc.); 2° étude des plans des constructions (M. Micé, rapporteur); 3° enfin acquisition des terrains et bâtiments des hospices des Incurables et de la Maternité au prix de 498.420 francs (M. Brandenburg, rapporteur); 4° nécessité de contracter un emprunt (M. Lespiault, rapporteur), etc.

Toutes ces circonstances retardèrent l'organisation de la Faculté.

Mais grâce à la sollicitude de l'Administration municipale, de MM. le vicomte de Pelleport-Burète et Fourcand, maire; grâce à l'attention soutenue de M. Brandenburg; grâce à la persévérance de MM. les Professeurs H. Gintrac et Micé; grâce au concours éclairé et bienveillant de la Commission des hospices, et en particulier de M. le Docteur Levieux, administrateur de l'Hôpital Saint-André, les derniers obstacles étaient enfin surmontés.

L'emplacement sur lequel doivent s'élever les bâtiments de la Faculté mesure une surface de près de 10.000 mètres carrés. Il comprend les anciens hospices réunis de la Maternité et des Incurables. Son étendue, la possibilité de trouver de bonnes conditions de salubrité que lui fournit une aération abondante, l'accès facile que les rues voisines ménagent aux diverses parties de l'établissement, tout militait en faveur de ce choix.

Convaincue que la Faculté serait une de ses gloires, la ville n'hésita pas à inscrire sur son budget une somme de 2.500.000 francs pour cette création (délibération du 20 octobre 1876).

Un concours pour la préparation des plans avait attiré un grand nombre de concurrents. C'est à M. Pascal, architecte de la Bibliothèque nationale à Paris, que revint l'honneur de construire la Faculté comme ayant le mieux interprété les vœux de l'administration. Le monument approprié à tous les services qu'il doit abriter satisfera les hommes de science par une merveilleuse entente de leurs besoins et des gens de goût par une élégante simplicité.

Le ministère de l'Instruction publique, qui ne perdait pas de vue l'installation de la Faculté de Médecine, écrivit, le 20 décembre 1876, au maire au sujet de l'organisation des services de clinique. Transmise à l'Administration des hospices, cette lettre entraîna, de la part de celle-ci, la décision de céder à la ville de Bordeaux, qui en fera rétrocession à la Faculté de Médecine, des services de clinique établis ou à établir à l'Hôpital Saint-André (décision du 4 janvier 1877 approuvée le 5 mars 1877). Mais c'était le seul projet d'installation que l'on pouvait faire, étant donné le défaut d'espace que présentait l'Hôpital Saint-André.

Comment, en conséquence, allait-on s'organiser en attendant l'achèvement de la Faculté ?

On reprit une idée ancienne, celle de faire céder par le ministère de la Guerre à la Commission des hospices la caserne Saint-Raphaël. Ce ne fut pas facile et, là encore, les démarches succédèrent aux démarches. On réussit enfin. Et, le 7 février 1877, une Commission, composée de MM. H. Gintrac, Levieux, Faget et Bayssellance, étudia les mesures à prendre en vue d'installer, soit *provisoirement*, soit *définitivement*, dans la caserne Saint-Raphaël, les services de la Faculté.

Cette installation ne laisse rien à désirer sous le rapport de l'espace, de l'air et de la lumière. Elle est confiée à M. l'architecte Faget, qui a mis au service de cette œuvre le zèle et le dévouement qu'il employait lorsque, adjoint au maire, il demandait dans son rapport de 1872 la transformation de l'Ecole préparatoire en Faculté.

La Faculté de Médecine et de Pharmacie dans ce local provisoire occupe un espace qui est évalué à environ 7.000 mètres carrés. Au rez-de-chaussée se trouvent l'amphithéâtre, les laboratoires et les cabinets de physiologie, de chimie, de pharmacie et le service des manipulations. Le premier et le second étages sont destinés aux laboratoires et aux cabinets de physique, de médecine expérimentale, d'histoire naturelle, d'histologie, d'anatomie pathologique, de matière médicale, d'hygiène et de médecine légale.

En outre, la Commission proposa l'installation dans l'Hôpital Saint-André des services généraux de la Faculté, des cliniques médicale, chirurgicale, obstétricale (1^{er} et 2^e étages), ophtalmologique, de maladies des enfants (cette dernière à la suite d'une réclamation du Ministre de l'Instruction publique, Waddington).

L'amphithéâtre de l'ancienne Ecole de Médecine servira pendant la période d'installation provisoire aux cours de pathologie et d'anatomie. Les cabinets et laboratoires d'anatomie et de pathologie générale, les salles de dissection, y seront conservés et agrandis.

La clinique obstétricale allait avoir une aération facile et présenter d'excellentes conditions de salubrité. La clinique ophtalmologique allait comprendre 12 lits d'hommes, 10 lits

de femmes, avec une chambre obscure pour les examens spéciaux; enfin, la clinique des maladies des enfants (service de médecine et de chirurgie pour les deux sexes) complétait les arrangements cliniques de la caserne Saint-Raphaël.

Ainsi la Commission des hospices offrait à la Faculté une large hospitalité. Il serait injuste de ne pas citer ici le nom de M. le Docteur Levieux, rapporteur, qui prit aux délibérations une très intelligente et active participation et dont l'attitude fit dire au Doyen Gintrac :

Une institution qui réunit par une réciprocité nécessaire les intérêts de la science et ceux de l'humanité inspirera toujours aux esprits éclairés et aux cœurs généreux les plus légitimes sympathies.

*
* *

De regrettables mesures prises à la fin de 1878 (modifications dans les circonscriptions des Facultés) par des arrêtés ministériels inattendus, entraînèrent encore des protestations de la part de l'Administration municipale, qui envisagea la transformation de l'installation provisoire de Saint-Raphaël en un établissement définitif.

Cependant, grâce à l'influence et aux efforts de M. Brandenburg, maire, de M. Doniol, préfet, et de MM. les recteurs Zévort et Ouvré, grâce aux rapports de M. Liard et de M. Lespiault, une convention, le 15 octobre 1879, fut passée entre l'Etat et la ville de Bordeaux, entraînant une délibération, le 7 novembre 1879, de la Commission des hospices.

Le 29 novembre 1879, tout était arrangé et l'on pouvait poursuivre l'étude un moment ajournée des mesures et travaux en vue de l'installation définitive de la Faculté de Médecine et de Pharmacie.

*
* *

Si cependant, au cours de l'année 1878-1879, les services provisoires installés à Saint-Raphaël se trouvaient dans des conditions assez satisfaisantes, par contre un local était devenu insuffisant : c'était celui de l'ancienne Ecole Saint-Côme, qui ne possédait qu'un seul amphithéâtre et trois ou

quatre laboratoires mal disposés et mal outillés. En outre, Saint-Côme avait la bibliothèque, riche de 16.000 volumes, provenant du fonds de l'ancienne Ecole et de la majeure partie des bibliothèques de MM. Gintrac père et fils, dons précieux que Mme Gintrac venait encore de compléter, et des acquisitions nouvelles dues à l'allocation de M. le Ministre.

Quant à l'Institut anatomique, en plus du grand amphithéâtre et des laboratoires de dissection et de médecine opératoire cités plus haut, il se composait d'un Musée anatomique qui vient de recevoir le nom de Musée « Gintrac ».

Les bâtiments de Saint-Raphaël contenaient un grand amphithéâtre, les bureaux de l'Administration, et tous les laboratoires et cabinets de physique, de chimie, d'histoire naturelle, de pharmacie, de matière médicale, de thérapeutique, de physiologie, de médecine expérimentale, de médecine légale et d'hygiène. Tous ces services étaient établis dans des locaux bien éclairés, largement aérés, ils étaient distribués sur trois étages et occupaient une superficie d'environ 3.000 mètres carrés.

Bien pourvus d'appareils et d'instruments, ils peuvent rivaliser avec les laboratoires des autres Facultés de France, même de l'étranger.

Les cliniques sont au nombre de 10, dont 8 sont à l'Hôpital Saint-André et deux dans les hôpitaux spéciaux : celle des maladies syphilitiques, qui est à l'Hôpital Saint-Jean, et celle des maladies mentales, qui est établie à l'Asile d'aliénés. Toutes deux sont en pleine activité. Les cliniques de médecine et de chirurgie sont excellemment constituées de laboratoires, d'amphithéâtres, qui ne laissent rien à désirer. Seules les cliniques d'accouchements, d'ophtalmologie et des enfants font exception. La clinique d'accouchements, qui était encore celle de l'ancienne école, était mal installée; les trois autres ne l'étaient pas du tout; elles vont avoir leur place dans la portion de Saint-Raphaël que l'Administration des hôpitaux s'était réservée et dont l'aménagement a subi des retards que l'on ne pouvait ni prévoir ni empêcher, mais qui trouveront leur terme dans de nouvelles conventions entre la ville et l'administration des hôpitaux auxquelles nous fîmes plus haut allusion.

Cependant, l'Institut anatomique à Saint-Côme manquait

d'air et de lumière. Quelques laboratoires de Saint-Raphaël occupent un emplacement qui doit revenir à l'Hôpital Saint-André. C'est ce qui fait comprendre la nécessité de renoncer à l'ancienne Ecole et l'idée acceptée aujourd'hui généreusement par notre Municipalité de la remplacer par un bâtiment nouveau, qui sera le monument de la place d'Aquitaine.

C'est là que viendront se grouper l'administration, la bibliothèque, l'enseignement des sciences médicales, anatomiques, biologiques, tandis que les sciences physiques, chimiques, naturelles et pharmaceutiques resteront à Saint-Raphaël, formant un *Institut distinct*, destiné *peut-être un jour à devenir le germe d'une Ecole de pharmacie* (Denucé).

Au cours de l'année 1879-1880, pour remédier à l'état de choses cité plus haut, l'Institut anatomique fut complètement remanié. Les pavillons furent agrandis, et leur éclairage, que l'on augmenta dans la journée, fut complété par de la lumière artificielle pour le soir.

Le Musée d'anatomie fut développé, mais a encore besoin de pièces. Par contre, le Musée d'anatomie pathologique est à créer.

Quant aux cliniques de l'Hôpital Saint-André, les cliniques médicales manquent de l'instrumentation nécessaire pour certaines recherches; les chirurgicales sont dépourvues d'un arsenal suffisant.

Pourtant, alors que depuis longtemps les cliniques médicales et chirurgicales, qui se partagent plus de deux cents lits, peuvent disposer d'amphithéâtres, ainsi que de laboratoires spécialement affectés à leur usage, c'est actuellement la clinique *obstétricale* — qui jusqu'à ce jour manquait d'armoires pour ses mannequins — qui va être pourvue d'un service complet se composant d'une salle pour les femmes qui attendent, d'une salle pour les accouchées, de trois chambres d'isolement, de deux pièces contiguës pour pratiquer les accouchements, d'une tisanerie, d'une salle de bains, d'un logement pour les sages-femmes, enfin d'un amphithéâtre spécial avec cabinet pour le professeur.

C'est la clinique *ophtalmologique*, qui ne fonctionnait que parce que le professeur avait obtenu quelques lits en chi-

rurgie, qui va entrer en possession d'une salle d'hommes et d'une salle de femmes avec chambres d'isolement, d'un amphithéâtre pour les opérations et les leçons, d'une chambre noire pour les examens ophtalmoscopiques et d'une salle d'attente pour les malades de l'extérieur.

Quant aux cliniques des enfants, elles sont encore à l'état de projet; mais l'Administration des hospices vient d'émettre le projet de fonder dans un avenir prochain un véritable hôpital d'enfants malades. Ce projet fut confirmé par le fait qu'en 1880 la Commission des hospices vendit son « Hospice des Enfants trouvés » « ou abandonnés du quai de Paludate », où, en 1877, elle avait transféré ces services d'enfants, qui, auparavant, à l'Hôpital Saint-André, étaient devenus insuffisants. Et comme le mouvement chirurgical infantile grandit continuellement, la Commission des hospices, soucieuse de la charge morale à laquelle elle ne s'est jamais dérobée, fut désireuse d'assurer dans les meilleures conditions les soins aux petits malades. Mais elle voulait en même temps faciliter l'enseignement et apporter sa contribution au développement de la jeune Faculté de Médecine.

Certes, elle se préoccupait depuis 1851 déjà du transfert sur un autre point de la ville de l'Hôpital de la Manufacture ou des Enfants abandonnés du quai de Paludate, mal construit et ne pouvant être amélioré; elle envisagea un moment la possibilité de transformer l'Hospice de Sainte-Croix, hospice des vieillards, en hospice des Enfants malades. Finalement, elle vendit l'un et l'autre, et, grâce aux efforts et à l'esprit de suite de M. Lanusse, administrateur, elle construisit en 1882, route de Bayonne (cours de l'Argonne actuel), l'Hôpital-Hospice actuel des Enfants. Les travaux durèrent de 1884 à 1886 avec le concours de la ville de Bordeaux et d'après les plans de M. Jélineau, architecte; l'Hôpital, situé sur un des points les plus élevés et les plus sains de la ville, s'éleva sur un emplacement d'une superficie totale de 21.000 mètres carrés; le 1^{er} octobre 1886, l'Hôpital ouvrait ses portes aux malades.

La ville de Bordeaux, qui ne s'est jamais désintéressée du point de vue universitaire ou hospitalier, décidait, le 12 juillet 1884, en portant sa subvention pour fonctionnaires et gens de service de 261.500 à 274.400, de faire approprier une maison contiguë à la Faculté pour que l'Administration de celle-ci, qui venait d'être obligée de céder ses locaux à M. Merget, professeur de physique, puisse se loger.

Non content de cela, le 12 août 1884, le Conseil municipal s'engage à donner pour l'achèvement des laboratoires d'anatomie de la Faculté de médecine une somme de 41.611 fr. 40 à la condition expresse que l'Etat, de son côté, s'engagerait à donner la même somme pour le même objet. Ce fut chose faite... Et les travaux, qui étaient arrêtés depuis un an, purent reprendre sous la direction des nouveaux entrepreneurs, MM. Lamire frères.

En même temps, comme nous le verrons par ailleurs, le Conseil municipal s'occupait de la bibliothèque et du jardin botanique.

Pendant ce temps la construction des bâtiments de la place Saint-Julien avançait normalement. Déjà les nouveaux bâtiments s'élevaient jusqu'au premier étage et leur avancement de construction faisait envisager un achèvement relativement rapide. Les laboratoires de l'Institut anatomique principalement semblaient devoir être les plus rapidement terminés...

Le nouveau doyen, le Professeur Pitres, prenant immédiatement cette question à cœur, s'intéressait à tous les services, et faisait preuve d'une activité du meilleur aloi.

Ayant compris, avec la clarté merveilleuse de son esprit, tout l'intérêt qu'il y avait à mener à bien l'achèvement et l'unité de la Faculté, il considérait comme un devoir d'y consacrer même ses loisirs.

Nous venons de prononcer le mot d'*unité*. C'est qu'en effet, quand on parcourt la littérature de l'époque, on est frappé de lire de-ci, de-là, des phrases, quelquefois même énoncées pas très ouvertement, qui laissent supposer qu'à

un moment donné, on pensa que « le provisoire pouvait devenir définitif ». Alors que, dans son discours lors de l'Installation de la Faculté, Chauffard parlait très catégoriquement de l'installation *provisoire* des services à Saint-André et à Saint-Raphaël, la Commission nommée le 7 février 1877 pour étudier le projet d'aménagement de la caserne Saint-Raphaël avait parlé d'installation soit *provisoire*, soit *définitive*; de plus, le doyen Denucé, prévoyant le transfert des services médicaux dans le bâtiment de la place d'Aquitaine, disait que les services « scientifiques » ou « pharmaceutiques », restant à Saint-Raphaël, pourraient constituer « un Institut *distinct*, destiné peut-être à devenir un jour le germe d'une Ecole de Pharmacie ».

Ce fut un grand émoi dans l'esprit de beaucoup, émoi dont nous trouvons un écho dans le rapport fait au Conseil municipal par J. Perrens, professeur de matière médicale à la Faculté de Médecine, membre du Conseil municipal et de la Commission des hospices; ce dernier, évoquant les débuts de la Faculté de Médecine, se félicitant des résultats déjà obtenus et relatant les circonstances dans lesquelles fut décidé le logement de la Faculté en attendant la construction du bâtiment de la place d'Aquitaine, dit :

Lorsqu'en 1878 la Faculté était fondée, il fallait songer à la loger. Le grand bâtiment de la place d'Aquitaine était encore dans les limbes et on supposait qu'il faudrait plusieurs années pour le finir. Il fut décidé qu'on affecterait deux locaux à l'enseignement de la Faculté : l'ancienne Ecole de Médecine de la rue Lalande (pour recevoir l'Institut anatomique, qu'on se refusait avec raison de laisser contigu à l'hôpital) et l'aile gauche de l'ancienne caserne Saint-Raphaël, c'est-à-dire un côté du bâtiment, plus le rez-de-chaussée du côté « est », de la cour, cédé provisoirement à la Faculté par l'Administration des hospices.

Les étages supérieurs du reste de l'ancienne caserne sont occupés par la clinique d'accouchement, la clinique ophtalmologique et divers autres services à l'usage de l'hôpital.

Cette installation provisoire présente beaucoup d'imperfections : les locaux sont mal appropriés à leur destination, l'amphithéâtre

improvisé est incommode; cependant le service se fait à peu près.

Mais alors que l'on pensait que cette installation était provisoire, certains faits firent supposer que l'autorité académique voulait la rendre en partie définitive. En effet, jugeant convenable de couper la Faculté en deux, elle décide d'envoyer à la place d'Aquitaine, dans le nouveau bâtiment (qui n'avancait guère d'ailleurs), l'Institut purement médical et de laisser définitivement à Saint-Raphaël non seulement la pharmacie, mais toutes les sciences dites improprement accessoires, telles que la chimie, la physique, l'histoire naturelle et la matière médicale.

On ne sait d'ailleurs pour quelle raison. Craignait-on la mauvaise intelligence entre les deux ordres d'étudiants (médecine et pharmacie) ou des conflits entre les professeurs ?

Pourtant tout s'était très bien passé au cours des cinq années qui venaient de s'écouler.

Ce qui corroborait la vérité du projet, c'est que, d'une part, il existait un projet d'appropriation de l'aile gauche de Saint-Raphaël et que, d'autre part, la ville venait de faire l'acquisition d'uneasure contiguë à la cour de la Faculté actuelle pour prolonger jusqu'à la rue Jean-Burguet les bâtiments en façade sur une partie de la rue Henri-IV. Ainsi devait être là une annexe *définitive* de la Faculté. Les laboratoires en façade sur la grande cour devant être évacués le plus tôt possible pour faire droit à l'engagement formel contracté vis-à-vis de l'Administration des hospices, il fallait construire à bref délai de nouveaux bâtiments pour les remplacer. Les plans furent faits, mais il semble que la mise à exécution suscitait des oppositions.

En effet, le projet de la section de la Faculté en deux tronçons paraissait regrettable à certains et préjudiciable à l'Administration hospitalière, à la Faculté elle-même, et aux finances de la ville.

1° *D'abord l'Hôpital Saint-André.* — Il fut construit dans une ville qui comptait à cette époque 100.000 âmes et on avait cru être large en préparant 500 lits. Or, aujourd'hui, il y a 700 malades. Des salles nouvelles ont été créées, on a mis des couchettes entre les lits. On procède à des « exeats » prématurés. De plus, le service des petits et grands payants a beaucoup augmenté. Le nombre des malades va toujours en augmentant à cause de la réputation des médecins de l'Hôpital, de la bonne renommée de la Faculté, des réussites heureuses de quelques opérations chirurgicales, non tentées autrefois.

Donc, l'Hôpital Saint-André, malgré son ampleur apparente, est insuffisant et le devient chaque jour davantage. Il paraît donc de la plus grande imprudence de songer à donner une destination irrévocable à une aile du bâtiment dont la nécessité d'occupation par l'hôpital s'imposera dans un avenir peu éloigné.

Certes la science actuelle déclare : gardez-vous d'agrandir les hôpitaux. Pas de grands hôpitaux, mais des petits. Il ne s'agit pas de cela; mais l'Hôpital occupe les trois quarts de l'ancienne caserne Saint-Raphaël, et il serait presque ridicule, sous prétexte d'hygiène, de lui supprimer le quatrième côté; d'autant que cette aile, occupée par la Faculté, qui renferme trois superbes cours et qui confronte à la rue Henri-IV (voie large et aérée), serait merveilleusement disposée pour recevoir les malades payants ou pour être affectée à tout autre usage hospitalier. Elle pourrait servir au développement des services : la clinique d'accouchements et celle des maladies des yeux, puisqu'elle est séparée du corps principal de l'hôpital par deux cours.

Le nombre croissant des malades dans une grande cité exigera prochainement la création d'un deuxième hôpital dans un autre quartier. C'est possible, mais beaucoup de temps s'écoulera avant la réalisation d'un pareil projet. C'est de plus une grosse question financière qui incombera nécessairement au budget de la ville. Et avant que celle-ci puisse y pourvoir, l'Hôpital Saint-André, regorgeant de malades, serait heureux de trouver à sa disposition les moyens de satisfaire provisoirement aux besoins toujours croissants.

Enfin, il y a des inconvénients sérieux à ce voisinage. Même si, les nouveaux laboratoires étant construits et le rez-de-chaussée de la grande cour étant considéré comme évacué, on condamne les portes et on grille les fenêtres du rez-de-chaussée; il n'en reste pas moins qu'il existera une communication de l'hôpital avec un autre établissement, ce qui est toujours dangereux à cause de la nature du personnel subalterne de Saint-André et l'absence de toute surveillance dans la Faculté.

2° *Au point de vue Faculté.* — La séparation est inadmissible. Ce n'est pas une Faculté de Médecine et une Ecole supérieure de Pharmacie qui ont été créées, mais une Faculté mixte sous la direction d'un fonctionnaire unique, le doyen. Le siège de son administration, le secrétariat et son cabinet particulier devront forcément se trouver place d'Aquitaine. Dès lors, l'annexe consacrée à la pharmacie et aux sciences physiques et naturelles se trouvera abandonnée sans surveillance à un concierge et aux garçons de service. De plus, les cours de physique, de chimie et

d'histoire naturelle sont ceux qui réunissent le plus grand nombre d'élèves. De même, les leçons cliniques qui se font à l'hôpital attireront toute la matinée sur ce point la plus grande partie des élèves de la Faculté.

Au contraire, les cours de médecine pure, sauf celui d'anatomie et de physiologie, n'ont qu'un nombre restreint d'auditeurs.

Quant aux collections : musée d'histoire naturelle, collection de matière médicale, cabinets de physique et chimie, tout cela devrait se trouver dans la grande Faculté; mais si les cours se font à Saint-Raphaël, comment feront les professeurs ? Devront-ils se priver des instruments et objets servant à l'enseignement ou envoyer quérir place d'Aquitaine ces objets utiles à leur démonstration pour chaque leçon ?

Il en serait de même au moment des examens (perpétuel va-et-vient des appariteurs et garçons de laboratoires).

Et la bibliothèque dont le local et le logement du bibliothécaire sont prévus place d'Aquitaine, faudra-t-il alors que chaque membre du Corps enseignant quitte Saint-Raphaël chaque fois qu'il aura besoin d'un renseignement ou d'un livre ?

Enfin, tous les services que comporte l'enseignement de la pharmacie, de l'histoire naturelle, de la physique et de la chimie, auront-ils assez de place dans le bâtiment de la rue Jean-Burguet ? Ce sont ceux qui, sauf l'anatomie et ses salles de dissection, ont le plus besoin d'emplacement, car les travaux pratiques sont obligatoires, alors qu'il existe la liberté pour les cours. Il faut des tables, des fourneaux, des instruments, des appareils pour chacune des branches. Il faut donc des locaux d'une étendue considérable.

Et l'on arriverait à ce paradoxe, c'est que des deux bâtiments, celui de beaucoup le plus vaste est consacré à l'enseignement qui réclame le moins de place.

Ce pourrait être admissible s'il n'y avait aucun moyen d'aller ailleurs, mais il est profondément regrettable de voir mettre une grosse somme d'argent pour remanier un vieux bâtiment, alors que cela priverait le bâtiment de Saint-Julien, qui coûtera si cher, de son principal élément de vitalité. Que penseraient les étrangers et les visiteurs qui iraient droit à Saint-Julien et qui verraient une maison déserte, sans laboratoires, sans collections, sans mouvement et sans animation, privée de 3 à 400 élèves qui iraient manipuler à Saint-Raphaël.

On pourrait tout réunir place d'Aquitaine, sauf l'anatomie et la physiologie qui réclament beaucoup de place; les cours de pathologie générale interne, externe, de médecine légale, de l'hy-

giène, de thérapeutique en exigent fort peu; et l'on peut, avec la même somme à dépenser à Saint-Raphaël, trouver de la place pour la physique, la chimie, l'histoire naturelle et la pharmacie.

3° *Question financière.* — Il vaudrait mieux consacrer l'argent à l'isolement de la Faculté du côté de la rue Leyteire, faire l'îlot complet entre les rues de Candale, Elie-Gintrac, Paul-Broca et Leyteire. Il y aurait intérêt, au point de vue monument, et il n'y aurait pas de risque que les habitants soient incommodés par les cris des animaux.

C'est cela qui s'impose et c'est le but qui doit être poursuivi partiellement (achats annuels, répartitions sur divers exercices) si la dépense est trop forte. En tout cas, il faut réunir tout sous l'œil et la main du doyen, sans quoi les élèves de première année de médecine et ceux des trois années de pharmacie feront exclusivement leurs études à Saint-Raphaël...

De son côté le docteur Levieux, qui avait tant contribué à l'installation de la Faculté et à son entente avec la Commission des Hospices, s'écriait, lui aussi, à la fin de 1884, justement ému :

Il y a urgence, je le dis avec la plus entière conviction, à ce que l'aile gauche de Saint-Raphaël nous soit rendue dans le plus bref délai possible. Lorsque nous en avons fait, bien à regret, le sacrifice en faveur de l'enseignement médical, nous ne pouvions pas prévoir que la création de la Faculté donnerait à notre assistance hospitalière un essor aussi important et surtout aussi rapide.

C'est ainsi par exemple :

Que l'étude des maladies du système nerveux, sous l'impulsion d'un de nos plus distingués confrères, a pris un tel développement qu'il est absolument indispensable d'installer une salle dans laquelle seraient séparées des autres malades des femmes dont le voisinage est non seulement incommode, mais dangereux;

Que les progrès de la science obstétricale réclament la construction d'une clinique d'accouchements en dehors de l'Hôpital Saint-André ou tout au moins la création aussi prochaine que possible d'une infirmerie dans laquelle les femmes malades enceintes ou accouchées recevraient comme à la Maternité de Pellegrin les soins d'un médecin spécial;

Que certaines opérations, et plus particulièrement l'*ovariotomie*, qui a déjà donné dans cet hôpital de si heureux résultats, ne peuvent être entreprises, avec quelque sécurité, que dans des chambres particulières;

Que les affections diphthériques et quelques autres maladies contagieuses demandent sur place un isolement instantané et vigoureux;

Que les dermatoses doivent constituer un service à part;

Que les aliénés de passage, pour lequel le nombre de nos cellules devient, hélas! tout à fait insuffisant, ont besoin d'être tenus à l'écart, afin d'éviter les inconvénients d'un voisinage bruyant et pénible;

Que nous ne pouvons plus, que nous ne devons plus être obligés, faute de place, de refuser à un chef de service l'isolement de certains malades dont les cris et le délire compromettent le sommeil de tous les autres;

Qu'il faut enfin réserver une salle à ces pauvres femmes, malheureusement trop nombreuses, atteintes d'affections *spécifiques* qui ne peuvent pas être traitées convenablement dans la salle commune, que la prudence commande de ne pas rendre à la vie sociale et qui ne doivent à aucun prix être confondues avec les prostituées de l'Hôpital Saint-Jean.

.....

Pitres s'employa avec énergie à rassurer les esprits et, au cours de l'année scolaire 1886-1887, les services anatomiques furent transférés dans les nouveaux pavillons vastes et bien aérés... L'avancement général des travaux fait envisager le transfert de tous les services pour l'an prochain, c'est-à-dire tous les enseignements de médecine proprement dite installés à Saint-Raphaël, et les services de la bibliothèque et du musée anatomique actuellement encore à Saint-Côme. Il ne restera à Saint-Raphaël et *pour peu de temps* (!) que les services de pharmacie et de sciences accessoires. Hélas! trente-six ans devaient s'écouler avant que la Faculté ait réalisé complètement son rêve et avant que les hôpitaux aient la libre disposition de ces locaux prêtés *provisoirement* (!).

*
**

Enfin, le 28 avril 1888, avait lieu dans son local définitif l'inauguration de la Faculté de Médecine en présence de M. Sadi-Carnot, président de la République; M. Lockroy, ministre de l'Instruction publique; M. Krantz, ministre de la

Marine; M. Deluns-Montaud, ministre des Travaux publics; M. Liard, directeur de l'Enseignement supérieur; M. Ouvré, recteur; de Selves, préfet, et Daney, maire de Bordeaux.

On pourra lire les détails de cette inauguration et les discours qui y furent prononcés dans le livre documenté de M. le docteur Péry, qu'ils terminent éloquemment. Signalons seulement que nous avons été touchés d'apprendre que, dans la solennité de cette grande manifestation, M. le recteur Ouvré, faisant allusion aimablement à la création récente de l'Association générale des étudiants de Bordeaux, fut particulièrement applaudi...

Nous ne reviendrons donc pas sur cette inauguration. Dans les jours qui suivirent, les professeurs d'anatomie, de médecine opératoire, de physiologie, de médecine expérimentale, d'anatomie pathologique, d'histologie, d'hygiène et de médecine légale, installèrent leurs laboratoires dans les nouveaux locaux. L'Hôpital Saint-André conservait encore les services de pharmacie et de sciences accessoires dans ses dépendances, ou du moins dans Saint-Raphaël, qui était susceptible de le devenir, et ce, malgré lui et malgré eux, *invitium invita*; si la Faculté se révélait déjà, dès son ouverture, presque insuffisante puisque l'on n'avait compté au début que sur 500 élèves alors qu'ils atteignaient déjà 745, de même l'Hôpital Saint-André voyait ses disponibilités en lits diminuer rapidement, vu l'accroissement constant du nombre de malades et, d'autre part, l'augmentation des cliniques et des services.

Cependant, les services des sciences physiques naturelles et pharmaceutiques purent s'agrandir un peu à Saint-Raphaël par l'adjonction de locaux disponibles. Tous les autres services avaient rejoint la place Saint Julien, sauf cependant le Musée, qui resta encore quelques mois à l'ancienne Ecole Saint-Côme, en attendant que soient installées les vitrines du nouveau Musée.

En 1890, on projeta, afin de pouvoir quitter la caserne Saint-Raphaël, de construire sur l'emplacement de l'Hôpital

Saint-Jean les bâtiments nécessaires aux services des sciences physiques, chimiques, naturelles et pharmaceutiques, l'élévation rapide du nouvel Hôpital des vénériens faisant penser à une solution rapide. Une Convention fut signée entre l'Etat et la Ville le 6 octobre 1890.

Mais en même temps, on envisageait d'agrandir la Faculté qui devenait déjà trop exigüe, par la construction de bâtiments et l'installation des chenils, sur les terrains situés en arrière de l'Institut anatomique, entre les rues Paul-Broca et Elie-Gintrac, qui venaient d'être libérés des anciennes constructions qui les encombraient. C'est que la Faculté, depuis 1890, c'est-à-dire depuis la création de l'Ecole principale du service de santé de la marine, voyait ses laboratoires, ses salles de travaux pratiques, devenir beaucoup trop étroits. Ils avaient été prévus pour 4 à 500 élèves et M. Pascal, l'architecte, qui, primitivement, avait prévu le plan d'un amphithéâtre central de 1.000 places, avait été prié de renoncer à son exécution.

Nous voyons aujourd'hui ce qu'il en résulte quand le public médical et universitaire est attiré place de la Victoire par la leçon inaugurale d'un de nos maîtres au verbe séduisant.

De plus, l'augmentation des services de la Faculté impliquait un accroissement des locaux. Par exemple M. le professeur Jolyet (1892), qui venait d'être nommé professeur de physiologie, conservait à l'usage de sa nouvelle chaire son ancien laboratoire de médecine expérimentale pour ses recherches personnelles, se servant de l'ancien laboratoire d'Oré pour les travaux pratiques de physiologie, et M. le professeur Ferré, nouveau titulaire de médecine expérimentale, ne savait où installer son laboratoire. En 1893, les professeurs d'anatomie, d'histologie et d'anatomie pathologique réclament de nouveaux locaux pour leurs travaux pratiques. M. le professeur Arnozan demande l'installation d'un laboratoire de thérapeutique, et M. le professeur Morache, la construction d'une Morgue.

L'Administration de la Faculté envisagea alors de construire, sur les terrains situés derrière la Faculté :

- 1° un pavillon des travaux pratiques des élèves;
- 2° un Institut de médecine expérimentale et de thérapeutique dans le prolongement des pavillons extrêmes d'anatomie;
- 3° une Morgue, en façade rue Elie-Gintrac.

Il fallait, en effet, installer un quatrième pavillon de dissection dans le pavillon Gintrac de physiologie. « Les travaux pratiques de physiologie pourront trouver leur place avec ceux d'histologie et d'anatomie pathologique dans les étages du pavillon à construire. On pourrait y adjoindre les travaux pratiques de chimie et de physique biologiques. Ces différents travaux, étant de même nature, pourraient s'exécuter dans les locaux d'une même Ecole pratique, avec un même personnel auxiliaire et presque un même matériel, ce qui permettrait de très appréciables économies. »

Les plans et devis furent soumis à l'Administration supérieure, et le ministre y donna un avis très favorable.

*
* *

Or, par suite de la Convention en date du 6 octobre 1890, intervenue avec l'Etat, la ville s'engageait à faire exécuter, dans un délai de quatre ans, les travaux nécessaires pour installer les laboratoires des sciences physiques, naturelles et pharmaceutiques sur l'emplacement de l'Hôpital Saint-Jean. Le délai allait expirer en octobre 1894, et l'Hôpital Saint-Jean était toujours occupé par les vénériens, quand une commission, nommée par le maire de Bordeaux, fut chargée d'étudier les projets de construction, sur l'emplacement de Saint-Raphaël, de nouveaux bâtiments destinés à l'agrandissement des services hospitaliers et d'installation des services de la Faculté prévue par la Convention du 6 octobre 1890; cela faisait prévoir une solution qui paraissait devoir être définitive.

Mais soudain, en 1894, on apprenait que le plan de construction sur l'emplacement de l'Hôpital Saint-Jean, désaffecté, était abandonné, et que l'on serait décidé à placer les laboratoires de physique, chimie, histoire naturelle et pharmacie dans des bâtiments neufs, largement pourvus d'air et de lumière, édifiés sur les vastes emplacements situés cours Barbey, en face de l'Ecole du service de santé de la marine. Ces plans allaient bientôt en être dressés.

Quant aux services cliniques complémentaires et amphithéâtres de cours prévus par la Convention de 1890, ils vont à peu près sûrement être livrés à la Faculté dès que le transfert des services de Saint-Raphaël va permettre d'augmenter le nombre des salles de l'Hôpital Saint-André.

Par ailleurs, les plans de construction des laboratoires de médecine expérimentale et clinique à construire sur les terrains situés derrière l'Institut d'anatomie avaient été approuvés par les professeurs compétents, le Conseil de la Faculté, les représentants officiels de la ville et de l'Etat. On va passer incessamment à l'exécution.

Ainsi, M. le professeur Ferré ne sera plus obligé, comme maintenant, de faire, dans un sous-sol peu confortable, ses manipulations pour préparer le sérum antidiphthérique.

Comme on envisageait en plus l'agrandissement et la transformation des salles d'opération de cliniques chirurgicales et du service d'accouchements, il semblait que la Faculté et les Hôpitaux allaient, dans un avenir prochain, pouvoir présenter de sérieuses améliorations lors des Congrès qui allaient tenir leurs assises à Bordeaux en 1895, soit : le Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, le Congrès de médecine mentale et neurologie, le Congrès français de médecine.

*
* *

Pourtant, deux années passèrent, et si le Professeur Ferré était toujours dans un sous-sol mal éclairé, le Professeur Coyne, de son côté, était obligé de refuser, faute de place, des médecins et des étudiants désireux de faire de l'histologie pathologique.

En 1896, la question de l'installation à l'Asile Picon d'une clinique des maladies mentales et d'un pavillon d'observation fut envisagée. Le 17 juillet, l'Université, qui venait d'être créée par la loi du 10 juillet, accepta de participer avec le concours de l'Etat aux frais de construction de ce pavillon, et donna mandat à son président pour engager dans ce sens des négociations avec le ministère de l'Instruction publique et l'Administration de l'Asile. La contribution fut votée et ne pourra être payée qu'à partir du 1^{er} janvier 1898.

L'année 1897 se passa sans amélioration aucune des locaux, cela fit dire au Professeur Blarez que le titre de la Faculté, qui était : « Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie », était trompeur, car la pharmacie est reléguée dans des bâtiments vieux et construits pour d'autres usages.

En 1898, cependant, en présence des réclamations répétées du Conseil de Faculté et du Conseil de l'Université, démontrant la caducité de tous les contrats passés depuis vingt ans avec la ville :

1° 15 octobre 1879, installation provisoire des bâtiments pour les sciences accessoires et la pharmacie sur l'emplacement de Saint-Raphaël;

2° 6 octobre 1890, affectation de cet emplacement à l'installation des cliniques annexes et transfert des services de la pharmacie et des sciences accessoires dans les bâtiments à construire à la place de l'Hôpital Saint-Jean désaffecté;

3° 20 avril 1896, projet de transfert de ces derniers services sur les terrains du cours Barbey appartenant à la ville; on se décida à revenir à une conception plus rationnelle et qui aurait sans doute été celle de la Faculté de Médecine et de pharmacie, si elle avait été seule à décider, exécuter et payer.

Après avoir fait effectuer aux services accessoires et à la pharmacie des pérégrinations diverses sur le papier, qui se traduisaient en définitive par des plans magnifiques et de beaux rêves d'installation, les uns et les autres étant des mirages, l'on décida de revenir, dans un temps plus ou moins éloi-

gné, à la place qui paraissait devoir le mieux leur convenir. Ce fut, en effet, le plan de la municipalité Cousteau de réunir tous les services de Saint-Raphaël au groupe de Saint-Julien, derrière les bâtiments actuels, en leur donnant pour façade la rue Leyteire ! Et, comme disait le rapporteur, puisse ce projet enfin aboutir !!!

Le recteur Bizos engagea avec le Conseil municipal des négociations pour que, cette fois-ci, les services de la Faculté de Médecine fussent *vraiment améliorés*. Conduites avec vigueur et habileté, elles eurent enfin un succès complet.

Dans sa séance du 15 novembre 1899, le Conseil municipal a ratifié la Convention conclue entre M. le Recteur et M. le Maire et, bientôt, grâce aux intelligents concours de la ville et de l'Etat, notre Université verra s'agrandir enfin la Faculté de Médecine et de Pharmacie :

« Les services de la Faculté de Médecine et de Pharmacie, provisoirement installés dans les bâtiments dits de Saint-Raphaël, seront établis sur un emplacement situé rues Paul-Broca, Leyteire, Elie-Ginrac, comprenant, avec l'immeuble Labouysse, les immeubles à acquérir par la ville et dont le prix est fixé approximativement à 341.000 francs. Les travaux relatifs à l'installation d'une Morgue et des laboratoires de médecine expérimentale seront entrepris sur le terrain compris dans le périmètre actuel de la Faculté.

» Les dépenses seront supportées moitié par la Ville, moitié par l'Etat et par l'Université de Bordeaux. La subvention de l'Etat ne pourra, en aucun cas, être supérieure à 1.071.000 francs. »

(Extrait du compte rendu de la séance du Conseil municipal du 15 nov. 1899.)

L'année suivante, on commençait à exproprier les maisons ou les constructions tout autour de la Faculté de façon à pouvoir l'agrandir sur place par des constructions contiguës au bâtiment principal, et bientôt, « l'expropriation des terrains de la rue Leyteire étant terminée, on pourra commencer l'édification des constructions nouvelles attendues avec impatience. Quand elles seront à même de recevoir les laboratoires situés à l'ancienne annexe de Saint-Raphaël, celle-ci, d'après une convention vieille de dix ans, devra être annexée

à l'Hôpital Saint-André pour qu'on y établisse une série de cliniques annexes. »

Le maire de Bordeaux fit alors connaître qu'il lui semblait qu'il faudrait au moins sept ans pour réaliser ces projets. Une telle éventualité, susceptible de retarder l'enseignement des spécialités médicales, qui continuerait à se faire dans des conditions défectueuses, risquait même de le réduire à néant. La Commission des Hospices, ne voulant pas se désintéresser de ce grave problème, examina la situation (1900-1901) et fut amenée à étudier différents projets, entre autres le transfert de ces cliniques de spécialités au « lointain » Hôpital du Tondu, qui avait été primitivement conçu en vue du remplacement de l'Hôpital Saint-Jean, et pour lequel on avait vu « trop grand ». On avait pensé à 250 femmes hospitalisées et 12 seulement y étaient en traitement.

La Commission des Hospices se mit alors d'accord avec l'administration municipale et la réunion médico-chirurgicale en vue de l'affectation provisoire de cet hôpital aux services cliniques de gynécologie, des maladies des voies urinaires, de dermatologie et des maladies exotiques. Les consultations externes annexées à ces services resteraient à Saint-Raphaël, à portée des stagiaires inscrits dans les services de l'Hôpital Saint-André et de l'Hôpital des Enfants.

*
* *

C'est au cours de cette année, et il nous semble difficile de passer un tel fait sous silence, qu'il y eut l'inauguration de l'Hôpital Tastet-Girard, situé dans un coin du groupe hospitalier de Pellegrin et dû à la libéralité de Mme Tastet. Consacré au traitement des affections chirurgicales, construit et aménagé suivant les règles de la plus parfaite antisepsie, sous la direction de l'éminent chirurgien Demons, cet hôpital réunit tous les perfectionnements chirurgicaux observés par Demons dans la plupart des grands hôpitaux d'Europe. Cet établissement modèle, grandiose donation aux hospices, sera cependant

une dépendance indirecte de l'Université puisque, après la retraite de M. Demons, le chirurgien en chef devra être choisi par la Commission des Hospices parmi les chirurgiens des Hôpitaux de Bordeaux proposés par la Faculté de Médecine !

Au cours de l'année 1902, l'Hôpital du Tondu, dont la nouvelle affectation avait été approuvée, fut aménagé afin de recevoir les cliniques des voies urinaires, de dermatologie et syphiligraphie, de gynécologie, de maladies des pays chauds, et enfin celle de laryngologie et d'otologie.

Le Conseil de l'Université avait voté une somme de 20.491 fr. 91 pour la construction d'une salle d'opérations et l'organisation d'une salle de cours.

Entre temps, les plans pour la prochaine Faculté de Pharmacie, peut-on dire, étaient préparés. Les nouveaux bâtiments seront érigés en façade rue Leyteire, à côté de l'Institut de médecine légale et du futur Institut Pasteur.

Il semblait qu'après tant d'espoirs déçus, après tant de tergiversations, on allait enfin aboutir définitivement.

« A bientôt donc la pioche des démolisseurs, à bientôt donc les équipes de terrassiers et de maçons. Nous aurons un beau spectacle à contempler le jour où le quadrilatère formé par la place d'Aquitaine, la rue Leyteire, la rue Broca et la rue Elie-Gintrac sera couvert d'édifices de toutes sortes : laboratoires et instituts, ateliers de profession et foyers de science », s'écriait avec enthousiasme le doyen de Nabias, qui voyait enfin poindre le terme de ses préoccupations.

*
* *

Il semble qu'en effet 1902, avec ce que l'on pensait être la terminaison de ce fameux aménagement provisoire de Saint-Raphaël; avec la mise en état de l'Hôpital du Tondu pour les cliniques spéciales; avec l'aménagement au Château-Picon de la clinique des maladies mentales qui pourra ainsi prendre toute son ampleur; avec l'Hôpital Tastet-Girard qui venait ajouter un joyau supplémentaire à ce beau domaine de Pellegrin qui, dans un cadre unique, voyait se développer sa

Maternité et son Hospice de Vieillards, était une année que l'on pouvait considérer comme marquée par les dieux hospitaliers !

En voyant l'essor que prenait ce groupe situé à la périphérie de Bordeaux, il y avait des esprits qui pensaient que l'effort de l'enseignement hospitalier devait converger désormais vers ce vaste périmètre de Pellegrin, du Tondu et de Picon, si favorable à la bonne hygiène et si plaisant par son cadre unique, ses pelouses, ses arbres, ses jardins.

Ces esprits avaient-ils déjà une prescience de ce qui aurait pu être et de ce qui n'a pas été ? Pensaient-ils que le développement hospitalier d'une ville devait tendre à se faire dans la satisfaction morale de ceux qui y faisaient appel ? Et pensaient-ils qu'ultérieurement c'était cette conception de pavillons clairs, séparés par des jardins, qui devait permettre la réalisation de ces admirables formations universitaires que nous avons eu le plaisir de visiter : l'Hôpital de la Pitié, à Paris; l'Hôpital civil de Strasbourg, avec ses galeries fermées pour le mauvais temps et ses galeries ouvertes pour la belle saison; le très bel Hôpital de Bavière, à Liège (Belgique); le grand Hôpital universitaire de Debreczen (Hongrie).

Il y avait loin de la coupe aux lèvres et nous pensons avec tristesse à cette phrase de Camille Jullian qui serait si belle si elle avait toujours été appliquée :

« Quand il s'agit de science, la France n'économise pas ! »

Pourtant, comme le disait de Nabias, « les bonnes volontés ne manquent pas. Il ne faudra pas s'arrêter tant qu'il y aura quelque chose à faire. Il faudra toujours améliorer l'outil qui assure le succès et se préoccuper de la rivalité étrangère, qui doit toujours nous tenir en éveil. Ceux qui voyagent dans les pays voisins ne voient partout que « cliniques récentes, édifi- » ces flambants neufs, Instituts reconstruits, vastes et confortables, salles d'opération neuves, laboratoires immenses et » nouvellement bâtis, répondant aux idées les plus modernes..., et bien que l'enseignement soit beaucoup en surface, » qu'il s'adresse trop souvent à la galerie .. ils ajoutent que

» la renommée de ces Universités est si étendue que les étudiants viennent vers elles de tous les points du globe tendant à délaisser de plus en plus la France ». (René Cruchet, *la Médecine dans les Universités allemandes*.)...

» Nous sommes à une halte. Le flambeau n'est pas éteint. Son rayonnement est encore celui de la science féconde, celui des pensées sereines, celui de justice et d'humanité ! »

*
**

1903 vit le pavillon Tastet-Girard définitivement installé, l'Hôpital du Tondu en mesure de fonctionner dans le sens dans lequel on venait de l'aménager, la clinique des maladies mentales être créée, non pas à l'Asile Picon, mais à l'Hôpital Saint-André, ce qui faisait dire à de Nabias : « Ainsi, toutes nos cliniques de spécialités sont actuellement pourvues de services dans les Hôpitaux ! » Le seul point noir, c'était cette attente réellement cruelle (!) des locaux destinés à l'enseignement de la pharmacie et qui demandait une solution prochaine et urgente...

Pourtant, de Nabias, en célébrant éloquemment les « noces d'argent » de la Faculté de Médecine, pouvait, après avoir passé en revue toute la vie de la Faculté, au cours de ses vingt-cinq années d'existence, son développement dans tous les ordres : locaux, enseignement, nombre d'étudiants, spécialités, etc., déclarer :

« ...Je laisse une esquisse incomplète que d'autres continueront. Puissiez-vous voir simplement que les vingt-cinq ans écoulés pour la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Bordeaux n'ont pas été stériles et que le chemin parcouru est encore assez beau. Dès maintenant, regardons en avant, remettons-nous en marche pour une étape nouvelle. Préparons les noces d'or. »

Or, la Faculté continuait à attendre l'achèvement des constructions qui lui étaient devenues indispensables.. Mais la vie, dit-on, est un éternel recommencement. Ou, comme disent les Latins : *Nil novi sub sole*.

En 1825, nos lecteurs s'en souviennent, les projets de construction de l'Hôpital Saint-André traînaient en longueur quand, soudain, une nuit, une partie du mur qui entourait le vieil Hôpital Saint-André s'écroula. Il fallut se rendre à l'évidence et des mesures urgentes furent prises, qui entraînèrent rapidement la construction de l'Hôpital Saint-André actuel.

Ce fut en 1903 à peu près la même chose. Depuis longtemps, on cherchait à terminer le transfert des locaux de Saint-Raphaël derrière la Faculté, et, d'autre part, on voulait transférer à Saint-Raphaël ou ailleurs certains services de l'Hôpital... Mais le temps passait... Soudain, en février, un accident, qui n'eut pas heureusement de suites fâcheuses, vint, comme il y a quatre-vingt-dix ans, hâter l'exécution des projets sans cesse renvoyés : un incendie détruisit la clinique d'ophtalmologie, encore enserrée dans des locaux exigus et mal aérés, et une partie de la clinique d'accouchements, installée dans les combles de l'Hôpital, au voisinage de sources d'infection très menaçantes. On peut espérer que l'Administration des hôpitaux en profita pour donner plus d'ampleur au service d'ophtalmologie et faire construire sur des terrains assez vastes une clinique d'accouchements munie de tous les perfectionnements qu'exige l'hygiène moderne.

Ainsi, comme le dit le doyen Pitres, l'incendie « aura été un petit mal pour un grand bien ». C'est une spirituelle leçon de philosophie pratique, mais ne comptons pas toujours sur le feu pour améliorer les installations défectueuses.

A la suite de cet accident, la clinique d'ophtalmologie alla occuper, en attendant d'être réinstallée à Saint-André, un emplacement *provisoire* à l'Hôpital des Enfants. Quant à la clinique d'accouchements, elle se réfugia, également *provisoirement*, dans le pavillon des convalescents à l'Hospice général de Pellegrin.

*
* *

Cette disposition par force majeure venait, hélas ! d'augmenter le nombre des locaux hospitaliers qui n'étaient pas installés définitivement !

Ces services de Saint-Raphaël y sont toujours *provisoirement* depuis vingt-six ans; le laboratoire de médecine expérimentale est toujours *provisoirement* installé depuis seize ans dans des sous-sols humides et sans aération, et maintenant la clinique d'accouchements a trouvé un asile *temporaire* et *provisoire* à l'Hospice Pellegrin (un seul pavillon de 26 lits, où les étudiants ne sont admis que le jour).

*
* *

Cependant, le ministre avait demandé les plans et devis pour autoriser l'emprunt de la ville de Bordeaux, qui comprend les travaux à effectuer à la Faculté de Médecine, conformément à la convention du 10 mai 1899. Ils furent soumis au Conseil de l'Université le 23 décembre 1904. Depuis, aucune nouvelle... La Faculté pensait en être réduite à abandonner à la ville ses quelques économies de 10.000 francs...

Pendant ce temps, la ville transférait l'Institut Pasteur dans un local loué par elle. Et l'expropriation des maisons rue Leyteire se continuait lentement, mais on pensait qu'elle serait terminée à la rentrée des vacances 1908. Il semblait que l'on s'acheminait sans efforts vers la prédiction du maire quand il disait que rien ne fonctionnerait avant sept ans!!! En même temps, un laboratoire d'orthopédie vient enfin d'être installé à l'Hôpital des Enfants, dans un pavillon mis à la disposition de la Faculté par l'Administration des hospices; de plus, une généreuse donatrice vient de donner à ce laboratoire une somme de 100.000 francs pour instruments et appareils...

Cependant, depuis plusieurs mois, les entrepreneurs occupaient tous les immeubles entre la Faculté et la rue Leyteire;

ils y préparaient l'édification des vastes pavillons qui seraient affectés à l'enseignement pharmaceutique pour recevoir les services évacués de Saint-Raphaël. Il y aurait là, dès que Saint-Raphaël aurait été repris par les hospices, une occasion unique de donner aux cliniques et, en particulier, à celle des spécialités, une installation à peu près convenable. Car il faut reconnaître qu'en comparaison avec l'étranger nos installations présentent des déficiences alarmantes, que les professeurs se faisaient un devoir de signaler.

Quant aux bâtiments élevés sur les terrains situés entre le groupe principal des bâtiments de la place d'Aquitaine et la rue Leyteire, ils se construisaient enfin. •

Il semblait qu'actuellement tout allait assez rapidement quand, nouvel avatar, une grève, en 1911, retarda de plusieurs mois l'élévation des nouveaux bâtiments et l'édification des autres. Les travaux cependant reprirent...

Mais il fallait penser bientôt à l'installation des services cliniques à l'annexe Saint-Raphaël. L'Administration des hospices avait déjà fait établir un plan du projet d'utilisation des bâtiments et terrains. La Faculté comptait une fois de plus sur la Ville pour la bonne organisation matérielle de ses services cliniques, cependant que la maçonnerie se terminait et que l'on commençait la couverture des nouveaux bâtiments. Si aucun ennui, aucune grève, ne survenaient, on pouvait penser réellement fonctionner dans le courant de l'année prochaine (semestre de 1913).

C'est alors que la Commission des hospices, désireuse de s'entourer de tous les renseignements nécessaires et utiles soit pour le nouvel aménagement de l'Hôpital Saint-André, soit pour la construction d'un nouvel hôpital, pas très loin du groupe de Pellegrin, avec lequel il ferait un groupe très important, décida d'envoyer étudier sur place les grands hôpitaux modernes une commission, composée du maire de Bordeaux, M. Charles Gruet; de M. Georges Périé, vice-président; de MM. les Docteurs Arnoz et Pousson, professeurs à la Faculté de Médecine; de M. Girou, secrétaire en chef des hos-

pices, et de M. Lacombe, architecte, qui visita en une quinzaine de jours les principaux hôpitaux d'Allemagne, de Danemark, de Hollande et de Belgique. A leur retour, un rapport fut fait contenant des projets à la fois de modernisation de Saint-André actuel, d'appropriation de Saint-Raphaël et des plans d'un nouvel hôpital...

Nous avons retrouvé, en outre, qu'à cette même époque, on avait envisagé la possibilité d'organiser à l'ancien Hôpital Saint-Jean les cliniques obstétricale et gynécologique...

En 1913, on crée un laboratoire à l'Hôpital des Enfants et un autre à l'Hôpital Saint-André; ce dernier, à l'usage du professeur d'anatomie pathologique, dans un local suffisant, est destiné à effectuer les recherches et examens demandés par les chefs de service des hôpitaux et à conserver tous les documents anatomo-pathologiques et cliniques utiles à l'instruction des élèves.

Mais il a fallu renoncer à l'espoir prévu de prendre possession des nouveaux locaux à la rentrée de 1913-1914. Le malaise dont souffrent des services importants de la Faculté va donc se prolonger quelques mois, peut-être davantage. Les laboratoires des sciences appliquées et de la pharmacie, qui attendent *depuis trente-cinq ans* leur installation définitive, ne sont pas seuls intéressés à la question; leur libération, en effet, entraînerait de nombreuses améliorations pour les services cliniques et le service des consultations de Saint-Raphaël.

L'Administration municipale, cependant, faisait tous ses efforts pour l'achèvement des travaux. L'architecte prenait toutes ses dispositions pour donner dans le plus bref délai possible satisfaction aux besoins de la Faculté, qui se trouvait maintenant aux prises avec les difficultés d'organisation de locaux actuels et des nouveaux enseignements prévus par de nouveaux décrets contenant les nouveaux programmes d'études.

L'année 1913-1914 vit ces travaux se continuer assez rapidement grâce à l'impulsion vigoureuse de M. le Maire de

Bordeaux et de M. Liégaux, adjoint au maire. Les nouveaux pavillons étalaient leur façade, ils dressaient leurs toitures monumentales et seulement leur intérieur était encore à aménager... Mais août 1914 survint !... La guerre...

Et maintenant, les chantiers abandonnés, on ne sait plus quand on finira... Les locaux furent utilisés tout à fait au début et pendant le mois d'août pour loger et cantonner 1.800 à 2.000 soldats. En octobre, c'était le Lycée qui venait utiliser les locaux, les siens étant pris par un hôpital; et, à l'occasion de l'ouverture des classes, le 20 octobre, nous nous souvenons d'un magnifique discours prononcé sans doute à Bordeaux, mais qui s'adressait à la jeunesse du pays tout entier et magnifiait le rôle de la France dans le monde, et qui fit frémir d'enthousiasme non seulement les jeunes élèves assis sur les bancs, mais aussi les hommes de tout âge qui, ce jour du 3 octobre, faisaient cortège au grand Maître de l'Université.

En un tableau saisissant, nous l'entendîmes dépeindre les horreurs et les espoirs de l'heure présente : la barbarie et la férocité qui flétrissent à jamais l'agresseur; la noblesse du but poursuivi par la France et ses alliés, luttant avec une commune énergie et une égale foi pour défendre les droits supérieurs de l'humanité, la civilisation, la liberté, la justice, l'avenir du monde dans le respect intégral des patries...

Citons en entier son vibrant appel lancé à la jeunesse de nos écoles :

Jeunes gens, au travail ! ou plutôt au combat ! Car vous aussi vous êtes dans la mêlée. Dès aujourd'hui vous êtes au service de la Patrie, de la Patrie demain victorieuse et qui déjà prépare les renouveaux de sa vie féconde.

Pour combler les vides que la bataille aura creusés, pour reformer les rangs que la mort aura décimés, à l'œuvre tous et sans délai ! Il faudra travailler plus vite et davantage pour être plus tôt prêts à prendre vos postes d'action.

La France demain mobilisera vos énergies pour la campagne de progrès qu'elle doit poursuivre dans un univers désormais pacifié par l'équilibre des patries régénérées.

Tout ce que votre cœur peut donner de dévouement, tout ce que votre cerveau peut fournir d'efforts, tout ce que votre conscience peut apporter de volontaire discipline, vos maîtres, vos chefs, ces délégués de la Patrie, l'attendent de vous, tout de suite ! (1).

*
* *

Les années de guerre passèrent, et, en 1920 et 1921, on pensa à reprendre les travaux, sous la direction de M. Lacombe, architecte. On espère enfin voir en 1922 la fin des travaux et l'aménagement *définitif* (!) des pavillons prévus rues Leyteire, Paul-Broca et Elie-Gintrac, de façon à permettre ensuite l'appropriation de l'annexe Saint-Raphaël pour les services de consultations externes.

Ce fut *effectivement* fait et cela peut compter dans les Annales de la Faculté d'avoir fini par aménager les services si misérablement logés à Saint-Raphaël depuis quarante-cinq ans et ceux si étroitement et inconfortablement établis en surnombre dans les sous-sols de Saint-Julien depuis trente ans. Ils sont maintenant dans des locaux vastes, bien aérés, dotés d'outillage et d'appareils très modernes, en rapport avec les nécessités de l'enseignement et les besoins de la recherche scientifique.

Les nouvelles installations comprennent maintenant les laboratoires de Toxicologie, Hydrologie thérapeutique, Matière médicale et Botanique, Zoologie et Parasitologie, Physique et Chimie appliquées à la pharmacie, Pharmacie, Médecine légale, Chimie biologique, Physique biologique, Anatomie pathologique, Physiologie (travaux pratiques), Médecine expérimentale, Médecine coloniale et Pathologie exotique.

On voit par cet exposé combien cette inauguration si tardive entraîne une intensification énorme de vie universitaire.

(1) Dans la séance du 4 novembre, le Conseil de la Faculté a décidé de placer dans notre grand amphithéâtre une plaque commémorative de cette émouvante séance à laquelle il fut donné seulement à un petit nombre d'entre nous d'assister. Maîtres et élèves y trouveront sans cesse un stimulant à leurs efforts, un réconfort à leurs énergies.

*
* *

Au cours de l'année 1924-1925, la ville continua ses travaux d'amélioration des services de l'Hôpital Saint-Jean et de l'Annexe Saint-Raphaël. On va y commencer les travaux concernant : 1° la clinique dentaire, qui ne peut plus recevoir ses nombreux étudiants; 2° les deux cliniques chirurgicales, dont la construction s'impose autant dans l'intérêt des études que pour le bien des malades pauvres. Déjà, les services de consultations externes pour la médecine et la chirurgie et les laboratoires des cliniques médicales et chirurgicales sont à peu près terminés, ainsi que les nouveaux services de la chirurgie ophtalmologique et de la clinique de dermatologie et de syphiligraphie.

Le 28 octobre 1927, M. Fernand Bouisson, président de la Chambre des députés, venait inaugurer officiellement les nouveaux bâtiments de l'ancien Hôpital Saint-Jean, l'Hôpital André-Boursier, sis cours de la Marne et destiné aux deux services de clinique : accouchement et gynécologie.

Le même jour avait lieu très simplement la cérémonie de la pose de la première pierre du Pavillon des nouvelles cliniques chirurgicales de l'Hôpital Saint-André. M. Marquet, maire de Bordeaux, insista vivement pour qu'elles soient terminées en 1929, le programme de la ville de Bordeaux, du moins au point de vue extérieur, se trouvera ainsi achevé. Il restera à meubler ces nouveaux bâtiments avec des instruments et des appareils de travail et de recherches précis, que l'on est susceptible de se procurer, soit par des subventions de généreux donateurs, soit au titre des réparations.

La marche des travaux du Pavillon des cliniques chirurgicales allait subir un retard inattendu du fait de la Faculté, qui venait de prier le maire de Bordeaux de bien vouloir faire ajouter un quatrième étage aux trois qui étaient déjà prévus. Une étude approfondie, faite par MM. Bégouin et Chavannaz, professeurs de clinique chirurgicale, venait, en effet, « de faire ressortir les inconvénients graves dus, *une fois encore* (!), à l'insuffisance des locaux prévus : d'où intrication

partielle des deux cliniques dans un étage commun; insuffisance des lits affectés à chaque clinique et nécessité d'annexer aux salles principales les deux salles 9 et 18 de l'Hôpital Saint-André. »

« Cette dispersion des malades entraîne des difficultés sérieuses pour le personnel; elle expose les opérés à des complications graves, par le fait de leur transfert à travers des couloirs exposés à tous vents. Enfin, au point de vue de l'enseignement, elle empêche le groupement et le maintien, sous la surveillance effective des chefs de service et de leurs collaborateurs, des assistants, de plus en plus nombreux, qui seront attachés comme stagiaires à ces deux grandes cliniques chirurgicales. »

La construction d'un quatrième étage remédiera à tous ces inconvénients. De plus, comme l'a montré le professeur Petges, en libérant les salles 9 et 18, elle permettra de grouper tous les services de la chaire de dermato-syphiligraphie à l'Hôpital Saint-André : les deux salles de clinique, actuellement au Tondu, seront dans le voisinage immédiat, à l'Hôpital Saint-André, des consultations externes du laboratoire de sérologie et du dispensaire de la ville et de la Faculté de Médecine, dont l'installation est toute récente et donne entière satisfaction. « Ainsi seront réalisés les desiderata exprimés, lors de sa dernière visite des services de prophylaxie antivénérienne, par M. le docteur Cavaillon, délégué du ministre de l'Hygiène, qui est tout disposé à accorder pour ce groupement des services de M. le professeur Petges, des crédits du même ordre de grandeur que ceux déjà alloués pour le même but à Strasbourg, à Lyon, à Montpellier et Toulouse. Ces crédits viendraient s'ajouter à ceux sur lesquels il est permis de compter sur les fonds du pari mutuel. Enfin ce transfert permettrait, en libérant 20 lits d'hommes, 20 de femmes, et 20 dits de baraquement, de créer à l'Hôpital du Tondu une salle de médecine ou de chirurgie générale reconnue nécessaire pour l'enseignement de l'Ecole des gardes-malades et pour les besoins d'hospitalisa-

tion de la population ouvrière du quartier du Tondu, sans cesse en voie d'accroissement. »

Cette requête, présentée par M. le doyen Sigalas, le 9 octobre 1928, au Maire et au Conseil municipal, reçut un accueil bienveillant, et l'on envisagea une solution prochaine et favorable.

Cependant, ultérieurement, après une nouvelle étude de la question, on ne put, pour des raisons budgétaires, donner suite à ce projet de quatrième étage. Par contre, la Commission des Hospices, d'accord avec la Faculté de Médecine, adoptait le projet de transporter à l'Hôpital Saint-André la clinique de dermato-syphiligraphie du Tondu et de la joindre à un service de malariathérapie dont la création est demandée et dont la direction serait confiée au professeur de clinique des maladies nerveuses et mentales, en accord avec le professeur de clinique des maladies cutanées et syphilitiques. Le ministre de l'hygiène accorderait certainement une subvention. Au cours de l'année 1929, les travaux des nouvelles cliniques continuèrent à avancer d'une façon satisfaisante. « On peut espérer leur achèvement dans le courant de l'an prochain. »

C'est pourquoi la Commission des Hospices, toujours soucieuse de progrès, a commencé à préparer plans et devis en vue de la modernisation des autres services cliniques de l'Hôpital Saint-André. La Commission et la Municipalité sont, en effet, tout à fait d'accord pour procéder par tranches successives; dans le programme des grands travaux municipaux compris dans l'emprunt voté par l'assemblée communale (délibération du 1^{er} août 1930), on voit qu'une somme de 11.344.810 francs sera consacrée à l'aménagement de l'Hôpital tout entier (réfection des cliniques médicales; construction d'un amphithéâtre de clinique; reconstruction des cliniques d'électricité médicale, de psychiatrie, de chirurgie dentaire et d'oto-rhino-laryngologie).

Enfin, par une délibération toute récente, prise en accord avec le conseil d'administration du Centre anticancéreux de

Bordeaux et du Sud-Ouest, la Commission des Hospices vient d'accepter de prendre en charge la gestion hospitalière de ce centre, dont les services vont être très prochainement transférés dans les locaux de l'Institut Bergonié, rue de Saint-Genès.

Telles ont été, au cours de ces cinquante ans d'exercice, les différentes tractations qui ont abouti à l'achèvement de la Faculté de Médecine, à la construction de services ou d'hôpitaux. Certes, tout ne s'est pas fait tout seul. Souvent on a cru atteindre au but et un remous a obligé à renvoyer ultérieurement l'abordage tant espéré. Cependant, à force de mesure, de prudence, de calme, de volonté tenace, tous les plans primitifs arrivèrent à exécution, permettant à la Faculté d'accroître sans cesse ses locaux, source admirable de services variés propres à favoriser, par leur installation, l'enseignement le meilleur et le plus développé.

CHAPITRE III

L'ENSEIGNEMENT

« La médecine est une science en fermentation continuelle et qui est, comme la vie qu'elle étudie, dans un perpétuel devenir. »

JOLYET (1893).

Au cours de l'année 1879-1880, quatre chargés de cours furent nommés professeurs titulaires, réalisant ainsi l'enseignement complet. Ce sont : MM. Masse (médecine opératoire); Pitres (histologie); Jolyet (médecine expérimentale); Guillaud (histoire naturelle). De plus, les travaux pratiques sont devenus obligatoires (anatomie, physiologie, médecine opératoire, physique, chimie, histoire naturelle, histologie, anatomie pathologique).

En 1882 est créé l'enseignement clinique spécial, en faveur des sages-femmes externes. La même année, un laboratoire scientifique est sur le point d'être fondé à Arcachon.

La Clinique d'ophtalmologie s'est victorieusement implantée à l'Hôpital Saint-André, sous la direction du docteur Badal et, le 30 décembre 1882, le cours magistral d'ophtalmologie était créé avec le professeur Badal comme premier titulaire.

Le 28 juin 1886, le Conseil de la Faculté émet le vœu que soit institué un cours complémentaire de toxicologie. Ce vœu fut approuvé par le Conseil général des Facultés.

Cette même année, M. Sigalas, préparateur de physique, était nommé chef des travaux pratiques de physique des étudiants en pharmacie (emploi nouveau).

Dès le début de l'année 1887, M. le professeur Pitres demanda, approuvé par le Conseil de la Faculté et le Conseil général des Facultés, que l'arrêté du 22 juillet 1878 et le décret du 1^{er} août 1883 (pour que les aspirants au grade d'officier de santé, de pharmacien de 2^e classe, ainsi que les sages-femmes et les herboristes ne fussent pas obligés d'aller passer leurs examens probatoires devant les écoles préparatoi-

res dans le ressort desquelles ils doivent exercer) fussent rapportés dans l'intérêt du relèvement des études comme dans l'intérêt des Facultés.

Le 13 février 1887, le Conseil général des Facultés renouvelait son vœu des 13 et 29 juin 1886 relatifs à la création d'un cours complémentaire de toxicologie.

Le 29 mars 1887, le Conseil général, à l'instigation du doyen Pitres, donnait avis favorable à trois demandes d'ouverture de cours libres :

1° Eléments de la médecine mentale et de la médecine légale des aliénés, par M. le docteur Régis;

2° Maladies du larynx, des oreilles et du nez, par M. le docteur Moure;

3° Etude des affections qui se rattachent à l'état puerpéral, par M. le docteur Chambrelent, chef de clinique à la Faculté.

Le Conseil général des Facultés demande de plus l'augmentation du nombre des préparateurs (physique et chimie) et l'autorisation d'employer des boursiers comme préparateurs.

Enfin, cette même année, la Faculté envisageait la création de cliniques magistrales à la place des cliniques annexes existantes pour :

1° Maladies des enfants;

2° Maladies cutanées et syphilitiques;

3° Maladies des oreilles, du larynx et du nez;

4° Maladies des voies génito-urinaires;

5° Maladies des femmes et gynécologie.

La Faculté demandait priorité au moins pour les deux premières, et les autres au fur et à mesure que ce sera possible, par la transformation de certaines chaires théoriques magistrales.

On reconnaît là, de suite, l'influence prépondérante du doyen Pitres, qui, avec une prescience singulière, avait vu tout l'intérêt que pouvait tirer la Faculté du développement de l'enseignement des spécialités.

Au cours de nos recherches, nous avons pris connaissance d'un document qui nous a beaucoup donné à penser et que

nous nous permettons de communiquer, en nous excusant d'ouvrir cette parenthèse. Mais, alors qu'actuellement et depuis plusieurs années, de tous côtés, le corps médical, quasi unanime, qu'il soit professoral, hospitalier ou praticien, voire même étudiantin, s'élève contre le « P. C. N. » dans sa forme actuelle, il est piquant de penser que c'est peut-être à la suite du rapport d'un professeur de Faculté de Médecine (!), que le P. C. N. a été institué. En effet :

« Le 21 juin 1887, le Recteur donna lecture au Conseil général d'une dépêche ministérielle du 10 juin relative à l'organisation des sciences physiques et naturelles des Facultés de médecine et mettant à l'étude la question suivante : l'enseignement théorique et pratique, auquel sont astreints les étudiants en médecine de première année, ne pourrait-il pas, suivant les circonstances, être donné dans les Facultés des Sciences et par les maîtres de ces Facultés ?

» Le rapporteur, M. le professeur d'anatomie pathologique, assesseur du doyen, Coyne, le 28 juin, apportait les conclusions suivantes :

1° L'organisation des enseignements des sciences physiques, chimiques, botaniques, zoologiques, communs aux Facultés des Sciences et aux Facultés de Médecine, devrait se faire non par facultés, mais par instituts séparés, partout où cette installation serait pratiquement possible;

2° Actuellement et pendant une période de temps qu'il est impossible de préciser, mais qui certainement sera longue, le personnel enseignant de ces instituts devra être multiple et appartenir aux deux facultés intéressées, de telle sorte qu'à ce point de vue il n'y aura pas économie de personnel;

3° Dès maintenant, et comme conséquence de ce principe, il y aurait utilité à faire donner aux futurs étudiants en médecine et en pharmacie *une forte préparation scientifique générale que seules les Facultés des Sciences peuvent donner*. Pour atteindre ce but et en ce qui regarde les étudiants en médecine, *il serait avantageux de supprimer le baccalauréat ès sciences restreint qui ne correspond à aucune préparation sérieuse et à le remplacer par une année d'étude dans les Facultés des Sciences*. Cette année de scolarité serait consommée par un examen et un certificat d'études qui serait exigé des étudiants en médecine. Les étudiants en pharmacie

seraient astreints à la même obligation scolaire et au même certificat avant de commencer leurs études spéciales;

4^o Comme conséquence, les cours de physique, de chimie et d'histoire naturelle des Facultés de Médecine se renfermeraient strictement dans l'étude des applications de ces sciences à la médecine et à la pharmacie et ne comprendraient plus le développement des généralités que les professeurs de ces facultés sont obligés de conserver dans l'état actuel de préparation insuffisante des élèves qui leur sont confiés.

» Le premier, le deuxième et le quatrième articles furent adoptés par le Conseil général à l'unanimité.

» Quant au troisième, 5 membres du Conseil furent d'avis qu'il doit s'appliquer aux seuls étudiants en médecine; 6 voulurent l'appliquer aussi aux étudiants en pharmacie. »

Nous nous gardons de tout commentaire.

Au cours de l'année 1887-1888, on décida la création d'exercices pratiques d'obstétrique sur le mannequin, sous la direction du docteur Lefour.

Cette même année, par contre, fut supprimé le cours de clinique annexe des maladies vénériennes organisé à titre provisoire en 1878. Mais la Faculté poursuit actuellement l'établissement d'un service mixte des maladies syphilitiques et cutanées, comme à Paris, Lyon, Montpellier et Lille. Il était d'ailleurs difficile de l'organiser à l'Hôpital Saint-André pour des raisons financières, mais on comptait beaucoup sur la municipalité.

Dans l'année qui suivit (1888-1889), ce cours était créé, sous la forme désirée par la Faculté, c'est-à-dire complémentaire mixte; la première partie se fait à l'Hôpital Saint-Jean d'une façon clinique, tandis que la deuxième consiste en une consultation libre pour les maladies de la peau dans les anciens locaux du secrétariat, à Saint-Raphaël.

D'autre part, les fonctions du chef des travaux de clinique et de pharmacie furent dédoublées et on en créa deux (un pour les étudiants en médecine de première année, un pour les étudiants en pharmacie de première et deuxième année).

Une salle d'autopsie fut ouverte pour les expertises médico-légales.

Enfin, le service des stages d'accouchements fut réglementé, afin de permettre aux étudiants d'avoir toutes facilités d'étude, tout en protégeant, par des précautions antiseptiques rigoureuses, la santé des parturientes.

La Faculté, appuyée par le Conseil général des Facultés, demandait que soit créé, pour compléter la préparation des deuxièmes examens de pharmacie, un cours complémentaire d'hydrologie et de minéralogie.

Le doyen a décidé de faire établir une distribution méthodique des heures de cours, afin de permettre à chaque étudiant d'assister à tous les cours et conférences ayant pour objet les enseignements afférents à son année d'étude.

Ainsi, la Faculté tout entière et son doyen s'efforçaient, d'une façon constante et méthodique, d'augmenter chaque année son patrimoine scientifique, de développer ses cours, d'attirer de nouveaux élèves par la richesse de son enseignement.

On comprend d'autant mieux combien elle fut touchée lorsqu'elle apprit une chose susceptible de l'atteindre dans ses œuvres vives et de faire diminuer ses ressources et le nombre de ses élèves, lorsqu'elle apprit, avons-nous dit, la fixation à Lyon du siège de l'Ecole du service de santé militaire qu'un décret du 1^{er} octobre 1883, malheureusement inappliqué, lui avait attribuée en partie. Créée définitivement par la loi du 16 décembre 1888, elle est fixée à Lyon, qui recueille ainsi la succession de l'ancienne Ecole de Médecine militaire de Strasbourg.

De fait, si l'on regarde les examens subis et les diplômes conférés pendant les dix années qui viennent de s'écouler, on voit la place prépondérante de Bordeaux :

	Examens subis de 1878 à 1887.	Diplômes conférés pendant le même temps.
Bordeaux	10.142	938
Lille	6.187	627
Lyon	6.371	584
Montpellier	9.324	949
Nancy	3.602	443

Comme si ce n'était pas suffisant, la Faculté allait ressentir un autre préjudice, portant beaucoup plus sur la section de pharmacie : à partir du 1^{er} juillet prochain sera mis en vigueur le nouveau régime d'examens probatoires, consistant dans l'application du décret du 20 juillet 1878, qui attribue à l'Ecole de Toulouse la délivrance exclusive des diplômes d'officier de santé et de pharmacien de 2^e classe pour dix départements, alors que la Faculté de Bordeaux n'a le droit de délivrer les mêmes que pour la Gironde.

Le résultat était qu'il y avait beaucoup plus de pharmaciens de 2^e classe. On enregistrait depuis dix ans 100 créations nouvelles d'officines de 2^e classe dans le département contre 12 de 1^{re}; et dans Bordeaux même, sur 147 officines ouvertes, 110 sont tenues par des pharmaciens de 2^e classe et 37 seulement par des pharmaciens de 1^{re}, ce qui est l'opposé de ce qui devrait être.

Sentant le danger, la Faculté s'empessa de demander à nouveau l'abrogation de ce décret.

Mais le doyen Pitres veillait; désireux de conserver à sa Faculté le prestige que plus de dix ans lui avaient fait acquérir, il multipliait les démarches et bientôt la loi du 10 avril 1890 créait l'Ecole principale du service de santé de la marine et le décret du 22 juillet 1890 instituait cette Ecole près de la Faculté de Médecine de Bordeaux.

La situation, qui avait paru diminuer au cours des deux années précédentes, était très améliorée, et la rentrée de 1890-1891 accusait 878 élèves, dont 140 de l'Ecole de santé navale. Ce surcroît inusité, et surtout imprévu, dans une Faculté créée pour 500 étudiants, entraîna immédiatement des mesures difficiles pour faire face aux exigences que comporte l'organisation de l'enseignement pratique : une direction compétente, des aides instruits, une instrumentation compliquée dans de vastes locaux, avec de nombreuses salles de travail, des garçons supplémentaires pour la propreté du matériel et le nettoyage des salles, d'où nécessité de nouvelles ressources budgétaires. Les amphithéâtres de cliniques de Saint-André,

ne contenant que 80 places, étaient aussi devenus insuffisants.

Cela n'empêchait cependant pas la Faculté de poursuivre son développement scientifique, et elle créait cette année trois cours complémentaires :

- un des maladies des femmes, par le Professeur agrégé Boursier;
- un des maladies des voies urinaires, par le Professeur agrégé Pousson;
- un des maladies du larynx, des oreilles et du nez, par le Docteur Moure, qui faisait déjà un cours libre depuis plusieurs années.

Mais on peut dire que la grande institution de cette année fut l'établissement de consultations gratuites externes à l'usage de la population pauvre, et ce, pour toutes les principales spécialités pathologiques. Au bout de huit mois de fonctionnement, ces consultations avaient vu défiler plus de 7.000 malades. Les étudiants s'y pressaient et M. le Professeur Pitres avait bien vu quand il avait pensé à l'amélioration de l'enseignement clinique qui résulterait de ces « consultations » et qui ferait qu'un jeune médecin ou un étudiant en fin d'études ne serait pas obligé d'aller à Paris ou à Vienne pour compléter son éducation pratique.

*
* *

La question du cours clinique des maladies mentales était toujours en suspens. Il fallait une entente entre l'Administration préfectorale, d'une part, et l'Administration des Hôpitaux, d'autre part, mais il était indispensable qu'il y eût un service clinique ou un pavillon d'observation et d'admission des aliénés annexé à l'Hôpital. En attendant, le doyen demanda en 1892 l'institution d'un cours théorique des maladies mentales.

Toujours désireux de retenir à Bordeaux l'élite des élèves, il vit cette année, avec peine, partir pour Montpellier

M. Bosredon, élève interne en pharmacie, car ce titre-là n'existe pas dans les hôpitaux de Bordeaux.

Par contre, Pitres pouvait examiner avec satisfaction le résultat que son institution de consultations gratuites externes de l'année précédente avait donné :

Aux consultations externes gratuites de la Faculté, avaient été données, du 1^{er} novembre 1891 au 1^{er} novembre 1892, 70.478 CONSULTATIONS GRATUITES, savoir :

		PAR SEMAINE	NOMBRE	TOTAL
<i>A Saint-Raphaël, 3, rue Jean-Burguet.</i>				
Maladies chirurgicales... ..	Lanelongue, profess.	une	327	22.870
	Demons, »	une	692	
Maladies du cœur.....	Picot, »	une	1.110	
Maladies du système nerveux	Pitres, »	deux	2.484	
Maladies de la peau.....	Arnozan, agrégé....	deux	3.481	
Maladies des femmes.....	Boursier, »	deux	1.748	
Maladies des voies urinaires.	Pousson, »	deux	2.067	
Larynx, oreilles, nez.....	Moupe, »	quatre	11.624	
<i>Hôpital Saint-André.</i>				
Maladies des yeux.....	Badal, professeur...	six	21.000	39.197
Maladies des femmes enceintes.....	Moussous, »	une	1.400	
Électrothérapie.....	Bergonié, »	trois	17.097	
<i>Hôpital des Enfants.</i>				
Maladies chirurgicales des enfants.....	Piéchaud, chargé de cours.....	quatre	4.423	8.411
Maladies internes des enfants	A. Moussous, chargé de cours.....	trois	4.288	

Il semble que tout commentaire affaiblirait la valeur de tels chiffres.

Les années qui suivirent virent se développer l'organisation de la Faculté. Pendant l'année scolaire 1892-1893, les maladies chirurgicales des enfants se virent attribuer une chaire magistrale, dont Piéchaud, qui, depuis 1887, faisait, comme chargé de cours, un remarquable enseignement, devint titulaire. En même temps étaient créés : un cours complémentaire de pathologie externe (Denucé, premier

titulaire), un cours complémentaire (enfin!) des maladies mentales (Régis, qui en faisait l'enseignement depuis neuf ans déjà, premier titulaire), avec une consultation publique et gratuite; et un laboratoire de clinique à l'Hôpital Saint-André, qui s'imposait au milieu d'une agglomération de 7 à 800 malades (M. Sabrazès, chef de laboratoire). Quant au service d'électrothérapie, installé dans l'ancien laboratoire de médecine expérimentale de Saint-Raphaël, il prenait une importance sans cesse accrue, puisqu'en 1893, plus de 500 malades avaient reçu 18.000 applications électriques. Et, pour la première fois, en même temps que l'on pensait à améliorer l'enseignement des sages-femmes, on envisageait la création d'un enseignement de chirurgie dentaire.

Ainsi Pitres continuait avec persévérance à développer un enseignement régulier des grandes spécialités médicales et chirurgicales pour attirer à la Faculté un grand nombre d'étudiants et de jeunes praticiens. Le but est de transformer chaque cours complémentaire en un cours magistral, avec un service clinique régulier, ayant à sa tête un professeur titulaire. Mais il faut des crédits...

1895 allait donner le jour à une nouvelle chaire : celle de gynécologie, créée grâce à la libéralité du sénateur Dupouy, qui venait de faire un don de 100.000 francs pour cette création. Boursier, chargé du cours, en devint le premier titulaire.

L'année suivante, pour la première fois en France, fut décidée une conférence de pathologie exotique; son institution se justifiait naturellement auprès de l'Ecole du Service de santé de la marine. M. Le Dantec, agrégé de la Faculté et Médecin de la marine, en fut le premier titulaire. Furent également ouverts un cours libre de clinique dentaire, qui fut confié aux Docteurs Dunogier et Guénard, et un cours de micrographie appliquée à la médecine et à la pharmacie, fait par le Docteur Peytoureau, docteur ès sciences.

Par contre, les services cliniques des maladies des femmes, des maladies des voies urinaires et des maladies de

la peau ne sont pas encore ouverts. Heureusement, Boursier et Pousson sont chirurgiens des hôpitaux, ce qui leur permet de faire dans leur service un certain enseignement spécial. Mais Dubreuilh dispose seulement d'un petit nombre de lits à l'Hôpital Saint-Jean, et n'en a aucun pour les maladies cutanées non vénériennes.

Quant à la clinique complémentaire des maladies du larynx, des oreilles et du nez et à celle des maladies mentales, elles ne disposent encore que des malades qui viennent aux consultations externes. Si un malade est à opérer ou à hospitaliser, il faut que le chargé de cours, ou l'abandonne à son triste sort, ou le fasse hospitaliser dans un service de chirurgie générale, où il occupe un lit sans profit pour l'enseignement.

*
* *

L'année 1896, avait vu se transformer le Corps des Facultés en Université. L'année suivante, au moment des fêtes d'inauguration de l'Université, la Faculté mixte et de pharmacie pouvait avec fierté faire état de son développement et de sa situation présente :

1° 24 chaires magistrales.

Pour l'enseignement médical :

- 2 de clinique médicale;
- 2 de clinique chirurgicale;
- 1 de clinique obstétricale;
- 1 de clinique ophtalmologique;
- 1 de clinique des maladies chirurgicales des enfants;
- 1 de clinique gynécologique;
- 1 d'anatomie;
- 1 d'anatomie générale et histologique;
- 1 d'anatomie pathologique;
- 1 de pathologie et thérapeutique générale;

- 1 de thérapeutique;
- 1 de médecine légale;
- 1 de physiologie;
- 1 de physique;
- 1 de pathologie interne;
- 1 de matière médicale;
- 1 de médecine expérimentale;
- 1 de médecine opératoire;
- 1 d'hygiène.

Pour l'enseignement pharmaceutique :

- 1 de chimie;
- 1 d'histoire naturelle;
- 1 de pharmacie;

2° 8 Cours complémentaires.

Pour la médecine :

- 1 cours complémentaire de clinique des maladies de l'enfance;
- 1 cours complémentaire de clinique des maladies des voies urinaires;
- 1 cours complémentaire de clinique des maladies syphilitiques et cutanées;
- 1 cours complémentaire de clinique des maladies du larynx, des oreilles et du nez;
- 1 cours complémentaire de clinique des maladies mentales;
- 1 cours complémentaire de chimie biologique;
- 1 cours complémentaire de pathologie externe.

Pour la pharmacie :

- 1 cours complémentaire de chimie.

3° Des Conférences.

Pour la médecine :

- 1 conférence d'anatomie;

- 1 conférence d'anatomie externe;
- 1 conférence de pathologie exotique;
- 1 conférence d'autopsie médico-légale;
- 1 conférence de physiologie;
- 1 conférence de séméiologie clinique;
- 1 conférence de pathologie interne;
- 1 conférence d'anatomie chirurgicale;
- 1 conférence d'obstétrique;
- 1 conférence d'ophtalmologie;
- 1 conférence de microscopie clinique;
- 1 conférence d'embryologie.

Pour la pharmacie :

- 1 conférence de physique;
- 1 conférence d'histoire naturelle;
- 1 conférence de chimie analytique et toxicologie;
- 1 conférence de minéralogie et d'hydrologie.

Pour les sages-femmes :

- 1 conférence d'anatomie, physiologie et pathologie élémentaires;
- 1 conférence d'accouchements.

*
* *

L'évolution continuait et, le 18 février 1898, la chaire de pathologie interne, devenue vacante par suite de la retraite de M. le Professeur Dupuy, était transformée en une chaire de médecine de maladies des enfants, dont André Moussous devenait le premier titulaire. Par contre, le cours de pathologie interne devenait complémentaire et était confié à Roudot, agrégé libre.

Enfin, une nouvelle chaire était fondée (première fondation de l'Université) par décret du 3 mai 1898, c'était la chaire de chimie biologique, la première en province et la deuxième en France (après celle de M. Duclaux, à la Sorbonne).

M. Denigès en devint le premier titulaire et était remplacé à son cours complémentaire de chimie par M. Dupouy.

Puis, par arrêté ministériel du 5 juillet 1899, la conférence d'hydrologie et minéralogie, fondée par l'Université et confiée à M. Carles, professeur agrégé, a été transformée en cours complémentaire.

L'année suivante, la conférence de pathologie exotique, confiée au Docteur Le Dantec, est transformée en cours complémentaire. C'était un acheminement vers la création d'une chaire magistrale déjà réclamée à plusieurs reprises par l'Université. Cette transformation s'accompagnait de l'organisation d'une consultation gratuite des maladies des pays chauds, dont on espérait beaucoup pour l'instruction pratique des futurs médecins de la marine et des colonies.

Comme suite à l'institution de l'enseignement de la pathologie exotique, le Conseil de Faculté votait, le 21 mai 1901, la création du diplôme spécial de médecin colonial, à obtenir après un enseignement pour lequel M. Hobbs, qui arrivait du Congrès de la tuberculose de Londres, donna de précieux conseils, se basant sur ce qui se faisait à l'Institut de pathologie coloniale anglais. Comme pour approuver davantage la décision de la Faculté de Bordeaux, le Gouvernement autorisait les élèves du Service de santé de la marine et ceux du Service de santé des colonies à prolonger leur séjour à Bordeaux, même après leur doctorat en médecine, pour pouvoir suivre les cours de médecine coloniale.

Un décret en date du 26 juin 1901 crée la chaire de physique pharmaceutique, qui échoit à M. G. Sigalas, agrégé, « un laborieux, un érudit, un savant, sur lequel les générations d'étudiants ne tarissent pas d'éloges ».

En 1902, la chaire de physique médicale, occupée par Bergonié, devient une chaire de physique biologique et d'électricité médicale, et enfin le cours complémentaire de pathologie exotique devenait aussi une chaire magistrale, avec Le Dantec comme premier titulaire.

La même année, comme suite aux démarches réitérées de

la Faculté, la Commission des hospices créait, pour empêcher les meilleurs élèves de désertier l'Université de Bordeaux, l'internat en pharmacie.

Ainsi, De Nabias, doyen depuis deux ans, continuait avec autorité l'œuvre de Pitres, qui servait en France de modèle pour l'organisation de tous les enseignements des spécialités.

Et l'année après, en 1903, De Nabias, fêtant les « noces d'argent de la Faculté », ses vingt-cinq années d'existence, pouvait avec fierté prononcer le discours suivant, que nous citons, car il nous paraît être le résumé magistral du premier quart de siècle de vie de la nouvelle Faculté :

MONSIEUR LE RECTEUR,
MESSIEURS,

La Faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux vient de terminer sa vingt-cinquième année d'existence. Je voudrais, à cette occasion, rappeler sommairement ses rapides succès du début et les progrès réalisés pendant ces vingt-cinq années.

Créée avec 22 chaires magistrales, 5 cours annexes de clinique et 4 conférences théoriques, la Faculté possède aujourd'hui 27 chaires, dont deux dues à l'Université, et 11 cours complémentaires, dont 4 fondés par l'Université. Quant aux quatre conférences existant à l'origine, une a été transformée en cours complémentaire et les autres ont été confiées sans rétribution par le décret organique du 30 juillet 1886 aux 16 agrégés en exercice. En somme, contre 31 enseignements existants en 1878, le programme des cours en porte aujourd'hui 54 et même plus si l'on y comprend les enseignements spéciaux des sages-femmes, de médecine coloniale, etc.

Les dépenses de personnel, fixées à 227.500 francs à l'origine avec la bibliothèque, atteignent aujourd'hui 342.200 francs, non compris le personnel de la bibliothèque et les chaires, enseignements et emplois rétribués par l'Université.

Le budget des dépenses du matériel a été porté par des augmentations successives de 30.250 francs en 1879, non compris la bibliothèque, à 100.479 francs en 1903.

Le nombre des étudiants en cours d'inscription était d'environ 315 en 1878-1879; le registre d'immatriculation de 1902-1903 en accuse 709, ce qui donne un total d'environ 900 élèves ayant passé

à la Faculté dans l'année, non compris 250 élèves en scolarité interrompue pour des causes diverses (échecs aux examens, maladie, service militaire, etc.).

Le nombre des inscriptions délivrées actuellement, qui a débuté par 1.316 dans la première année et a dépassé 2.000 en 1886 et 1887, est descendu à 1.400 après la création de l'Ecole de santé de Lyon et est remonté ensuite jusqu'à 2.236 en 1902-1903.

Le nombre des diplômés de toute nature délivrés par la Faculté s'est élevé de 43 pour la première année scolaire, à 116 dans la cinquième année, à 206 dans la dixième, et, après avoir fléchi momentanément de 1888 à 1892, est remonté à 218 en 1893-1894, pour atteindre 268 dans la dernière année scolaire.

Si l'on se reporte aux tableaux statistiques insérés dans le compte rendu des travaux des Facultés de Bordeaux pour l'année scolaire 1887-1888, on constate que le succès de la Faculté, justifiant et au delà les espérances de ses fondateurs, a été rapide et lui a fait prendre dès la septième année de sa fondation le premier rang, qu'elle a conservé pendant trois ans parmi les Facultés de province tant par sa population scolaire que par le nombre des diplômés délivrés.

Pendant les quelques années qui ont suivi la création de l'Ecole de santé de Lyon, la Faculté a subi une crise passagère, atténuée en grande partie par l'arrivée à Bordeaux en 1890 des élèves de l'Ecole principale de santé de la marine. Mais elle n'a pas tardé à reprendre sa marche ascendante et la dernière statistique officielle, ci-après publiée par le ministère, constate qu'elle occupe par le nombre des inscriptions délivrées, comme l'Université de Bordeaux vis-à-vis des autres Universités, le deuxième rang parmi les Facultés de médecine et Ecoles supérieures de pharmacie de province.

Inscriptions délivrées au 15 du mois de janvier 1903 par les Universités de :	Droit, Sciences et Lettres.	Médecine et Pharmacie.	Totaux.
Bordeaux	546	546	1.092
Lille	215	225	440
Lyon	413	696	1.109
Montpellier	434	426	860
Nancy	242	183	425
Toulouse	605	329	934

A propos de ce relevé et de ceux qui ont été insérés au compte rendu de 1887-1888 ou qui vous sont présentés cette année, je ferai remarquer que si l'on peut soulever quelquefois des contestations au sujet de la statistique du nombre des étudiants, établie sur des

bases qui varient d'une Faculté à l'autre, il est difficile de mettre en doute l'exactitude des chiffres des inscriptions, des examens, des diplômes conférés, que l'on trouve dans les documents officiels et qui correspondent à des recettes scolaires vérifiées par le ministère et les services des Finances.

Je laisserai donc parler les tableaux statistiques placés à la fin de ce compte rendu parce que les chiffres vous mettront à même, mieux que ne pourraient le faire de longues explications, d'apprécier la marche de la Faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux pendant le premier quart de siècle de son existence.

Je passe maintenant aux événements de l'année écoulée et en premier lieu à la prise de possession par la Faculté de l'Hôpital du Tondu, à l'installation duquel l'Université a contribué pour ce qui concerne plus spécialement les besoins de l'enseignement. Nous comptions que les services désignés pourraient y entrer à Pâques. Diverses raisons ont fait ajourner à la rentrée l'occupation des locaux. La Faculté n'y a rien perdu; elle vient d'obtenir de la Commission des hospices douze lits pour la clinique d'oto-rhinolaryngologie, qui restait à pourvoir.

Nous espérons que nos étudiants prendront l'habitude de se rendre à l'Hôpital du Tondu bien qu'il soit un peu éloigné. Dans les principaux centres universitaires, il existe des hôpitaux hors ville qui sont cependant fréquentés par les élèves. Il est difficile du reste de rencontrer dans un même groupe suburbain des services aussi importants que ceux qui sont réunis au Tondu et à l'Hôpital général de Pellegrin, où les étudiants ont à leur disposition l'admirable Hôpital Tastet-Girard, affecté aux maladies chirurgicales, et où ils peuvent en outre, s'ils le désirent, étudier les maladies des vieillards avec le chef de service M. le Docteur Mesnard, agrégé libre de la Faculté, qui leur est tout dévoué.

La Ville et l'Administration des hospices n'ont pas attendu, on le voit, pour loger nos services et spécialités cliniques, l'exécution des conventions passées avec l'Etat, toujours retardée par la difficulté du choix d'un emplacement destiné aux laboratoires de Saint-Raphaël. Dans le courant de l'année dernière, elles se sont mises d'accord pour affecter à l'enseignement des maladies mentales, donné jusqu'ici dans des conditions assez difficiles, deux petites salles de l'Hôpital Saint-André, où se trouvent réunis les délirants des hôpitaux et les semi-aliénés en observation, c'est-à-dire précisément les malades que les étudiants ont le plus d'intérêt à observer.

Le dévoué chargé de cours des maladies mentales, M. le docteur Régis, peut ainsi offrir maintenant aux élèves, dans son service

hospitalier et dans sa consultation externe, un enseignement clinique peut-être plus réellement profitable que celui qu'ils trouveraient dans un asile spécial d'aliénés et tout au moins très largement suffisant pour les étudiants qui n'ont pas l'intention de se spécialiser dans les études de pathologie mentale.

Toutes nos cliniques des spécialités sont donc actuellement pourvues de services dans les hôpitaux. Avec les consultations externes de Saint-Raphaël, qui continuent à fonctionner comme par le passé, cette organisation permet de donner aux élèves un enseignement clinique aussi complet et aussi varié que possible.

Cet enseignement est assuré :

1° Par neuf chaires magistrales :

- 2 chaires de clinique chirurgicale (Hôpital Saint-André);
- 2 chaires de clinique médicale (Hôpital Saint-André);
- 1 chaire de clinique d'accouchements (Hôpital Saint-André);
- 1 chaire de clinique d'ophtalmologie (Hôpital Saint-André);
- 1 chaire de clinique chirurgicale des maladies des enfants (Hôpital des Enfants);
- 1 chaire de clinique médicale pour les maladies des enfants (Hôpital des Enfants);
- 1 chaire de clinique gynécologique (Hôpital du Tondu).

2° Par deux cliniques annexées à des chaires magistrales :

- 1 clinique électrothérapique (Saint-Raphaël);
- 1 clinique des maladies des pays chauds (Hôpital du Tondu).

3° Par quatre cliniques spéciales :

- 1 clinique des maladies cutanées et syphilitiques (Hôpital du Tondu);
- 1 clinique des maladies des voies urinaires (Hôpital du Tondu);
- 1 clinique des maladies du larynx, des oreilles et du nez (Hôpital du Tondu);
- 1 clinique des maladies mentales (Hôpital Saint-André).

Ainsi s'est réalisé à peu près complètement, grâce à l'accord de l'Etat, de la Ville et de la Commission des hospices, le programme de l'organisation de l'enseignement clinique tracé il y a seize ans par le Conseil de la Faculté.

En ce moment, il est vrai, une ombre vient se placer sur ce tableau si satisfaisant pour les amis de la Faculté de Médecine. Je veux parler de l'application des règlements sur l'admission des malades dans les hôpitaux de Bordeaux. Les professeurs de cli-

nique sont très légitimement inquiets de l'atteinte grave portée à la qualité de leur enseignement, auquel échappent depuis quelque temps des cas des plus intéressants, par la décision de la Commission administrative des hospices excluant des hôpitaux de Bordeaux les malades de l'Assistance médicale gratuite des départements étrangers à la Gironde.

Il est certain que l'état de choses actuel, provoqué peut-être par les difficultés d'application de la loi du 15 juillet 1893, encore incomprise sans doute et mal exécutée, pourrait en se prolongeant porter un préjudice pour longtemps irréparable au rayonnement de notre grand enseignement clinique dans la région et à l'avenir de la Faculté elle-même.

Mais il est évidemment impossible d'admettre que l'Administration municipale et la Commission des hospices, soucieuses de leur responsabilité vis-à-vis de la ville de Bordeaux, s'obstinent en connaissance de cause à laisser compromettre l'un des principaux éléments de succès d'un établissement qui a justifié et au delà les espérances de la population bordelaise.

J'ai, au contraire, la conviction que si les mesures prises n'ont pas encore été rapportées ou tout au moins adoucies dans un sens favorable au recrutement des malades dans les cliniques, c'est que la Ville et la Commission des hospices n'étaient pas suffisamment édifiées sur les résultats désastreux de ces mesures pour notre enseignement, ou peut-être qu'elles comptaient faire accepter plus rapidement par les municipalités de l'extérieur les obligations qui leur sont imposées par la loi du 15 juillet 1893.

Aujourd'hui, le mal étant connu de tous, j'ai la ferme confiance qu'il y sera bientôt porté remède et que nos enseignements cliniques reprendront sans tarder un essor plus florissant que jamais grâce aux nouveaux services récemment créés par la Ville et l'Administration des hospices.

TABLEAUX ANNEXES (période de 1878 à 1903).

*Nombre de diplômes de toute nature conférés
du 1^{er} novembre 1878 au 31 octobre 1903.*

De 1878-1879 à 1882-1883	423
De 1883-1884 à 1887-1888	838
De 1888-1889 à 1892-1893	796
De 1893-1894 à 1897-1898	1.118
De 1898-1899 à 1902-1903	1.118
TOTAL	<u>4.293</u>

Détail des diplômes conférés de 1878 à 1903.

Docteurs en médecine	1.922
Officiers de santé	109
Chirurgiens dentistes	89
Doctorat de l'Université (mention médecine) (étrangers)	2
Diplôme de médecin colonial	30
Sages-femmes de 1 ^{re} classe	711
Sages-femmes de 2 ^e classe	117
Pharmaciens de 1 ^{re} classe	669
Pharmaciens de 1 ^{re} classe (diplôme supérieur) .	15
Pharmaciens de 2 ^e classe	509
Doctorat de l'Université (mention pharmacie)....	15
Herboristes de 1 ^{re} classe	75
Herboristes de 2 ^e classe	29
TOTAL	4.293

*
**

Les années se poursuivirent, marquant le développement constant de la Faculté; et Pitres, élevé à nouveau au décanat, continuait son œuvre avec persévérance et contribuait à la transformation de la chaire de clinique chirurgicale des enfants en chaire de clinique chirurgicale infantile et orthopédie (cette dernière y étant maintenant définitivement rattachée). Il organisait de plus, sur de nouvelles bases plus adéquates avec le développement qu'il prenait, l'enseignement dentaire créé par l'arrêté ministériel du 11 mars 1907, avec travaux pratiques, séméiologie élémentaire, clinique, etc.

M. Cavalié, professeur agrégé, était nommé chargé de cours de clinique dentaire, avec enseignements théoriques, par les Docteurs Sellier, chef des travaux (anatomie et physiologie élémentaires); Lafitte-Dupont, chef des travaux (anatomie et physiologie spéciales de la bouche); Dumora, chef de clinique (pathologie et thérapeutique élémentaires); Brin-

del, aide de clinique (pathologie spéciale de la bouche); Basset, préparateur (physique et chimie appliquées à l'art dentaire).

En outre, étaient nommés démonstrateurs de clinique : MM. les Docteurs Chaminade, Houpert et Lasnier, pour les étudiants en chirurgie dentaire; MM. les Docteurs Delguet et Dufour, pour les étudiants en médecine; M. le Docteur Garrot, démonstrateur adjoint; M. le Docteur Douat, chirurgien dentiste, démonstrateur de prothèse.

L'Université accordait 15.000 francs pour l'installation matérielle de la clinique dentaire.

En 1905, furent transformés en chaires magistrales les cours complémentaires de maladies des voies urinaires et des maladies cutanées faits depuis dix-huit ans par MM. les Professeurs adjoints Pousson et W. Dubreuilh, qui en devinrent les premiers titulaires.

Le service d'orthopédie fut rattaché à la chaire de clinique chirurgicale infantile et le diplôme de chirurgien dentiste à l'Université fut créé avec nouveau développement des exercices pratiques.

Le 13 janvier 1913, le Professeur Sigalas était nommé doyen et trouvait une situation parfaite, Pitres ayant obtenu et réalisé tout ce qui avait pu l'être à ce moment; la population scolaire avait doublé sous son décanat. Mais le nouveau doyen, fort des décrets des 27 novembre 1911, 29 juillet 1912 et 26 juillet 1907, instituant les nouveaux régimes d'études médicales et pharmaceutiques, s'empressait de continuer l'œuvre déjà tant amorcée et, bientôt, deux nouveaux cours complémentaires étaient transformés en chaires magistrales.

Il s'agissait du cours des maladies mentales (Prof. Régis, premier titulaire) et du cours des maladies du larynx, des oreilles et du nez (Prof. Moure, premier titulaire).

Bergonié, de plus, voyait sa chaire de physique biologique et électricité médicale transformée en chaire de physique biologique et chimique d'électricité médicale, dont il restait le chef.

Mais 1914 survenait, et alors que l'on envisageait la possibilité d'organiser pour les étudiants en fin de scolarité et les praticiens des conférences sur des questions médicales d'actualité (la première venait d'être faite avec succès par le Professeur du Val-de-Grâce, Vincent, sur : « La vaccination antityphoïdique »), des mois passaient et la guerre éclatait...

La Faculté de Médecine allait servir de bureaux pour une partie des services du ministère des Finances. Son enseignement était très fortement atteint par tous les départs des étudiants et professeurs; heureusement qu'en 1915, les élèves de la Faculté de Médecine française de Beyrouth recevaient l'autorisation de continuer leurs études en France et venaient se fixer à Bordeaux. Il en était de même pour de nombreux étudiants serbes. La vie studieuse put continuer.

*
**

Dans les années qui suivirent la guerre, l'enseignement reprit avec peut-être plus d'intensité qu'auparavant. La Faculté et ses professeurs, voulant comme rattraper le temps perdu, créaient dans tous les ordres des conférences, des cours dits « de perfectionnement », pour permettre aux praticiens, aux étudiants en fin d'études, aux spécialistes, de recevoir, en un court ramassis, des notions que leur vie professionnelle leur rendait difficile à acquérir.

Ce sont les conférences pratiques sur des sujets d'actualité médico-chirurgicale en 1920 et 1921, dont nous donnons ci-dessous la liste :

PREMIÈRE SÉRIE.

PROFESSEUR CHAVANNAZ. — Thérapeutique chirurgicale de l'ulcère de l'estomac.

Professeur CRUCHET. — L'encéphalite épidémique et son traitement.

Professeur VERGER. — L'assurance médicale obligatoire.

Professeur BERGONIÉ. — La radiumthérapie.

Professeur DUBREUILH. — Le traitement actuel de la syphilis.

Professeur agrégé LEURET. — Le traitement actuel de la tuberculose (sanatorium de Feuillas-Pessac).

- Professeur LE DANTEC.¹ — Notions nouvelles sur le paludisme.
Professeur BÉGOUIN. — Notions nouvelles sur le diagnostic et le traitement du cancer.
Professeur CASSAËT. — Notions nouvelles sur le pneumo-thorax.
Professeur SABRAZÈS. — La méningite cérébro-spinale et son traitement.
Professeur agrégé MAURIAC. — Leucothérapie et abcès de fixation.
Professeur agrégé CREYX. — Traitement de l'emphysème.
Professeur agrégé J. CARLES. — Comment traiter actuellement une entérite chronique ?
Professeur PACHON. — La tension artérielle.
Professeur ABADIE. — Conduite à tenir en présence d'un aliéné.
Professeur LAGRANGE. — Des affections externes de l'appareil de la vision consécutives aux vices de réfraction.

DEUXIÈME SÉRIE.

- Professeur agrégé PICQUÉ. — Les enseignements de la chirurgie de guerre.
Professeur agrégé DUPÉRIÉ. — Héliothérapie et tuberculoses locales.
Professeur MOURE. — Otite moyenne aiguë suppurée. Traitement.
Professeur agrégé ROCHER. — Les nouvelles méthodes d'anesthésie.
Professeur agrégé DUVERGEY. — Traitement actuel des pleurésies purulentes.
Professeur agrégé VENOT. — Les ressources actuelles de la chirurgie des voies biliaires.
Professeur agrégé PAPIN. — Les acquisitions récentes de la chirurgie intestinale.
Professeur agrégé MAURIAC. — Les prélèvements pour le laboratoire.
Professeur agrégé PETGES. — Les pseudo-tuberculoses.
Professeur POUSSON. — Ce que peut dire la chirurgie dans certaines affections médicales du rein.
Professeur VILLAR. — Chirurgie du pancréas.
Professeur RIVIÈRE. — Thérapeutique actuelle dans les dystocies des bassins osseux et mous.

En outre, participation aux cours publics d'Université par des conférences sur des sujets de biologie et de médecine sociale :

- Professeur BERGONIÉ. — Rayons X et radium.
Professeur G. DUBREUIL. — Radiosensibilité cellulaire.
Professeur BÉGOUIN. — Radiumthérapie et chirurgie.

Professeur PACHON. — Le cerveau et les fonctions organiques.
Professeur agrégé LEURET. — La lutte contre la tuberculose.
Professeur ABADIE. — La lutte contre l'alcoolisme.
Professeur agrégé PETGES. — La lutte contre la syphilis.
Professeur M. RIVIÈRE. — La lutte contre la mortalité infantile.
Professeur AUCHÉ. — L'hygiène scolaire.
Professeur ABADIE. — Les anormaux physiques.
Professeur CRUCHET. — L'éducation physique.

Ce sont les cours publics d'Université sur des sujets de biologie médicale et de médecine sociale, que firent les conférenciers les plus éminents parmi les professeurs français, bordelais et étrangers : Henderson, Pappenheimer (le rachitisme expérimental), Da Costa (rôle de l'histologie dans la connaissance des sécrétions utérines), Recasens, Pablacion, Marquez, Hernando, Denigès, Portmann, Delaunay, Fabre, Lemaire, Walter Cannon, etc.

Ce sont les cours de perfectionnement organisés, en ophthalmologie, par le Professeur Lagrange; en oto-rhino-laryngologie, par le Professeur Portmann; en obstétrique, par le Professeur Rivière; en chirurgie infantile et orthopédie, par le Professeur Rocher, suivis par un nombre d'auditeurs qui va croissant d'année en année.

Ce sont les conférences d'hydrologie thérapeutique et de climatologie du Professeur Sellier, suivies des voyages d'études médicales dans nos différentes stations thermales françaises, qui, eux aussi, groupent un grand nombre de praticiens et d'étudiants.

Puis, c'est un cours d'oto-rhino-laryngologie en anglais (le premier en France) pour les médecins américains.

C'est le développement constant de l'enseignement de médecine coloniale, qui, chaque année, voit un très grand nombre de praticiens et d'étudiants obtenir le diplôme de médecin colonial et celui de médecin sanitaire maritime.

C'est le cours de radiodiagnostic clinique qui est continué par l'enseignement de perfectionnement d'électroradiologie et qui est dû à l'initiative du Professeur Réchou.

C'est le développement de l'enseignement de la phthisiologie, par le Professeur Eugène Leuret.

Enfin, c'est l'enseignement réglementé de l'éducation physique par la création, pour la première fois en France, d'un Institut universitaire d'éducation physique, dont les statuts, élaborés par la Faculté en 1926, ont été approuvés par le décret du 10 décembre 1927, avec enseignement préparatoire aux deux certificats d'études supérieures d'éducation physique.

*
* *

Nous passons volontairement sous silence les différentes transformations de chaires qui eurent lieu ces dernières années pour arriver en 1928 (le 4 novembre), à la commémoration de ce Cinquantenaire de la Faculté de médecine, qui restera dans le souvenir de tous ceux qui y ont assisté et où fut entendu un remarquable discours de M. le Doyen Sigalas sur l' « Histoire de la Faculté au cours de ces cinquante dernières années », qui fut, à juste titre, très applaudi; et successivement, au milieu d'applaudissements sans cesse renouvelés, des adresses de félicitations et d'hommages furent remises à la Faculté de Médecine de Bordeaux par M. le Médecin inspecteur général Toubert, au nom du service de santé militaire; par M. le Médecin général Rigollet, au nom des troupes coloniales, et par M. le Médecin général Brugère, qui apporta aux maîtres de la Faculté le tribut d'admiration de l'Ecole de santé.

La manifestation se poursuivit par d'aimables allocutions de remerciements, de félicitations et de vœux d'avenir pour la Faculté de Médecine de Bordeaux de MM. Euzière, doyen de la Faculté de Montpellier, et Bordier, professeur à la Faculté de Toulouse, et par la remise, à laquelle procéda M. le Recteur Dumas, des diplômes de docteurs *honoris causa* de la Faculté de Médecine de Bordeaux à MM. Goyanes, de Madrid, et Egas Moniz, de Lisbonne.

Enfin, successivement, de très intéressants travaux furent

présentés par M. le Professeur honoraire Dubreuilh, sur l' « enseignement médical depuis la création de la Faculté de Bordeaux »; par M. le Professeur honoraire Pousson, sur « Cinquante ans de chirurgie à la Faculté »; par M. le Professeur honoraire Moure, sur « Les spécialités médico-chirurgicales à la Faculté », et par M. le Professeur honoraire Le Dantec, sur « La médecine coloniale à la Faculté ».

La manifestation, fort belle, se termina par le rapport que présenta M. le Docteur Abadie sur les lauréats de la Faculté pour l'année scolaire 1927-1928.

Notons qu'à l'occasion du Cinquantenaire se tinrent dans nos amphithéâtres, dans nos cliniques et dans nos laboratoires les premières « Journées médicales » de Bordeaux, à l'organisation desquelles ont collaboré, en union parfaite avec tous les professeurs et agrégés de la Faculté, le Corps médico-chirurgical des hôpitaux, le Corps de santé militaire et le Corps de santé de la marine, la Commission administrative des Hospices civils, les sociétés, associations et syndicats de médecine, de pharmacie, de stomatologie et de chirurgie dentaire, les Associations des internes et anciens internes en médecine et en pharmacie, l'Association des chefs de clinique, l'Association des anciens élèves de l'Ecole principale du Service de santé de la marine et des colonies, l'Union de l'Université, du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture. Elles furent remarquablement présidées par le Professeur Henri Verger, professeur de clinique médicale, assisté, comme vice-présidents, de MM. Dupouy, professeur de pharmacie; Rousseau-Saint-Philippe, médecin honoraire des hôpitaux; Verdelet, président de la Société de médecine et de chirurgie; Pierre Mauriac, président de la réunion médico-chirurgicale; Legros, président de la Fédération des syndicats médicaux de la Gironde; de M. le Professeur Cruchet, commissaire général, et de MM. les Professeurs agrégés Creyx et Jeanneney, Docteur Vergely, comme secrétaires adjoints.

Les « Journées médicales » attirèrent et retinrent, en les

instruisant pendant quatre jours, à Bordeaux plus de 500 adhérents, auprès desquels elles ont obtenu le plus grand et le plus légitime succès. Elles ont été une très belle et réconfortante manifestation de vitalité scientifique régionale et de cordiale sympathie confraternelle.

*
* *

Ajoutons (et nous ne pouvons les énumérer, car ils sont trop) qu'un grand nombre de nos professeurs vont chaque année présider des jurys d'examens, faire des conférences ou accomplir des missions à l'étranger.

Au nombre de ces bons propagandistes, nous nous en voudrions de ne pas citer au tout premier rang les Professeurs Cruchet et Portmann, ainsi que les Professeurs Rocher, Bonnin, Mauriac et Jeanneney.

Tous font la démonstration de la valeur de la médecine française et de l'enseignement médical bordelais.

CHAPITRE IV

LES SERVICES ANNEXES

LA BIBLIOTHEQUE

LE JARDIN BOTANIQUE

LE MUSEE COLONIAL

« La Médecine est fille du temps et
d'une observation lente et successive. »

E. GINTRAC.

La bibliothèque.

Déjà, en 1852, on avait commencé à parler « d'une grande bibliothèque qui serait ouverte aux étudiants pendant les longues soirées d'hiver ».

Le directeur de l'Ecole, Elie Gintrac, l'année après, lors de la réception par les Ecoles de Médecine d'attributions nouvelles, entre autres le droit de faire poursuivre jusqu'à une période avancée l'éducation des aspirants au doctorat, envisagea à nouveau la création d'une bibliothèque.

Quelques années passèrent, quand, en 1858, l'Ecole reçut d'un généreux citoyen une bibliothèque très importante. Ce fut le début. Depuis, des dons successifs vinrent augmenter son patrimoine.

En 1877, M. Gintrac offrit à la bibliothèque de l'Ecole de Médecine plus de 1.200 volumes.

En 1879-1880, on pouvait compter plus de 12.800 volumes, sans compter 2.000 volumes doubles... 604 volumes ont été reliés, 1.717 ont été donnés en lecture, et le classement est terminé. Tous les livres sont numérotés; on a installé des ré-

pertoires et l'on travaille à deux catalogues par fiches séparées, le premier par ordre alphabétique, le deuxième par ordre méthodique.

Malheureusement, il manque encore les grandes collections scientifiques et étrangères. Cependant, le nombre des lecteurs augmente sans cesse.

Le Conseil municipal de Bordeaux, en 1883-1884, apprenant cet état de choses, s'engage pour une somme importante en vue de l'entretien de la bibliothèque (frais de bureau et d'imprimés).

Jusqu'en 1890, la bibliothèque augmenta régulièrement au point qu'au cours de l'année 1890-1891, l'affluence des élèves obligea la Faculté à lui donner une grande salle annexe primitivement destinée au Musée d'histoire naturelle et au droguier (que l'on décida d'installer définitivement dans les bâtiments à construire sur l'emplacement de l'Hôpital Saint-Jean. Ce ne fut jamais fait.)

La nouvelle salle contient cinq grandes tables à double face, de 12 places chacune, et est beaucoup plus pratique.

Et, en 1897-1898, 24.690 lecteurs consultèrent 33.072 volumes. Par contre, 486 emprunteurs se firent prêter 4.045 volumes.

Si, globalement, la bibliothèque, au 1^{er} octobre 1897, avait 23.426 volumes, au 1^{er} octobre 1898, elle avait 20.084 volumes, plus 72.231 brochures, thèses, etc., formant 4.228 volumes, soit en tout 24.312 volumes, en augmentation de près de 1.000 sur l'an précédent.

En 1898-1899, 22.721 lecteurs consultent 32.430 volumes; 487 emprunteurs se firent prêter 4.255 volumes. Globalement, la bibliothèque avait 20.681 livres et 73.038 thèses et brochures formant 4.397 volumes, soit en tout 25.078 volumes, en augmentation de 700 environ sur l'an précédent.

Cette augmentation ne fit que se développer puisqu'en 1906 quelqu'un put dire que « la bibliothèque regorgeait de livres ».

En 1911, le rayonnage étant devenu insuffisant, on fut obligé de placer les livres et les collections dans les vastes combles de la Faculté, au-dessus de la grande salle de lecture. Bien-

tôt, hélas ! on s'aperçut qu'ils subissaient l'atteinte de la température et des poussières.

Par contre, on installa le chauffage à la vapeur dans la grande salle, où la température devint meilleure et plus saine.

Au cours de cette année, 28.754 volumes furent communiqués à 24.426 lecteurs. 585 emprunteurs se firent prêter 4.700 volumes. Le total global de la bibliothèque était de 25.662 volumes et 106.726 thèses ou brochures.

En 1912, 27.095 volumes furent communiqués à 21.127 lecteurs. 609 emprunteurs ont pris 3.777 volumes. La bibliothèque s'est enrichie de 687 volumes et de 3.618 thèses ou brochures. Et son total s'élève à 26.349 volumes et 110.344 thèses ou brochures.

Au cours de l'année 1914-1915, le nombre des lecteurs baissa considérablement; il ne s'éleva qu'à 649, qui se firent communiquer 1.193 volumes, tandis que 340 emprunteurs se faisaient prêter 2.108 volumes. Le relevé de la bibliothèque accusait 27.618 volumes ou ouvrages périodiques et 117.552 thèses ou brochures.

Mais dès la fin de la guerre, le fonctionnement de la bibliothèque reprit son essor et en 1920-1921 16.849 lecteurs se firent communiquer 23.313 volumes, tandis que 3.998 volumes étaient prêtés au dehors à 718 emprunteurs. Le fonds de la bibliothèque s'élevait à 29.282 volumes ou publications périodiques et 123.099 thèses ou brochures.

Du 13 au 23 mars 1923, M. Teulié, bibliothécaire en chef de l'Université, fit un cours très apprécié de bibliographie médicale et pharmaceutique pratique devant un public d'environ 50 étudiants.

Au cours des années qui suivirent, soit par dons, soit par achats, la bibliothèque augmenta beaucoup ses ressources.

Bientôt même, elle devint trop étroite et l'on envisagea l'ouverture d'une deuxième salle. Il faut dire qu'entre temps, la Société de médecine et de chirurgie avait fait don à la Faculté de Médecine de l'ensemble de tous ses livres, sous réserve que les membres de la dite Société auraient droit

de lecture et de prêt des livres, journaux et revues de la bibliothèque universitaire (section médecine) contre une redevance de 500 francs.

Pendant l'année 1927-1928, 39.506 volumes furent consultés par 19.125 lecteurs. 5.876 ouvrages ont été prêtés à 1.008 emprunteurs. Et le fonds de la bibliothèque se compose de 32.504 ouvrages ou publications périodiques et 139.108 thèses ou brochures, soit en tout 171.612 volumes.

Enfin, en 1929-1930, nous arrivons, preuve manifeste du développement constant de notre bibliothèque, à un chiffre total de 178.564 volumes, se divisant en 33.709 ouvrages ou publications périodiques et 144.855 thèses ou brochures.

Le jardin botanique.

1880. — On pense à une création essentielle, celle d'un jardin botanique, qui devient indispensable. Mais l'emplacement n'est pas fixé : dans une partie du Jardin-Public ou dans un terrain à part ?

En vue de sa création, la Faculté vient de recevoir un don de M. Godard. Ce don, très important, se monte à 100.000 francs (1882).

En 1884, la ville de Bordeaux vote pour le jardin botanique une somme de 50.000 francs.

En 1886, on achetait un terrain dans la commune de Talence.

En 1888, on avait commencé les plantations, et il restait à terminer le pavillon du jardinier.

Au cours de l'année 1888-1889, l'installation du jardin se poursuivait. Seule la question budgétaire empêchait encore une réalisation définitive. Une décision ministérielle, en date du 13 décembre 1888, y pourvut fort heureusement.

Au cours de l'année 1890-1891, fut poursuivie l'organisation méthodique du jardin botanique. L'orangerie se garnit de plantes; quatre grands massifs de plein air sur huit sont déjà divisés et cultivés, et les quatre autres le seront dans le

courant de 1892; 1.000 à 1.200 plantes médicinales sont actuellement cultivées. On voit l'effort qui a été fait.

En 1892, 1.000 plantes de plus furent plantées et cultivées (plus de 2.000 en tout).

En 1893, le jardin botanique compléta ses installations matérielles (laboratoire, grainerie, serres) et ses principaux travaux de culture. Pour venir voir ces 2.000 plantes d'espèce différente, classées et étiquetées, il y a beaucoup de visiteurs (parfois 80 à 100 dans la journée). Le chef de culture, qui est particulièrement actif, est le Docteur Beille, qui déclare que, outre la botanique médicale, on y peut faire de la physiologie végétale, car l'eau et le gaz existent au jardin.

Actuellement, notre jardin botanique, fort bien aménagé, permet à de nombreux étudiants de se familiariser avec la flore thérapeutique.

Le Musée colonial.

Au moment où le Doyen Pitres faisait décider la création d'une conférence de pathologie exotique (1895-1896), il avait déjà en 1894 commencé à fonder un musée de pathologie exotique et d'études coloniales; ce sont surtout le doyen De Nabias et le secrétaire Lemaire qui menèrent à bien la création définitive de ce nouveau service annexe. Déjà, la Faculté avait reçu quelques collections d'objets étrangers envoyés par d'anciens élèves de l'Ecole du Service de santé de la Marine.

Mais un fait allait hâter l'organisation du Musée.

A la suite d'un remarquable rapport de M. Heckel sur « l'organisation de l'enseignement colonial dans les Universités françaises » au Congrès de géographie de 1898, Marseille, entrant résolument dans la voie des réalisations, décidait la création d'un vaste palais des collections coloniales. Il ne fallait pas rester en arrière.

Dans ce même rapport, on parle d'enseignements divers (cours de pathologie exotique, épidémiologie et hygiène coloniale). Dans cet ordre, Bordeaux n'était pas en retard.

Deux ans après, en 1898, fut envisagée la création nette d'un Institut colonial, qui existait déjà en germe, avec les cours faits à la Faculté des Lettres par M. Henri Lorin, à la Faculté de Droit par M. Sauvaire-Jourdan, et à la Faculté de Médecine par M. Le Dantec. Ce dernier a, en plus, à sa disposition le Musée colonial en formation.

L'année 1899-1900 vit le Musée colonial de la Faculté augmenter d'importance : d'une part, par l'organisation de collections d'études coloniales comprenant l'ethnographie, la pathologie et la matière médicale exotique, l'anthropologie et des échantillons typiques d'histoire naturelle; d'autre part, par la réception d'une superbe collection de produits exotiques adressée par M. Heckel, le savant directeur de l'Institut colonial de Marseille.

L'année après, le Musée reçut des dons et des collections en quantité telle qu'il fallut voter des crédits spéciaux pour l'établissement de vitrines destinées à contenir ces richesses. On aurait tort de ne pas citer le nom des anciens élèves de l'Ecole du Service de santé de la Marine, et partant de la Faculté de Bordeaux, qui contribuèrent au développement du Musée : Laurent, Crozet, Blin, Pin, Boyé, Servel et surtout Matignon, le médecin de la légation française de Pékin.

Le Musée a, en outre, reçu des dons : de M. Gayet, l'explorateur connu, qui a ramené d'Antinoë les fameux restes de Thaïs, et qui, grâce à M. Victor Coustau, a donné des crânes, des momies et des étoffes variées; de M. Perrier, directeur du Museum d'histoire naturelle et de ses professeurs; de l'exposition de 1900, à Paris, grâce à M. le Professeur Le Dantec (collection ethnographique d'une partie de la côte d'Afrique); des explorateurs Ujaly, Bonvalot, Capus et Pépin (Asie Centrale), Brau de Saint-Pol Lias (Annam et Tonkin), Sandret (Indochine), Rabot (Sibérie), Dutreuil de Rhins, assassiné en 1894 par les Thibétains; Auber, tombé sous le poignard des Bédouins lors d'un dernier voyage en Arabie; le prince Henri d'Orléans, mort récemment à Saïgon de dysenterie; tous ceux-ci dont les collections restaient, faute de place, au Musée

du Trocadéro, dans les sous-sols du musée Guimet et purent être attribués à la Faculté de Médecine de Bordeaux grâce à M. Lemaire, secrétaire, qui s'en occupa particulièrement, et surtout à M. Leygues, ministre de l'Instruction publique, qui donna l'autorisation.

Actuellement, encore enrichi depuis plusieurs années par des dons successifs, le Musée colonial, malheureusement trop à l'étroit (nous trouvons des vitrines lui appartenant dans tous les couloirs), offre au visiteur une richesse incomparable de collections, qui permettent de faire, en se promenant, le tour du monde et de se familiariser remarquablement avec tous les pays exotiques.

CHAPITRE V

LES SOCIÉTÉS DE PATRONAGE LES DONS

« L'Université est un endroit où tout le monde travaille et où l'on travaille pour tout le monde. Tous ceux qui ont une besogne à faire, allumer des hauts fourneaux, soufrer des vignes, déchiffrer des parchemins, guérir ou défendre, doivent ressortir à nos Facultés. Elles seront dans leur vrai rôle, le jour où elles contribueront à régler la vie économique et intellectuelle de notre chère France. Que ceux qui ont à cœur la prospérité de la Patrie se regardent comme solidaires de ce que nous faisons et de ce que nous disons dans nos salles d'études. Qu'ils nous aident comme nous les aidons. »

Camille JULIAN,
de l'Académie française.

Pendant des années, le Recteur et les membres du Conseil général des Facultés s'efforcèrent d'intéresser au mouvement universitaire les grands négociants et les grands commerçants.

En 1891, leurs efforts furent couronnés de succès puisque se fonda la Société des amis de l'Université, qui, à de nombreuses reprises, fit des dons permettant la création de bourses ou de prix.

Après la guerre de 1914-1918, se fonda l'Union de l'Université, de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, dont M. le Professeur Cruchet est secrétaire général, et qui, elle aussi, s'intéresse tout particulièrement aux recherches scientifiques et a créé plusieurs bourses.

Cependant, il semble que, depuis de nombreuses années,

peu de bienfaiteurs ont suivi l'exemple des Barbet, des Gintrac, des Nogier, des Dupouy, des Plumeau, des Lore-Marquet, qui tous ont largement créé des prix soit pour des étudiants méritants, soit pour des fondations nouvelles.

Faisons exception cependant pour Bergonié, qui a fait une donation importante, spécialement affectée à la construction du Centre anticancéreux de Bordeaux; pour Testut, qui, n'oubliant pas sa Faculté d'origine, a créé un prix triennal d'anatomie; pour Mme Albert Demons, enfin, qui, décédée le 26 août 1926, a fait un legs de 15.000 francs de rente affectés annuellement « soit à des travaux de recherches ou installations ayant pour but le progrès de la chirurgie clinique opératoire et expérimentale, soit à des bourses de voyage ou mission d'études en France et à l'étranger, ayant pour objet d'aller étudier sur place, comme le faisait M. Demons, pour le plus grand bénéfice de ses élèves et de ses malades, les méthodes de chirurgie opératoire ou expérimentale, soit enfin, le cas échéant, à des bourses au profit d'étudiants pauvres particulièrement méritants ».

*
* *

Que ces généreux bienfaiteurs soient remerciés; mais que la connaissance de ces dons, et surtout celle de leur objet (et l'auteur de ces lignes serait particulièrement heureux si la lecture de ces pages entraînait des volontés hésitantes), incite de nombreux donateurs à les imiter. Ils n'auront jamais fait meilleure œuvre.

CHAPITRE VI

LES ETUDIANTS

« MESSIEURS LES ETUDIANTS,

» Marchez droit devant vous, avec la sérénité d'âme que donne une conscience tranquille, dans la possession du contentement intérieur, à l'abri des convoitises et sans souci de vaine gloire;

» Marchez dans la paix des laboratoires, à la recherche de vérités nouvelles;

» Marchez au chevet des malades à l'application de vérités utiles;

» Marchez, dans la claire vision de la douleur humaine, vers cet idéal sublime qu'aucune science ne vous permet d'atteindre au même degré : celui de faire le bien, de souffrir pour le faire et parfois d'en mourir! »

DE NABIAS.

La vie intense que les pages qui précèdent viennent de montrer comme étant celle de notre Faculté actuelle, vie qui s'intensifie tous les jours par le développement architectural de notre Faculté et de nos hôpitaux, par la valeur des enseignements qu'y prodiguent sans cesse des maîtres éminents, mais n'est-elle pas aussi un peu votre œuvre, à vous, Etudiants ? N'est-ce pas vous qui, en venant chaque mois de novembre prendre votre première, votre cinquième ou votre n^{ième} inscription, contribuez à l'importance croissante de notre Palais de la place de la Victoire ?

C'est pourquoi, nous avons cru utile de faire ce travail de statistique, purement arithmétique et bien aride, mais qui servira à montrer l'accroissement constant de notre Faculté :

ANNÉES	ÉTUDIANTS	INSCRIPTIONS	EXA- MENS	THÈSES	DIPLÔMES conférés	RECETTES
						francs
1878-1879.	493	1.316	411	1	43	77.860
1879-1880.	506	1.411	681	7	74	99.425
1880-1881.	548	1.221	784	21	83	110.000
1881-1882.	628	1.486	795	29	107	134.730
1882-1883.	681	1.589	1.009	44	116	149.012 50
1883-1884.	733	1.739	1.067	47	138	161.242 50
1884-1885.	778	1.983	1.170	35	—	110.697 50
1885-1886.	1.014	2.194	1.602	77	181	214.977 50
1886-1887.	796	2.096	—	114	215	
1887-1888.	745	1.461	1.461	97	206	
1888-1889.	678	1.410	1.410	60	159	
1890-1891.	878	—	1.533	55	143	
1891-1892.	1.004	—	1.647	74	165	
1892-1893.	1.035 + 36 sages-femmes + 23 herboristes	2.771	1.635	88	172	
1893-1894.	1.172	3.858	2.026	99	218	
1894-1895.	1.109 + 26 sages-femmes + 11 herboristes	3.178	1.894	110	206	
1895-1896.	1.105	2.582	1.847	107	206	
1896-1897.	1.048	doctorat 1.504 2.774	1.817	107	246	
1897-1898.	1.208 + 18 aspir. dentistes pour la première fois	2.601	1.869	121	242	
1898-1899.	1.168	2.377	1.774	111	196	
1899-1900.	1.128 + 18 aspir. dentistes	2.389	1.568	105	200	
1900-1901.	1.078 + 25 a pir. dentistes	2.422	1.622	92	199	
1901-1902.	1.114 + 29 aspir. dentistes	2.512	1.828	112	255 (officiels)	
1902-1903.	1.170 + 20 aspir. dentistes	2.619	1.826	162	268	
1903-1904.	1.203 + 23 aspir. dentistes	2.600	1.613	140	240	
1904-1905.	1.190 + 43 aspir. dentistes	2.672	1.775	116	242	
1905-1906.	1.214 + 43 aspir. dentistes	2.446	1.855	143	319	
1906-1907.	1.285 y compris les étudiants en chirurgie dentaire	1.969 + 116 chirurg. dentistes	1.637	128	254	
1907-1908.	1.294 + 8 a pir. dentistes non immatriculés	2.831	1.740	152	285	
1909-1910.	1.252	3.208	1.542	72	184	
1910-1911.	1.300	2.743	1.749	128	268	
1912-1913.	1.234	2.375	1.412	103	182	
1913-1914.	1.358	3.040	1.892	125	202	
1914-1915.	327	676	339	25	75	
1919-1920.	1.496	—	2.948	242	394	
1920-1921.	1.275	3.848	2.072	138	220	
1922-1923.	1.303	3.398	2.049	168	233	
1923-1924.	1.292	—	2.401	160	293	
1924-1925.	1.351	3.346	1.981	132	260	
1925-1926.	1.473	3.631	2.130	128	290	231 État 59 Univ.
1926-1927.	1.523	3.911	2.298	126	276	229 État 47 Univ.
1927-1928.	1.627	4.494	2.373	113	280	242 État 38 Univ.
1929-1930.	1.955	5.382	2.881	160	347	292 État 55 Univ.

Il semble que quelques commentaires seront utiles pour bien comprendre certaines fluctuations dans les chiffres ci-contre :

D'abord, la différence qui exista entre 1877-1878 et 1878-1879 est due à deux causes :

1° D'abord, le décret du 20 juin 1878, qui rendit le baccalauréat ès sciences exigible dès la première inscription. Or, entre le baccalauréat ès lettres, passé au mois d'août, et le mois de novembre (rentrée des Facultés), on n'a pas le temps nécessaire pour se présenter et réussir au baccalauréat ès sciences. D'autre part, impossibilité de prendre des inscriptions d'officier de santé à faire convertir ensuite en inscriptions de doctorat; impossibilité de s'inscrire au 2^e semestre si l'on a passé le baccalauréat dans le premier. Alors les étudiants désertent la Faculté, ou ils font autre chose pour ne pas perdre une minute. Ce décret néfaste dut être modifié;

2° Le décret du 22 juillet 1878, qui soustrait à la juridiction de la Faculté les officiers de santé, les pharmaciens et les sages-femmes de 2^e classe qui, désireux de s'installer (Dordogne, Landes, Basses-Pyrénées), sont obligés d'aller chercher leur grade soit à Limoges, soit à Toulouse.

*
**

La baisse qui eut lieu entre 1885-1886 et 1886-1887 est due à l'exécution rigoureuse de l'article 25 du décret du 30 juillet 1883, obligeant les aspirants aux grades d'officier de santé et de pharmacien de 2^e classe, les sages-femmes et les herboristes de 2^e classe, qui ont l'intention d'exercer dans les départements voisins de la Gironde, à aller passer leurs examens probatoires dans les écoles préparatoires qui délivrent les certificats d'aptitude pour ces départements.

*
**

Par contre, le relèvement que nous remarquons au cours des années 1890-1891 et 1891-1892 est dû au fait que l'Ecole

principale du Service de santé de la marine est créée à Bordeaux en 1890 et que 140 élèves y viennent dès la première année.

Notons que c'est au cours de l'année 1897-1898 que, pour la première fois, vinrent à la Faculté des aspirants dentistes.

*
**

Dès l'année 1909-1910, nous remarquâmes un certain nombre d'étudiants étrangers : 27, dont 13 femmes, préparant surtout le diplôme de médecine (Université) (7 Russes), ou le diplôme de chirurgien dentiste (Université) (7 Bulgares).

L'année suivante (1910-1911), 29 étrangers (dont 12 Russes, 9 Bulgares).

En 1913-1914, 35 étrangers.

En 1914-1915, 26.

En 1919-1920, 90 (surtout des Serbes).

En 1920-1921, 113 (dont 84 Serbes).

En 1922-1923, nous remarquons l'augmentation du nombre des étudiantes (118);

En 1924-1925, 186 étudiantes et 133 étrangers;

En 1925-1926, 265 étudiantes et 155 étrangers;

En 1926-1927, 295 étudiantes et 133 étrangers;

En 1927-1928, 315 étudiantes et 134 étrangers.

Enfin, en 1929-1930, 351 étudiantes et 167 étudiants étrangers.

Par ce très court exposé, on se rend compte du chemin parcouru depuis l'ouverture de la Faculté de Médecine :

1.955 étudiants contre 493 (sur ces 1.955, 351 étudiantes et 167 étudiants étrangers); 5.382 inscriptions contre 1.316; 2.881 examens contre 411; 347 diplômes contre 43; enfin, 160 thèses contre 1.

Tout commentaire maintenant affaiblirait la valeur d'une telle comparaison.

.
.
.

« MESSIEURS LES ETUDIANTS,

» Marchez dans la claire vision de la douleur humaine, vers cet idéal sublime qu'aucune science ne vous permet d'atteindre au même degré : celui de faire le bien, de souffrir pour le faire et parfois d'en mourir ! »

DE NABIAS.

Nous ne terminerons pas cette partie consacrée à nos camarades étudiants sans évoquer, à travers tous ceux qui défilent aujourd'hui, joyeux et pleins d'entrain, dans l'atrium ou les vastes amphithéâtres de notre belle Faculté, l'ombre de ceux, qui, au cours de notre vie estudiantine, nous ont quitté à jamais, et dont, à de certaines heures plus grises, la présence à côté de nous n'est pas, semble-t-il, un mythe, comme pour nous rappeler la fragilité de la chose vitale...

Citons, au hasard, hélas ! car ils sont trop, ceux que notre vie d'externat ou d'internat nous a fait le plus approcher : Brunon, Jean Cassaët, Le Van Duom, Bancheraud, Auriat, Lacouture, et l'admirable Georges Rioux..., tant d'autres...

Et adressons un souvenir à ceux de nos camarades de l'Ecole du Service de santé de la Marine et des Colonies qui, loin de nous, exposent chaque jour leur vie, dans les pays lointains, avec une fierté de caractère, une noblesse d'âme, une notion du devoir et un sentiment de l'honneur qui leur permet d'ajouter une page émouvante au Livre d'or déjà si épais de leur grande Ecole. C'est à eux que nous pensions dernièrement quand nous admirions la dernière grande œuvre du maréchal Lyautey. Ils y ont leur large part !!!

.
.
.

- « D'autres heures naîtront plus belles et meilleures.
- » La Victoire lura sur le dernier combat.
- » Seigneur, faites que ceux qui connaîtront ces heures
- » Se souviennent de ceux qui ne reviendront pas... »

La Prière des Tranchées,
écrite en décembre 1915 par Sylvain
Royé (1), disparu, le 24 mai 1916, à
Douaumont.

Avant de clore définitivement ce chapitre, que l'on nous pardonne, après avoir évoqué ceux de nos amis victimes dans la paix, de ne pas penser à ceux auxquels notre Faculté, avec le sens aigu du devoir et de la reconnaissance qui la caractérise, a élevé deux plaques au fond du grand atrium, avec trop de noms, hélas ! et ce sobre monument de Landowski dans la grande cour d'honneur, dont l'inauguration, le 4 décembre 1921, sous la présidence de M. le Ministre de l'Instruction publique, fut une juste manifestation de reconnaissance de la Faculté à ses étudiants.

Ceux-là aussi accomplirent leur devoir avec un courage et une abnégation qui étaient heureusement soutenus déjà par le sentiment du devoir professionnel.

C'est leur sacrifice qui fut un exemple et qui nous ordonne de ne pas oublier les leçons du passé...

(1) Le nom de ce jeune poète figure, par l'ordre de M. Edouard Herriot, gravé dans la pierre même du Panthéon, à côté de 560 noms d'écrivains morts au champ d'honneur...

CHAPITRE VII

LES HOMMES

Après avoir étudié, comme nous venons de le faire, le développement de notre Faculté de Médecine sous tous ses rapports, c'est-à-dire d'abord la question primordiale des emplacements et des locaux, sans lesquels aucune institution quelconque ne pourrait se développer; après avoir vu d'année en année comment l'enseignement de cette Faculté s'est fait plus complet, plus vivant et plus clinique; après avoir montré comment, parallèlement à cet enseignement, les services annexes venaient apporter une force de plus à une puissance universitaire qui s'augmentait sans cesse; après avoir enfin fait le décompte de ceux pour lesquels la Faculté existe et en est la raison d'être, c'est-à-dire les étudiants, il nous semble que quelque chose manquerait à cette revue générale si nous ne terminions pas en rendant hommage à quelques-uns parmi les hommes qui, au cours de leurs années d'existence, ont fait développer et grandir la Faculté de Médecine de Bordeaux.

Henri Gintrac, qui fut malheureusement brusquement enlevé cinq jours après l'ouverture de la Faculté, avait été très touché auparavant par la mort de son père, le grand Elie Gintrac, un de ceux qui avaient fait l'Ecole tellement importante que son fils put sans crainte, en continuant son œuvre, mener cette Ecole à sa transformation en Faculté.

Elie Gintrac était mort le 4 décembre 1877; son fils, profondément ému, ne se releva pas de ce coup et, bien qu'ayant continué avec son grand zèle et sa belle énergie vers le but promis, il fut un de ceux dont Denucé pouvait dire quelque

temps après : « N'oublions pas les morts qui ont fait cette terre promise et n'y sont pas entrés. » Il était célèbre par le soin consciencieux qu'il apportait à l'examen des malades, son extrême affabilité à leur égard, sa bienveillance pour les élèves... Il consacra toute son existence à la science et au soulagement de l'humanité. Quand, quelques jours avant l'inauguration de la Faculté de Médecine, on apprit sa maladie, ce fut dans toute la ville comme une consternation. « Son nom était sur toutes les bouches et, comme le disait le Professeur Mice, il occupait à lui tout seul toute l'attention publique. »

Quel plus bel hommage peut-on ajouter qu'en citant la lettre qu'écrivait à Mme V^{ve} Gintrac M. Noël Gueneau de Mussy, dans laquelle nous lisons : « Quand le télégramme qui nous annonçait cette funeste nouvelle a été lu à l'Académie, des exclamations de sympathie et de regret se sont élevées de toute part. La douleur et le deuil étaient sur tous les visages. Le nom d'Henri Gintrac vivra dans notre science, associé à celui de son père, mais son souvenir restera dans le cœur de tous ceux qui l'ont connu comme un modèle de toutes les vertus, de toutes les qualités, qui font l'honnête homme et le médecin éminent. »

Son successeur fut P. Denucé. Il ne put exercer longtemps ses fonctions de doyen qu'il abandonna au bout de cinq ans, ayant tout de même marqué son passage par une contribution importante dans le développement de la Faculté de Médecine.

A. Pitres remplaça Denucé en 1885 comme doyen de la Faculté de Médecine. Auparavant, il avait été nommé professeur de clinique interne à la mort de Mabit, en 1881. Il occupa cette chaire et l'illustra jusqu'en 1919. Sauf de 1888 à 1904, où il fut remplacé sur sa demande par le regretté Professeur de Nabias, il fut doyen de la Faculté de 1885 à 1913, et l'on peut dire que son décanat implique toute la vie de la Faculté de Médecine pendant cette époque. Ainsi que nous l'avons montré par ailleurs, c'est lui qui poursuivit avec énergie la construction et l'installation de la Faculté de Médecine place de la Victoire et qui reçut à ce sujet, en 1888, la récompense

de la peine que ce travail lui avait donné. C'est lui qui, voyant le dommage causé à la Faculté par la création à Lyon de l'Ecole du service de santé militaire, prit une grande part dans les mesures qui apportèrent un palliatif à la diminution que le départ de ses élèves avait causée à la Faculté: c'est grâce à lui en effet que, le 10 avril 1890, était créée à Bordeaux l'Ecole principale du Service de santé de la marine. Aussi habile administrateur qu'il était grand clinicien, il organisa les laboratoires des cliniques, centres de recherches, les services des consultations externes qui se révélèrent de suite si utiles à la population pauvre et dont le développement n'ira qu'en augmentant.

Il visa à développer l'instruction professionnelle des étudiants, mais il semble que son plus beau titre de gloire fut d'avoir pressenti tout l'intérêt qui s'attachait à un enseignement complet des grandes spécialités médico-chirurgicales, à la tête desquelles il sut grouper Régis, Moure, Lagrange, Pousson, Dubreuilh, etc., qui, par leur enseignement, jetèrent un lustre nouveau sur la Faculté et y attirèrent de nombreux médecins étrangers. Il créa un certain nombre de chaires magistrales, parmi lesquelles nous citons la chaire de clinique médicale des enfants et la chaire de clinique chirurgicale infantile, en plus des chaires de spécialités, et cela, parce qu'au service d'une volonté tenace il joignait une haute autorité morale qui lui permettait de parler et d'être écouté partout.

Nous ne saurions mieux faire comprendre comment Pitres envisageait son rôle de professeur qu'en citant les paroles ci-dessous :

« Pour s'élever au niveau de la mission sociale qu'elles ont à remplir, les Facultés nouvelles, tout en restant des écoles professionnelles, doivent donner le haut enseignement, au sens absolu du mot.

Leurs professeurs ne doivent pas être seulement des vulgarisateurs de connaissances, mais des initiateurs d'idées, s'affirmant par les travaux originaux et les découvertes.

Leurs élèves ne doivent pas être seulement des candidats à une carrière, mais aussi des curieux de la nature, de vrais apprentis de

la science, initiés par leurs maîtres aux procédés techniques de la recherche et s'appliquant à travailler par eux-mêmes au lieu de charger simplement leur mémoire de notions théoriques et doctrinales.

Et comme conclusion :

Nous devons donc d'abord donner à nos étudiants une instruction aussi élevée que possible; nous ne devons ensuite rien négliger de ce qui est en notre pouvoir à l'effet de leur donner l'éducation professionnelle dont ils ont besoin pour devenir des praticiens à la hauteur des responsabilités que l'avenir leur réserve. »

Son nom est donné par un juste hommage au grand amphithéâtre sud de la Faculté de Médecine.

De Nabias, désireux de reprendre ses études scientifiques, n'eut pas le temps de donner toute sa mesure, mais, au cours de son double décanat, il sut cependant développer l'enseignement de la médecine coloniale et il organisa ce magnifique Musée colonial et ethnographique, qui fait honneur à notre Faculté. Entouré de l'estime et de l'affection de tous, il donna toujours l'exemple de la droiture et du désintéressement.

Le buste de de Nabias fut inauguré le 28 novembre 1924 à l'occasion de la tenue à Bordeaux du XIV^e Congrès de l'alliance d'hygiène sociale, présidé par Léon Bourgeois, et dont il avait, en 1903, trois ans avant sa mort, formé dans notre ville le Comité girondin, à la demande de Casimir Périer, ancien président de la République.

Nous nous en voudrions de parler ici de M. le Doyen Sigalas, dont nous ne voudrions pas froisser la modestie habituelle, mais il nous permettra bien de dire qu'à la suite de ces « Hommes », dont nous venons rapidement de saluer la mémoire avec reconnaissance, il a, depuis 1913, en occupant à la tête de notre Faculté les délicates fonctions de doyen, fait preuve dans tous les domaines de qualités qui lui vaudront dans l'avenir d'être placé dans la reconnaissance des générations universitaires médicales à côté des Gintrac et des Pitres, dont il a été le digne continuateur.

*
**

Sous l'impulsion de ces grands doyens, qui ont justifié depuis cinquante ans le proverbe anglais : *The right man in the right place*, de nombreux professeurs mériteraient d'être placés dans cette rubrique pour avoir, eux aussi, contribué largement au grand développement de cette maison. Par leur enseignement, par leurs communications, par leurs travaux, par la part qu'ils ont prise dans les délibérations des commissions administratives des hospices, des conseils municipaux ou des conseils de l'Université, ils ont eux aussi leur part dans le succès final. Ils seraient trop à citer et nous craindrions de faire des injustices; il nous sera permis tout de même de faire quelques exceptions parmi les disparus en faveur d'un Perrens, d'un Merget, d'un Bergonié, d'un Morache, d'un Paul Dupuy, d'un Picot, d'un Albert et d'un Louis Moussous, d'un Oré, d'un Massé, d'un Lande, d'un Lefour, d'un Villar, d'un Boursier, d'un Denucé, d'un Badal, mais surtout d'un Gentes ou d'un Picqué, dont la vie et la mort furent un enseignement; d'un Lanelongue, maître pendant cinquante ans de la chirurgie bordelaise; d'un Arnozan, dont on pouvait dire, lors de sa promotion d'officier de la Légion d'honneur, « que le Conseil municipal se lève pour témoigner en son nom et au nom de la cité de son admiration pour tant de science, de sa reconnaissance pour tant de dévouement, de son affection pour tant de bonté »; enfin, d'un Henri Verger, que la mort vint surprendre en plein épanouissement de ses forces, et qui restera dans notre souvenir, puisque nous eûmes l'honneur d'être son externe et de l'avoir approché en de nombreuses circonstances, comme le plus bel exemple de haute culture, de grande science et d'admirable valeur morale.

Ce sont tous ceux-là qui ont fait la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Bordeaux...

CONCLUSIONS

Ars longa, vita brevis.

Nous avons voulu, au cours de ce trop long travail (et nous nous excusons de nous être laissé nous-même entraîner, par le désir d'être le plus complet possible, à des développements peut-être un peu fastidieux) exposer la fondation de notre bel (quoi qu'on en dise) Hôpital Saint-André; nous avons voulu montrer les efforts, le dévouement, les alternatives d'espoir et de désespérance qui ont présidé pendant près de trente ans à sa conception et son établissement.

Nous avons voulu de même faire connaître les efforts successifs, la volonté tenace devant tous les obstacles, la rectitude de conduite de tous ceux qui, successivement, ont tenu le gouvernail de notre grande Faculté, servis qu'ils étaient par des collègues pour lesquels tout orage n'était qu'une occasion de plus de se serrer autour du capitaine.

Nous avons essayé de tracer, nous gardant de tout esprit critique, une relation fidèle de la construction de celui-là et de l'expansion de celle-ci, ces deux manifestations restant à nos yeux comme le plus beau témoignage de la volonté, de la bonté, du zèle, de la science et de l'esprit de devoir qui se firent jour dans toutes les modalités matérielles et intellectuelles de leur exécution.

Heureux que nous sommes si nous avons pu attribuer à chacun la part qui lui revient et surtout mettre sous les yeux de nos contemporains des noms qui honorent ceux qui les ont portés, des actes et des déclarations qui sont l'honneur de ceux qui les ont faits, les uns et les autres ayant avec simplicité

contribué au développement, à l'embellissement et au renom national et international de notre Bordeaux universitaire, de notre Bordeaux hospitalier, de notre Bordeaux communal, et ayant justifié une fois de plus la belle devise de notre Faculté de Médecine :

« *Pro Scientia, pro Urbe, pro Patria !* »

VU : *Le Doyen,*
C. SIGALAS.

VU, BON A IMPRIMER :
Le Président,
C. SIGALAS

VU, ET PERMIS D'IMPRIMER :
Bordeaux, le 22 juillet 1931.
Le Recteur de l'Académie,

F. DUMAS.

BIBLIOGRAPHIE

ANDÉRODIAS. — L'Ecole obstétricale bordelaise. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1925.

— La Maternité de Bordeaux. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1928.

Annuaire de l'Internat des hôpitaux de Bordeaux. — Notice historique par les docteurs Albert PUJOS (1^{re} édit., 1890) et René CRUCHET (2^e édit., 1905 et suiv.). Imprimerie du *Journal de Médecine de Bordeaux*, 1931.

ARCHIVES de l'Administration des hospices civils de Bordeaux.

ARNOZAN (Xavier). — La Médecine actuelle comparée à celle de 1870. Dernière leçon, 21 déc. 1922.

— La Médecine à Bordeaux pendant le xix^e siècle, jusqu'à la fondation de la Faculté de médecine. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 20 sept. 1923.

— La médecine et la chirurgie à Bordeaux de 1870 à 1924. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1925.

BARCKHAUSEN. — Statuts et règlement de l'Université. Bordeaux, 1886.

BERGONIÉ. — L'Académie et les questions hospitalières à Bordeaux à la fin du xviii^e siècle. *Actes de l'Académie de Bordeaux*, nov. 1912.

BERNADAU. — Histoire de Bordeaux. Imprimerie A. Castillon, 1839.

BOISSERIE-LACROIX. — Histoire de l'enseignement de la médecine infantile à Bordeaux. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1925.

BORDES (Auguste). — Histoire des monuments anciens et modernes de la ville de Bordeaux, t. I^{er}.

CASSAËT. — La variole à Pellegrin en 1903, statistiques et résultats. Soc. de méd. et de chir. de Bordeaux, 20 nov. 1903.

CHEYLUD (Emile). — Histoire de la corporation des apothicaires de Bordeaux.

- CINQUANTENAIRE de la Faculté de Médecine de Bordeaux. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 10 nov. 1928.
- Comptes rendus des travaux de l'Ecole de médecine*, 1832-1878.
- Comptes rendus des travaux de la Faculté de médecine de Bordeaux*, 1878-1930.
- CREYX. — Le groupe hospitalier de Pellegrin. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1928.
- CROS-MAYREVIEILLE (Gabriel). — *Traité de l'Administration hospitalière*. Imprimerie Paul Dupont, Paris, 1886.
- CRUCHET (René). — Histoire de la médecine à Bordeaux depuis les origines jusqu'à la Révolution. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 20 sept. 1923, p. 5 à 10.
- Jean Hameau, précurseur de Pasteur. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 25 mai 1925.
- La vie médicale à Bordeaux de 1850 à 1870. (A l'occasion du Centenaire du *Journal de médecine de Bordeaux*.) *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1925.
- L'internat des hôpitaux de Bordeaux en 1860, d'après le Professeur Martial Lanelongue. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 30 mai 1930.
- DENUCÉ. — Nouvelle distribution des services hospitaliers. Rapport à l'Administration des hôpitaux de Bordeaux, 1880.
- DESTANDEAU. — L'Hôpital André-Boursier (nouvelle installation de la clinique gynécologique). Thèse Bordeaux, 1928.
- DUBREUILH (William). — L'Hôpital du Tondu. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1928.
- La médecine à Bordeaux depuis cinquante ans. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 10 nov. 1928.
- DURODIÉ (Fernand). — Les médecins et les hôpitaux du vieux Bordeaux. Imprimerie Moderne, Destout, 1924.
- FROMAGET (Camille). — Un siècle et demi d'ophtalmologie bordelaise : de Louis Béranger à Jules Badal. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1925.
- GIROU (Edouard). — Transformation des hôpitaux. Rapport présenté à la Commission administrative des hospices sur le voyage d'études accompli à l'étranger en juillet 1912. Imprimerie Ragot, 1912.
- GUYOT. — Hôpital André-Boursier. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1928.
- HOBBS. — Le dispensaire antituberculeux de la ville de Bordeaux. Congrès britannique de la tuberculose, Londres, août 1901.
- Journal de médecine pratique*, année 1829 (t. I) et suivantes. —

Recueils des travaux de la Société royale de médecine de Bordeaux.

JULLIAN (Camille). — Histoire de Bordeaux : l'Université et l'Instruction.

LAFARGUE. — La gynécologie à Bordeaux. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1925.

LAGRANGE. — Comment il faut travailler. Conférence faite à l'Association générale des étudiants de Bordeaux.

LE DANTEC. — Histoire succincte de la fondation de la chaire de médecine coloniale et de clinique des maladies exotiques après de la Faculté de Bordeaux. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 10 nov. 1928.

LEURET (Eugène). — Le Sanatorium Xavier-Arnoz. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1928.

LEVIEUX (Charles). — Recueil des discours prononcés à l'Hôpital Saint-André de Bordeaux, dans les séances d'installation des internes et externes, du 6 novembre 1877 au 13 novembre 1894. Imprimerie Gounouilh, 1895.

MAURIAC (Pierre). — Le journalisme médical à Bordeaux avant 1850. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1925.

— Aux confins de la médecine. Grasset, 1926.

MOURE. — Les spécialités à la Faculté de médecine de Bordeaux durant son premier cinquantenaire. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1928.

NANCEL-PÉNARD. — L'Hôpital Tastet-Girard. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1928.

ORAISSON. — L'urologie à Bordeaux. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1925.

PAPIN (Edouard). — Les professeurs Piéchaud et Denucé. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1925.

PERRENS (J.) (Membre du Conseil municipal et de la Commission administrative des hospices). — De l'installation définitive de la Faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux. Imprimerie Gounouilh, 1884. Extrait du *Bulletin des travaux de la Faculté de pharmacie de Bordeaux*.

PÉRY (G.). — Les épidémies de Bordeaux pendant les xv^e, xvi^e, xvii^e siècles. Bordeaux, Imprimerie Gounouilh, 1867.

— Histoire de la Faculté de médecine de Bordeaux et de l'enseignement médical dans cette ville (1441-1888). Paris, Vincent, 1888, gr. in-8°.

— Recherches historiques sur l'école d'accouchements, l'hospice de la maternité et la clinique d'accouchements de l'Hôpital Saint-André, de Bordeaux. Bordeaux, Gou-

- nouilhon, 1894, in-8°. Extrait des *Bull. et mém. Soc. de méd. et chir. de Bordeaux*.
- PETGES. — L'Ecole bordelaise de dermato-vénéréologie. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1925.
- POUSSON (Alfred). — Notice sur l'Hôpital Saint-André. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1928.
- L'enseignement de la chirurgie à la Faculté de Bordeaux pendant ses cinquante premières années d'existence. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1928.
- L'enseignement, l'exercice de la médecine et la vie universitaire à Bordeaux avant la Révolution. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 28 févr. 1931.
- ROCHER (H.-L.). — L'Hôpital des Enfants de Bordeaux (1886). Leçon d'ouverture, 4 mai 1925.
- ROUSSEAU-SAINT-PHILIPPE. — L'Hôpital-Hospice des Enfants. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1928.
- SIGALAS (C.). — La Faculté de médecine et de pharmacie de l'Université de Bordeaux. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 20 sept. 1923.
- Discours à l'occasion du Cinquantenaire de la Faculté de médecine. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 10 nov. 1928.
- VERGELY. — Relations de l'épidémie d'influenza (1889-1890). Rapport du Conseil général inséré dans le *Bulletin du Conseil d'hygiène et de salubrité de la Gironde*.
- Histoire de l'oto-rhino-laryngologie à Bordeaux. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1925.
- VERGER (Henri) et LANDE. — L'ancienne morgue et le nouvel institut médico-légal de l'Université de Bordeaux. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 20 sept. 1923.
- VERGER (H.). — L'enseignement médical à Bordeaux depuis cent ans. *Journ. de méd. de Bordeaux*, 1^{er} nov. 1925.



FAÇADE DU VIEIL HOTEL-DIEU SAINT-ANDRÉ

Au milieu: l'Entrée. - A droite: la Chapelle avec, au coin des rues Beaubadat et des Trois-Conils, la niche qui contient la statue de Saint-André, patron de l'Hôpital.



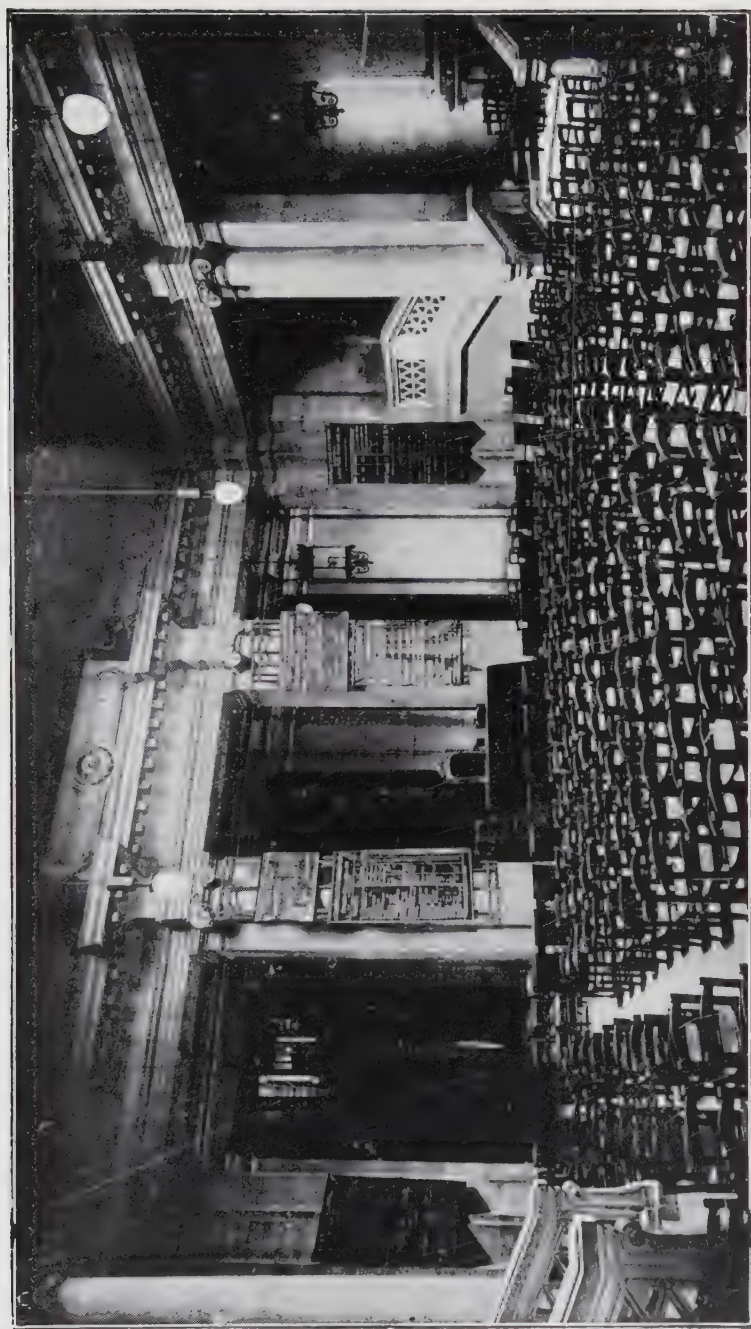
Hôpital Saint-André au moment de son inauguration (1829)



Le vieil Hôpital Saint-André (transformé en caserne).



La Faculté de Médecine et de Pharmacie.



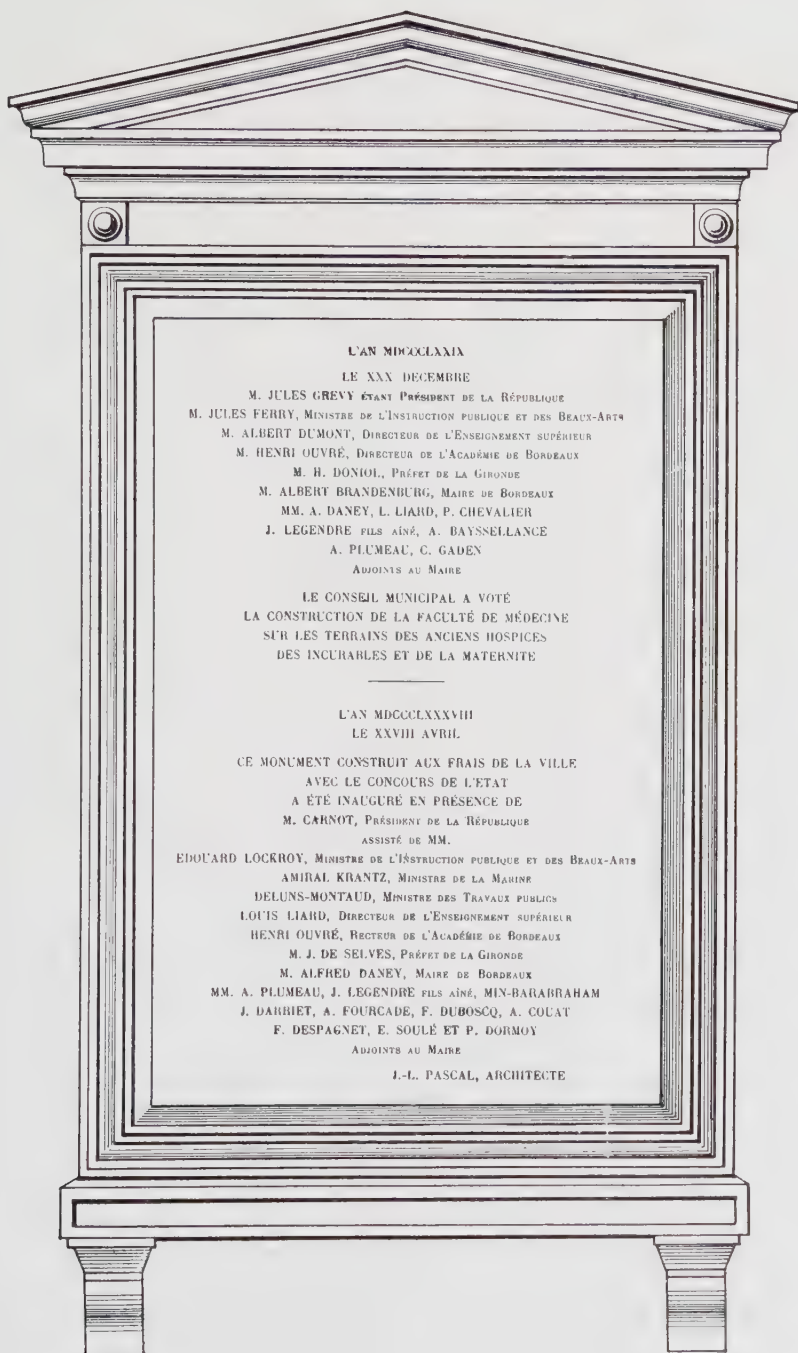
L'Atrium de la Faculté (transformé en salle de conférence).



L'ancien Hôpital des Enfants trouvés, quai de Paludate.



L'Hôpital des Enfants.





Hôpital Psychiatrique Pavillon des Incurables



Hospital East of Grand



L'Hôpital du Tondu.

GUERRE DE 1914-1918

A LA GLORIEUSE MÉMOIRE DES ÉLÈVES
ET ANCIENS ÉLÈVES DE LA FACULTÉ
MORTS POUR LA FRANCE

PROFESSEUR AGRÉGÉ FIEX

AGARD-LAHOUCHE	CHAMBRELENT	DUTUY
ALLARD	CHAMONTIN	DURAN
ANSOLA	CHAMPOLLION-LANAUTE	DURANTHON
ARMAND	CHANGOGNE	DUVILLE
AYBAUD	CHASTANG	FARRET
BALLAN	CHAUVIN	FERAUD
BANCIS	CHAVOIX	FERRAY
BAYLE	CELLIER	FESTHE
BELJON	CHEFDRIE	FLECHE
BERGIER	CHEROUVRIER	FUCKEMBERGHE
BERGONIER	CHOVÉ	FORGUES
BORROS	CLAVÉ	FRANCESCHI
BOUCAUD (08)	CLOTES	FRANCK
BOUDREAU	CODET-DOISSE	GALLAY
BOCNET	COLLIN	GARDE
BOURDILIA	CONDAMINE	GARRIOS
BOURGUIGNON	CORDIER	GATELLET
BOURRET	COURT	GAUTHIER
BRIAL	CRAUSTE	GAYRAUD
BROULIET	DAMIGNY	GENIÉS
BRUAS	DANIEL	GIRAUD
BRUGELLÉ	DARDENE	GOIZET
CALIZAC	DEFAYE	DEGOS
CAMRON	DEHRIEN	GOURHIN
CAMBOURNAC	DEUNFF	GRANDMAIRE
CAMUS	DUBOURDIEU	GLEIT
CAPDEVILLE	DUBROCA	GUIRAUD
CARLI	DUCCI-BON-TUCOT	GUTHIER
CARRÈGE	DUMAS	GUILLET
CAUBON	DUPYHAT	HERBERT
CAVASSE		

GUERRE DE 1914-1918

A LA GLORIEUSE MÉMOIRE DES ÉLÈVES
ET ANCIENS ÉLÈVES DE LA FACULTÉ
MORTS POUR LA FRANCE

PROFESSEUR OUY

HUET	MARATHAY	RAULINE
HINGOUE	MARCHAL	RAVARIT
ISAAC	MARTIN (C.)	RAYMOND
KEINEIS	MARTIN (G.)	REUGEAT
KERNERN	MASSARY (06)	REYNAUD
KLINGERHEL	MAUBRAC	RIBETTE
KRIEGER	MAUPETIT	RIQUES
LABRIT	MAZET	SAGE
LACOSTE	MELINE	SAUVET
LACROIX	MERCIER	SCHNEIDER
LAFARGUE	MEYNET	SÉRÉGE
LAFFON	MONDIN	SERINGS
LAIJUS	MONTET	SIMONNEAU
LALANNE	MOREAU	SIMONOT
LANDORMY	MOUIN	SINGER
LASSEGUETTE	MORTEROL	SOUBERBIELLE
LEBARD	MOTHE	SOULS
LE BLOCH	MOULINET	SOURDES
LE CHUITON	MURAZ	SUZANNE
LE CORRE	NICAUDIE	TALON
LE COZ	OLIVIER	TEDESCHI
LEPEVRE	PARAZOIS	TELLIAUD
LE JEUNE	PERDRIEAUX	TENOT
LE NAIHAUT	PONTAL	TRIBONDEAU
LE PAPE	PRADERE-NIQUET	TRITSCHLER
LESCAN DU PLESSIS	PUJOS	VAROT
LETHÈRE	QUENEFUEC	VIALARD-GOUDOU
LIEU	QUINTRIE-LAMOTHE	VIALATTE
LOUAIN	RABASTÉ	VILLOT
LOUSTAU	RAINACAT	



Le Monument aux Morts.



LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE BORDEAUX
CONSTRUITE AVEC LE CONCOURS DE LA VILLE, DE L'UNIVERSITÉ

ET DE L'ÉTAT

A ÉTÉ ACHÉVÉE DANS L'ANNÉE 1922

LES NOUVEAUX LABORATOIRES ONT ÉTÉ OUVERTS LE 3 NOVEMBRE 1922
MM. LÉON HERARD SEANT MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

C. ARNAULT, PRÉFET DE LA GIRONDE

R. THAMIN, RECTEUR DE L'ACADÉMIE

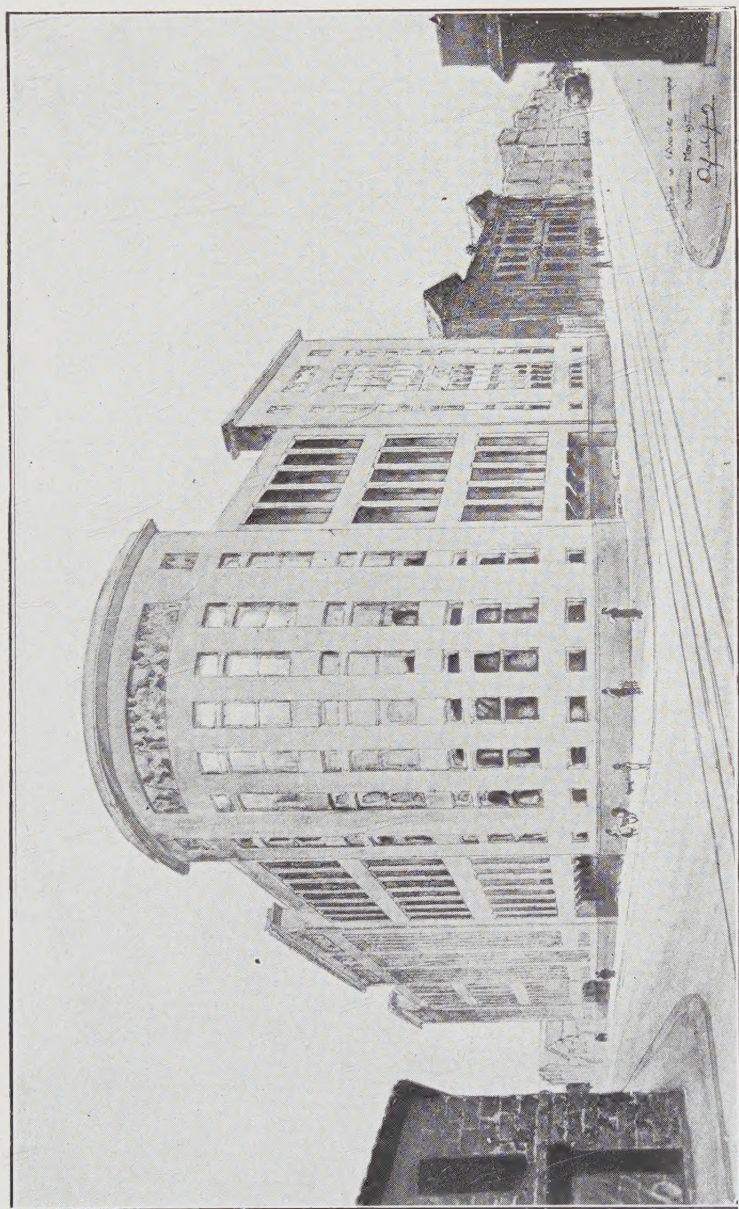
F. PHILIPPART, MAIRE DE BORDEAUX

C. SIGALAS, ADJOINT AU MAIRE, DOYEN DE LA FACULTÉ

J.-L. PASCAL ET E. L'COMBE, ARCHITECTES



1. Haupt- und Residenzgebäude.



Nouvelles cliniques chirurgicales (angle rue Henri-IV).

